



Pretoria se découvre en Angola

En claironnant pour la première fois le soutien opérationnel apporté par son armée aux rebelles « anti-martinet » de l'UNITA dans le Sud angolais, sans faire valoir l'habituel prétexte de « droit de poursuite » contre les nationalistes namibiens de la SWAPO basés dans cette région, Pretoria ne cherche pas simplement, comme feint de le croire Jonas Savimbi, le chef de la rébellion angolaise, à tirer la couverture de la victoire sur ses soldats. L'armée sud-africaine, tous les experts militaires le savent depuis des lustres, est la plus puissante au sud du Sahara, et la victoire « sans précédent » à apparemment remportée ces derniers jours par l'UNITA sur les forces gouvernementales de Luanda n'ajoute rien à la réputation de l'« armée des Blancs ». Ni dans leur pays ni à l'étranger.

On ne saura sans doute jamais si des « unités soviétiques » ont effectivement participé, sur le terrain, à la plus vaste offensive jamais menée contre les troupes rebelles du Sud par les forces gouvernementales angolaises. « Les spécialistes militaires soviétiques », a déclaré Moscou, ne participent pas à l'action, ils se limitent à apporter une assistance dans l'utilisation du matériel fourni aux Angolais.

Pretoria, qui n'a jamais fait mystère de son rôle logistique à l'UNITA, affirme que ses troupes ont été engagées ces derniers jours dans des combats contre des forces « raco-cubaines ». Luanda dément et Jonas Savimbi jure que non seulement « aucun soldat sud-africain n'a combattu aux côtés » de ses troupes, mais que c'est « le soutien des Etats-Unis » (fourniture de missiles anti-aériens, Stinger essentiellement) qui fut « vital » et « décisif » dans sa victoire.

L'Afrique du Sud a-t-elle présenté une volonté américaine de l'écartier d'un éventuel règlement global du conflit austral ? Le département d'Etat américain n'a-t-il pas fait savoir jeudi que les négociations avec Luanda sur le retrait des troupes cubaines d'Angola seraient, elles, entrées dans « une phase plus active » ?

Un tel retrait priverait évidemment Pretoria du prétexte avancé depuis douze ans par sa propre diplomatie pour justifier l'occupation de la Namibie. Le coup de clairon sonné par les chefs militaires sud-africains à propos de leur implication dans les derniers combats du Sud angolais risque, bien sûr, de compromettre les chances d'un règlement négocié. Il permet aussi au gouvernement sud-africain de rappeler à son opinion publique et au reste du monde que « l'objectif ultime de l'agression soviétique en Afrique australe » reste le bastion blanc et ses richesses minières. Et, au passage, Pretoria prépare éventuellement l'opinion sud-africaine à l'annonce de pertes humaines plus élevées que les douze soldats blancs officiellement tués en Angola depuis le début du mois. « La victoire est cent père », avait dit John Kennedy après la débâcle de la baie des Cochons, à Cuba. M. Savimbi a repris jeudi cette formule, mais en l'inversant, dans son masque. Il ne croyait sans doute pas si bien dire.

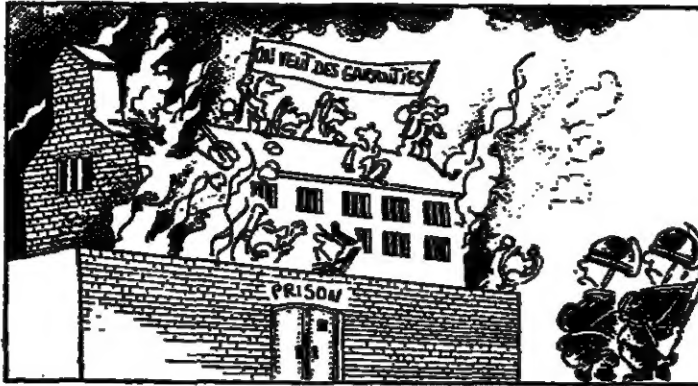
(Lire nos informations page 6.)



L'accalmie sur les marchés financiers

- Le dollar s'est sensiblement redressé
- La Bourse de Paris est hésitante

L'annonce d'une diminution de près de 10 % du déficit commercial des Etats-Unis pour septembre a accéléré, le 13 novembre, le redressement du dollar et des marchés financiers. A Paris, toutefois, la tendance en milieu de journée était orientée à la baisse. Les opérateurs restent sceptiques sur la réduction du déficit budgétaire américain.



Un mois après avoir ébranlé les marchés boursiers et monétaires, les résultats du commerce extérieur américain ont contribué à leur — provisoire — apaisement. Curieux excès : l'annonce d'un déficit de 15,7 milliards de dollars en août, le 14 octobre dernier, avait été le détonateur de la crise et du « lundi noir » de Wall Street. La publication, le jeudi 12 novembre, d'un solde négatif encore fort élevé de 14,08 milliards pour septembre, est saluée

par une remontée du dollar et des places boursières. « Après avoir sombré dans le catastrophisme, chacun voulait trouver des raisons d'espérer », reconnaît un cambiste. Dans l'état de tension anxieuse qui prévaut depuis des semaines, ce type de réaction peut s'expliquer. Elle n'en prouve pas moins à quel point les marchés sont déconnectés des réalités profondes d'une économie dont l'évolution ne saurait être appréciée à

la lecture réductrice d'indices mensuels.

L'intérêt quasi obsessionnel pour le commerce extérieur des Etats-Unis est compréhensible. Voilà plus de deux ans que les gouvernements des principaux pays industriels et les organismes multilatéraux en ont fait l'un des symboles des grands déséquilibres qui empoisonnent l'économie internationale.

FRANÇOISE CROUGNEAU.
(Lire la suite page 26.)

Fin de la mutinerie de Saint-Maur (Indre)

Les détenus se sont révoltés contre l'isolement et l'oubli



La mutinerie qui avait éclaté, le 12 novembre, à la centrale de Saint-Maur, près de Châteauroux (Indre), s'est terminée vendredi 13, peu après midi. Au terme de négociations conduites par M. Pandraud, le directeur de la prison et les onze autres otages pris par les détenus en révolte contre l'isolement et l'oubli avaient été libérés.

Si les révoltes dans les prisons de l'été dernier avaient pour raisons principales le surpeuplement des maisons d'arrêt, celle qui vient de se produire à la centrale de Saint-Maur est d'une nature différente. Elle remet en mémoire les mutineries des années 70 qui secouèrent les établissements où se purgent les plus lourdes condamnations. Ceux qui les subissent n'ont plus à réclamer contre la lenteur des instructions ou la promiscuité. Mais si les conditions matérielles de vie dans une centrale peuvent paraître de ce

point de vue supportables, les condamnés définitifs à de longues peines — plus de quatre-vingts des détenus de Saint-Maur, dont Georges Ibrahim Abdallah, subissent des peines perpétuelles — vivent dans l'espérance de la mesure qui réduira leur temps de prison. La politique de sécurité a ramené le nombre de ces mesures à la portion congrue. Si ce n'est pas la seule raison de la révolte, c'est sans doute la principale.

(Lire nos informations page 10.)

M. Gorbatchev vu par les communistes français

Pas de « perestroïka » pour le PCF

Le Parti communiste français soutient, sans état d'âme, la « perestroïka » soviétique. Les dirigeants du PCF ne cessent de le répéter à chaque fois que l'occasion leur est donnée de s'exprimer sur cette « restructuration » accompagnée de « transparence » (« glasnost ») qu'impulse M. Mikhaïl Gorbatchev. Honneur donc à « la révolution dans la révolution », selon le slogan programmatique du numéro 10 soviétique, qui popularise, à la mesure de ses moyens, par l'organe central du PCF, l'Humanité.

Le quotidien communiste lui a ainsi consacré un supplément spécial, le 6 novembre, au titre évocateur : « Aurore, acte II ». « Il y a soixante-dix ans, un croiseur tirait sur le palais des tsars », expliquait l'Humanité, aujourd'hui, en URSS, c'est la révolution dans la révolution. Quatre jours après, le même journal a réservé cinq pages entières à la présentation et à des extraits, tous bien dosés, du « livre qui ébranle le monde » — allusion aux

Dix jours qui ébranlèrent le monde du journaliste américain John Reed sur la révolution de 1917. Il s'agit, on l'aura compris, de l'ouvrage de M. Gorbatchev. Ces deux exemples ne sont que les plus récents d'une production quotidienne élogieuse à l'égard du gorbatchevisme, qui trouve, depuis de nombreux mois, une bonne place dans les colonnes de l'Humanité.

Celui qui ferait remarquer cruellement que le soutien du PCF à M. Gorbatchev et à sa « perestroïka » est aussi aveugle qu'il l'est pour Joseph Staline et sa politique intérieure communiste traiterait probablement une belle erreur. Non pas que les dirigeants communistes français n'aient pas soutenu, sans faille aucune, « le Petit Père des peuples » et reconnu, avec vingt ans de retard, l'authenticité du rapport « attribué au camarade Khrouchchev » en 1956, mais il est légitime de se demander si ceux d'aujourd'hui n'appuient pas le père de la

« perestroïka » que du bout de la déclaration.

Procès d'intention ? Quand M. Maximé Gremetz, membre du secrétariat du comité central et « ministre des affaires étrangères du PCF », revient d'URSS pour déclarer : « Notre apport essentiel à la « perestroïka », c'est le développement de notre propre politique, le socialisme à la française », on est en droit de s'interroger sur « le soutien total » au socialisme soviétique new-look évoqué, par ailleurs, par M. André Lajoinie. Il est vrai que, pour le candidat du PCF à l'élection présidentielle, ce soutien prend certainement en retour la dimension d'un encouragement personnel.

OLIVIER BIFFAUD.
(Lire la suite page 7.)

Lire page 3
L'autocritique de M. Eltsine

Le 50^e sommet franco-allemand

Accord sur l'introduction du minitel en RFA
PAGE 4

Les troubles au Bangladesh

La police a l'ordre de tirer à vue
PAGE 6

Les élections à Haïti

Une campagne sur fond d'attentats
PAGE 6

L'avenir de la Sécurité sociale

Les états généraux et un article de Jean-Jacques Dupeyron
PAGES 2 et 29

Le Monde
SANS VISA

■ Dans le Sud marocain. ■ Jeux. ■ Gastronomie.
Pages 15 à 19

LE MONDE DU VIN

PAGE 29

Le sommaire complet se trouve page 32

Le financement des partis et des campagnes électorales

L'argent et la politique

par Michel Aurillac
ministre de la coopération
président du Club 89

Les rapports entre l'argent et la politique ont été longtemps perçus comme des relations occultes entre de mystérieuses puissances financières de la banque et de l'industrie et les hommes au pouvoir ou susceptibles d'y parvenir.

Dans le luxe des salons de la haute bourgeoisie, dans les bureaux lambrissés des ministres et des administrateurs délégués, dans les boudoirs et les alcôves des femmes d'influence, les décisions se prenaient loin du bon peuple qui pouvait toujours voter sans réellement agir sur les coulisses du grand théâtre du pouvoir. Jean

Gabin dans un rôle de composition s'inspirant de Poincaré, de Léon Blum et de Clemenceau, Bernard Blier en gendre de la haute banque et Louis Seigner en gouverneur de la Banque de France ont bien restitué cet archétype dans le film d'Henri Verneuil *Le Président*.

Les élections elles-mêmes, depuis la III^e République, à part quelques cas isolés de corruption, se déroulaient sans que l'argent y eût une part essentielle. Certes bien des candidats provenaient de milieux aisés, mais c'était leur fortune personnelle qu'ils engageaient, et cela n'empêchait pas l'émergence d'élus sans fortune soutenus par des partis qui trouvaient l'essentiel de leurs res-

sources dans les cotisations de leurs membres ou les dons légitimes de bienfaiteurs avérés.

La situation a bien changé, d'abord progressivement, puis par le franchissement d'un palier.

Aujourd'hui, on n'a plus besoin de rencontres occultes pour noter les convergences et les divergences entre les groupes de pression et le gouvernement. L'opinion publique est mieux informée, elle demande à l'être encore davantage. Le débat politique devient public au sens médiatique du terme. Ce qui est librement discuté à la télévision ne peut pas demeurer le secret d'un petit nombre.

(Lire la suite page 2.)

COUP DE PATTE DE FRED

Parure griffes de panthère en or et émail

Bague : 8 800 F
Pendentif : 7 900 F
Clips d'oreilles : 13 900 F
Possibilité de financement cetelem

FRED
JOAILLER

6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Méridien, Espace "Galerie Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly, 21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Loews, Monte-Carlo, 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

Débats

Politique familiale, « sagesse » et conservatisme

On ne peut donner plus aux riches
qu'en prenant sur la part des autres

L'ASSURANCE-chômage verse 46,5 F par jour à un chômeur de longue durée. Et encore ce chômeur, pris en considération — si j'ose dire — par notre système de protection sociale est-il privilégié par rapport à une foule immense d'exclus de toute sorte. Le système renvoie ces personnes en détresse à une structure familiale hypothétique ou se résume à leur clochardisation : en clair, cela signifie qu'il capitule.

Le rapport du comité des « sages » sur la Sécurité sociale est très fouillé ; et cependant, sur cette faillite, sur ses causes, sur les moyens d'y remédier, rien, pas une ligne. « La question ne sera pas posée... » Le problème d'un revenu minimal garanti, passionnément débattu à droite comme à gauche, n'est pas abordé. Au lieu de se demander si le système est adapté aux nouveaux défis, on cherche seulement — de façon souvent très intéressante — à le rafistoler pour en permettre la survie. La démarche, profondément conservatrice au sens exact du mot, conduit même les auteurs du rapport à émettre des propositions passées à la louche de la situation des plus déshérités. Par exemple en matière de prestations familiales.

Le contexte étant ce qu'il est, le bon sens voudrait que l'on refuse le moindre gaspillage et que l'on concentre ces prestations sur les foyers qui en ont besoin. Le montant des allocations familiales pour deux enfants est de 544,06 F par mois, pour notre chômeur à 46,5 F par jour, comme pour l'heureux propriétaire de cent appartements parisiens. Or, chaque fois que l'on verse ces 544,06 F à des foyers qui pourraient parfaitement s'en passer, on se prive de la possibilité de donner un peu d'oxygène supplé-

par JEAN-JACQUES
DUPEYROUX

mentaire à ceux qui en ont le besoin le plus urgent. Au nom de ces vieilles lunes égalitaires sous lesquelles savent si bien se dissimuler, parfois, le cynisme et la mystification. Qu'on le veuille ou non, il y a des priorités, des urgences incontournables ; et leur négation, ou leur ignorance, conduit à l'inconséquence.

Egalité de façade

Dieu merci, même si elle a été légèrement diminuée par la réforme Barzach, une bonne part (46 %) de l'enveloppe prestations familiales est encore réservée aux familles pauvres ou modestes. Mais les « sages » voudraient supprimer toutes conditions de ressources pour toutes les prestations familiales (p. 24). Ont-ils bien saisi les conséquences d'un vœu aussi général sur l'allocation de parent isolé, sur les allocations de logement ? Il n'y a pas de miracle : à enveloppe globale constante — et personne n'envisage de l'élargir — on ne peut donner davantage aux riches qu'en prenant sur la part des autres.

A l'appui de leur thèse, les tenants de cette égalité de façade en matière familiale ont toujours eu recours à un bon vieux serpent de mer approuvé : le revenu ! Les mêmes prestations seraient versées aux plus fortunés et aux plus démunis, mais elles seraient intégrées dans l'assiette de l'impôt sur le revenu. Ainsi un taux marginal d'imposition de 58 % ramènerait de 544 F à 299 F les allocations familiales. Ainsi, d'un côté, on nous assure que l'avenir du pays suppose la politique familiale la plus « ambitieuse » ; mais

aussitôt après, on admet qu'une partie non négligeable des recettes pourra être affectée à d'autres dépenses... Que tout cela est bizarre !

Certes, on peut imaginer que, pour maintenir au même niveau le volume des sommes affectées aux dépenses familiales des « ménages », les prélèvements fiscaux sur leurs prestations soient compensés par une augmentation des recettes de la branche... Je sais bien que les prélèvements obligatoires ne suscitent plus les mêmes fulminations et qu'au sein même du gouvernement certains ont changé de religion à leur endroit ! Tout de même, il paraît bien douteux que l'on s'engage dans la voie d'une augmentation des contributions imposées au titre de la politique familiale. Dans leurs développements sur le financement de cette politique, les « sages » ne suggèrent rien de tel, loin de là.

Sur le plan du financement de la même branche, dont les modalités actuelles — cotisations patronales de 9 % sur des salaires plafonnés — sont unanimement tenues pour incohérentes, les « sages » se sont montrés plus sérieux.

Un étrange argument

Ils ont repris à leur compte un scénario de choc élaboré dans le cadre de la préparation du neuvième Plan (1) et dont l'application avait été annoncée, en 1982, par M. Pierre Mauroy : ces cotisations patronales, analysées comme une retenue à la source sur les salaires, seraient progressivement restituées aux salariés et, parallèlement, remplacées par une imposition proportionnelle sur tous les revenus. Incontestable progrès. Deux observations cependant :

— les « sages » ajoutent à ce scénario une étape inédite : avant sa restitution aux salariés, la cotisation patronale devrait être déflationnée (pp. 57-58). Ce déflationnement alourdirait, de façon éventuellement considérable, les charges salariales des entreprises occupant surtout des collaborateurs hautement rémunérés : elles ne seront pas toutes en mesure de le supporter. On s'interroge sur le propos exact de cette opération, qui comme telle paraît à première vue inutile et malsaine ;

— d'autre part, et surtout, on regrette que la solidarité dans le financement de la politique de l'enfance ne s'exprime pas par une imposition progressive. Faut-il le rappeler ? Une démagogie galopante a ramené le poids de notre impôt sur le revenu (rapporté au PIB) à un niveau trois fois inférieur à la moyenne des vingt-quatre pays de l'OCDE (4 % contre 12 %). Excusez du peu. Or si les « sages » renoucent à faire appel à cet impôt, c'est, nous disent-ils, « faute pour celui-ci de peser sur un nombre suffisant de citoyens » (p. 61). Etrange argument ! Que n'est-il proposé d'élargir ce nombre !

(1) V. Lescure et Strauss-Kahn. Pour une réforme du prélèvement social, Droit social, février 1983. Le gouvernement socialiste a finalement reculé devant des difficultés techniques redoutables.

L'argent et la politique

(Suite de la première page.)

Dans le même temps on a vu s'ouvrir en puissance le coût des campagnes électorales. Le vieux principe républicain toujours en vigueur du remboursement des dépenses du candidat qui a obtenu 5 % des suffrages était vidé de son contenu. Remboursement des bulletins de vote, les circulaires et l'affichage officiel a-t-il encore un sens si une débâche de communication et de publicité vient multiplier par dix ou par cent le coût officiellement reconnu et remboursé par l'Etat. C'est un phénomène relativement récent en France, avec l'élection présidentielle de 1981 et les législatives de 1986.

Préfet de l'Essonne ou des Bouches-du-Rhône, j'avais eu à connaître certaines affaires dont les épiques judiciaires sont encore présents dans bien des mémoires.

Député, j'ai conduit en 1980 une mission parlementaire (1) aux Etats-Unis. Son objet était d'y décrire les conditions de financement des partis politiques et des campagnes électorales. Le rapport que j'ai ramené de ce voyage montre comment, après plusieurs scandales et l'affaire du Watergate, les Américains ont réussi à mettre sur pied un système juridictionnel de contrôle de la collecte et de l'emploi de fonds à des fins politiques et électorales.

Les parlementaires en mission ne parent s'entendre pour signer ensemble les conclusions de ce rapport que socialistes et communistes, une fois au pouvoir, s'empresurent d'oublier, et je le regrette.

Connaître les donateurs

Je voudrais, m'appuyant sur l'expérience de cette mission, rajouter les conclusions que j'avais proposées (2).

1. — Il faut éviter la débâche de dépenses à l'occasion des campagnes électorales non seulement en interdisant l'affichage publicitaire pendant les campagnes, mais en allouant en amont de la campagne la période d'interdiction.

Les médias audiovisuels devraient tous s'orienter, comme c'est déjà le cas, lors des présidentielles, pour les chaînes publiques et la radio, vers un style personnel, gratuit et fénelair : un temps égal de parole au premier tour des législatives pour tous les candidats et, au second, un véritable débat entre les candidats restants. Le développement des stations locales pourrait faciliter cette personnalisation.

2. — Il faut réglementer et contrôler le financement des campagnes et des partis politiques. La France a tout intérêt à se préserver contre l'invasion de l'argent en obligeant les candidats à déclarer ce qu'ils reçoivent et ce qu'ils dépensent et en contraignant ceux qui les soutiennent à déclarer ce qu'ils donnent au-dessus d'un certain plancher, 500 francs par exemple, et au-dessous d'un plafond pour une année de l'ordre de 5 000 francs.

En contrepartie, les donateurs devraient pouvoir déduire les sommes versées de leurs revenus imposables aux mêmes conditions que pour les contributions aux œuvres d'intérêt général.

Les déclarations des candidats devraient être faites devant une commission de type quasi juridictionnel composée de personnalités indépendantes et non pas de représentants des partis ; ce système concevable avec les deux partis aux Etats-Unis ne le serait pas en France. Des magistrats de la Cour des comptes, assistés de magistrats des tribunaux judiciaires ou administratifs, pourraient être investis de cette mission.

Faut-il aller en France jusqu'à la publicité intégrale des déclarations ? Ce serait certes un moyen radical de faire participer l'opinion publique au contrôle de la moralité des campagnes électorales. Mais n'y aurait-il pas un danger pour les électeurs de subir des pressions si leur engagement politique financier était révélé publiquement ? C'est pourquoi, dans une première étape, on peut imaginer une sorte de quinquennat par la commission de contrôle, qui publierait uniquement le montant total des fonds collectés et des dépenses effectuées par le candidat.

3. — Les financements publics doivent être augmentés au moins pour les campagnes électorales, sinon pour les partis politiques.

Pour éviter que l'argent privé des particuliers, des groupes de pression socioprofessionnels ou économiques ne s'engouffre dans les campagnes électorales, il faut accroître la prise en charge par l'Etat et plafonner simultanément le coût des campagnes, au moins pour les présidentielles et les législatives. Pour fixer un plafond et l'indexer correctement, il faudra procéder à des études de budgets types et les publier. Il faut enfin que le gouvernement, seul maître de l'initiative budgétaire, accepte de traduire en propositions de dépenses un changement d'échelle de la participation de l'Etat au coût des campagnes électorales.

L'opinion publique, bien que peu soucieuse de voir augmenter le coût des dépenses budgétaires, serait sensible à une action de l'Etat qui mettrait plus d'équité et de clarté dans le jeu politique à un niveau où la participation des citoyens est, en droit, universelle, et, en fait, aux alentours de 80 %. Bien qu'il s'agisse d'un gadget publicitaire, on pourrait imaginer une participation volontaire des contribuables au coût des campagnes électorales prises en charge par l'Etat, sous la forme du franc symbolique précompté sur l'impôt sur le revenu. Il resterait à justifier que seuls les citoyens imposables à l'impôt sur le revenu pourraient ainsi manifester leur intérêt pour la vie politique.

Les miasmes du soupçon

Dernière variante du financement public, celui des partis politiques. Il ne saurait venir avant le financement des campagnes électorales, qui est la première nécessité. Restera-t-il de l'argent public à dépenser en faveur des partis politiques, c'est douteux, et, au surplus, difficile à justifier, car si le fait électoral est universel, le militantisme politique est nécessairement le choix d'une minorité de volontaires dévoués. La grande masse des citoyens et des contribuables qui votent sans militer n'ont aucune appétence à financer des partis pour lesquels ils ont souvent une méfiance innée. Le financement des partis, loin d'être une école de démocratie, pourrait se retourner contre les intentions de ses investisseurs.

4. — Enfin, il faut contrôler la fortune des hommes politiques quand ils parviennent à des postes de responsabilité, président de la République, premier ministre, ministres, députés et sénateurs, avec un bilan d'entrée et un bilan de sortie de la composition et de la valeur du patrimoine.

Sous ces quatre conditions, la vie politique en France sera débarrassée des miasmes du soupçon provoqué par les « affaires ». On ne pourra jeter le discrédit sur la grande masse des élus qui vivent honnêtement sans s'enrichir et méritent la confiance des citoyens.

MICHEL AURILLAC.

(1) Michel Aurillac, Emmanuel Aubert (RPR), Jean-Pierre Pierron-Bloch (UDF), François Masiot (MRG), Jean Popreau (PS), Lucien Villa (PC).

(2) Le Monde des 22 et 23 octobre 1980.

Au Courrier du Monde

Le choix de l'homme Mitterrand

Dans les supputations incessantes sur l'éventuelle candidature de François Mitterrand à un second mandat de sept longues années, les spéculations ne tiennent compte que des aspects politiques de la question. Or Mitterrand est plus complexe que Janus. Il présente une triple face : homme politique certes, mais également grand-père et écrivain.

Ces deux dernières composantes de sa riche personnalité sont passées sous silence dans les prévisions pour 1988, alors qu'elles prévaudront sans aucun doute quand le président de la République prendra sa décision. La charge de la plus haute magistrature ne laisse guère de temps pour s'occuper de ses petits-enfants, d'autant plus qu'en cas

de deuxième mandat un reclassement politique au centre mettrait fin à la cohabitation et alourdirait sa tâche.

Actuellement, le temps ne doit pas lui manquer pour écrire ses Mémoires ou d'autres ouvrages. Mais n'est-il pas de ceux qui ont un monde politique chaque jour un peu plus nauséabond ?

Si, à soixante et onze ans, il prenait sa retraite, François Mitterrand pourrait, avec l'expérience de ses sept années à l'Elysée et de ses quarante ans de vie politique, écrire une somme sur le pouvoir, accomplissement de sa conscience littéraire. Dans ce but, il doit prendre de l'altitude, dominer de dix mille pieds le monde des politiciens et leurs tristes machines, renoncer au pouvoir.

Rares sont les hommes qui, dans le passé, l'ont abandonné quand rien ne les y forçait. Charles Quint se retira à Yuste sans avoir résolu les problèmes de son temps qu'il légua à son fils, Philippe II. Le général de Gaulle organisa un référendum politiquement suicidaire après le traumatisme que fut pour lui mai 1968.

M. Mitterrand pourrait trouver plus mauvaise compagnie dans l'histoire. Peu de dirigeants ont su quitter la scène politique au bon moment, tranquillement, avant le déclin de leurs forces.

XAVIER REMIS,
professeur d'histoire
(Nancy).

SURDOSE

Prospectus à tout faire

Pendant un an, j'ai gardé un certain nombre de papiers qui sont arrivés dans ma boîte aux lettres. Je ne parle pas des prospectus distribués anonymement chaque jour, mais des envois faits à mon nom et à mon adresse par des gens à qui je n'ai rien demandé.

En un an j'ai donc reçu :
3.150 kg de publicité pour des livres et des revues ;
0.330 kg d'appels pour des œuvres humanitaires (ce qui représente 23 demandes d'argent) ;
0.400 kg de relances de grandes maisons de vente par correspondance ;

0.200 kg de « grands concours » où j'ai « gagné un prix formidable » ;

0.060 kg de propositions de stages ;
0.060 kg de propositions de maisons individuelles ;
et 0.030 kg de propositions diverses (vins, assurances, etc.).

Ce qui fait un total de 4.230 kg de papiers dont je me serais bien passé, et ma facture également. Et je ne suis qu'un Français « moyen ». Je suppose donc que, pour beaucoup d'autres, c'est pire ! Pour ma part, je suis décidé à changer d'adresse, histoire d'être tranquille pendant quelques semaines.

PASCAL SOMZOGNI
(Indre-et-Vienne, Allée).

CONCOURS
LE MONDE DU VIN
COMMANDEZ
VOS NUMÉROS MANQUANTS

Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

N° 1 4,50 F et 17 ans.	N° 2 6,00 F et 19 ans.	N° 3 4,50 F et 20 ans.	N° 4 4,50 F et 21 ans.	N° 5 4,50 F et 22 ans.	N° 6 4,50 F et 23 ans.
N° 7 4,50 F et 24 ans.	N° 8 6,00 F et 25 ans.	N° 9 4,50 F et 27 ans.	N° 10 4,50 F et 28 ans.	N° 11 4,50 F et 29 ans.	N° 12 4,50 F et 30 ans.
N° 13 4,50 F et 31 ans.	N° 14 6,00 F et 32 ans.	N° 15 4,50 F et 33 ans.	N° 16 4,50 F et 34 ans.	N° 17 4,50 F et 35 ans.	N° 18 4,50 F et 36 ans.
N° 19 4,50 F et 37 ans.	N° 20 6,00 F et 38 ans.	N° 21 4,50 F et 39 ans.	N° 22 4,50 F et 40 ans.	N° 23 4,50 F et 41 ans.	N° 24 4,50 F et 42 ans.

NOM : _____ PRÉNOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL : _____ LOCALITÉ : _____

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à : Le Monde, service des ventes au numéro 7, rue des Italiens, 75008 PARIS.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
630.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général :
Bernard Wobeser.
Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.
Correspondant en chef :
Claude Salas.

Reproduction interdite de tous les articles
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57437
- ISSN : 0395-2037 -

ABONNEMENTS
BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
354 F	672 F	954 F	1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F
ÉTRANGER (par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 099 F 1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 880 F
Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : des abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les adresses propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 3615 - Tapez LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montcaumon, 75007 Paris
Tél : (1) 45-55-91-42 ou 45-55-91-71
Téléx MONDIPUB 284 136 F

Le Monde USPS 705-010 is published only
except Sunday, for \$450 per year by Le Monde
c/o Speedpost, 45-45 39th Street, L.I.C., NY
11104. Second class postage paid at L.I.C. and
additional offices. NY postmaster: send address
changes to Le Monde c/o Speedpost USA,
P.O. 45 45 39th Street, L.I.C. NY 11104.

مكتبة

Après le sommet d'Amman

La Syrie réproche la condamnation de l'Irak et affirme que sa position envers Téhéran reste « inchangée »

Le chef de la diplomatie syrienne, M. Farouk El Charré, a déclaré, le jeudi 12 novembre, que son pays réprochait la condamnation de l'Irak par le sommet d'Amman, affirmant que la position de la Syrie envers Téhéran demeurerait « inchangée ». Dans une conférence de presse à Damas, M. El Charré a indiqué que le communiqué final du sommet avait été « distribué durant la séance de clôture mercredi alors qu'il aurait dû l'être plus tôt pour être discuté », en constatant de rappeler qu'il avait participé à la rédaction de ce document.

M. El Charré a ajouté que la Syrie continuerait à soutenir la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU qui appelle à un cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran, mais, a-t-il dit, « nous avons des doutes sur la possibilité de la mettre en œuvre en raison du rôle que joue l'Amérique dans cette guerre ». « La Syrie, a-t-il ajouté, est contre la condamnation de l'Irak parce que ce pays n'a pas commencé la guerre. » Il a précisé, à ce propos, que son pays « avait rejeté un projet présenté au sommet pour rompre les relations avec l'Irak, car cela aurait signifié une proclamation de guerre contre Téhéran ».

Après avoir affirmé que toutes les tentatives visant à briser les relations syro-iraniennes seraient vouées à l'échec, il a souligné que la Syrie poursuivra ses contacts « pour juguler l'extension de la guerre ». « Notre appui à nos frères du Golfe est total, parce qu'ils n'ont pas déclenché la guerre. L'Irak a été agresseur et n'est pas l'ennemi des Arabes », a-t-il souligné.

Le chef de la diplomatie syrienne a, par ailleurs, minimisé l'importance des rencontres à Amman entre le président Assad et le chef de l'Etat irakien Saddam Hussein. « Nous sommes arabes, a-t-il dit, et les salutations sont dans nos moeurs. Mais les relations syro-iraniennes, qui ont été dangereusement ébranlées, ne peuvent être normalisées par des poignées de main. » Évoquant les relations de la Syrie avec l'OLP, M. El Charré a confirmé l'amorce d'un dialogue

qui, a-t-il dit, « n'est encore qu'à ses débuts ». « Pour l'instant, il est difficile de porter un jugement. »

A Téhéran, le ministre iranien des affaires étrangères a condamné le sommet d'Amman, sans faire d'allusion au rapprochement intervenu entre l'Irak et la Syrie. « La République islamique est décidée à continuer sa guerre défensive jusqu'à la position de l'agresseur et l'obtention de ses justes droits. » « C'est une honte pour les pays arabes d'oublier les objectifs de la lutte et le combat anticolonial du peuple palestinien afin de laisser le drapeau de guerre contre l'Irak et le mouvement islamique de la région », ajoute le ministre iranien, qui condamne, par ailleurs, le rapprochement intervenu avec le Caire. « Nous sommes convaincus, affirme-t-il, que, tout comme Anouar El Sadate, les dirigeants arabes réactionnaires seront punis. »

Pour mieux marquer sa volonté de « punir l'agresseur irakien », l'imam Khomeiny a donné jeudi son accord pour une nouvelle mobilisation afin de « porter un coup fatal » à l'Irak. En réponse à une lettre que lui a adressée le Conseil supérieur de soutien à la guerre, un organe présidé par le chef de l'Irak et qui regroupe les dirigeants de toutes les institutions étatiques ou parastatistiques, l'imam Khomeiny souligne la priorité absolue que représente la guerre. « Nous demandons à tous les responsables, oulémas, imams de la prière du vendredi et à toutes les couches de la nation de participer à cette mobilisation », déclare le guide de la révolution iranienne.

De son côté, l'Irak est déterminé à poursuivre ses combats dans le Golfe. L'aviation de Bagdad a, selon un communiqué officiel, attaqué et détruit « quatre objectifs navals », dans la nuit de jeudi à vendredi, près des côtes iraniennes. Selon ce texte, deux des quatre « objectifs navals » — termes désignant des pétroliers dans les communiqués irakiens — étaient « très importants ». — (AFP, Reuters.)

ISRAËL

Les services de sécurité à nouveau mis en cause

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Un nouveau scandale agite le Shin Beth, les services de sécurité intérieure israéliens. A peine dix

LIBAN

L'ingénieur français blessé au cours d'un attentat est « dans un état désespéré »

Beyrouth (AFP). — L'ingénieur français Richard Gimpel blessé mercredi près de Beyrouth se trouve dans le coma. « Dans un état désespéré », après avoir été atteint de trois balles de 9 mm, dont deux dans la nuque et une dans la joue gauche, selon le rapport médical cité le vendredi 13 novembre de source proche de l'enquête.

Selon le rapport médical, les balles qui ont blessé M. Gimpel ont été tirées à moins de 60 centimètres de distance. De source policière, on indique par ailleurs que la victime, qui vit au Liban depuis dix ans et travaillait dans une distillerie proche du lieu de l'attentat, était muni d'un pistolet qu'il a utilisé contre ses agresseurs.

L'arme de M. Gimpel s'est égarée après un premier coup de feu, selon une source proche de l'enquête. Après avoir heurté et immobilisé le jeep Suzuki de M. Gimpel, ses poursuivants sont descendus de leur voiture et l'ont abattu, a-t-on ajouté de même source.

Selon des sources judiciaires à Beyrouth, l'enquête n'a pas pu établir que M. Gimpel ait été victime d'une tentative d'assassinat « à caractère crapuleux ». De son côté, l'ambassadeur de France au Liban, M. Paul Blanc, a affirmé, jeudi, à l'AFP que rien ne permettait de dire que cette agression avait « un caractère politique antifrancophone ».

La milice des Forces libanaises (FL), qui contrôle le « pays chrétien », a accusé, jeudi, « les pays et les organisations » hostiles à l'Occident d'être responsables de cet attentat et a demandé aux étrangers vivant à Beyrouth-Est de « redoubler de précautions et de rester en état d'alerte ».

jours après qu'une commission gouvernementale ait mis en cause ce service, trois de ses membres viennent d'être suspendus à la suite de la mort d'un Palestinien au cours d'un interrogatoire, dans des conditions peu claires. Le conseiller juridique du gouvernement, qui fait office de ministre de la justice, M. Yosef Harish, a ordonné une enquête approfondie, le jeudi 12 novembre, apparemment à la demande du premier ministre.

Les faits remontent au 19 juillet. Un Palestinien des territoires occupés, Awad Hamdan, âgé de vingt-trois ans, originaire d'un village de Cisjordanie près de Tulkarm, est appréhendé par le Shin Beth. Celui-ci soupçonne Awad Hamdan, qui revient d'un séjour à l'université en Jordanie, d'appartenir à une organisation interdite. Le jeune homme décède au cours d'un interrogatoire, quarante-huit heures après son arrestation.

Un rapport d'autopsie affirme qu'il est mort d'une crise cardiaque. Les médecins assurent que le corps ne portait pas de traces de violence, mais la famille soupçonne qu'il a pu être torturé; elle fait appel à la Cour suprême et à la direction du Shin Beth même alors sa propre enquête. C'est au cours de cette dernière que les trois agents concernés ont mené lorsqu'ils ont été interrogés sur la mort du jeune homme. Une nouvelle autopsie est ordonnée au cours d'une enquête. Elle fait état d'une mort par pneumonie. Enfin, lorsque l'affaire est réexaminée au début de la semaine, par le quotidien israélien *Yedioth Aharonot*, le conseiller juridique du gouvernement ordonne une nouvelle enquête.

De nombreux éditorialistes s'en prennent vivement au Shin Beth, assurant que certains de ses membres n'ont rien appris du récent rapport d'une commission gouvernementale, la commission Landau (le Monde du 7 novembre), qui dénonçait la pratique du faux témoignage systématique au sein de ce service et, parfois, ses méthodes d'interrogatoire. Pour le quotidien *Maariv*, « ce qui est en question, c'est la qualité morale de certaines personnes qui continuent à occuper de hautes fonctions au sein du Shin Beth ».

A. FR.

URSS : un compte rendu de l'agence Tass

Comment Boris Eltsine a été convaincu de ses torts

L'agence Tass a publié dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 novembre un compte rendu détaillé de la réunion du comité du parti (gorkom) pour la ville de Moscou, qui s'est tenue le mercredi 11 novembre (le Monde du 13 novembre) et au cours de laquelle M. Boris Eltsine a été démis de ses fonctions de premier secrétaire.

Il est sans précédent qu'une semblable publicité soit donnée à des débats internes à une organisation du PC soviétique. On peut y voir une extension de la politique de « transparence » préconisée par M. Gorbatchev. Le procédé a également l'avantage de faire porter à M. Eltsine l'intégralité des torts dans la crise qui vient de traverser la direction soviétique et de faire apparaître le secrétaire général du PCUS comme bénéficiant du soutien entier de tous ses collègues au sein du bureau politique comme du secrétariat du comité central.

A en juger par le compte rendu de l'agence Tass, c'est M. Gorbatchev qui a ouvert la réunion, rappelant d'abord la discussion qui avait eu lieu lors de la session plénière du comité central le 21 octobre dernier. Côté au style indirect, le secrétaire général du PC soviétique a indiqué que M. Boris Eltsine « a voulu aborder plusieurs questions qu'il se posait depuis son entrée au bureau politique » (non inscrites à l'ordre du jour du plénum).

« Cette intervention », poursuit M. Gorbatchev, « a été politiquement immature, extrêmement entremêlée et contradictoire. Eltsine a en fait essayé de mettre en doute l'effort de restructuration entreprise par le PCUS (...) et est allé jusqu'à prétendre que celle-ci n'aurait pratiquement rien aux gens. Les tentatives de Boris Eltsine de donner une image défor-



ELZAKMANN

mée du travail et de l'atmosphère au sein du bureau politique, en premier lieu quant aux questions relevant du principe de collégialité, ont provoqué une réaction particulièrement négative des membres du comité central. »

M. Gorbatchev poursuit en expliquant qu'il n'y a rien d'« extraordinaire » dans le fait que des critiques soient adressées aux organes dirigeants du parti, car « il ne doit pas y avoir de zones taboues ». Mais, dit-il, il s'est agi « en l'occurrence de tout autre chose », car Boris Eltsine a « tenté de détourner les travaux du plénum ». Vingt-six membres du comité central ont alors participé à un « échange de vues » au cours duquel l'intervention du patron de Moscou a été unanimement jugée « politiquement erronée ». « Aucun de ceux qui ont pris la parole », affirme le chef du Kremlin, n'a soutenu Boris Eltsine. »

Le secrétaire général du PCUS dresse alors un rapide inventaire des progrès accomplis depuis deux

ans et demi et reproche à Boris Eltsine d'avoir « placé ses propres ambitions au-dessus des intérêts du parti ». « Le bureau politique », ajoute-t-il, « lui a fait des remarques à ce sujet, et il avait promis d'en tirer les leçons. Mais il n'en fit rien. » M. Gorbatchev a encore « expliqué que, dès avant la session plénière du comité central, il savait que Boris Eltsine avait l'intention de démissionner » et que, à son retour de vacances, il avait convenu avec lui qu'il n'était pas opportun de débattre cette question à la veille des festivités d'Octobre. Ce qui n'a pas empêché le premier secrétaire du gorkom de Moscou de soulever l'affaire en pleine session du comité central.

Le secrétaire général juge « absurde » que Boris Eltsine puisse se plaindre d'un « manque de soutien de la part du secrétariat du comité central ». Certes, poursuit-il, les « déclarations élogieuses » de Boris Eltsine ont bénéficié « dans un premier temps » du soutien des travailleurs, et des changements pour le mieux ont été enregistrés dans la capitale. Mais le chef du parti à Moscou a ensuite fait preuve d'« autoritarisme administratif », allant même jusqu'à procéder à « un second remaniement des cadres contre lequel il avait été mis en garde ».

L'intervention de M. Gorbatchev a été suivie d'un « débat », au cours duquel M. Eltsine s'est notamment entendu reprocher son « aventurisme politique », son « manque de tact et de respect envers les cadres », sa « méfiance envers ses collègues », ses « déclarations gauchistes et ultra-radicales ». On l'accuse d'avoir porté « un coup dans le dos du parti » et d'avoir tenté « de scinder le bureau politique ». « Boris Eltsine », résume Tass, « a acquis ce même syndrome d'autoritarisme contre lequel il s'était lui-même prononcé avec indignation au

congrès du parti. Vite, il a cru en son infailibilité. »

Il restait à l'intéressé à faire son auto-critique. Boris Eltsine s'y livre sur le ton le plus humble. Après avoir affirmé son attachement à « la ligne du parti » et sa « confiance dans la restructuration », il explique que « depuis le début de cette année, il a commencé à se rendre compte qu'il travaillait mal ». « L'ambition, dit-il, qui est un des principaux traits de mon caractère, s'est manifestée ces derniers temps (...). J'ai essayé de lutter contre elle mais, malheureusement, en vain. » « Moi, communiste, poursuit-il, j'ai perdu mon image politique de responsable. Je me sens fort coupable envers l'organisation du parti (...) et certainement je me sens très coupable envers Mikhaïl Gorbatchev qui bénéficie d'un si grand prestige au sein de notre organisation et dans le monde entier. »

M. Gorbatchev reprend alors la parole pour conclure la réunion. « Cette leçon, dit-il, ne doit pas être oubliée. Cela a été une leçon pour le comité central. » Sans nier les « aspects positifs » de son travail, il estime que Boris Eltsine « n'a pas été à la hauteur et qu'il n'était pas en mesure de diriger une organisation du parti comme celle de la ville de Moscou ».

A la suite de quoi, M. Eltsine a été « libéré de ses fonctions » pour « carences graves ». M. Lev Zaïkov a été élu à l'unanimité pour lui succéder à la tête du gorkom de la capitale.

Le bureau politique s'est réuni, comme chaque semaine, le jeudi 12 novembre. Le communiqué publié à cette occasion ne fait aucune allusion directe au cas Eltsine et ne donne aucune indication sur l'avenir de ce dernier, qui occupe toujours théoriquement en son sein un poste de « membre suppléant ».

GRANDE-BRETAGNE

Démision surprise de M. Scargill président du syndicat des mineurs

LONDRES
de notre correspondant

M. Arthur Scargill, le foudroyant président du syndicat des mineurs, a pris tous ses adversaires à contrepied en annonçant à l'improviste, le jeudi 12 novembre, qu'il démissionnait de ses fonctions. Les quatre-vingt-dix mille adhérents du National Union of miners (NUM) sont donc appelés aux urnes sur leur lieu de travail, le 22 janvier prochain, pour élire un nouveau président. Celui-ci pourrait bien être... M. Scargill lui-même, qui vient d'être élu à sa propre succession.

Le leader des mineurs a créé la surprise, ce qui est bien dans son caractère. A quarante-neuf ans, M. Scargill est un personnage à la fois flamboyant et contesté. Il a mené avec passion l'inséparable grève des mineurs de 1984-1985, qui s'est soldée par un échec. Marxiste convaincu, il refuse la révolution électorale de la classe ouvrière britannique. Face aux revers successifs, il s'est radicalisé en adoptant des positions « de rupture ». Il est probablement le plus anticapitaliste des responsables syndicaux du Royaume-Uni.

Extrémisme verbal et méthodes abruptes

M. Scargill s'est mal remis de ce qui a été perçu, non sans raison, comme sa défaite personnelle dans un duel avec M. Thatcher, lorsque les mineurs sont redevenus dans les puits en mars 1985 sans avoir rien obtenu et après avoir perdu un an de salaire. Il n'est plus le même depuis cet épisode destructeur qui a symbolisé le déclin du syndicalisme en Grande-Bretagne. Le leader syndical avait à l'évidence besoin de redorer son blason en retrouvant la confiance de la base.

Lorsque M. Scargill avait été élu président en 1981, son syndicat comptait plus de deux cent mille membres. Il en a moins de

la moitié aujourd'hui. La faute n'en revient pas seulement à la « désindustrialisation » et aux fermetures de puits de charbon, par son extrémisme verbal et ses méthodes abruptes, est partiellement responsable de cette chute libre. Le fiasco de la grève de 1984-1985 est à l'origine de l'apparition d'un syndicat « jeune » qui a cessé de gagner du terrain depuis deux ans.

M. Scargill a pourtant de fortes chances d'être réélu en janvier. Il a en effet lézardé très peu de temps à ses adversaires pour s'organiser. Les candidatures doivent être déposées d'ici au 14 décembre. De l'avis général, le président sortant ne peut être battu que par une personnalité qui rallierait à la fois les modérés et ceux qui, à gauche, sont brouillés avec lui. Si ses adversaires se présentent en ordre dispersé, il est assuré d'être reconduit. Or les modérés autour du mal à se regrouper avec des gauchistes hostiles non pas aux idées, mais au style personnel de M. Scargill.

M. Scargill a également été haïssé face au gouvernement. Il risquait, à terme, de tomber sous le coup d'une loi édictée par M. Thatcher, qui fait obligation aux dirigeants syndicaux de se représenter périodiquement devant leurs adhérents. Le président sortant affirme que rien, légalement, ne le contraindrait à remettre son mandat en jeu. La pression était devenue sinon juridique, du moins morale.

En 1981, l'intéressé avait été élu par 70 % des mineurs syndiqués face à trois adversaires « de droite ». Un des thèmes de la campagne qui a commencé vendredi est la « semaine de six jours ». Les syndicalistes modérés sont prêts à accepter de travailler, à l'occasion, six jours par semaine, et, en tout cas, à accepter des horaires « souples » en fonction des besoins de la production. M. Scargill s'y oppose au nom des grands principes et du combat contre le chômage.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

Assassinat de deux membres de la communauté sikh

Londres (AFP, AP). — Deux personnes ont été tuées et deux autres grièvement blessées, mercredi soir 11 novembre à Londres, par deux hommes d'origine indienne qui ont ouvert le feu au cours d'une réunion de la communauté sikh.

La cible principale de l'attentat était apparemment un religieux sikh modéré, M. Darschan Das Vadder,

qui est mort au cours de son transfert à l'hôpital. Tout porte à croire qu'il s'agit d'un règlement de comptes entre modérés et extrémistes de l'importante communauté sikh de Londres. Le religieux tué était connu pour ses prises de position hostiles à la revendication d'indépendance des mouvements sikhs extrémistes.

Le quatrième sommet ibérique

Le Portugal n'envisage pas d'accueillir les appareils américains qui quitteraient l'Espagne

Le quatrième sommet ibérique, qui a réuni, le mercredi 11 et le jeudi 12 novembre à Madrid, les chefs des gouvernements espagnol et portugais, MM. Felipe Gonzalez et Anibal Cavaco Silva, s'est conclu par un vigoureux plaidoyer pour « une Europe équilibrée ». « Nous voulons éviter le développement d'une Europe à deux vitesses, et lutter pour le développement d'une Europe équilibrée », sont venus les deux dirigeants.

Les questions communautaires ont constitué la toile de fond des deux séries d'entretiens entre MM. Gonzalez et Cavaco Silva. Les deux chefs de gouvernement ont souligné leurs « convergences » sur la réforme communautaire, notamment sur celle du budget de la CEE. Ils ont souligné que les dépenses communautaires soient résolument orientées vers une plus grande cohésion de la CEE, avant la réalisation du marché unique en 1992.

Concernant l'éventuelle adhésion des deux pays à l'UEO, celui-ci a affirmé que « l'Espagne n'est pas pressée », et que les deux pays adhéreront à cette organisation « le moment venu ».

Les entretiens ont également porté sur la question des bases aériennes dont les Etats-Unis disposent sur le territoire espagnol et dont le sort est actuellement en cours de négociation entre Washington et Madrid.

Le premier ministre portugais a affirmé, à ce propos, que « jamais n'aurait été envisagé un éventuel transfert au Portugal » des soixante-douze chasseurs américains F-16, actuellement basés près de Madrid, à Torrejon-de-Ardoz, et dont l'Espagne exige le départ. Cette question est le principal point d'achoppement des négociations hispano-américaines sur la réduction des forces américaines stationnées sur quatre bases en territoire espagnol, soit 12.500 hommes. — (AFP.)

Leo
STEINBERG
La sexualité
du Christ
dans l'art de la
Renaissance et
son refoulement
moderne

Préface d'André Chastel

Traduit de l'anglais par Jean-Louis Houdebine

ÉDITIONS

GALLIMARD *nrf*

Diplomatie

Le projet d'accord sur les missiles intermédiaires

Des difficultés demeurent dans le domaine de la vérification

Washington, (AFP). — Le gouvernement américain a reconnu, le jeudi 12 novembre, qu'un nouveau problème, dû à la similitude de deux missiles soviétiques, avait surgi dans la mise au point du traité sur les missiles intermédiaires (FNI), mais il s'est efforcé d'en minimiser l'importance.

Estimant qu'il ne s'agissait pas d'un « obstacle majeur », M. Charles Redman, porte-parole du département d'Etat, a déclaré que les Etats-Unis continueraient à « être confiants » que le traité pourrait être achevé avant le 7 décembre, date de la rencontre au cours de laquelle le président Reagan et le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, doivent se signer.

Notant que les négociations ont résolu certains problèmes, M. Redman a cependant ajouté que, « dans certains domaines, les progrès n'ont pas été aussi rapides » que Washington l'aurait souhaité.

Le nouveau problème tient aux similitudes entre le missile intercontinental mobile soviétique SS-25 et les SS-20, à portée intermédiaire, qui doivent être éliminés par le traité.

En conséquence, les Etats-Unis ont demandé, dans le cadre de la vérification de l'accord, le droit d'étendre leurs inspections aux SS-25.

Le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerasimov, avait rejeté sur les Etats-Unis, plus tôt dans la journée à Moscou, la res-

ponsabilité des difficultés rencontrées à Genève.

Le porte-parole soviétique avait déclaré que ces difficultés ont été provoquées par des « propositions présentées à la dernière minute par la partie américaine, qui souhaite inclure les missiles balistiques intercontinentaux soviétiques (ICBM) dans les dispositions de vérification » du traité sur les FNI.

M. Redman a répliqué que le problème avait surgi lorsque les négociateurs soviétiques ont finalement donné à leurs homologues américains des renseignements sur les missiles soviétiques qu'ils réclamaient depuis longtemps. C'est alors, selon M. Redman, que les Etats-Unis se sont aperçus que les SS-25 et les SS-20 avaient un premier étage identique, ce qui, a-t-il dit, « a soulevé un nouveau problème de vérification ».

Avec l'approche de la date du sommet, le principal négociateur américain, M. Max Kampelman, se rend à Genève pour s'y entretenir dimanche soir et lundi avec le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Youli Vorontsov, afin de tenter de faire avancer les négociations. Américains et Soviétiques ont également évoqué la possibilité d'une nouvelle rencontre des chefs de la diplomatie des deux pays, MM. George Shultz et Edouard Chevardnadze. M. Redman a déclaré jeudi qu'il n'y avait pas actuellement de projets dans ce sens.

Union sacrée sur les questions monétaires

La France et la RFA ont décidé de créer avant le 22 janvier 1988 un « comité économique et financier franco-allemand », qui sera une instance de concertation et de coordination des politiques économiques et monétaires, a-t-on annoncé, le vendredi 13 novembre, au sommet franco-allemand de Karlsruhe.

KARLSRUHE de nos envoyés spéciaux

La réévaluation du mark n'est pas à l'ordre du jour du sommet franco-allemand de Karlsruhe. C'est le premier message contenu dans le communiqué commun publié, dès le jeudi 12 novembre, au premier soir de la rencontre, par les ministres des finances des deux pays, MM. Balladur et Stoltzenberg.

Les deux ministres ont tenu à réaffirmer la détermination sans faille de leurs pays à maintenir dans ses marges actuelles la parité du franc et du mark au sein du système monétaire européen. C'était parer au plus pressé. La perspective de cette rencontre franco-allemande, dans les circonstances actuelles, avait, en effet, alimenté les rumeurs sur un réajustement des parités monétaires.

C'est avec un soulagement non dissimulé que les responsables des deux pays ont constaté au moment de se rencontrer une certaine stabilisation des taux de change, un arrêt de la chute du dollar et l'annonce d'un déficit du commerce extérieur américain pour le mois dernier moins catastrophique que prévu (14,08 milliards de dollars).

Le sommet franco-allemand de Karlsruhe

Ce répit a permis aux Français et aux Allemands de mettre en valeur à Karlsruhe l'accord qui régit entre eux sur l'analyse des causes de la crise actuelle : les premiers ont passé sous silence les reproches qu'ils font aux seconds pour leur rigidité, en matière de gestion des taux d'intérêt notamment, et l'on a, d'une même voix, renvoyé la balle dans le camp américain, en insistant sur l'intérêt bénéfique et stabilisateur des mesures prises de concert la semaine dernière par la Banque de France et la Bundesbank (baisse de certains taux d'intérêt à Bonn et augmentation à Paris).

Durement éprouvé par la baisse du dollar, le système monétaire européen entend se défendre bec et ongles. Une sorte d'union sacrée, surmontant les divergences politiques, tant françaises qu'allemandes, a été proclamée à Karlsruhe, où les deux ministres des finances se sont engagés, dès que les Américains auront pris les décisions qu'on attend d'eux, à adopter les mesures « de nature à assurer un développement plus stable des marchés financiers et des marchés des changes ».

L'appel aux Etats-Unis est clair : stopper la chute du dollar car « une baisse supplémentaire aggraverait les difficultés de l'économie internationale et des Etats-Unis eux-mêmes », dit le communiqué commun.

Brigade et hélicoptère

Ces précisions étaient nécessaires pour permettre au cinquième sommet franco-allemand de se consacrer à son véritable ordre du jour, c'est-à-dire la présentation aux opinions publiques des résultats de longs mois de travail commun dans les domaines de la défense de l'espace, des transports et des télécommunications. Selon les porte-paroles des ministères de la défense des deux pays, la légation franco-allemande, étant chef du chancelier Kohl, devrait voir le jour. Un texte déterminant sa composition, son degré d'intégration et son lieu de stationnement (Böblingen, près de Stuttgart, en Bade-Wurtemberg) devait être présenté à l'issue de ce sommet. Resteront à définir les missions de cette brigade, une tâche qui pourrait être achevée par les experts en janvier, pour le vingt-cinquième anniversaire du traité de l'Elysée, à moins que l'on n'en charge le futur conseil de défense franco-allemand lui-même, dont la conception est en cours.

MM. Girard et Werner ont d'autre part signé vendredi un accord donnant le feu vert à la construction de l'hélicoptère de combat franco-allemand, les derniers obstacles à sa réalisation ayant été levés : cet appareil sera pourvu d'un système de vision nocturne à infrarouges européen, alors que, jusqu'à, les Allemands penchaient plutôt pour l'adoption d'un système américain.

M. Douffaigne, ministre des transports, est du voyage et s'est entretenu, jeudi, avec son homologue de la question du TGV Nord, sur laquelle des blocages semblent avoir été levés : on envisage d'associer des industriels français au sys-

tème allemand ICE et des industriels allemands au système du TGV.

D'autre part, les Allemands vont bientôt pouvoir goûter aux joies des messageries, leurs dirigeants ayant abandonné leur opposition à l'introduction du minitel en RFA. Dans un premier temps, les firmes françaises travaillant en Allemagne pourront bénéficier des services du minitel, les Allemands étant invités ensuite à élaborer des serveurs adaptés à leur marché. Une première brèche est ainsi ouverte dans le système détesté des postes et télécommunications ouest-allemandes, qui débouche sur d'autres perspectives : le développement du téléphone numérique, des cartes à mémoire et des fibres optiques.

Avant Copenhague

La deuxième priorité du sommet de Karlsruhe était d'expliquer les divergences franco-allemandes concernant la politique communautaire, avant le conseil européen de Copenhague des 4 et 5 décembre. Avant même la réunion des ministres européens, essentiellement ceux de l'agriculture et des finances, on avait déjà débatté le terrain sur des sujets aussi importants que le financement du budget communautaire et les prix agricoles. « Les deux pays auront une position commune à Copenhague », disait-on jeudi dans les corridors de M. Jacques Chirac.

C'est sans doute vrai sur la réforme des fonds structurels européens et la négociation agricole, mais cela l'est moins sûrement sur l'attitude à adopter à propos de la contribution britannique au budget de la CEE : les Allemands semblent prêts, en effet, à l'épreuve de force avec M. Thatcher, alors que les Français seraient plus tentés par la recherche d'un compromis.

En tout état de cause, l'intérêt des Allemands était de régler ici, à Karlsruhe, le maximum de questions en suspens, car ils sont bien conscients que leur présidence de la Communauté, qui commencera en janvier, pourrait être gravement obérée par une cacophonie franco-allemande.

On aura pu parier jeudi des rapports Est-Ouest et des perspectives ouvertes par le sommet Reagan-Gorbatchev, le 7 décembre à Washington. Un quotidien ouest-allemand, le *General Anzeiger*, réputé proche de M. Genscher, avait pourtant semé le trouble dans la délégation française en annonçant, jeudi matin, à grand fracas, que le ministre des affaires étrangères ouest-allemand était sur le point de proposer une conférence internationale sur les armes nucléaires à très courte portée. Un démenti immédiat du ministère des affaires étrangères et un jugement sans appel du porte-parole du chancelier (« Une totale ineptie ») ont provisoirement clos le débat sur cette fautive troisième « option zéro » qui inquiète tant Paris. Ces questions devaient être abordées, sinon éclaircies, lors de l'entretien à trois de MM. Kohl, Mitterrand et Chirac, vendredi matin.

LUC ROSENZWEIG et CLAIRE TRÉAN.

Quand Matignon dispute à l'Elysée le « rôle moteur »

KARLSRUHE de notre envoyée spéciale

La coopération franco-allemande est décidément bien entrée dans le débat de politique intérieure française. On s'arrachait, le jeudi 12 novembre à Karlsruhe, entre les services du premier ministre et ceux du président de la République, les rôles des progrès accomplis dans le rapprochement avec la République fédérale.

On a insisté plus spécialement sur une offensive appuyée de Matignon qui tente de combler — mais bien tardivement — l'incontestable avance prise en ce domaine par l'Elysée. Jeudi matin, les services du premier ministre soulignaient à Paris le « rôle moteur » joué par le gouvernement dans l'aboutissement du projet de l'hélicoptère de combat franco-allemand. Napoléon et ses services, l'entourage du président de la République, après un rappel de la chronologie de la coopération militaire avec les Allemands, exprimaient sa satisfaction de voir le premier ministre mettre sa légendaire énergie au service d'une aussi juste cause.

Dans la soirée, un représentant de Matignon insistait pesamment sur le fait que M. Balladur était venu à Karlsruhe dans l'attente de M. Jacques Chirac et non dans celui du président Mitterrand comme les autres ministres. Autrement dit, c'est avec Jacques Chirac qu'on prépare les ententes sur les sujets les plus graves du moment, en l'occurrence les questions budgétaires.

Même si l'Elysée est incontestablement l'interlocuteur privilégié de la chancellerie fédérale, ces escarmouches collaborationnistes obligent les Allemands de l'Ouest à des précautions et à des acrobaties diplomatiques dont certains se passeraient volontiers.

C.T.

A TRAVERS LE MONDE

El Salvador

Un employé de l'ambassade américaine assassiné

Un employé de l'ambassade américaine au Salvador et un policier ont été tués, jeudi 12 novembre, en pleine rue, lors de deux incidents séparés. Selon les polices, l'employé de l'ambassade, Billy Mejia Quintana Martinez, trente-trois ans, était garde du corps d'un colonel américain du bureau de l'attaché militaire et occupait les fonctions de chauffeur. Auparavant, un policier avait été abattu dans le quartier de San Jacinto, peu après que la radio clandestine du Front Farabundo Martí de libération nationale, Radio Venceremos, a appelé ses unités urbaines à intensifier leurs actions en réponse aux offensives militaires du gouvernement contre la guérilla.

D'autre part, le médecin français Dominique Servais, qui avait disparu au Salvador le 21 octobre dernier, devrait arriver à Paris ce vendredi 13 novembre. Selon le Quai d'Orsay, M. Servais, membre du Secours populaire, a été recueilli le 11 novembre à San-Salvador par l'ambassadeur de France. — (AFP, Reuters.)

● Trois Libyens expulsés de Suisse. — Trois Libyens vivant en Suisse, soupçonnés de vouloir assassiner des opposants au régime du colonel Kadhafi, ont été arrêtés, le mercredi 11 novembre, à Genève et expulsés le jour même vers la Libye sur ordre du ministère public helvétique, a annoncé, jeudi, son porte-parole. L'un d'entre eux est connu comme étant un officier des services de renseignements libyens. Il était porteur d'un passeport diplomatique. Un autre a été trouvé en possession, outre de son passeport libyen, de deux passeports vénézuéliens vraisemblablement falsifiés. D'après la police suisse, qui se fonde aussi sur « des informations provenant de l'étranger », ces trois Libyens voulaient également « tenter à la vie d'autres étrangers vivant en Suisse ». — (AFP.)

-30% sur tous les prix

les 3 Samedi de novembre exclusivement

Certains exemples de prix parmi des milliers...

MANTEAUX	VISION	VISION	VISION	VISION	VISION
18750 13125	38800 28100	38800 28100	38800 28100	38800 28100	38800 28100
34 MOUTON	34 ASTRAKAN	34 VISION	34 VISION	34 VISION	34 VISION
5780 3990	11250 7850	9450 6600	14750 10300	36800 24500	38650 24000
VESTES	ASTRAKAN	MOUTON	RAISONNIN	RAISONNIN	RAISONNIN
22750 15900	17850 12450	17850 12450	17850 12450	17850 12450	17850 12450
32750 22000	32750 22000	32750 22000	32750 22000	32750 22000	32750 22000
38750 27000	38750 27000	38750 27000	38750 27000	38750 27000	38750 27000
PELISSE intérieur LAPIN, col RENARD	4150 2900				

Cet escompte sera effectué à nos caisses sur présentation de ce bon

les samedi 14, 21, 28 NOVEMBRE

FOURRURES GEORGE V

40, Av. George V. PARIS 8^e

MAGASIN OUVERT TOUS LES JOURS DE 10 H. À 19 H. SANS INTERRUPTION SAUF LE DIMANCHE

Minitel : la fin d'un différend

La vente du minitel français est désormais autorisée en Allemagne fédérale, grâce à l'accord d'agrément signé par les ministres français et allemands des postes et télécommunications, MM. Gérard Longuet et Christian Schwarz-Schilling.

Cet accord, à l'occasion du sommet franco-allemand de Karlsruhe, met fin à un différend de plusieurs mois, né des particularismes propres aux deux administrations.

L'existence dans le minitel d'un « modem » (modulateur/démodulateur) totalement intégré à l'électronique de l'appareil était contestée par la Bundespost, qui exige des appareils de communication de ce type qu'ils possèdent un « modem » externe pour être homologués.

En décembre dernier, la France avait déposé une plainte devant la Commission européenne, en vertu de l'article 30 du traité de Rome sur les obstacles non tarifaires aux échanges commerciaux entre les pays de la CEE.

PEUGEOT

Darl'mat

PEUGEOT TALBOT
146 BOULEVARD DE GRENELLE
75015 PARIS ☎ 45 75 62 80

Afrique

ANGOLA : la guerre civile

L'UNITA a repoussé la plus importante offensive gouvernementale depuis douze ans

JAMBA (sud-est de l'Angola)
de notre envoyé spécial

Après douze ans de guerre civile, la plus grande offensive jamais lancée par les forces gouvernementales angolaises contre les rebelles de l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) a échoué. Selon Jonas Savimbi, président du mouvement insurrectionnel, des combats se déroulent encore à proximité de Cuito-Cuanavale, mais la bataille est pratiquement terminée.

Une fois encore, le verrou de Mavinga, dernier obstacle avant Jamba — capitale provisoire de l'UNITA à 200 kilomètres au sud-est — a tenu bon. L'offensive lancée il y a quatre mois par dix-huit mille soldats, des FAPLA (Forces armées populaires de libération de l'Angola) épaulées par les Cubains et les Soviétiques, a été définitivement stoppée le 3 octobre sur la rivière Lamba, à proximité de Mavinga.

Aucun détail n'a été donné sur le déroulement des combats et l'intensité de l'engagement. D'après l'UNITA, ces combats, les plus importants jamais menés par les rebelles nationalistes, ont entraîné depuis le début de l'attaque la mort de 1984 soldats angolais, de 27 Soviétiques et de 21 Cubains, et fait plus de 5000 blessés, alors que l'UNITA, pour sa part, fait état de 155 tués et de 662 blessés.

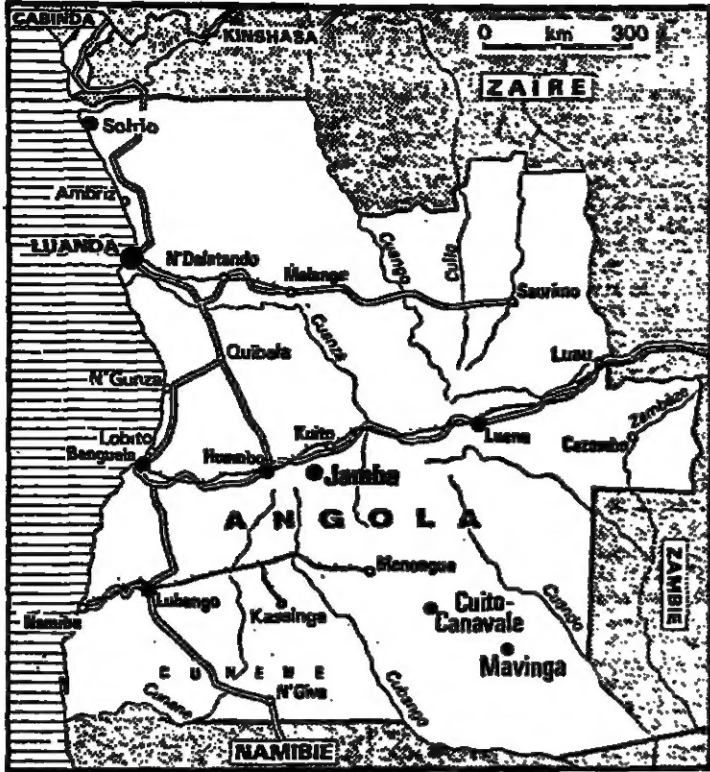
Pour Jonas Savimbi, les pertes infligées mettent le MPLA (Mouvement populaire pour la libération de l'Angola) dans l'impossibilité de tenter une nouvelle offensive en 1988, lors de la prochaine saison sèche, qui, seule, permet le déploiement de forces tactiques. D'autant, estime-t-il, que, désormais, les troupes gouvernementales sont privées de leur supériorité aérienne et dans l'incapacité d'utiliser massivement les blindés. Et cela, selon le général Savimbi, grâce à l'acquisition de missiles antichars « les plus performants à l'heure actuelle » et de missiles antiaériens.

Le chef rebelle s'est refusé, au cours d'une conférence de presse, à donner le nom de ces engins, dont son armée est dotée pour la première fois. Il les aurait prétendument obtenus, mais il ne fait plus de doute que l'UNITA est maintenant en possession des fameux Stinger (antiaériens), TOW (antitanks) et vraisemblablement des missiles de fabrication française Milan. Jonas Savimbi n'a pas voulu confirmer la livraison de ces derniers, se bornant à déclarer qu'il avait « des amis en France, en Afrique et dans les pays arabes ».

Prisonniers cubains

Mercredi 11 novembre, au cours d'un impressionnant défilé militaire à l'occasion du dixième anniversaire de l'indépendance nationale, une importante quantité de matériels récupérés sur l'ennemi a été présentée (tanks et transporteurs de troupes soviétiques, camions brésiliens, batteries de lance-missiles) ainsi qu'un peu plus de deux cents prisonniers angolais, pour la plupart très jeunes, certains ayant à peine quinze ans.

Deux prisonniers de choix, deux Cubains, le lieutenant-colonel Manuel Roca Garcia et le capitaine Ramos Caceres, ont assisté à ce défilé, symbole de leur déroute. Leur Mig-21 a été abattu, le 28 octobre, sans doute par un missile



Stinger. Une prise qui, pour le général Savimbi, devrait amener Fidel Castro à réfléchir, car, selon lui, après une présence de douze années des troupes cubaines en Angola, actuellement estimées à trente-sept mille hommes, celle-ci « ne leur a pas permis d'obtenir quoi que ce soit ».

L'UNITA contrôle toujours un tiers du territoire et tient plus que jamais tête aux forces régulières, en dépit de l'ampleur et de l'envoie de la dernière offensive de Luanda. Mais ce succès a-t-il été acquis uniquement par les forces de l'UNITA ? Les Sud-Africains sont-ils intervenus pour faire pencher la balance ? Le président a réfuté catégoriquement la présence de troupes de Pretoria aux côtés de ses hommes dans les combats et l'intervention des appareils sud-africains, affirmant qu'aucun avion « n'avait été abattu contrairement à ce qu'a annoncé Luanda. Enfin, il a démenti le soutien de l'artillerie de ceux qu'il appelle « ses alliés » et plus particulièrement des fameux canons G-5, un obusier performant de l'armée de Pretoria.

S'il reconnaît que le régime du président Botha lui a prêté aide et assistance, c'est uniquement sous la forme de fourniture de munitions ou d'argent pour s'en procurer, sans autre précision. Comme les Américains d'ailleurs, son autre « allié ».

Par un hasard qui est loin d'être fortuit, l'état-major de l'armée à Pretoria a, publié, mercredi, à la veille de la conférence de presse de Jonas Savimbi, un communiqué dans lequel il fait état pour la première fois dans l'histoire de ce long conflit d'une intervention directe de ses forces, lundi 9 novembre, dans la province Cuando-Cubango. Une participation aux combats, dont l'endroit n'est pas précisé, et qui ne serait sollicitée par un affrontement avec les troupes cubaines et soviétiques, selon Pretoria. Quatre soldats seulement ont officiellement péri au cours de cet engagement, qui se poursuit toujours.

Une déclaration qui a « surpris » Jonas Savimbi, lequel se demande qu'elle est la raison d'être de ce communiqué pour le moins inhabituel, alors que, pour lui, « la bataille est

terminée ». Une manière de l'embarasser ? Une façon de dévaluer sa victoire ? Jonas Savimbi n'en continue pas moins de contester ouvertement l'intervention et explique l'attitude de Pretoria par la volonté de partager les fruits du succès militaire. « La défaite est orpheline, dit-il ».

Il, la victoire a beaucoup de péz. »

Il reste que, désormais, l'Afrique du Sud revendique sa participation au combat en Angola en soutien à l'UNITA et qu'elle s'abstient plus à rompre la loi du silence, qu'à gêner considérablement son protégé. Et cela dans le but d'apparaître comme le rempart du monde libre contre l'agression soviéto-cubaine dans la région. Un changement de stratégie dont Pretoria n'a, semble-t-il, pas pris la peine d'informer l'aristocratie nationale Savimbi, et qui l'a même piégé à dessein, en annonçant la nouvelle juste avant qu'il crie victoire devant la presse internationale.

Le chef de l'UNITA ne s'est pas pour autant départi de sa belle assurance et de sa conviction que, un jour ou l'autre, le MPLA s'assoira en face de lui à la table des négociations. Il a renouvelé son offre de pourparlers de paix en vue de la réconciliation nationale, demandant au président Arap Moi, du Kenya, de reprendre son ancien rôle d'intermédiaire. Il a demandé à un autre chef d'Etat, le général Ibrahim Babangida, du Nigeria, d'intervenir également « pour prendre la situation en main avant qu'elle n'échappe à l'influence africaine ». Jonas Savimbi entend profiter de ces succès militaires, même altérés par les déclarations sud-africaines inopportunes, pour faire comprendre à Luanda et à ses alliés qu'il n'y a pas d'issue militaire et que la solution de ce conflit meurtrier doit passer par la table des négociations.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ETHIOPIE

Menace d'une nouvelle famine selon la Croix-Rouge

BERNE
de notre correspondant

Une nouvelle famine menace l'Ethiopie si rien n'est entrepris dans les plus brefs délais. Ce cri d'alarme a été lancé jeudi 12 novembre à Genève par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). L'appel s'adresse aux communautés internationales, invitées à assister les organisations humanitaires, qu'à toutes les forces en présence pressées de faciliter l'acheminement des secours aux populations menacées par la sécheresse.

Se référant aux informations recueillies sur place par les experts humanitaires, le CICR prévoit que « des millions de personnes vivant dans les zones de conflit du nord de l'Ethiopie n'auront plus rien à manger d'ici un ou deux mois ».

Afin de prévenir la répétition d'un drame analogue — on peut-être plus grave encore — que la famine de 1984-1985, l'organisation humanitaire a décidé de prendre les devants avant qu'il ne soit trop tard. D'où cette campagne de sensibilisation : « Ouvrir les routes de la survie ».

Comme l'a expliqué M. Cornelio Sommaruga, le nouveau président du CICR, cette initiative poursuit un double objectif : permettre aux organisations de secours de transporter des vivres en toute sécurité jus-

que dans les villages des zones de conflit touchées par la sécheresse, et, dans la mesure du possible, aider les habitants sur place afin d'éviter des exodes massifs de population.

Si les moyens ne manquent pas, le problème est d'atteindre les Ethiopiens dans le besoin. En raison de l'insécurité qui règne sur les routes, le CICR et la plupart des autres organisations humanitaires sont pratiquement empêchés d'accomplir leur mission.

Le 23 octobre, un convoi des Nations unies transportant 450 tonnes de secours avait été entièrement détruit par une attaque revendiquée par les mouvements de libération érythréen et tigréen. Pourtant, selon le CICR, le temps presse. « Dans les provinces septentrionales », a déclaré M. Sommaruga, « certaines régions ont perdu plus de 80 % de leurs récoltes ».

JEAN-CLAUDE BUHRER.

● SOUDAN : l'ALPS annonce la prise d'une ville de garnison. — L'Armée de libération du peuple soudanais (ALPS) a annoncé, le jeudi 12 novembre, avoir pris le contrôle de Kurnuk, ville de garnison située dans le nord du Soudan. La radio de l'ALPS, captée à Nairobi, rapporte que le mouvement rebelle contrôle la ville de garnison située à la frontière éthiopienne, ainsi que des villages avoisinants. — (Reuters.)

LA FLORIDE A PARTIR DE 6925 F.* A CE PRIX-LA, LES PIQUE-SOUS NE SERONT PAS TOUT SEULS A DISNEYWORLD.



Deux villes de Floride vont ensoleiller votre vie... La première époustouflante : Orlando, avec le magnifique Disneyworld, le Kennedy Space Center, Epcot Center. La deuxième envoi : Tampa et ses plages de sable fin.

* Un forfait 10 jours/8 nuits dont le prix par personne comprend : le vol aller-retour Paris-Montréal en classe économie sur Air Canada ; le vol aller-retour Montréal/Tampa ; une voiture avec kilométrage illimité ; une nuit à Montréal au Château Mirabel ; l'hôtel : 3 nuits à Tampa, 4 nuits à Orlando ; le transfert aller-retour aéroport/hôtels ; la taxe de transport canadienne.

Pour plus d'informations, consultez notre brochure En route, dans toutes les agences de voyage agréées.

UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS

AIR CANADA

Un échec pour N'Djaména

L'ONU n'examinera pas le conflit tchadien

NEW-YORK
(Nations unies)
de notre correspondant

Présenté par le gouvernement tchadien, le dossier intitulé « L'agression et l'occupation du Tchad par la Libye » ne sera pas examiné par l'Assemblée générale des Nations unies. Celle-ci a, en effet, repoussé, le jeudi 12 novembre, la proposition tchadienne par une majorité de soixante-sept voix. Cinquante-deux délégations se sont prononcées pour l'inscription, alors que vingt et un pays se sont abstenus.

Ce vote très serré est l'aboutissement d'un curieux processus. Contre une violente offensive diplomatique libyenne, le projet s'est heurté à deux obstacles : le groupe africain d'abord, dont les membres tentaient à empêcher les Nations unies de mettre le pied dans un conflit considéré comme régional, l'aspect idéologique du sujet ensuite.

Dans son discours prononcé le mois dernier au nom de l'OUA, dont il assure actuellement la présidence, le chef de l'Etat zambien, M. Kenneth Kuunda, avait demandé que le processus de médiation engagé par l'OUA ne soit pas perturbé par un débat aux Nations unies. Bien que la réunion du comité ad hoc à la fin du mois de septembre à Lusaka — n'ait pas apporté de résultats tangibles, la Zambie a maintenu sa position : l'Assemblée a sans doute été sensible, lors de son vote de jeudi, à l'argument de M. Kuunda, car le respect des volontés des groupes géographiques demeure sacré.

A cela s'ajoutait l'aspect idéologique : étant donné le soutien accordé au Tchad par la France et les Etats-Unis, la Libye a trouvé, grâce au jeu éternel des vases communicants, des appuis quasi automatiques auprès du bloc soviétique.

Ch. L.

Afrique

TUNISIE

Le procès de cinq dirigeants islamistes est reporté au 23 novembre

Le nouveau chef de l'Etat tunisien, M. Zine El Abidine Ben Ali, a présidé, jeudi 12 novembre, le premier conseil des ministres depuis son accession à la magistrature suprême. Il a demandé à son gouvernement de « s'atteler à un travail sérieux dans la cohésion ». En dépit des assurances données par le nouveau premier ministre, M. Baccouche, certains journalistes français ont rencontré ces jours derniers quelques difficultés dans leur travail. Selon les autorités, ces désagréments ne devraient toutefois pas se reproduire. D'autre part, M. Mahmoud Mestiri, nouveau ministre tunisien des affaires étrangères, devait être reçu vendredi à Paris par M. Jean-Bernard Raimond.

TUNIS
de notre correspondant

La Cour de sûreté de l'Etat a renvoyé, le jeudi 12 novembre, au 23 novembre la poursuite de l'examen des cas des cinq dirigeants islamistes qu'elle avait condamnés par contumace en septembre et qui furent arrêtés par la suite.

Dès leur arrestation, les condamnés avaient fait opposition à l'arrêt rendu par la Cour, et celle-ci avait un délai d'un mois pour se prononcer sur la recevabilité de leurs démarches, qui ont été acceptées.

Le président de la Cour, M. Hachemi Zamel, a rappelé les chefs d'accusation retenus contre chacun d'eux : tentative de modifier la forme du gouvernement, incitation des citoyens à s'armer les uns contre les autres et à porter le désordre, le pillage et le meurtre sur le territoire, en intelligence avec une puissance étrangère - l'Iran, - constitution de dépôts d'armes, etc.

Il a ensuite appelé un à un les cinq condamnés qui n'avaient pas

été entendus par le juge d'instruction pour procéder à leur interrogatoire : MM. Ali Laaridj (condamné à mort), Fadhel Beldi (travaux forcés à perpétuité), Mohamed Trabelsi (vingt ans de travaux forcés), Salah Bouhassani et Abdelmajid Zar (tous deux dix ans de travaux forcés).

Tous ont reconnu qu'ils appartenaient au Mouvement de la tendance islamique, affirmant que celui-ci ne cherchait pas à renverser le régime. Ils ont nié toute responsabilité dans les actes de violence, les condamnés même, et se sont inscrits en faux contre l'accusation de collusion avec l'Iran.

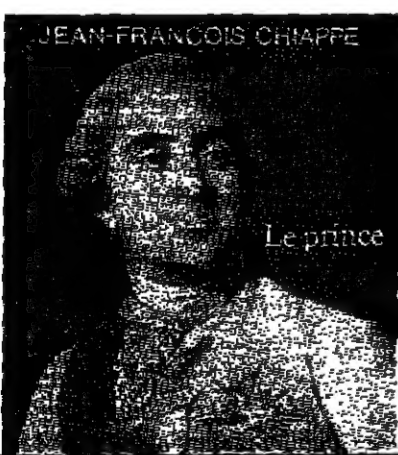
Somme toute, ils n'ont fait que répéter ce qu'ils avaient déjà dit lors de leur arrestation : ils avaient cinquante camarades qui avaient comparu en état d'arrestation lors du procès de septembre. Six autres islamistes condamnés eux aussi par contumace et arrêtés plus récemment devraient comparaître ultérieurement devant la Cour.

MICHEL DEUNÉ.

● MADAGASCAR : une visite de M. Foccart. — M. Jacques Foccart, conseiller spécial de M. Chirac pour les affaires africaines, effectuera, depuis le 11 novembre, une visite de cinq jours à Madagascar dans le cadre d'une tournée dans l'océan indien. M. Foccart, qui devait être reçu par le président Ratsiraka, s'est rendu auparavant à Djibouti et aux Seychelles et il se rendra ensuite à l'île Maurice, aux Comores et au Mozambique. M. Foccart est accompagné du général Bernard-Marie Nolin, principal conseiller militaire de M. Chirac. — (Reuters.)

● NIGER : les obsèques du président Kountché. — M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, M. Jacques Boyon, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la défense, et le général Maurice Schmitz, chef d'état-major des forces armées, devaient représenter, vendredi 13 novembre, le gouvernement français aux obsèques du chef de l'Etat nigérien, le général Seyni Kountché. Le président de la République devait être représenté par M. Jean-Christophe Mitterrand, son conseiller pour les affaires africaines.

La biographie la plus importante qui ait été consacrée au plus méconnu de nos rois



Ce soir à "Apostrophes"

JEAN-FRANÇOIS CHIAPE



Perrin

Viennent de paraître

Thème 1/Le Prince

496 pages

32 pages d'illustrations - 160 F

Thème 2/Le roi

570 pages

32 pages d'illustrations - 180 F

A paraître en 1988 :

Thème 3/L'otage

Par l'auteur de

La Vendée en armes

en trois volumes

Cadoudal

BANGLADESH : la poursuite des manifestations

La police reçoit l'ordre de tirer à vue

DACCA
de notre envoyé spécial

Dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 novembre, la police et les forces paramilitaires ont reçu l'ordre de tirer à vue sur tout individu en train de commettre des violences. Si les témoins sont toujours privés de la moindre image montrant des affrontements, le pouvoir a cependant renoncé à entretenir l'illusion d'un pays au travail, d'un échec de la mobilisation populaire et de la démission de l'opposition et parle maintenant de la nécessité de mettre fin à l'« émeute ». En dépit ou à cause de l'arrestation de ses deux principaux chefs de file (le fils du 13 novembre), l'opposition est déterminée à aller jusqu'au bout, à savoir forcer le président à se démettre.

L'escalade de la violence va sans doute s'intensifier : les dirigeants de l'opposition savent qu'ils ne pourront pas rééditer, après quelques jours, cette mobilisation, ne serait-ce que parce que les couches les plus déshéritées de la population consentent des sacrifices importants en suivant le mot d'ordre du Hatal, qui interdit toute activité. Cette logique comporte cependant d'autres inconnues : la journée de jeudi a été marquée par des affrontements d'un type nouveau, mettant aux prises des militants du parti au pouvoir, le Jatiya, à ceux des deux principales formations de l'opposition, la Ligue Awami et le BNP, au cours de véritables combats de rue.

Risques de débordement

Même si la situation est encore, dans l'ensemble, contrôlée par les forces de l'ordre et si le nombre des victimes reste limité - trois morts et probablement plus de deux cents blessés dans la journée de jeudi - le risque d'un débordement des dirigeants de l'opposition par la base commence à se profiler. Des milliers de jeunes désœuvrés n'obéissent à aucun mot d'ordre politique et veulent seulement en découdre avec les forces de l'ordre. Les actes de vandalisme, les incendies, les rafales de coups de feu déclenchent le silence. Un jeune artiste peintre de vingt et un ans a été tué à bout portant de deux balles de revolver, mardi à l'aube, en plein centre de Port-au-Prince. Son seul tort : circuler sans la levée du couvre-feu de fait. On ne voit pratiquement plus de touristes sur les plages ou dans la capitale. L'hôtel Oloffson, rendu célèbre par l'écrivain Graham Greene, reste déserté par le vide : il vient pourtant de rouvrir ses portes après plus d'un an de travaux de rénovation.

Le Conseil électoral provisoire (CEP), le service chargé d'organiser les élections générales à Haïti, a lancé, le mardi 10 novembre, un nouvel appel au gouvernement provisoire afin qu'il garantisse le bon déroulement de la consultation du 29 novembre. Dans cet appel - « presque désespéré », selon ses propres termes, le CEP souligne que le Conseil national de gouvernement (CNG) « jusqu'à présent, « répondit au silence » à ses demandes réitérées de protection face à l'escalade de la violence déclenchée par les « moudes du pouvoir ». Les neuf membres du CEP demandent au CNG une « déclaration catégorique » condamnant les attentats ainsi que l'adoption immédiate de mesures de sécurité pour assurer la protection des bureaux électoraux et du personnel du CEP.

Il exigent également qu'une commission indépendante soit créée afin d'enquêter sur l'attentat qui dévasta le siège du CEP il y a huit jours. Ils réclament enfin au gouvernement les moyens logistiques nécessaires pour organiser « des élections vraiment démocratiques ». Le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), M. Jose Clemente Beza Suarez, vient d'adresser une lettre au président du CNG, le général Henri Namphy, pour lui exprimer sa préoccupation face aux « lamentables événements » survenus ces derniers jours à Haïti.

Les agressions armées contre les bureaux électoraux et les partis politiques se sont poursuivies au cours des derniers jours. Mardi, un homme non identifié armé d'un revolver a été tué par un policier alors qu'il tentait de pénétrer dans le bureau électoral du département de l'Ouest situé à Port-au-Prince. La nuit précédente, la résidence d'Yves Volé, le candidat à la présidence, assassiné le 13 octobre dernier

Malgré la peur, la campagne électorale bat son plein. Les candidats

La décision des autorités de vider le campus universitaire de ses occupants n'a pas, d'autre part, suffi à stopper la fabrication de bombes artisanales. Jeudi, dans le quartier de Rampura, où sont situés les bureaux de la télévision, une bombe a été lancée, à partir des toits, sur un camion rempli de policiers. L'un d'entre eux a été tué sur le coup et un autre grièvement blessé. Enfin, avec l'assignation à résidence des dirigeants de la Ligue Awami et du BNP, un problème de direction de l'opposition va se poser à terme. D'autant que ces deux mouvements sont beaucoup moins structurés que le Jammât-E-Islami (le parti islamique) et le Parti communiste du Bangladesh, deux formations plus radicales.

La journée de vendredi devait être au principe consacrée au « geyebana panaja » (la prière des morts), en hommage aux dix victimes tombées depuis mardi dernier. Mais différentes manifestations étaient également prévues. Samedi et dimanche, le Hatal reprendra dans tout le pays.

LAURENT ZECCHINI.

Asie

SRI-LANKA : le statut de la minorité tamoule

Le Parlement a adopté le projet de loi sur l'autonomie du Nord et de l'Est

Colombo (AFP). — Le Parlement sri-lankais a adopté, jeudi 12 novembre, le projet de loi accordant une autonomie limitée à la minorité tamoule alors que des hélicoptères larguaient des bombes lacrymogènes dans le nord-est de l'île sur des manifestants opposés à ce projet. Le texte, qui prévoit la création de conseils provinciaux dans le nord et l'est du Sri-Lanka, où vit la majorité des deux millions de Tamouls du pays, a été approuvé par 136 voix contre 11. Ce projet de loi entre dans le cadre de l'accord de paix signé entre New-Delhi et Colombo, le 29 juillet, pour mettre fin au conflit ethnique entre la majorité cinghalaise (treize millions et demi de personnes) et la minorité tamoule (deux millions) — en lutte pour la création d'un Etat séparé — qui a fait plus de six mille morts depuis 1983.

Alors que le vote avait lieu, les autorités locales ont rapporté que des hélicoptères avaient largué des bombes lacrymogènes sur des milliers d'étudiants et d'opposants cin-

ghalais au projet de loi, dans la localité de Polonnaruwa, à quelque 120 kilomètres au nord-est de Colombo.

Entre-temps, au moins vingt-cinq personnes ont été tuées, jeudi, lorsqu'une mine a explosé au passage de leur autocar sur une route à Cheddikulam, dans le district de Mannar (nord-ouest de l'île), a-t-on appris de source militaire à Colombo. Les autorités soupçonnent des membres de la principale organisation séparatiste, les Tigres de libération de l'Elam tamoul (LTTE), d'avoir posé la mine, a-t-on indiqué de source officielle à Colombo. Il s'agit, selon ces sources, d'une manœuvre de diversion des Tigres, qui ont subi de lourdes pertes dans les récents affrontements avec les troupes indiennes. Tous les passagers de l'autocar morts dans l'explosion étaient des Tamouls, a-t-on précisé de même source.

D'autre part, les troupes d'intervention indienne ont tué trois rebelles tamouls dans la péninsule de Jaffna, dans le nord, lors d'opérations au cours desquelles vingt-quatre heures, a indiqué un porte-parole du gouvernement à New-Delhi. Les Tigres, de leur côté, ont tué et blessé au moins dix soldats indiens depuis mercredi, a-t-il ajouté.

Selon la police, des individus ont mis le feu, jeudi, à un centre de télécommunications à Kandy (centre) à peine vingt-quatre heures après qu'une antenne de télécommunication voisine eût été endommagée par une bombe. Plusieurs autres actes de sabotage avaient marqué, mardi, le début des débats au Parlement : voies ferrées et pylônes électriques endommagés par des explosions, troncs d'arbres couchés en travers de la chaussée, en particulier dans le sud de l'île. La direction des chemins de fer a indiqué, jeudi, que le trafic ferroviaire était redevenu normal après deux jours de perturbation dus à des actes de sabotage. Mardi, un train avait déraillé au sud de Colombo. La police a déclaré avoir arrêté quatre-vingt-dix personnes en relation avec ces incidents au cours des trois derniers jours.

Ph. P.

Amériques

HAÏTI : malgré la multiplication des attentats

La campagne électorale bat son plein

PORT-AU-PRINCE
correspondance

Le Conseil électoral provisoire (CEP), le service chargé d'organiser les élections générales à Haïti, a lancé, le mardi 10 novembre, un nouvel appel au gouvernement provisoire afin qu'il garantisse le bon déroulement de la consultation du 29 novembre. Dans cet appel - « presque désespéré », selon ses propres termes, le CEP souligne que le Conseil national de gouvernement (CNG) « jusqu'à présent, « répondit au silence » à ses demandes réitérées de protection face à l'escalade de la violence déclenchée par les « moudes du pouvoir ». Les neuf membres du CEP demandent au CNG une « déclaration catégorique » condamnant les attentats ainsi que l'adoption immédiate de mesures de sécurité pour assurer la protection des bureaux électoraux et du personnel du CEP.

Il exigent également qu'une commission indépendante soit créée afin d'enquêter sur l'attentat qui dévasta le siège du CEP il y a huit jours. Ils réclament enfin au gouvernement les moyens logistiques nécessaires pour organiser « des élections vraiment démocratiques ». Le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA), M. Jose Clemente Beza Suarez, vient d'adresser une lettre au président du CNG, le général Henri Namphy, pour lui exprimer sa préoccupation face aux « lamentables événements » survenus ces derniers jours à Haïti.

Les agressions armées contre les bureaux électoraux et les partis politiques se sont poursuivies au cours des derniers jours. Mardi, un homme non identifié armé d'un revolver a été tué par un policier alors qu'il tentait de pénétrer dans le bureau électoral du département de l'Ouest situé à Port-au-Prince. La nuit précédente, la résidence d'Yves Volé, le candidat à la présidence, assassiné le 13 octobre dernier

devant le quartier général de la police, a été mitraillé par un commando circulant dans une jeep sans plaque d'immatriculation.

La peur est telle que passé 10 heures du soir les rues de la capitale sont désertées. Les taxis rentrent chez eux et les vendeurs à la sauvette se hâtent de replier leurs étalages. Tous les autres des rafales et des coups de feu déclenchent le silence. Un jeune artiste peintre de vingt et un ans a été tué à bout portant de deux balles de revolver, mardi à l'aube, en plein centre de Port-au-Prince. Son seul tort : circuler sans la levée du couvre-feu de fait. On ne voit pratiquement plus de touristes sur les plages ou dans la capitale. L'hôtel Oloffson, rendu célèbre par l'écrivain Graham Greene, reste déserté par le vide : il vient pourtant de rouvrir ses portes après plus d'un an de travaux de rénovation.

Le « noirisme »

Candidats et électeurs s'interrogent : jusqu'où vont les duellistes pour acquiescer la machine électorale ? A mesure qu'approche l'échéance, les moudes vont intensifier leur campagne. Ils feront tout pour empêcher les élections », prévient M. René Théodore, secrétaire général et candidat à la présidence du Parti uni des communistes haïtiens (PUC). Les agressions et le chaos à la guerre civile sont accompagnés de la résurgence des vieux thèmes que François Duvalier avait habilement maniés. Le « noirisme » refait surface dans certains journaux où l'on accuse le CEP d'être dominé par les mulâtres. Comme le défunt dictateur, les duellistes jouent la carte nationaliste, accusant avec virulence les Etats-Unis d'intervenir dans les affaires haïtiennes, tout en amplifiant la menace communiste, convaincus que Washington finira, comme dans le passé, par rallier leur cause.

Malgré la peur, la campagne électorale bat son plein. Les candidats

silonnent le pays et inondent les radios et les télévisions de spots publicitaires sur fond de « méringue », la musique populaire haïtienne. Les plus riches, comme M. Marc Bazin, mènent une campagne à l'américaine. M. Leslie Manigat, pour sa part, fait larguer des dizaines de milliers de tracts par avion au-dessus des zones reculées du pays.

D'après les premières estimations du CEP, le nombre d'électeurs inscrits se rapproche des deux millions, soit les deux tiers de l'électorat potentiel et nettement plus que lors du référendum sur la Constitution en mars dernier, pour lequel un million deux cent mille Haïtiens seulement avaient voté.

Même si les élections ont lieu comme prévu le 29 novembre, la crise qui mine Haïti depuis de longs mois ne prendra pas fin du jour au lendemain, et compte tenu de l'abondance de candidats à la présidence (vingt-trois déclarés), il est fort peu probable qu'un vainqueur s'impose au premier tour. Les élections seront à nouveau convoquées à la mi-décembre pour le deuxième tour du scrutin présidentiel et un peu plus tard pour les élections locales. Le nom du futur président ne devrait être connu que peu de temps avant Noël. Une longue période d'incertitude au cours de laquelle la violence pourrait redoubler.

Dirigeant du CONACOM, la principale formation se réclamant du socialisme démocratique, M. Michel Soukair est pessimiste pour les prochains mois. « Tout est prêt pour le coup d'Etat militaire, dit-il. La stratégie du secteur dur de l'armée est claire : quel que soit le futur président élu, il ne pourra pas gouverner. Le désordre sera tel que les militaires se posent en sauveurs, faisant valoir aux Américains que le pays n'est pas prêt pour la démocratie ».

JEAN-MICHEL CARROT.

AFGHANISTAN

Renforcement de l'aide américaine à la résistance

Le président Ronald Reagan a annoncé, jeudi 12 novembre, que la soutien américain à la résistance afghane serait « renforcé », et a lancé un nouvel appel au retrait des forces soviétiques, estimant que cette présence constituait un important obstacle à l'amélioration des relations entre Washington et Moscou.

Recevant des dirigeants de la résistance à la Maison Blanche, dont le président de l'Union islamique des Moudjahidines d'Afghanistan, Cheikh Masoud Yunis Khalil, M. Reagan a estimé que « la résistance avait fait un grand pas en avant vers l'unité en choisissant un président pour la première fois ».

Entre-temps, Radio-Kaboul a annoncé, jeudi, que l'armée afghane avait acheté dix missiles américains Stinger et des roquettes britanniques Blowpipe à des résistants ralliés. Ces derniers ont posé comme condition à leur reddition que les armes, qu'ils avaient achetées eux-mêmes, leur soient payées, a précisé le radio d'Etat afghan.

Enfin, à Paris, le ministre des affaires étrangères a convoqué, jeudi, le chargé d'affaires afghan, M. Chaf Zahir, pour lui remettre un message demandant la « libération rapide » du journaliste Alain Guillo, incarcéré à Kaboul, et exigeant, « dans l'immédiat », le droit de visite, a indiqué le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Didier Barthelemy. Au cours de la séance de questions orales à l'Assemblée nationale, M. Barthelemy a précisé qu'une démarche similaire avait été faite par le chargé d'affaires français à Kaboul.

● PHILIPPINES : un officier tué à Manille. — Quatre hommes armés ont tué, vendredi 13 novembre, un lieutenant-colonel, alors qu'il était en vol d'un hélicoptère à Manille. D'autre part, deux ingénieurs sud-coréens, enlevés mardi par la guérilla communiste, dans le Nord, ont été libérés, peu après leur rapatriement, a-t-on formulé jusqu'à présent aucune demande de rançon, selon un porte-parole de la compagnie Haril Development, pour laquelle ils travaillent. — (AFP, AP.)

Pas de «perestroïka» pour le PCF

(Suite de la première page.)

La contradiction dialectique est l'arme suprême du marxisme. Elle peut, quelquefois, subir d'étranges perversions. Moins de dix ans après avoir enoncé « le bilan globalement positif » des pays socialistes, les dirigeants du PCF affirment, sans ciller, que, « sans démocratie profonde, toutes les potentialités nées de soixante-dix ans de socialisme ne peuvent se libérer et s'épanouir ». Le terme « potentialité » n'étant ici qu'un euphémisme ! Et les mêmes laudateurs de l'ère Brejnev en vituperant « les mensonges de la presse bourgeoise » sur les manœuvres en tous genres du brejnévisme dénoncent aujourd'hui, sans l'ombre d'une autocritique, ce qui est qualifié pudiquement d'années de « stagnation ».

Brejnev sous Brejnev, gorbatchévien sous Gorbatchev ? La formule ne recouvre qu'une certaine réalité. Et sûrement pas celle qui trait de la base au sommet du parti. N'est-ce pas M. Roland Leroy, membre du bureau politique et directeur de l'Humanité, qui écrivait dernièrement dans un éditorial, pour s'y opposer mollement, à propos des bouleversements moscovites : « Il arrive encore d'entendre dire : Ce n'est qu'une tentative, il n'est pas sûr qu'elle réussisse. Avec le talent qui est le sien, ce dirigeant de l'association France-URSS qui, le 29 octobre à Moscou, s'était fait voler la vedette par l'ancien premier ministre socialiste, M. Pierre Mauroy, avec la complicité objective de M. Gorbatchev, n'exprimait-il pas ainsi, par la supposée remarque d'un tiers, le fond de sa propre pensée ?

M. Leroy rappelle que les communistes français, tout en appréciant « positivement le bilan du socialisme », ont « en même temps dénoncé sans fard leur opinion critique sur les retards et les défauts, condamné sans appel le stalinisme, souligné l'existence de divergences sur la question de la démocratie ». Le problème est que M. Gorbatchev ne parle ni de « retards » ni de « défauts », deux termes chers aux PCF, mais d'erreurs. Parfois tragiques.

De même, « l'héritier de Lénine » ne condamne pas « sans appel le stalinisme », mais il précise son jugement critique, en le faisant porter sur les années 30. Contrairement aux dirigeants du PCF et à leur projet de résolution pour le vingt-sixième congrès, M. Gorbatchev « décolonise » en quelque sorte le stalinisme : sa condamnation est datée. La direction française estime sans doute qu'une démarche identique de sa part pourrait amoindrir sa condamnation du stalinisme. En revanche, elle aurait l'avantage de la rendre plus crédible en la détaillant. Seul M. Lajoinie s'en occupe, devant les journalistes, d'esquisser

publiquement le même type d'approche que M. Gorbatchev en jugeant « impardurable » la liquidation physique des chefs de l'armée rouge en 1937.

Ce soutien réservé plutôt que sans réserve à, finalement, une explication assez simple, qui plonge ses racines dans la situation du PCF. Simplifier trop avant dans la dynamique gorbatchévienne pourrait avoir, pour l'équipe de M. Marchais, des effets désastreux. C'est pourquoi le secrétaire général, que les dirigeants communistes prennent toujours soin de citer dans leurs déclarations sur la « perestroïka », a blâmé qui le met, apparemment, à l'abri des coups de tabac. Sa conclusion est logique : pas de « perestroïka » pour le PCF !

Stalinisme à la carte

D'un côté, il souligne que le PCF a abandonné la référence au « modèle » de socialisme et celle du « parti-guide », en l'occurrence le PC soviétique. De l'autre, il se prévaut de l'antériorité du PCF en matière d'exigence démocratique. Dans un cas, M. Gromet ne dit rien d'autre quand il évoque « l'apport essentiel du socialisme à la française » et, dans l'autre cas, M. Leroy dit la même chose quand il rappelle les « divergences sur la question de la démocratie » entre les deux partis, mises en évidence au vingt-deuxième congrès du PCF en 1976. Par un curieux raccourci historique, le directeur de l'Humanité place cette critique à la même époque — « en même temps », écrit-il, que le bilan globalement positif », alors que cette dernière analyse, très en retrait sur la précédente, est intervenue trois ans plus tard, au vingt-troisième congrès. La rupture de l'union de la gauche était bien achevée.

Cette attitude, qui apparaît pour certains comme étant celle de « donneurs de leçon » de démocratie, non connotés par la tentative de « restructuration » soviétique, permet aux dirigeants français, et au premier d'entre eux, d'évacuer habilement, par un raisonnement sans aspérités, toutes questions sur le PCF lui-même. Exit le fonctionnement du centralisme démocratique. Exit la « glasnost » dans le système de prise des décisions. Exit les interrogations sur la crise sans précédent que traverse le parti. Aucun lien analogique ne doit exister, pour la direction, entre le PCUS et le PCF. Ici, tout est nickel. « Le parti n'a jamais été aussi fort et aussi uni », peut affirmer le secrétaire à l'organisation, M. Jean-Claude Gayssot, souvent présenté comme le dauphin de M. Marchais et surnommé l'« Iglesias français » (1) par ses détracteurs.

Plus que tout, le secrétaire général actuel du PCF redoute un vent de renouveau venant de Moscou dans lequel certains dirigeants en exercice voient la solution future d'« une partie de nos problèmes internes ». La raison est double. Il apparaît indéniable que l'irruption d'idées nouvelles, tant au Parti communiste soviétique qu'au Parti communiste chinois, s'est réalisée grâce aux changements de personnes à la tête de ces deux partis. Il est compréhensible que cette perspective ne rassure pas le numéro un français. Ironie de l'histoire, M. Gorbatchev, né en 1931, est de onze ans plus jeune que M. Marchais et de une année seulement le cadet de M. Juquin.

La seconde raison tient plus fondamentalement à la politique extérieure actuellement en vogue à Moscou. Selon M. Gorbatchev, la résolution de certains problèmes mondiaux comme la paix, le désarmement ou

la performance économique n'est pas marquée par le déterminisme de la lutte de classes, mais passe d'abord par les rapports d'Etat à Etat ou la compétition entre deux systèmes, qui fera émerger le plus apte à gagner les défis du siècle à venir. Dans cette perspective, certains dirigeants du PCF redoutent que le rôle du parti ne soit réduit à celui d'un lobby pacifiste.

Cette approche néo-réaliste conduit une partie du pouvoir soviétique restructuré (ou reconstruit) à pratiquer, là où cela se justifie, un appel du pied en direction des partis sociaux-démocrates. Au pouvoir ou non. Les efforts déployés par l'Humanité pour présenter M. Marchais comme un interlocuteur — sinon l'interlocuteur — étranger privilégié de M. Gorbatchev lors du forum international organisé à Moscou pour l'anniversaire de la révolution avaient un caractère illusoire, alors même que l'événement était la présence de nombreuses délégations non communistes.

La différence entre le traitement réservé à M. Mauroy et celui accordé à M. Leroy montre que le premier est, dans l'esprit du secrétaire général, un dirigeant potentiel — lui ou son parti — de la France, alors que le second ne l'est certainement pas. Même si le PCF est le fils aîné de la révolution bolchevique depuis le congrès de Tours de 1920, il ne pèse plus d'un grand poids. Coupé de tous les partis communistes européens, dont le plus fort, le PC italien, avec lequel il n'a aucune relation, le PCF inféresse probablement beaucoup moins Moscou que par le passé.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) M. Gerardo Iglesias a succédé à M. Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti communiste espagnol (PCE) de 1960 à 1982, dont il a été exclu le 19 avril 1985. Après deux scissions, le PCE, qui avait obtenu 3,9 % des suffrages exprimés aux élections législatives de 1982 (quatre sièges), a réalisé une coalition dite Gauche unie pour les législatives du 22 juin 1986, et atteint 4,6 % des voix (sept sièges).

Reprise en main de la fédération de Meurthe-et-Moselle

Le joueur de mandoline

L'opération de reprise en main de la fédération communiste de Meurthe-et-Moselle par la direction nationale du PCF a commencé le mercredi 11 novembre, à l'occasion de la conférence de section de la ville de Nancy. Les contestataires, qui étaient majoritaires à la direction de cette section, ont été mis en minorité et aucun des amendements au projet de résolution du congrès n'a été retenu. Les orthodoxes, conduits par M. Claude Billard, membre du bureau politique chargé de « suivre » cette fédération, et M. René Pommier, secrétaire régional CGT des FTT, ont utilisé quelques « ficelles » peu discrètes pour parvenir à leurs fins.

Dans les semaines qui ont précédé cette conférence de section, M. Billard s'est « parachuté » sans prévenir dans une réunion de cellule des FTT. Le jeune secrétaire de l'Union des étudiants communistes (UEC) a « fait des adhésions » à tour de bras, et une véritable bataille fractionnelle a été organisée par les permanents de la CGT dans les entreprises publiques. Pour assurer leur prédominance à la conférence, les orthodoxes ont même fait venir cinq invités, dont la fille d'un membre du comité central, M. Roland Favaro, inscrit dans une autre section. Ils ont obtenu, par vote, dix-neuf voix sur vingt.

Le comité de section sortant ayant refusé auparavant la présence de M. Billard à la conférence, ce dernier a pénétré à l'extérieur de la salle de réunion en attendant qu'on veuille bien statuer sur son sort. Finalement introduit, le dirigeant national a dû batailler pour obtenir un vote de l'assemblée en faveur de sa présence. Au bout du compte, par vingt-sept voix pour, vingt et un refus de vote et deux abstentions, M. Billard a remporté la victoire.

Les dix amendements importants (analyse critique du passé, force de frappe, organisation et fonctionnement du parti) défendus par les contestataires ont tous été rejetés. Sur chacun d'entre eux, M. Billard est intervenu pour dire... ce qu'il fallait à voter. Un militant, citant le fin Octobre, a indiqué que, pour ridiculiser un député menchevik, le réalisateur Eisenstein avait fait couvrir sa voix par un joueur de mandoline. « Tu es un joueur de mandoline », a dit ce militant à M. Billard. Tout ce que tu dis, c'est du vent. L'ambiance était des plus tendues.

Le projet de texte du congrès a été adopté sans changement, par vingt-six voix pour, quatorze contre et trois abstentions. Le rapport du secrétaire sortant a été repoussé dans les mêmes conditions. Le comité de section, composé de vingt et un membres, a été profondément remanié, ne laissant subsister qu'une minorité contestataire dans laquelle figure M. Jean-Pierre Mougel, premier secrétaire de la fédération, dont l'élection n'a jamais été ratifiée par le comité central. M. Billard a très explicitement indiqué qu'il fallait éliminer quelques non-conformistes « pour éviter une campagne de presse » autour du thème de la purge.

Le nouveau comité de section de vingt et un membres regroupe quatorze dirigeants de la CGT, dont sept permanents, parmi lesquels deux secrétaires de l'Union départementale. S'y ajoutent trois dirigeants de l'UEC et de l'UNEF-SE. Selon un participant, « il s'agit d'un véritable conseil syndical ». Le premier secrétaire de section a été remplacé par M. Eskil Adenot, ingénieur à EDF et responsable local de l'UGICT-CGT.

D. B.

A « Questions à domicile »

M. Delors se verrait bien premier ministre de M. Barre, de M. Rocard ou de M. Mitterrand

M. Jacques Delors, ancien ministre socialiste de l'économie et des finances et président de la Commission des communautés européennes, était, le jeudi 12 novembre, l'invité de l'émission « Questions à domicile » de TF 1. M. Delors, dans son bureau de Bruxelles, a, notamment, dialogué avec, à Madrid, M. Felipe Gonzalez, premier ministre espagnol, et à Paris, M. Alain Madelin, ministre UDF-PR de l'Industrie.

Interrogé sur le fait de savoir s'il accepterait d'être le premier ministre de M. Raymond Barre, M. Delors a répondu : « Cela dépend dans quel contexte il se placerait... S'il s'agit de rassembler 65 % à 70 % des Français dans une nouvelle constitution, pour une période même courte, de façon à aller à l'essentiel pour la France, c'est-à-dire nous réconcilier sur les problèmes de société, être présent et dynamique en matière économique et poursuivre l'harmonie sociale dans ce pays, pourquoi pas ? » M. Delors, en revanche, « ne croit

pas » qu'il ferait la même réponse pour M. Jacques Chirac, bien qu'il trouve le premier ministre « très sympathique humainement », mais c'est une question d'« affinités sur le plan des idées ».

L'ancien ministre, qui juge qu'il pourrait être également le premier ministre de M. Michel Rocard, a dressé un portrait-robot du bon présidentiable socialiste. « Le candidat à la candidature, a-t-il dit, doit être bien placé dans les sondages (...). Il doit avoir exercé des responsabilités nationales et internationales... — à vous de juger — et (...). Il doit être présenté par son parti... C'est à vous d'apprécier ! » M. Delors n'a pas souhaité être ce présidentiable parce qu'il a « compris » que le PS « souhaitait que François Mitterrand se représente et qu'il ne fallait pas qu'il y ait de facteur de trouble ».

A propos de la politique économique, M. Delors a dit : « Si l'on met à part les privatisations, je ferais comme M. Edouard Balladur. » En cas de victoire de M. Mitterrand, il souhaite que le président, plutôt que de dissoudre, « explore toutes les possibilités avec cette Assemblée ».

Cartes brouillées

« UNE rose sauvage dans le parfum et sa couleur — rose très, très pâle — ont peut-être replongé une partie des Français dans leur vieux rêve unanimiste. Militants et dirigeants socialistes ont dû en sentir surtout les épines, tant M. Jacques Delors, le jeudi 12 novembre, lors de l'émission « Questions à domicile » de TF 1, a été... sauvagement consensuel.

M. Delors l'est naturellement. Mais, cette fois, il a poussé le bouton très loin. Impossible, ou presque, de tirer de lui une remarque un rien critique sur MM. Jacques Chirac, Raymond Barre ou Edouard Balladur. Il ne rejette pas a priori l'idée de prendre, dans un gouvernement qu'il dirigerait, M. Alain Madelin (invité « surprise » de l'émission), ancien militant de choc de l'extrême droite, « bête noire » de nombreux socialistes, qui le considèrent à peu près comme le fossoyeur de l'industrie française.

Le seul homme politique cité qui échappe à ces éloquentes effusions est... M. Pierre Bérégovoy, pour ses réformes sous auspices des marchés financiers (il est vrai que M. Delors se retrouve d'accord avec des hommes aussi différents, au PS, que MM. Dominique Strauss-Kahn ou Jean-Pierre Chevènement, pour déplorer la fièvre libérale qui a saisi M. Bérégovoy lors de son séjour rue de Rivoli).

Quant à M. Barre, il dispose désormais d'un postulat supplémentaire pour être son premier ministre, en 1988, à condition — quand même — que 65 % des Français soient d'accord. La communication fonctionne bien entre Paris et Bruxelles : samedi, à RTL, M. Barre, se déclarant prêt à accueillir tout socialiste venu à réconciliation, « Bien reçu », a répondu M. Delors.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.



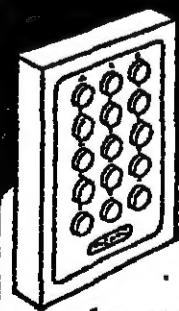
CAPEL met l'homme fort à son aise

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 7^e
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Malne-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République 69001 LYON



CAPEL n'a pas peur des plus grands que lui

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 7^e
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Malne-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République 69001 LYON



PICARD

La clé en moins, la sécurité en plus.

Parade

La serrure automatique sans clé

Liste des installateurs agréés (1) 42 33 44 85

1^{re} MONDIALE

PORTE DE VERSAILLES A PARIS

HONDA MOTOR CO PRÉSENTE LA REINE D'AFRIQUE

Du 14 au 22 Nov. 87 avec Honda entrée gratuite au Salon de la Moto

HONDA MOTO



Une Reine à Paris en 1^{re} mondiale ! Et pas n'importe laquelle : la dernière V-Twin de chez Honda, venue tout droit du désert saoudien des 2 victoires aux 2 derniers Paris-Dakar.

A la grande joie de ses futurs sujets, la Reine d'Afrique fera sa 1^{re} apparition mondiale en France, au Salon International de la Moto, à partir du samedi 14 novembre 1987, Porte de Versailles, à Paris.

Chasseurs d'aventure, tous en piste : soyez les premiers à découvrir en exclusivité votre prochaine Reine des sables.

Gratuitement. En effet, Honda vous invite au Salon de la Moto. Pour cela, il vous suffit de retirer, dès aujourd'hui, votre billet d'entrée chez votre concessionnaire Honda moto, partout en France.

HAUTE-FIDÉLITÉ

Politique

Un entretien avec M. Hervé de Charette

L'administration doit mieux gérer ses ressources humaines

M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique et du Plan, indique dans un entretien au Monde que l'administration doit mieux gérer ses ressources humaines.

« Un des objectifs de la majorité en 1986 était de réaliser « moins d'Etat mais mieux d'Etat ». On n'a pas l'impression que vous y soyez parvenus.

— Nous sommes une société centralisée et étatique, c'est-à-dire en retard par rapport aux autres pays. Jusque dans les années 70, l'administration a été l'instrument de la modernisation du pays. C'est de l'Etat que sont alors venues les grandes impulsions. Aujourd'hui, l'Etat doit se moderniser de l'intérieur et trouver une réponse qualitative à ses missions.

— Mais vous n'avez pas atteint vos objectifs de réduction du nombre des fonctionnaires ?

— Depuis 1986, nous avons supprimé cinquante mille postes. C'est peut-être modeste, mais c'est la première fois, et c'est le début d'une orientation à long terme.

— Mais vous avez aussi créé des postes.

— Nous en avons effectivement créé quatorze mille, notamment pour l'enseignement, la justice et la police, où il y a de grands besoins.

— Cela atténue votre objectif.

— Non, il faut, sur le long terme, passer d'une politique de quantité à une politique de qualité. L'Etat,

« Un Lexique politique. — Deux mille cinq cents citations, de quatre cent cinquante personnalités, ont été réunies par Serge-Alain Rosenbaum dans son Lexique politique (édité par la Revue politique et parlementaire, diffusé par les PUF). L'ouvrage rassemble, outre les déclarations des divers acteurs de la vie politique, leurs positions et propositions sur chaque sujet d'actualité.

comme l'entreprise, doit et peut être efficace au moindre coût. On défend mieux le service public en obtenant des gains de productivité qu'en engageant des effectifs supplémentaires. C'est, de plus, le seul moyen de rendre aux fonctionnaires confiance en eux-mêmes.

— Vous voulez que l'administration se gère comme une entreprise.

— L'administration a trop souvent été gérée comme une entreprise de main-d'œuvre, or c'est une entreprise de services, où tout est dans la qualité des hommes. Il faut donc enrichir leurs tâches.

— Quelles méthodes allez-vous utiliser pour cette transformation ?

— Il faut concevoir cette gestion nouvelle comme une analyse permanente, ministère par ministère, des missions de service public et de l'organisation du travail. La direction du budget et la direction générale de la fonction publique doivent en devenir le lieu central de réflexion.

— Cela implique leur réforme.

— La direction générale de la fonction publique doit véritablement devenir une direction des ressources humaines de la holding-Etat. Elle doit donc changer de vocation pour penser la fonction publique de demain et ne plus se contenter de gérer celle d'aujourd'hui.

— Avec quelles modifications ?

— Il n'est pas utile pour cela d'engager un débat sur le statut général des fonctionnaires, dont je ne suis ni un administrateur ni un contempteur. Autant nous sommes raffinés en matière de statut, autant nous sommes insuffisants pour analyser et connaître les métiers de l'administration.

— Concrètement, que cela signifie-t-il ?

— Le principal chantier sera celui de la révision et de la modernisation de la grille. Les quatre catégories (A, B, C, D) ont été créées

par référence aux diplômes plus qu'aux tâches à remplir. J'ai confié une étude préalable sur les « métiers » de l'administration à une mission de la CEGOS (Commission d'étude générale d'organisation scientifique) dirigée par M. Canac. Ses résultats, courant 1988, seront rendus publics et remis aux syndicats. Son objectif est de faciliter une fusion des corps et de redéfinir les métiers d'aujourd'hui.

— Ainsi, pour la catégorie D, on constate qu'elle est en voie de disparition alors que la catégorie A est devenue un fourre-tout. De même, les « corps », au nombre de treize cents environ, sont trop diversifiés. Par exemple, il y en a plusieurs pour les « conservateurs » qui dépendent du ministère de la culture.

— Il y a même un corps créé tout récemment qui n'a qu'un seul agent : l'interprète personnel du président de la République. L'objectif idéal serait de ramener le nombre des statuts de treize cents à environ deux cents.

Un « observatoire de la qualité »

— Il s'agit là d'un objectif à long terme. Que pouvez-vous faire dans l'immédiat ?

— Nous développons déjà une politique de la « qualité totale » qui s'appuie sur tous les fonctionnaires, aussi bien ceux de la hiérarchie que ceux de l'exécution. Ils sont l'outil principal de la modernisation de l'Etat. Il existe déjà quinze cents centres de qualité qui permettent à l'entreprise-administration de faire des progrès. Cela est très sensible pour les services qui sont en contact avec le public, comme les télécommunications, l'équipement ou les finances. Les cadres y sont très intéressés, comme je m'en rends compte dans les visites régionales que j'effectue systématiquement et où je réunis chaque fois plusieurs centaines de fonctionnaires de l'Etat. L'encadrement doit entraîner le per-

sonnel d'exécution dans une plus grande agressivité commerciale.

— Comment pouvez-vous mesurer cela ?

— Je vais installer auprès de la direction de la fonction publique un « observatoire de la qualité et de l'innovation », qui devra notamment adapter à la culture administrative le savoir-faire du privé. Il disposera de crédits pour soutenir les initiatives et sera chargé de les faire connaître. Je vais même organiser au Zenith un « grand forum de la qualité dans l'administration » pour montrer qu'elle n'est pas ringarde.

— Beaucoup de ministères redoutent une pénurie de cadres supérieurs. Comment y remédier ?

— La réforme de l'Ecole nationale d'administration a réduit ses promotions de moitié. En 1989, quatre-vingts élèves sortiront donc de l'Ecole. Une commission présidée par M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat, étudiera leur répartition dans les corps. Cette réduction imposera à certains ministères un recrutement spécialisé comme pour la diplomatie, les tribunaux administratifs, les cours régionales des comptes, le corps préfectoral, etc. Il faut aussi réduire la part des administrations centrales au bénéfice des services extérieurs de l'Etat. Enfin, dans le sens de la « mission Fauroux », il faut développer la formation permanente des hauts fonctionnaires, avec notamment un an de recyclage avant d'accéder aux fonctions de direction.

— Au total, toute l'action du gouvernement dans ce domaine n'a qu'un objectif : avoir des fonctionnaires de meilleure qualité et mieux payés pour que l'administration soit plus efficace. C'est pour cela notamment qu'il faut développer les gains de productivité qui se traduiront par l'investissement.

Propos recueillis par ANDRÉ PASSERON.

Au Sénat

La lutte contre la drogue

Les trois textes adoptés par le Sénat, le jeudi 12 novembre, concernent la lutte contre la drogue, les fusions et scissions de sociétés commerciales et les incompatibilités parlementaires.

La lutte contre la drogue

Examiné en première lecture avant l'été par le Sénat, ce projet avait donné lieu à l'Assemblée nationale à une série d'incidents provoqués par les élus du Front national (le Monde des 11 juin, 10 octobre et daté 11-12 octobre).

La seconde lecture au Palais du Luxembourg a été plus calme, même si elle a été marquée par un incident mineur. Le président de séance a, en effet, ordonné l'expulsion d'un homme qui, des tribunes réservées au public, a crié que le Sénat se désolait après que le rapporteur de la commission des lois, M. Jean-Marie Girault (RI, Calvados), eut retiré un amendement supprimant la référence « à la discrimination ou à la haine raciale » dans la liste des faits pouvant être édictés par le ministre de l'Intérieur pour interdire, dans le cadre de la protection de la jeunesse, une publication.

La commission des lois proposait non seulement cette suppression mais aussi celle incluant dans la liste des crimes dont l'apologie est réprimée par la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse les « crimes contre l'humanité ». M. Girault, qui a finalement retiré ces deux amendements, n'en estimait pas moins que ces sujets ne pouvaient être abordés, de façon « ad hoc », être traités dans un texte consacré à la lutte contre les trafiquants de drogue.

La commission des lois a rétabli le principe de la création d'un institut de l'enseignement, de la recherche, de l'information et de la prévention sur la toxicomanie. Adoptée en première lecture à l'unanimité par le Sénat, cette disposition avait été supprimée à l'Assemblée nationale. Au Sénat, socialistes et communistes ont soutenu l'initiative de M. Girault, qui seule M^{me} Hélène Miasoff (RPR, Val-d'Oise), abstenant ainsi de voter, a gardé des scrupules, ne jugeant pas utile.

Fusions et scissions de sociétés commerciales

Rapporteur de la commission des lois, M. Etienne Dailly (gauche dém., Seine-et-Marne) a fait adopter sans que le ministre de la justice s'y oppose bon nombre d'amendements améliorant et précisant la rédaction d'un projet dont l'objectif est de mettre le droit français des sociétés en conformité avec les dispositions des troisième et sixième directives du Conseil des Communautés européennes. Par la même occasion, le texte met en œuvre une modernisation et une simplification du droit français, particulièrement complexes en matière de fusions et de scissions des sociétés.

La seule pierre d'achoppement entre la commission des lois et le gouvernement touchait au rétablissement de la déclaration notariée de souscription et de versement lors de la constitution de nouvelles sociétés en faveur duquel le Sénat avait déjà prononcé à trois reprises dans le passé. Le Sénat a suivi le gouvernement, qui plaide pour que les créations de sociétés soient les plus faciles et les moins coûteuses possibles. Les communistes ont été les seuls à voter contre le projet modifié, les socialistes s'abstenant.

Incompatibilités parlementaires

Les membres du bureau du Sénat, tous groupes confondus, ont rédigé une proposition de loi organique destinée à régler le problème des parlementaires désignés au sein des organes de direction ou d'administration des entreprises ou établissements publics nationaux en leur qualité d'élus locaux. Il s'agit en fait de mettre un terme au paradoxe qui veut qu'un parlementaire puisse être élu dans un conseil d'administration s'il a été désigné par son assemblée mais non en qualité de maire.

Le texte a été voté à l'unanimité. Deux sénateurs étaient directement concernés : d'une part M. Maurice Arreckx (RI, Var), quand il était maire de Toulon, président de droit la Caisse de crédit municipal de sa ville. A ce titre, il avait été désigné président de l'Union centrale des caisses de crédit municipal, qui est un établissement public national. D'autre part, M. Roger Quilliot (PS, Puy-de-Dôme), maire de Clermont-Ferrand, est membre du conseil d'administration de la Caisse de garantie du logement social, dont il est le président.

A. Ch.

En Nouvelle-Calédonie

Barrages anti-indépendantistes près de Nouméa

NOUMÉA
de notre correspondant

Deux barrages routiers ont été érigés par des militants anti-indépendantistes, le vendredi 13 novembre, sur l'axe de la tribu de Saint-Louis dans la commune de Mont-Dore, située à la périphérie de Nouméa, provoquant des embouteillages dans ce secteur pendant plusieurs heures. Quelques dizaines de membres du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) avaient décidé, au lever du jour, de bloquer la route territoriale N 2 qui borde la tribu de Saint-Louis — théâtre des graves incidents du 6 au 9 novembre — afin de protester contre les représailles dont ont été victimes certains Mélanésiens pro-français après la mort du jeune Lépold Dawano, tué par un gendarme. Le RPCR avait déjà effectué plusieurs démonstrations auprès du haut commissaire, M. Jean Montpéroux, pour exiger des autorités « l'arrestation des fauteurs de troubles et la saisie des armes ». Les chefs coutumiers Emmanuël Tein et Rock Wanyan avaient été longuement entendus, à cette fin, par la gendarmerie et le procureur de la République. Mais ces contacts sont restés sans effet, provoquant l'impatience du RPCR, qui a donc décidé d'intervenir d'une manière plus spectaculaire.

Sur les lieux des barrages — où flottait un drapeau tricolore — le grand chef Moyatza, un notable coutumier proche du RPCR, a indiqué que les manifestants laissent un délai de vingt-quatre heures à la gendarmerie pour que soient arrêtés les auteurs de diverses exactions. La circulation a finalement été rétablie en fin de matinée.

Pure coïncidence ou opération calculée ? M. Jean-Marie Iybaou, ainsi que de nombreux dirigeants indépendantistes se sont trouvés bloqués dans les embouteillages alors qu'ils se rendaient à Yaté dans le sud de l'île, où se tient le congrès annuel de l'Union calédonienne, principale composante du FLNKS. Irrité par cette manifestation du RPCR, le chef de file du mouvement indépendantiste a placé son propre véhicule en travers de la

route, avertissant qu'il ne bougerait pas de là tant que « les autres » n'auraient pas levé leurs propres barrages. M. Iybaou a également lancé : « Pourquoi arrêterait-on les jeunes de Saint-Louis alors que les assassins de Lépold Dawano et des gens de Hienghène sont toujours en liberté ».

FREDERIC BOBIN.

Le PS s'en tient à un « programme lourd »

La commission du PS, chargée de continuer l'élaboration des propositions pour 1988, a décidé, le jeudi 12 novembre, qu'il n'y aurait pas, dans l'immédiat, de « version courte » de ce programme, contrairement à ce qui avait été envisagé.

C'est donc sur l'épais document — le « programme lourd » — discuté et amendé dans les sections socialistes que se penchera le comité directeur du 21 et du 22 novembre. Le texte fera un nouvel aller et retour avec la base avant d'être définitivement approuvé par une convention nationale, le 16 janvier prochain. Un document public court, présenté de façon attrayante, sans doute illustré, sera ensuite diffusé.

M. Lionel Josin et les dirigeants du courant AB (mitterrand-maurroyiste) ont fait valoir qu'il est plus logique de continuer la discussion sur le texte qu'ont étudié les militants. En revanche, les membres de Socialisme et République (CERES) se sont montrés surpris de ce changement d'attitude. L'un des négociateurs du courant de M. Jean-Pierre Chevènement y voit une volonté de la direction du parti de limiter le débat, car il est plus facile, juge-t-il, de noyer les oppositions dans un texte long que dans un texte court, où une « analyse stratégique » apparaît plus clairement.

Lors du bureau exécutif qui s'est réuni le même jour, les amis de M. Chevènement ont rappelé leurs fortes réserves sur ce texte, dont le principal rédacteur est M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national chargé des études. Il leur reste à déterminer s'ils se contenteront d'amendements à ce texte ou s'ils le contestent de façon plus globale.

AU BON MARCHÉ

LES COLLECTIONS PERSANES C'EST RIVE GAUCHE

-20% SUR LES TAPIS D'ORIENT
EXPOSITION-VENTE
JUSQU'AU 30 NOV - 2^e ETAGE

Le tapis d'Orient, tradition vivante, richesse culturelle, placement éternel... Sa noblesse de fabrication, son originalité, sa variété en font une œuvre d'art inimitable. Cette année encore, François Ollivier, scheatour, est allé chercher au début de l'été les pièces les plus authentiques en Turquie et Iran. En Anatolie, il a sélectionné des kizil aux dominantes rouge garance et bleu indigo, des Herke fins en laine, des Yastick des nomades Yuruk... En Iran, accompagné d'un guide, il se rend dans la région du Tchahar-Mahal, au sud d'Ispahan pour rejoindre les tribus Bakhtiari. A Tchalehchotor, Saman, Shahr-E-Kord... il a le privilège d'assister à la confection des Bakhtiari, tapis les plus recherchés pour leur solidité et surtout leurs teintes végétales. En vous proposant les tapis d'Orient que les tisserands villageois ou nomades ont noués pour leurs propres besoins ces dernières décennies, le Bon Marché vous fait profiter d'œuvres uniques simplement parce que pour retrouver l'authenticité, le Bon Marché est allé directement sur place. Certificat d'origine, expertise, conseil, restauration, entretien, garde, présentation à domicile. Le Bon Marché, une équipe d'experts au service de l'authenticité. Credit 3 mois sans intérêts à 0,001% d'intérêt, remises non cumulables.

TCHALEHCHOTOR (Iran, Haman), dimensions : 307 x 210, tapis de tribus Bakhtiari d'époque exceptionnelle de jardin. Le bec de ses rouleaux est dû à l'utilisation de teintures végétales.

مكتبة الشرق

Politique

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale

M. Cabana souhaite accélérer l'indemnisation des rapatriés

L'Assemblée nationale a adopté, le jeudi 12 novembre, le budget des charges communes. D'un montant de 322.908,3 millions de francs (26,85 % des dépenses de l'Etat), il regroupe le financement de la dette, le coût des dégrèvements fiscaux et des crédits divers qui ne peuvent être rattachés à aucun ministère particulier, comme ceux consacrés aux rapatriés. Les députés RPR et UDF ont voté contre. PS, PC et FN ont voté contre. L'ensemble des comptes spéciaux du Trésor a été aussi voté. La perception des multiples taxes parafiscales a aussi été adoptée.

Budget essentiel, car c'est le plus important par la masse des crédits et car la gestion de la dette a des conséquences déterminantes sur l'évolution économique. Budget, pourtant, traditionnellement débattu dans la plus totale indifférence, au point que, jeudi, le ministre concerné, M. Alain Juppé, n'a même pas participé à la totalité de la discussion.

L'analyse des comptes spéciaux utilisés pour les recettes des privatisations aurait pu cette année donner un peu de relief à ce débat, mais seul le rapporteur, M. Alain Griet-terry (UDF, Val-de-Marne) a traité du sujet. Il en a profité pour faire approuver un amendement (avec les voix de l'UDF et du FN contre celles du RPR, du PS et du PC) imposant au gouvernement de présenter un rapport au Parlement

détaillant les affectations des produits des privatisations utilisés pour aider les entreprises industrielles du secteur de l'armement. Il s'agissait notamment de rappeler que Dassault avait besoin de l'aide de l'Etat.

La crise horticole va avoir des conséquences fâcheuses sur la gestion de la dette. M. Christian Fauriol (PS, Vosges) l'a rappelé : « Vos prévisions ne pourront pas être réalisées : un demi-point supplémentaire de taux d'intérêt coûte 5 milliards de francs supplémentaires de charges de la dette. Or vous avez prévu un taux de 8 % du marché obligataire, ce qui est très en deçà des réalités. » Rapporteur de la commission des finances, M. Edmond Alphandery (UDF, Maine-et-Loire) est lui aussi inquiet devant la hausse des taux d'intérêt. S'il se fût agit que le gouvernement cherche à limiter le volume des émissions d'emprunts à moyen et à long terme, il se demande si cela ne va pas conduire « à un financement monétaire de la dette publique qui serait contraire à l'objectif de lutte contre l'inflation ».

D'autant que M. Alphandery fait remarquer qu'en 1987, ce sont les produits des privatisations qui ont permis de financer le redressement de l'Etat. Il redoute donc qu'un relâchement de celles-ci en 1988 n'oblige à y avoir recours. M. Juppé s'est efforcé de le rassurer en affirmant que le dosage entre les divers modes de financement de la dette sera « ajusté de façon à éviter toute tendance inflationniste ».

L'approche des élections rend à nouveau sensible le dossier des rapatriés.

trisés. MM. Willi Dimeglio (UDF, Hérault), Claude Barate (RPR, Pyrénées-Orientales), Jean-Paul Seguela (RPR, Haute-Garonne) ont supplié le gouvernement de faire un geste supplémentaire en aménageant déjà la loi d'indemnisation de juillet 1987 et en accélérant son application, même si les deux députés RPR ont lourdement insisté sur « l'engagement personnel de Jacques Chirac qui avait permis sa mise au point ».

En revanche, M. Gérard Bepi (PS, Haute-Garonne) a affirmé que cette loi « tirait des chèques sans provision » et a fait remarquer qu'en « deux ans les crédits de l'indemnisation auront été diminués des deux tiers ». Et M. Pierre Descazes (FN, Oise) s'est étonné que « des crédits votés sous la gestion socialiste permettent à la nouvelle majorité de réduire les dépenses pour les rapatriés ».

En effet, M. Camille Cabana, ministre délégué aux rapatriés, a expliqué que si les crédits diminuaient c'est parce qu'ils n'avaient pas été utilisés les années passées et que donc il y avait des reports. « En inscrivant moins de crédits que vous, nous indemniserions mieux que vous », a-t-il dit aux socialistes. Il a toutefois annoncé qu'il espérait obtenir dans le collectif budgétaire pour 1987 des crédits permettant de verser au début de 1988 et non en 1989 l'indemnisation des rapatriés les plus âgés et la troisième tranche de celle des harkis. Juste avant les élections, bien entendu.

Ph. B.

Commerce extérieur : en petite forme

L'Assemblée nationale a adopté, le jeudi 12 novembre, les crédits du ministère de l'économie, des finances et de la privatisation concernant les services financiers, le commerce extérieur (ce département n'a pas de budget propre), la consommation et la concurrence, les monnaies et médailles et l'imprimerie nationale. Les services

financiers représentent 34,8 milliards de francs (+ 2,75 %), soit 2,9 % du budget (la majorité a voté pour, les oppositions contre). Les monnaies et médailles, avec 754 millions de francs, progressent de 2,72 %, tandis que les crédits de l'imprimerie nationale, avec 1 668 millions de francs, régressent de 3,75 % par rapport à 1987.

Les députés ont aussi, jeudi, le commerce extérieur français. Quelles que soient les annonces apportées au diagnostic par les rapporteurs issus de l'opposition ou de la majorité, le bilan de santé qu'ils ont esquissé a été sensiblement le même : ce n'est pas la grande forme.

M. Claude Germon (PS, Essonne) a rappelé « l'optimisme raisonnable » dont le ministre du commerce extérieur, M. Michel Noir, avait cru pouvoir se prévaloir l'année dernière. Un rappel essentiellement destiné à mettre en valeur le fossé qui séparerait les apparences d'hier des réalités d'aujourd'hui.

« Les chiffres sont terriblement accusateurs pour votre politique », a affirmé le rapporteur spécial de la commission des finances qui a accusé le gouvernement d'avoir « dilapidé » les 90 milliards de francs issus de la baisse en 1986 de la facture énergétique. « Nous n'avons d'excédents commerciaux qu'avec les pays en voie de développement », a regretté M. Germon. Cette tendance s'est aggravée cette année. Pour le député socialiste, l'une des raisons de l'atonie du commerce extérieur réside dans la faiblesse des moyens affectés aux aides à l'exportation.

Si M. Aymery de Montequion (UDF, Gers), rapporteur pour avis a estimé pour sa part que la France tirait « honorablement » son épingle du jeu en exportant le quart de son produit national, il n'a pas caché son

inquiétude devant les faiblesses structurelles de la capacité exportatrice française. Il a notamment fait remarquer que les deux tiers des exportations françaises étaient le fait de seulement 1 500 entreprises. « Notre plate-forme de proximité, l'Afrique, est vigoureusement attaquée par les Etats-Unis, la RFA et le Japon. Nous sommes quasiment absents de l'Extrême-Orient, le premier pôle économique mondial en gestation ».

Le député UDF a demandé avec insistance au ministre de mettre en place un système d'incitation fiscale privilégiant les PME qui exportent. Il a également rappelé que le libéralisme n'excluait pas « le rôle de promotion et d'impulsion du ministère du commerce extérieur, en particulier dans une situation légitimement qualifiée d'alarmante (...) ». « Oubliions les dogmes et choisissons la pragmatisme ».

M. Michel Noir, ministre du commerce extérieur, a répondu que bien que le celui-ci enregistre effectivement un déficit de l'ordre de 10 milliards de francs, le redressement en tendance est sensible sur les trois derniers mois. « Cette amélioration est due au redressement du solde industriel et à la progression des exportations agro-alimentaires (...). Ce redressement est presque exclusivement imputable au redressement des exportations, les importations restant à un niveau élevé. Vous auriez pu souligner, Messieurs les rapporteurs,

que depuis cinq mois nos exportations industrielles ont progressé de 2,5 % par mois, tandis que la croissance des importations se ralentit et dépasse à peine 1 % par mois ».

Bourrasque et méthode Coué

Pour sa part, M. Jean-Pierre Desbrière (PS, Pyrénées-Atlantiques) a reproché au ministre de pratiquer la méthode Coué face à la « bourrasque » : « Insensiblement, la France est en train de perdre sa substance industrielle ». « Quand on a une formation d'entreprise, a répliqué M. Noir, on ne s'en remet pas à la méthode Coué. On ne se fie pas aux résultats à court terme, mais aux tendances ».

Enfin, s'agissant des services financiers, le rapporteur spécial de la commission des finances, M. Philippe Anberger (RPR, Yonne) a estimé que la cure d'amaigrissement à laquelle a été soumise l'administration des finances était de nature à améliorer son efficacité. Le ministre chargé du budget, M. Juppé l'a approuvé.

Diminution des effectifs, restructuration des structures, action soutenue de formation : tels sont les faits qui traduisent selon lui « l'effort de modernisation et d'adaptation des structures et des moyens de cette grande maison ».

P. S.

BIBLIOGRAPHIE

Gloire au « placard »

Tout le monde connaît dans son entourage quelqu'un qui fut ou qui est au « placard ». Beaucoup de ceux-là s'en plaignent. A supposer qu'ils soient sincères : quelle erreur ! Car, à y bien réfléchir, la situation de « placardisé » est une anabase pour son bénéficiaire, et même un privilège. Mais pour atteindre à cette « privatisation méconnue », que d'obstacles à franchir ! Le placard en réalité ne s'obtient qu'au mépris.

Tel est le thème paradoxal, savoureux et parfois courtois choisi par les auteurs du *Guide du placard*, Pierre Zimmer, « licencié d'histoire et de quelques entreprises », et Jean-Pierre Loursin, « universitaire surchargé de missions aspirant au placard ».

L'origine du placard moderne peut se situer sous la IV^e Républi-

que, lorsque les changements rapides de gouvernements entraînaient la mise à l'écart (provisoire) de journalistes qui cessaient (temporairement) de plaire. Peu à peu la placardisation s'est accompagnée de l'octroi d'un titre prestigieux mais sans contenu comme « conseiller du président, délégué, contrôleur » etc., souvent assorti du qualificatif « général ». L'essentiel est de demeurer dans le cadre de son administration, de conserver son traitement, ses augmentations indiciaires et ses primes, et accessoirement un bureau, une secrétaire, un téléphone et une voiture.

Car la pratique du « placard » s'est naturellement étendue à tous les organismes assez vastes pour ressembler de près ou de loin à une administration. Mais à lire les

recettes délivrées par nos auteurs, il faut, pour accéder au placard, une compétence, un talent, une intelligence hors du commun. Seuls les sujets d'élite les plus imaginatifs y parviennent. Et nos administrations ne manquent pas de sujets ainsi dotés et persévérants qui savent se rendre inimportables aux plus nombreux, c'est-à-dire aux médiums sans imagination qui, eux, n'ont pas l'ambition du placard et ne pensent qu'à faire carrière.

Cet ouvrage à la fois drôle et amer s'agrémente d'un lexique où le jargon de plusieurs « placardisés » est retracé, et d'un « jeu de Poé » tout à fait distrayant et édifiant.

ANDRÉ PASSERON.

* Le *Guide du placard*, par Pierre Zimmer et Jean-Pierre Loursin. Ed. du Seuil, 221 pages, 85 francs.

L'ÉNIGME DU SPHINX PAR UN PROCHE

D. PLUTARQUE

*Des principes
et des mobiles
secrets
d'un illustre
Président*

ALBIN MICHEL

Vient de paraître

ALBIN MICHEL

Société

La mutinerie à la prison de Saint-Maur (Indre)

Seize heures d'angoisse et de négociations

Les douze otages, dont le directeur, M. Jean-Charles Toulouze, neuf surveillants et deux enseignants, retenus par les mutins de la prison de Saint-Maur (Indre) depuis le jeudi 12 novembre à 17 h 30 ont été libérés sains et saufs, vendredi matin vers 9 heures.

A 12 h 30, la totalité des détenus s'étaient rendus, et la plupart d'entre eux ont été transférés dans d'autres établissements.

CHATEAUXROUX
de notre envoyé spécial

Durant toute la nuit, dans une odeur âcre de fumée, il a régné un étrange silence. Aucun cri n'a franchi les hauts murs. La centrale n'a guère livré que des brèves du quitta au double insensé des mutins. L'aube, de la prison, le pasteur Bernard Stehr, prié de quitter l'enceinte de la centrale par les autorités, expliquait vers 21 heures : « Les gars veulent parler. Dire pourquoi et comment les conditions de détention sont oppressantes. Un ancien détenu ajoutait : « Une mutinerie n'est pas forcément préméditée. Il suffit d'un quart d'heure de parole supprimée. »

En début d'après-midi, jeudi, le procureur de la République de Châteauroux, M. Robert Baffert et son substitut s'étaient rendus aux portes de la centrale pour procéder à la reconstruction de l'événement de Jacques Hyver, ravisseur de l'ancien vice-président du CNFF, M. Maurice Larivière, Jacques Hyver, ainsi que deux complices, Roland Patazola, qui devait être repris dans la nuit à Paris — et Farid Boularas, avaient réussi quarante-huit heures plus tôt à défoncer les portes de la prison au moyen d'une benne à ordures stationnant dans le quartier des cuisines.

La rumeur de la reconstruction entreprise par les autorités judiciaires a-t-elle mis le feu aux poudres ? Vers 17 h 30, un petit groupe de détenus du bloc C 31 neutralisait un gardien, près des locaux sociaux,

éducatifs, et lui ôtait ses clés. Le directeur de l'établissement, M. Jean-Charles Toulouze, intervenait et était à son tour pris en otage, ainsi que huit autres surveillants et deux enseignants qui se trouvaient à ce moment-là dans la prison.

M. Pandraud
sur place

La mutinerie s'étendait alors à l'ensemble des prisonniers, après que toutes les cellules, ou pratiquement, eurent été ouvertes, notamment celles du quartier de sécurité, où se trouvait Georges Ibrahim Abdallah.

Des foyers étaient allumés d'abord dans les cellules, ensuite dans les ateliers et les cuisines, où

certaines des mutins se livrèrent à un pillage en règle de la cantine et des boissones qu'ils étaient entreposés.

Arrivé à 19 h 30 à Châteauroux, M. Robert Pandraud, ministre délégué à la sécurité, se rendait quelques instants dans l'enceinte de la prison avant d'établir un QG à la préfecture de Châteauroux et, en premier lieu, entamer des négociations. Le secrétaire général de la préfecture de l'Indre indiquait effectivement, vers 23 h 30, que des contacts avaient été établis entre les détenus qui semblaient avoir pris la tête du mouvement, notamment des détenus considérés comme des délinquants proches du FLNC, et les autorités.

Vers minuit, alors que les sapeurs-pompiers réussissaient à maîtriser les incendies provoqués par les mutins et que les familles des surveillants habitaient à proximité de la

maison centrale avaient été regroupées par mesure de sécurité à la mairie de Saint-Maur, trois détenus étaient évacués sur des civières. Les policiers présents confiaient qu'ils s'agissait de prisonniers ayant refusé de participer au mouvement et agressés par les autres détenus. Une heure plus tard, quatre autres prisonniers quittaient l'enceinte de la prison protégés par un cordon de policiers.

Les forces de police, au fil des heures, n'avaient cessé de converger vers la centrale, CRS, gardes mobiles et les hommes du GIGN venus d'Orléans pour une éventuelle intervention.

La tension devait atteindre son point culminant vers 3 heures du matin, alors que la maison centrale, privée d'électricité, se trouvait plongée dans l'obscurité et que les douze otages avaient été dispersés par les détenus afin de rendre pratiquement impossible toute intervention de la police dans la nuit. Une rumeur, non confirmée, fit croire à ce moment-là que deux détenus refusant de se solidariser avec le mouvement avaient été égorgés.

En fait, dans la matinée, on décomptait cinq ou six blessés parmi les détenus, dont un, condamné pour vol, a été émasculé. Le préfet de l'Indre a précisé, au cours d'une conférence de presse, que les blessures résultent « de règlements de comptes et de rixes, qui ont éclaté entre détenus dans le courant de la nuit ».

Dans les heures qui suivirent, cette tension extrême devait retomber peu à peu. Au lever du jour, alors qu'on prêtait aux autorités l'intention de faire intervenir les forces de police, les négociations, engagées, sans qu'on en connaisse précisément la teneur, aboutissaient, étape par étape, à la libération des douze otages, tous sains et saufs, et à la reddition de la totalité des mutins. Les prisonniers, dont Georges Ibrahim Abdallah, qui se sont rendus vers 9 h 15, sont sortis sans incident de la prison et ont été aussitôt conduits à bord de fourgons collectifs vers d'autres établissements pénitentiaires, notamment à la prison de Lorient.

REGIS GUYOTAT.

La révolte des « sans-espoir »

« A Saint-Maur, ce ne sont pas des enfants de chœur. Ils ont le vie dur, et ce sont des durs. » Ce constat clinique, presque froid, d'un haut responsable de la chancellerie, au terme d'une nuit de folie, a des allures d'évidence. Avec Clairvaux et Moulins, la centrale de Saint-Maur est l'un des établissements les plus difficiles de France. Il abrite des condamnés à de longues peines (quatre-vingt-sept condamnés à perpétuité, parmi lesquels Georges Ibrahim Abdallah) où, quelles que soient les mesures de sécurité et les précautions prises, tout peut à tout moment arriver. Il suffit d'un tout petit incident pour que cela dégénère. Quel fut ici le détonateur ? On se rappelle que le 2 novembre un détenu, Jean-Marie Cazé, avait réussi, depuis la cour de promenade, à escalader la façade et, du haut d'une corniche, pendant toute une journée, puis toute une nuit, avait réclame la confusion de ses peines. Une lance à incendie avait fini, au petit matin, par le déloger. Un autre détenu, récemment, escalada un arbre, qu'il fallut couper. Un autre chercha à gagner le toit. Soudainement, à l'heure de la matinée, le directeur de l'établissement — habituelle précaution — avait fait transférer certains détenus vers d'autres prisons.

Lettres
de détenus

On dit même qu'il y a quelques jours il s'était rendu place Vendôme pour annoncer le retour au calme. Et puis il y eut l'événement de Jacques Hyver et cette reconstruction ordonnée par le juge d'instruction, peut-être trop rapide, qui précède la mutinerie de quelques heures. Des détenus avaient écrit au garde des sceaux et à plusieurs rédactions pour plaider de leurs conditions de détention et, point clé de cette révolte, du nombre peu élevé de libérations anticipées et de permissions de sortie. Une alerte ? Ce n'est pas ainsi qu'on l'a comprise à la chancellerie où ce type de courrier est fréquent. Ce n'est pas particulier à Saint-Maur. On ne peut dire qu'on a été prévenu et qu'on n'a rien fait. Ce n'est pas agréable d'être en prison. Et on cherche toujours un moyen d'en sortir, à Saint-Maur comme ailleurs. Il reste que les lettres des détenus — cent cinquante lettres individuelles selon la commission prison-répression — étaient fort argumentées. On y lisait notamment : « La politique de Saint-Maur est de bénéficier seulement de dix jours de remise de peine la première année, vingt jours la deuxième pour arriver à trente jours la troisième année de l'arrivée dans l'établissement (...). Aucune explication n'est fournie sur les différences qui existent entre les différents établissements pour longues peines tels Moulins, Clairvaux et Nîmes. »

Car ici, contrairement aux Baumettes, où les mutineries de l'été n'ont, semble-t-il, jamais atteint la violence de celle de Saint-Maur, ce sont moins les conditions mêmes de détention qui sont en cause que la politique pénitentiaire. « Etablissement modèle », construit à partir de 1968, Saint-Maur, qui accueille un peu plus de 1 500 détenus, est considéré comme un établissement modèle. « Arrêt d'un des trois évadés de la centrale de Saint-Maur. » Après s'être égaré, mardi, de la maison centrale de Saint-Maur (Indre), en compagnie de Jacques Hyver et d'un autre détenu (le Monde du 12 novembre), Roland Patazola, vingt-trois ans, a été arrêté à Paris, dans la nuit du jeudi 12 au vendredi 13 novembre au cours d'un contrôle de la sécurité publique alors qu'il circulait à moto, vers 3 h 30 rue de Tolbiac (13^e arrondissement). Il a été placé en garde à vue à la Brigade de répression du banditisme.

L'Opéra de Francfort en partie détruit par un incendie

L'Opéra de Francfort, l'un des plus importants d'Allemagne fédérale, a été en partie détruit jeudi 12 novembre par un incendie d'origine criminelle. Le pyromane, dont on ignore les motifs, a été arrêté. Il s'agit d'un réfugié est-allemand.

L'incendie a totalement détruit la scène, et seule la présence du rideau de fer a empêché les flammes de ravager la salle, qui compte mille quatre cents places. Les responsables de la ville estiment à deux ou trois ans la durée des travaux de reconstruction. — (Reuters.)

Georges Ibrahim Abdallah un condamné sous haute surveillance

Des quatre-vingt-sept condamnés à la réclusion perpétuelle à perpétuité détenus à la maison centrale de Saint-Maur, Georges Ibrahim Abdallah est assurément celui dont le nom est le plus connu du public.

Son procès, achevé le 28 février dernier devant la cour d'assises de Paris siégeant sans jurés, avait connu un retentissement particulier en raison des mesures de sécurité exceptionnelles qui avaient été prises alors, mais aussi de la personnalité d'un homme tenu pour le chef des Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL) et accusé de complicité d'assassinat et tentative d'assassinat commis sur le territoire français.

C'est après avoir été condamné d'abord le 3 juillet 1986 par le tribunal correctionnel de Lyon à quatre ans de prison pour association de malfaiteurs qu'Abdallah avait finalement été renvoyé devant les assises de Paris pour des faits de terrorisme tels qu'ils sont définis par la loi du 9 septembre 1986.

Il fut déclaré coupable de complicité dans les assassinats de Robert-Charles Ray, attaché

militaire de l'ambassade des Etats-Unis (18 janvier 1982) et de Yassou Boujinnout, diplomate iranien à Paris (3 avril 1982), ainsi que de complicité dans une tentative d'assassinat contre le conseil général des Etats-Unis à Strasbourg (28 mars 1984).

La procède avait été marquée par la décision d'Abdallah de ne plus y paraître après qu'il eut lu une déclaration menaçante pour la France, par la déposition du commissaire Raymond Nart, de la DST, exprimant des doutes sur la culpabilité de l'accusé et enfin par la réquisition de M. Pierre Bessière, juge de la cour d'assises, de prononcer une peine qui ne soit pas supérieure à dix ans. Les magistrats de la cour d'assises, loin de suivre cette voie, prononcèrent le maximum prévu par la loi.

Depuis son arrestation à Lyon le 25 octobre 1984, Georges Ibrahim Abdallah a constamment changé de prison pour des raisons de sécurité. Il est un des deux du Comité de soutien aux prisonniers politiques arabes et du Proche-Orient (CSPPA) réclamant la libération dans ses revendications des attentats terroristes de l'automne 1986.

Sur plainte de M. Jacques Chirac

Un journaliste de l'AFP est condamné pour diffusion de fausses nouvelles et diffamation envers le maire de Paris

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris présidée, par M^{me} Marie-Claude Duvernier, a suivi l'essentiel des réquisitions du parquet en rendant, le jeudi 12 novembre, deux jugements qui retiennent la seule responsabilité de M. Pierre Feilly, chef du service des informations générales de l'Agence France Presse (AFP), dans la diffusion d'une dépêche consacrée aux manifestations étudiantes le 7 décembre 1986.

Le dernier paragraphe de cette dépêche affirmait : « Un journaliste de l'AFP a personnellement vu samedi soir devant l'hôtel de ville, peu avant le déclenchement des incidents, un groupe de jeunes gens casqués sortir de la mairie pour aller rejoindre la manifestation, sans être le moins du monde inquiétés par les cordons de CRS et gendarmes mobiles qui entouraient étroitement le bâtiment... »

Le journaliste, M. Michel Bon, alors accrédité à la préfecture de police, avait télégraphié l'information à son chef de service en indiquant qu'il avait vu des jeunes gens casqués « devant » la mairie, alors que la dépêche les présentait comme venant d'en « sortir ». Aussi, M. Jacques Chirac avait-il engagé des poursuites en tant que maire de Paris pour diffusion de fausses nouvelles et diffamation.

A l'audience du 23 octobre (le Monde daté 25-26 octobre), M. Feilly avait comparu sous la prévention de « complicité », tout comme M. Bon, alors que M. Henri Figeat, président directeur général de l'AFP au moment des faits, était poursuivi comme auteur principal, comme il est de règle quand il s'agit de directeurs de journaux. Mais les jugements condamnent M. Feilly comme « auteur principal », l'un à 15 000 F d'amende, pour « diffusion de fausses nouvelles de nature à troubler la paix publique », l'autre à 10 000 F d'amende pour « diffamation envers un citoyen chargé d'un mandat public ».

M. Jacques Chirac, qui obtient le franc symbolique de dommages et intérêts.

Si le tribunal relaxe M. Bon, en considérant que le journaliste n'est pas l'auteur de la dépêche, il relaxe également l'ancien PDG de l'AFP, nommé depuis à la présidence de la filiale française de Burson-Marsteller, l'importante firme américaine de la communication, en s'appuyant sur les arguments de droit soulevés à l'audience par le parquet. Selon les juges, l'AFP n'est pas une « publication » relevant de la loi sur la presse, et « aucune disposition de ses statuts ne permet l'assimilation pénale de son président directeur général à un directeur de la publication ». Ainsi, les journalistes de l'AFP et leurs chefs de service supportent entièrement les conséquences des dépêches diffusées, sans bénéficier des dispositions applicables à leurs confrères travaillant dans un journal dont le directeur de la publication partage la responsabilité pénale des articles publiés et assumant entièrement la responsabilité civile.

Les jugements estiment que M. Feilly « doit être considéré comme l'auteur et le responsable de la diffusion de la dépêche », et notent à ce propos : « Une telle altération de la vérité fut le fait d'un journaliste professionnel depuis vingt ans, particulièrement à même de vérifier ou de filtrer les renseignements fournis, et en conséquence moins susceptible d'être induit en erreur ou d'ignorer l'impact que pouvait avoir une simple divulgation sur l'ordre public alors particulièrement compromis. »

M. Feilly a immédiatement interjeté appel des deux jugements.

MAURICE PEYROT.

Protestations syndicales

A la suite du jugement, les quatre syndicats (CFDT, FO, CGT et SNJ) de journalistes de l'AFP dénoncent, dans un communiqué, l'argumentation du tribunal selon laquelle « l'AFP n'était pas une publication de presse telle que définie dans la loi de 1881 et que ses journalistes relevaient purement et simplement du droit commun et non plus de la loi de 1881 sur la liberté de la presse ».

L'inter-syndicale ajoute que « cette décision est une atteinte à la liberté d'expression grave qui remet en cause le statut de l'agence (article 9 du statut de 1957) et même de toute la profession ».

D'ailleurs, ajoute le communiqué, ce sont les journalistes eux-mêmes qui assument — seuls et individuellement — la responsabilité non seulement de leurs dépêches, mais aussi de leur diffusion, alors que le PDG de l'AFP, consti-

tué jusqu'au bout comme directeur de la publication, se serait déchargé de toute responsabilité. Les journalistes de l'AFP ne seraient plus ainsi des journalistes comme les autres. »

Les syndicats de journalistes de l'AFP appellent les confrères à réagir avec force à cette entrave grave au libre exercice et à l'indépendance de la profession.

D'autre part, la Société des journalistes de l'AFP, qui déclare avoir pris connaissance « avec stupeur » du jugement, estime que cette « interprétation, qui pourrait faire jurisprudence, est sans précédent ».

La société « espère que la direction de l'AFP voudra bien s'exprimer dans les meilleurs délais pour préciser à cet égard son attitude et sa position ».

M. Chalandon : « Des détenus favorisés »

M. Albin Chalandon, ministre de la justice, a indiqué, vendredi 13 novembre, à Bercy, près de Lille (Nord), que les détenus de Saint-Maur « ne sont pas victimes d'une inégalité de traitement » par rapport aux autres détenus français, en matière de remise de peine, de mise en liberté conditionnelle et de permission de sortie. « La politique pénitentiaire conduite par le gouvernement est la même pour tout le monde », a poursuivi le ministre, ajoutant que les détenus de Saint-Maur « étaient particulièrement favorisés » par rapport à ceux des autres prisons françaises et qu'ils n'avaient, par conséquent, « aucune espèce de raison de demander à négocier ».

Aux Baumettes Fin de la grève des gardiens

Les gardiens de la maison d'arrêt des Baumettes, à Marseille, en grève depuis mardi, pour réclamer notamment un renforcement de leurs effectifs, ont décidé, le jeudi soir 12 novembre, de suspendre leur mouvement en raison de la prise d'otages à la maison centrale de Saint-Maur. Ils ne s'opposent plus à l'entrée et à la libération des détenus ni aux parloirs des avocats et des visiteurs de prison, mais vont continuer leur action revendicative.

D'autre part, dans l'après-midi de jeudi, à l'Assemblée nationale, M. André Rossigneux, ministre chargé des relations avec le Parlement, avait affirmé que la prison disposera, « dès janvier 1988, de 72 nouvelles places et de 470 autres en novembre 1988 ».

En réponse à une question de M. Jean-Claude Gaudin (UDF), le ministre a confirmé également que « 16 postes de surveillants supplémentaires » seront affectés à cet établissement. « En décembre 1987, à la suite de la promotion de l'Ecole de l'administration pénitentiaire ». En outre, « tous les surveillants mutés dans d'autres établissements seront remplacés ». M. Rossigneux a aussi indiqué qu'une mission sera envoyée aux Baumettes pour étudier, dans le cadre de l'ouverture des nouveaux bâtiments en 1988, le nombre de surveillants qu'il conviendrait d'y placer.

AGATHE LOGEANT.

Les précédents des années 70

Il faut remonter aux années 70 pour trouver des précédents aux événements graves de la maison centrale de Saint-Maur combinant mutinerie et prise d'otages.

● 8 février 1971. — Deux détenus de la maison d'arrêt d'Albi-en-Provence blessent un gardien et prennent une infirmière et une assistante sociale en otages. Ils s'emparent d'armes à feu et sont tués au moment où ils s'apprêtent à quitter la prison.

● 21 et 22 septembre 1971. — Deux détenus de la maison centrale de Clairvaux, Claude Buffet et Roger Boncompagni, prennent en otages une infirmière, Nicole Coma, et un surveillant, Guy Girardot, que l'on retrouvera égarés. Condamnés à mort, ils seront exécutés le 28 novembre 1972.

● 14 octobre 1971. — A la maison d'arrêt des Baumettes, un détenu qui tentait de s'évader après avoir pris une infirmière en otage est tué par un surveillant.

● 5-13 décembre 1971. — Insurrection à la maison centrale de Toul.

● 15 janvier 1972. — Mutinerie à la prison Charles-III de Nancy.

● 8 mai 1973. — Mutinerie à la maison d'arrêt Saint-Paul de Lyon.

19 juillet - 5 août 1974. — Les prisons d'embarras. Cinq-vingt-neuf mouvements collectifs sont déclenchés par des détenus en colère, dont neuf mutineries. Six prisonniers trouvent la mort. Onze établissements sont partiellement ou totalement détruits. Il y aura pour plus de 200 millions de francs de dégâts.

● 28 janvier 1978. — Un sous-directeur et deux gardiens de la prison de Clairvaux sont pris en otages par deux prisonniers, qui sont tués par des tireurs d'élite.

مكتبة الشارقة

Société

A la Cour de cassation

L'affaire Luchaire sera instruite à Paris

M. Michel Legrand, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, pourra continuer ses investigations dans l'information ouverte pour « infraction à la législation sur les armes, faux et usage de faux », après la plainte déposée le 13 mars 1986 par M. Paul Quilès, alors ministre de la Défense, contre la société Luchaire, qui a livré des armes à l'Irak.

Le rapport établi par M. Jean-François Barbe, contrôleur général des armées, met en cause M. Jean-François Dubois, ancien conseiller technique de M. Charles Hernu, ministre de la Défense au moment des faits, et le cabinet du ministre, soupçonné d'avoir couvert les exportations.

M. Dubois étant actuellement maître des requêtes au Conseil d'Etat et l'ancien chef de cabinet de M. Hermu, M. François Bernard, ayant la qualité de conseiller d'Etat, le procureur de la

République de Paris a soumis le dossier à la Cour de cassation afin qu'elle désigne une juridiction d'instruction, selon une procédure nécessaire chaque fois que des magistrats et certains fonctionnaires sont « susceptibles d'être inculpés ».

Dans un arrêt rendu le jeudi 12 novembre, la chambre criminelle de la Cour de cassation s'est prononcée sur le seul cas de M. Dubois, en désignant « le juge d'instruction de Paris » selon la formule juridique habituelle. En revanche, les autres magistrats ont estimé qu'il résulte « des termes mêmes de la requête » qu'aucun autre personne n'est, « en l'état », susceptible de faire l'objet de cette procédure.

Elle a donc considéré qu'il n'y avait pas lieu de désigner une juridiction d'instruction pour M. Bernard.

« J'accuse » au prétoire

A qui appartient « J'accuse » ? A quatre-vingt-dix ans d'intervalle, le manuscrit de ce que Jules Guesde considérait comme « le plus grand acte révolutionnaire du siècle » va se trouver de nouveau devant la justice. Il s'agit cette fois d'un conflit familial, qui oppose, parmi les descendants d'Emile Zola, partisans et adversaires de la vente aux enchères, prévue le 8 décembre, à Monaco, de documents autographes de l'écrivain.

Amère petite-fille de l'auteur de Germinal, M^{me} Brigitte Place a mis en vente, par l'intermédiaire de la société Sotheby's, plus de mille lettres écrites de la plume — ou du crayon — de l'écrivain ; notes prises au cours de son procès, en 1898, lettres (Le Monde du 14 octobre).

L'annonce de la vente, parmi ces documents, du manuscrit de l'acte intitulé « J'accuse » dans l'Aurore, de Georges Clemenceau, avait été la mine de la culture et de la communication. M. François Liotard, qui avait décidé d'empê-

cher par une procédure de classement toute fuite éventuelle du « J'accuse » — estimé entre 3 millions et 5 millions de francs — à l'étranger.

Aujourd'hui, les petits-fils de Zola se lèvent contre cette mise aux enchères qu'ils considèrent comme une trahison. Dans son testament, le fils de l'écrivain avait demandé que ces manuscrits ne soient jamais vendus. M. François-Emile Zola, médecin à la retraite, a donc assigné sa fille, M^{me} Place, en référé pour obtenir la suspension de la vente, estimant que ces manuscrits ne lui appartiennent pas. Les deux autres petits-fils de l'écrivain se sont associés à sa démarche.

Comment M^{me} Place est-elle entrée en possession de ces écrits ? Ni son avocat, M^{me} Raoul Castelain ni celui de son père, M^{me} Henri Nogues, ni des autres petits-fils, M^{me} Dominique de Launay, ne souhaitent aborder cette question devant l'audience, le lundi 16 novembre. — C.L.

EDUCATION

Un an après les grandes manifestations

Les deux UNEF mobilisent les étudiants

Novembre est en passe de remplacer le mois de mai dans le calendrier et la mythologie des étudiants. Un an après la tornade contre la loi Devaquet, qui avait réussi à déstabiliser le gouvernement, les organisations étudiantes dressent le tableau de la rentrée universitaire, qui fait référence avec insistance aux espoirs de changement nés à l'automne dernier. Et elles se sont fixées pour les semaines qui viennent des rendez-vous qui coïncident avec les temps forts du mouvement contre le projet Devaquet.

C'est en termes pratiquement identiques que les responsables des deux UNEF viennent d'établir le bilan de la rentrée. Pour Philippe Darriulat, président de l'UNEF-ID (indépendante et démocratique), cette rentrée est « l'une des pires, sinon la pire, jamais connue depuis dix ans ». « Ce ne sont pas des manœuvres particulières qui aggravent les choses, ajoute-t-il, mais il y a une telle accumulation de problèmes ponctuels, universitaires, par université, que le point critique est dépassé ». Xavier Aknine, président de l'autre UNEF (Solidarité étudiante), n'est pas moins sévère en estimant que la rentrée est cette année « plus dure encore que l'an dernier » et « en soulignant que « l'université française s'enfonce dans la crise ».

D'Aix à Toulouse, de Paris à Bordeaux, de Rennes à Saint-Etienne, de Montpellier à Lille, les grèves sont les mêmes ; vécues et vécues des locaux universitaires, cours et travaux pratiques surchargés, manque d'enseignants titulaires, bricolage des heures complémentaires, décries augmentation ici ou là des droits d'inscription, sélections introduites à tel ou tel moment de cursus dans de nombreuses disciplines, refus de renouvellement de bourses, tracasseries administratives à l'endroit des étudiants étrangers, contraintes de faire la queue des journées entières à Paris pour obtenir le

renouvellement de leur titre de séjour.

Sans oublier les étudiants en éducation physique qui ont manifesté, le 10 novembre à Paris, pour dénoncer la diminution catastrophique du nombre de postes ouverts aux concours de recrutement (355 postes en 1988 contre 1 600 en 1982).

La litane des petites misères de la rentrée trace les contours de la grande misère des universités. « Tout cela est lié, estime l'UNEF-ID, il n'y a pas d'argent pour le supérieur. Si le budget 1988 augmente de 5,2 %, il est insuffisant et reste, avec notes de 0,5 % du PNB, un des plus faibles d'Europe ».

Quant à l'UNEF-ID, elle vient de diffuser un questionnaire auprès de 50 000 étudiants pour connaître leur vision de l'université : 71 % d'entre eux citent la pénurie comme le problème majeur.

Une grève d'avertissement

Le constat est malheureusement banal. Mais il est établi cette année par une génération d'étudiants qui a découvert sa force il y a un an et qui a confusément espéré que sa victoire contre le projet Devaquet entraînerait une meilleure prise en compte de l'enseignement supérieur dans les priorités nationales. Sévère désillusion. « Il y a eu une déception complète entre le discours qui, depuis un an, nous promet moins et davantage et la situation réelle », souligne Philippe Darriulat, qui vient de demander à rencontrer d'urgence M. Jacques Valade, ministre de l'Enseignement supérieur. Il devient évident qu'il n'y a aucune volonté politique du gouvernement d'améliorer le fonctionnement des universités, encore moins d'œuvrer pour augmenter le nombre d'étudiants. On se moque de nous. »

« Au vu de ce qui se passe actuellement », ajoute Xavier Aknine,

l'objectif des deux millions d'étudiants en l'an 2000 n'est pas crédible, c'est de la démagogie ».

Cette exaspération n'est encore que latente et localisée. Mais elle risque de devenir rapidement plus explicite et coordonnée. Un assez grand nombre d'étudiants réunis en assemblée générale viennent de décider, à Dijon, une grève d'avertissement, le 19 novembre, pour dénoncer les conditions de la rentrée. On n'exclut pas, à l'UNEF-ID, que d'autres universités où les problèmes sont particulièrement sensibles appellent également à la grève ce jour-là. D'autre part, un comité national de liaison des faces, soutenu par l'UNEF-ID, doit se tenir le 14 novembre à Paris (Cessier), afin de « décider des actions nécessaires pour obtenir une révision en hausse du budget 1988 ».

Enfin, les semaines à venir seront ponctuées par plusieurs échéances susceptibles de cristalliser et d'élargir ce mécontentement. L'UNEF-ID tient son sixième congrès à Saint-Etienne du 19 au 22 novembre. Le 29 novembre, l'UNEF-ID et SOS-Racisme appellent à une grande manifestation nationale à Paris contre le racisme. Déjà soutenus par de nombreuses personnalités (universitaires, médecins, artistes, avocats, écrivains), ainsi que par des organisations politiques et syndicales (PS, PCF, FEN, CFTD, etc.), ils espèrent rassembler au moins cent mille manifestants ce jour-là.

Enfin, le 5 décembre, le comité de solidarité avec les familles des victimes des violences policières de décembre 1986 organise une manifestation nationale à Paris à la mémoire de Malik Oussékine, l'étudiant tué lors des manifestations de l'an dernier. Autant d'occasions de rappeler au gouvernement que les étudiants et les lycéens l'avaient fait trembler il y a un an.

GÉRARD COURTOIS.

RELIGIONS

Selon un expert des relations judéo-chrétiennes

Mère Myriam n'est pas « condamnée » par l'Eglise

A la suite des informations parues sur Mère Myriam et la communauté des Petites Sœurs d'Israël (Le Monde daté 25-26 octobre), qui a fait l'objet d'une enquête de l'Officialité (tribunal ecclésiastique) de la région du Centre-Est, le Père Bernard Dupuy, ancien secrétaire du comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme, a publié le 12 novembre une mise au point.

Consulté par les autorités diocésaines de Lyon, il souligne que « le jugement de l'Officialité n'a pas de caractère pénal » et que Mère Myriam, qui souhaite placer sa communauté sous le signe d'une double appartenance juive et chrétienne, n'a pas été « condamnée » par l'Eglise. « Les juges n'ont pas débattu que du bien ou du mal-fondé des plaintes déposées par les parents ».

La sentence ecclésiastique, qui invite les parents et Mère Myriam à s'entendre, a été interjetée en appel. « On peut se demander, ajoute le Père Dupuy, si, dans cette affaire, il n'y a pas eu, avoués ou non, des facteurs d'incompréhension ou de rejet touchant à l'identité juive retrouvée de Mère Myriam. Ce fait mérite respect et attention ».

Vendredi 4 décembre (12 h - 19 h)

Samedi 5 - Dimanche 6 (10 h - 19 h)

EXPOSITION INTERNATIONALE VENTE - ECHANGE

MINÉRAUX

FOSSILES
PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX
HOTEL FULLMAN St-JACQUES
17, bd Saint-Jacques, PARIS (14)
Métro Saint-Jacques

DRAMIN NOTER SUPPLÉMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION COMMUNICATION

JOURNAL D'UN AMATEUR par Philippe Boucher

DANS les films en ville, quand l'ennemi par trop des plats d'été et prétentieux, la peine de mort, inéluctable sujet de conversation des gens qui n'ont rien à dire ni à se dire, s'est enfin trouvé un remplaçant : l'économie, sous toutes les formes qu'elle revêt.

A propos de la peine capitale, les divisions sont connues : « pour », « contre » et « contre-mais » ; la pire engeance, cette dernière, doit être par parenthèse, celui de la philosophie, en étant « contre », et celui de la philosophie, en étant « contre », et celui de la philosophie, en étant « contre », et celui de la philosophie, en étant « contre ».

Les démonstrations n'en sont pas moins notables, au point qu'un universitaire pourrait en tirer la matière d'une étude. Du côté des « contre » : le célèbre commandement (« Tu ne tueras point »), qui associe parfois les abolitionnistes avec les adversaires de l'avortement, l'erreur judiciaire (fréquence de -), la dépression des décisions d'une juridiction à une autre, le caractère irrémédiable de la sanction, l'absence d'exemplarité, enfin l'humaine, notion vague mais laïque et pas mauvaise.

Du côté des « pour » : l'exemplarité, la défense de la société, la légitime vengeance individuelle, la punition, l'élimination (pour les délinquants, la substitution à la guillotine d'un procédé moins dégoûtant), et, enfin, le moindre coût social d'un délinquant par rapport à un détenu. L'opportune passerelle que voilà vers la nouvelle tarification de la peine de mort, plus encore qu'on ne croit.

LORSQU'IL est question d'économie, tout peut être passé en revue. Mais comme les dîneurs ont quand même encore un vague sens des réalités, ils s'abstiennent de reprendre mot pour mot le dialecte des golden boys, cette génération spontanée propre à faire maudire la spontanéité. A moins que les premiers, en dépit de leur air sous-entendu, n'aient pas tout compris des seconds.

D'abord, depuis toujours, « on » savait que Reagan n'y comprenait rien, qu'il était dépassé par sa tâche, qu'il était nul et pour tout dire sénile. En revanche, échauffés par l'effusion à douze zéros de 1923, à l'époque où s'échetaient un introuvable pain avec une brousse de billets de banque, les Allemands « ne veulent rien entendre ». D'ailleurs, ils sont les plus forts, et c'est « structural », comme ils disent, on vous l'assure.

Mais l'économie mondiale, si elle est jouée sur le tapis vert de bourgeois d'odds, ça géolait, ça taillait un peu large. Aussi se rabat-on sur un sous-produit de l'économie, pas moins inépuisable, la Sécurité sociale, et ce qui lui coûtait les accidents de la circulation, bizarrement dits « de la route ».

Sur ce point, le diagnostic est vite fait. Les petits blessés sont vite rétablis, et les morts, ça ne va pas chercher beaucoup plus loin que 150 000 F pièce. Résumé : « Un cadavre, ça ne coûte rien ».

Restent les grands infortunes, durables ou incurables. C'est vraiment ruineux. C'est cela le seul problème des accidents de la circulation et, en termes d'économie, cela incite à réfléchir. Certes, certes. Mais à quoi ? Doit-on les diminuer, selon telle proposition récente, comme un vulgaire bébé raté, et passer cela en force de loi ? Ah, les doctes ! Ah, les sauveurs !

DE l'air, de l'air et qu'il souffle aussi sur ces scandales, écorchés ou pas sur fond de connerie ou de trahison mutuelle, qui ne sont divertissants qu'un moment.

Encore que... Il y a quelque chose de satisfaisant pour la planète à considérer ces moments durant lesquels les fiers individus qui nous gouvernent sont brutalement jetés bas de leur piédestal, dépourvus de leur morgue, laissant voir une nature moins soumise sous les yeux de tous qu'une badaude piquant un pull-over et agrippée par un vigile sur un trottoir encombré. « Juste retour, Monsieur, des choses d'ici-bas. » Ça doit figurer quelque part dans Taruffe et dans la bouche de la servante-patronne.

Air

Ah, qu'elle en prend un coup la condescendance des hommes, et des femmes pas moins, qui valent loin dans l'avenir, jusqu'aux prochains cours de la Bourse, savent deviner les lendemains, et combien de chômeurs on comptera ce jour-là, descendant nos destinées, de préférence sur les murs de l'ANPE.

Partir. Ne fût-ce qu'un moment. Partir.

SOUVENIR d'adolescence. Dissertation française. Commenter cette phrase de Victor Hugo : « On s'en va parce qu'on a besoin de distraction (bien noter que le mot est au singulier) et l'on revient parce qu'on a besoin de bonheur. » (Même remarque, encore que la pluriel est plus intéressante).

Pour n'être pas demeuré en mémoire comme l'annonce précoce d'une carrière enviable, le devoir ne valait sans doute à son auteur qu'un de ces « 9 » ou « 11 » assurément plus mortifiantes qu'un « 2 » bien sûr indiquant sans conteste la paresse ou l'incapacité, peut-être et très à contrario du talent : en tout cas préférable à l'insupportable « 18 » sentant, lui, la détestable odeur des prix d'excellence et des applaudissements.

Avec le recul, il y a des excuses à avoir probablement été plat. Le propos de Hugo

n'est pas d'une originalité à toute épreuve. C'est de l'innocence pour débattre, quand le péremptoire tient lieu de pensée.

C'est vrai qu'en dehors de la démagogie chronique de quelques aventuriers (sous réserve que la télévision n'en ait pas exterminé l'espèce), ou de déracinés congénitaux, que l'idée même de soi durable effraie, le voyage est aussi une fausse sortie, l'espoir et l'illusion que l'absence fortifiera les sentiments de ceux qui restent, que l'éloignement renouvèlera, parce que nous le laissons à lui-même, ce décor vite figé que nous nommons notre vie.

Partir. Loin. Pour être loin. Pour imaginer que le passé s'abolit parce qu'en disparaissent les indices : affections, objets aimés, livres, dix fois lus. Pour traquer sur le même plan les rencontres et les fidélités, étrangement égales à de certains moments. Pour demander au paysage ce qu'on voudrait y lire : un recommencement.

Mais en sachant qu'il faudra revenir, pour retrouver plus que la routine, l'usage ; celle d'un monde qui se renouvelle d'autant moins que l'âge gagne et que l'être humain, s'il ne change plus, ne voit plus rien changer.

Pourtant, ce retour est déjà éclairé de deux espoirs de joie et de vie. Le premier, c'est le retour de Zouc à partir du 17 novembre, sur la scène du Bataclan, qui perche au 50 du boulevard Voltaire à Paris.

Les Français, si prompts à vitupérer Belges et Suisses, mais qui tirent une gloire chauvine de La Corbusier et de Rousseau, devraient se sentir bien flattés aussi que l'Helvétique Isabelle von Allmei vienne, à Paris, sous le nom de Zouc qui la fera inoubliable, accorder l'écrit culturel de la capitale et y vivre le reste du temps.

Zouc, c'est La Bruyère monté sur le théâtre. Une pénétration sans pareille de la nature humaine, une vivification qui ne tue pas. Zouc, dit l'éloge lui-même ou l'agacer, ou ridiculiser par trop d'estime celui qui l'énonce, c'est un génie.

Pou de jours avant, sur sa scène de l'Odéon, la Comédie-Française donnera le Marchand de Venise, pièce terrible qui, écrite aujourd'hui, tomberait sous le coup des lois. En 1987, on va s'y presser. Il le faut. Miracle du temps qui a passé, de l'auteur rangé à l'abri du soupçon.

C'est encore un souvenir d'adolescence que celui de Daniel Sorano suscitait les larmes dans cette si poignante tirade (« Si vous nous piquez, est-ce que nous ne saurons pas ? Si vous nous châtiez, est-ce que nous ne rions pas ? Si vous nous empêchez, est-ce que nous ne mourons pas ? Et si vous nous outragez, est-ce que nous ne nous vengerons pas ? ») lorsqu'il jouait Shylock sur la scène du TNP. Jean-Luc Bourré sera bientôt Shylock pour susciter une égale admiration, méritant qu'on parle pour lui aussi d'un « chant d'immense pitié humaine ».

Allons, partons. Il y a quand même matière à revenir.

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT DE
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30 demeco

Pour un meilleur prix
rendez-nous visite
avant de commander
votre **PEUGEOT**



Plus vite,
moins cher!

NEUBAUER
PEUGEOT

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaulin 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Société

Au vingtième congrès de l'UNAFAM

M^{me} Barzach définit les orientations de sa politique en psychiatrie

M^{me} Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, a développé, le vendredi 13 novembre, au vingtième congrès de l'Union nationale des associations de familles de malades mentaux (UNAFAM), les grandes lignes de la future politique gouvernementale en matière de psychiatrie. Les objectifs définis sont ambitieux :

- Réorganiser le dispositif public et privé de soins psychiatriques.
- Il s'agit, en particulier, de redéfinir le rôle joué par la notion de « secteur » psychiatrique. La politique de secteur, définie en 1960, consiste à diviser les départements en « secteurs » géographiques à l'intérieur desquels la même équipe médico-sociale doit assurer la continuité des soins auprès des malades mentaux à l'intérieur comme à l'extérieur de l'hôpital. M^{me} Barzach entend aujourd'hui développer la planification dans le domaine de la santé mentale, de manière notamment à « remédier aux inégalités par trop criantes » en réalisant des conversions d'emplois. Dans cette optique, M^{me} Barzach accorde une importance particulière à la restructuration des centres hospitaliers spécia-

lisés en psychiatrie, qui, « faute de moyens », ont « accumulé un retard important pour se diversifier ». « Chacun sait, a déclaré M^{me} Barzach, que l'hôpital psychiatrique public est encore largement surdimensionné et qu'il est trop souvent utilisé à des fins qui dépassent le cadre de la thérapeutique. »

- Le ministre a ainsi souligné la nécessité de réduire la capacité en lits des hôpitaux psychiatriques « tout en développant corrélativement au sein des secteurs psychiatriques des alternatives à l'hospitalisation ». De petites unités de psychiatrie devraient aussi, « par redéploiement des moyens existants », être créées dans les hôpitaux généraux.
- Favoriser la réinsertion des malades mentaux.

Afin de permettre aux personnes qui ont été hospitalisées durant de longues périodes d'accéder à « une certaine qualité de vie », des expériences de création de « petites unités d'accueil et de vie médicalisées » extra-hospitalières vont être prochainement lancées.

- Développer les actions de prévention, de diagnostic et de soins précoces.

Cette action sera entreprise auprès des groupes exposés : « population du quart-monde, migrants, adolescents en danger, personnes âgées ayant des difficultés psychiques, jeunes mères avec problèmes psychiatriques ou toxiques ». Il s'agit là encore de rechercher en priorité le maintien à domicile.

- Promouvoir la recherche en psychiatrie.

Il s'agit notamment de développer la recherche épidémiologique (où la France a, selon M^{me} Barzach, « pris un retard important »), la recherche fondamentale et la recherche clinique, qui doit être « encouragée, intensifiée et rationalisée ».

Ces mesures définissant la nouvelle politique gouvernementale seront mises en œuvre en liaison avec la commission des maladies mentales, présidée par le professeur Yves Pélissier (hôpital Necker, Paris), dont M^{me} Barzach vient de renouveler la composition.

J.-Y. N.

Les accusations de dopage contre Jeannie Longo

Au cours d'une conférence de presse, jeudi 12 novembre à Grenoble, Jeannie Longo, championne du monde de cyclisme, a réfuté les accusations de dopage. Elle a toutefois révélé avoir eu

recours, pour surmonter des problèmes circulatoires à un produit en vente libre : l'ephedrine, lequel contient de l'éphédrine, interdite aux sportifs.

Entorses d'amateurs

DANS leurs domaines respectifs, rugby et cyclisme, Jérôme Gallien et Jeannie Longo sont des champions prestigieux, des monuments du sport. Fortes personnalité, ils ont des rapports tendus avec leur Fédération. Et depuis peu, ils ont un troisième point commun : ils estiment que leur honneur a été outragé et ils demandent, haut et fort, réparation.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

Et depuis peu, ils ont un troisième point commun : ils estiment que leur honneur a été outragé et ils demandent, haut et fort, réparation.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

L'amateurisme du Toulonnais a été contesté. Il est reproché à la Fédération de ne pas avoir été plus stricte.

Communication

Un entretien avec le directeur général

« RMC doit accomplir sa deuxième révolution culturelle » nous déclare M. Pierrick Borvo

La privatisation de Radio-Monte-Carlo n'est plus à l'ordre du jour : elle est reportée, au mieux, après l'élection présidentielle. Ébranlée par une longue période d'indécision, le départ de nombreux cadres, les pertes de sa filiale Télé-Monte-Carlo et la concurrence des radios FM, la société

a connu ces dernières semaines un évident désarroi (le Monde du 16 octobre). Son directeur général, M. Pierrick Borvo, espère aujourd'hui, ainsi qu'il le déclare dans l'entretien qu'il nous a accordé, relancer la radio et relancer l'activité de la station de télévision monégasque.

« Quelles sont les causes de la crise qui agite RMC ? »

« Je tiens d'abord à dire que RMC est un groupe prospère et sain appuyé sur une radio qui dégage des bénéfices confortables parcoule le reste, au sud de la France, la station « leader », le support incontournable de toute campagne de publicité. Il n'est donc pas moins que nous devons affronter deux problèmes. D'abord, les pertes de Télé-Monte-Carlo confondu au nouveau paysage audiovisuel et à la lutte acharnée que se livrent les chaînes de télévision. Ensuite, la forte concurrence des stations FM qui touchent toutes les radios périphériques. »

« J'ai expliqué au personnel de cette maison qu'il fallait, dans ce nouveau contexte, modifier nos comportements, être plus souple, plus rapide, plus efficace. Je comprends que cette nouvelle donne provoque quelques inquiétudes, mais je suis sûr qu'aujourd'hui sa nécessité est comprise et acceptée par le personnel. »

« On parle de sureffectif, de licenciements... »

« Je fais effectuer un audit complet de la station. Ce n'est qu'en vu des résultats que je déciderai des réformes de fonctionnement qui s'imposent. Pour le moment, je me contente de faciliter le départ de ceux qui le désirent, soit qu'ils se trouvent proches de la retraite, soit qu'ils veulent tester leur chance ailleurs. »

« Comment comptez-vous résister à la pression des radios FM ? »

« Je viens de confier à Patrick Bianco-Francard une mission d'un an pour définir la radio périphérique des années 90. Les goûts et les habitudes de consommation ont changé. Les auditeurs sont de plus en plus fugitifs, allant d'une station à l'autre, et nous avons perdu de l'audience chez les jeunes. Vingt ans après sa percée sur les ondes longues, RMC doit maintenant accomplir sa deuxième révolution culturelle. »

« Patrick Bianco-Francard aura toute latitude pour proposer des modifications dans le contenu et l'hébergement de la radio en partant de ses deux points forts : l'information et les émissions de compagnie du matin. Ayant fait peu de bruit, RMC poursuivra son installation sur la bande FM et nous envisagerons une alliance avec une grande radio du Nord pour compléter notre présence. »

M 6, le partenaire idéal

« Et la télévision ? »

« Nous souhaitons aussi trouver rapidement une alliance pour résister à la concurrence. M 6 semble le partenaire idéal, car cette chaîne apporterait à TMC une programmation continue à base de fiction et de musique assez proche des programmes actuels de la station monégasque. TMC conserverait une fenêtre de programmation locale, de 18 heures à 20 heures avec les concours d'annonces régionales. M 6, pour sa part, trouvera sur le réseau de TMC trois millions de téléspectateurs prêts à recevoir techniquement ses programmes. »

« L'accord pourrait entrer en vigueur dès Noël. S'il n'aboutit pas, nous nous retournerons vers d'autres partenaires pour transformer TMC en chaîne thématique, alimentant des stations locales dans le sud de la France. »

« Un Elle en chinois lancé à Hongkong. — Les éditions Hachette et le groupe Communication Management Ltd, qui édite notamment le magazine Hongkong Tatler, viennent de lancer sous l'égide d'une nouvelle société, International Magazines Ltd (dont Hachette possède 51 %), une édition en chinois de Elle. Vendu 16 F et diffusé à Hong Kong mais aussi à Taiwan, à Singapour et en Malaisie, ce Elle chinois comprend 168 pages dont 66 de publicité. Tiré à 30 000 exemplaires, le nouvel hebdomadaire s'adresse au public féminin « actif et de haut de gamme ». Le Elle chinois fait suite aux éditions américaine, britannique, espagnole et italienne de l'hebdomadaire féminin lancées ces derniers mois par Hachette, toujours en partenariat avec des éditeurs étrangers. »

« L'accord avec M 6, contrôlé par la Compagnie luxembourgeoise de diffusion vous rapprochera-t-il de RTL dans vos projets d'alliance en radio ? »

« C'est un premier pas qui peut avoir des suites. Mais les discussions restent ouvertes. Pour la radio, mes interlocuteurs peuvent être RTL, Europe 1 ou NRJ. »

« RMC a récemment vendu ses parts dans Radio-Nostalgie, RMC audiovisuel, France-Animation, Vidéo-Duplication-Maintenance. Quel est le sens de ces désengagements successifs ? »

« Le capital de Radio-Nostalgie doit s'ouvrir à de nouveaux partenaires, mais nous n'avons pas encore décidé de nous désengager. Il est vrai que je ne suis guère favorable aux prises de participation minoritaires sans répartition équilibrée des risques et des responsabilités. Pour le reste, il s'agit d'un recentrage sur nos activités traditionnelles en abandonnant des affaires trop éloignées de notre savoir-faire. Mais, une fois la relance de RMC et de TMC assurée, je n'exclue pas d'examiner d'autres opportunités. »

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN.

La retransmission du Tournoi de Roland-Garros

Polémique entre TF 1 et la Fédération française de tennis

M. François Bouygues a très mal supporté de voir la retransmission des Internationaux 1988 de Roland-Garros échapper à TF 1 au profit d'Antenne 2 et FR 3 (le Monde du 10 novembre). Dans une lettre adressée le 10 novembre à la Fédération française de tennis, le PDG de TF 1 estime que les négociations entre la Fédération et la chaîne avaient abouti en juin dernier à un « accord irrévocable ». « Il ne peut être question, conclut M. Bouygues, que, cinq mois après, nous n'annoncions une nouvelle décision contraire à nos engagements, que je vous demande donc de bien vouloir tenir. »

De son côté, M. Patrick Le Lay, vice-président de la Une, met en cause Antenne 2 et FR 3. « Il s'agit

d'une mauvaise action de la part des chaînes publiques. Déclaré-t-il dans un entretien à l'AFP, car cette constitution de cartel fausse gravement le jeu de la concurrence. Avec l'argent du produit de la vente de TF 1 que nous avons versé, l'Etat a dû les chaînes publiques de budget supplémentaires. Que font-elles de ces argent ? Elles l'utilisent pour nous piller. »

Revenant sur les 20 millions de francs réclamés par la Fédération française de tennis pour la retransmission du Tournoi, M. Le Lay conclut : « Cet argent, nous allons, nous, l'investir dans la sélection. Nous allons lancer une grande fiction intitulée « Le grand chélem », et qui révèle les dessous du monde du tennis professionnel. »

Presse, messageries roses et partis politiques

Le serveur Magitel à l'origine de l'affaire

PÉRIGUEUX de notre correspondant

Le RPR de la Dordogne, comme celui de Lot-et-Garonne et de la Gironde, propose, jusqu'à dimanche 8 novembre, une messagerie rose sur son centre serveur minitel. Pour y accéder, il suffit de composer le code RPR 24, RPR 47 ou RPR 33. Plusieurs propositions s'offraient alors à l'utilisateur : soit interroger le minitel sur les activités du RPR dans le département, soit entrer en contact avec d'autres « ministères » davantage en quête de charmes que d'informations politiques.

Les diverses fédérations RPR avaient reçu, il y a un an, les offres de services de M. Jean-Michel Praden, qui, depuis Agen (Lot-et-Garonne), dirigeait le centre serveur Magitel, dont les réseaux sont en voie de couvrir toute la France. M. Praden avait obtenu les marchés en présentant une carte du RPR et en arguant de la nécessité pour ce parti de se mettre à l'heure des nouveaux médias.

Pour rendre le service minitel plus attrayant, il avait proposé le service messagerie, ce qui lui permettait de

se faire payer, car le RPR ne touchait aucun centime dans l'opération. Le RPR dit avoir été berné et a demandé la suppression de la partie messagerie. L'affaire en était là lundi, alors qu'il s'agissait de M. Praden a aussi placé sa messagerie rose auprès de la Fédération socialiste de Lot-et-Garonne et s'apprêtait à le faire auprès de celle de la Dordogne.

J.-J. B.

A la suite de notre article sur les partis politiques et les « messageries roses » (le Monde du 7 novembre), M. Léonce Deprez, député UDF du Pas-de-Calais, nous écrit :

Dés que la direction de l'Avenir du Pas-de-Calais a appris, par le journal le Monde, que le centre serveur de Lyon avec lequel elle avait contracté avait introduit, à son insu, une rubrique « rose » à la place d'une rubrique professionnelle, elle a immédiatement rompu le contrat avec ledit centre serveur. Plus que moi-même, mon hebdomadaire départemental n'a admis ce traquenard opéré par le centre serveur et n'accepte que de tels procédés détournant la finalité des contrats de communication par minitel.

Les sociétés de journalistes portent plainte pour détournement de numéros de commission paritaire

La Fédération française des sociétés de journalistes (FFSJ), qui regroupe sous la présidence de M. Denis Périot-Daville environ 2 500 journalistes au sein d'une vingtaine de sociétés de rédacteurs (le Monde, Sud-Ouest, Antenne 2, le Nouvel Observateur, etc.), a déposé, le jeudi 12 novembre, une plainte contre X... auprès du doyen des juges d'instruction à Paris. La FFSJ veut ainsi dénoncer « une utilisation illicite des numéros de commission paritaire délivrés aux organes de presse » par des sociétés exploitant des messageries roses télématiques.

Le fait de posséder un numéro accordé par la commission paritaire des publications et agences de presse permet de lancer un service télématique grand public (le « Kio-

que », accessible par le code 36.15). Actuellement, ce code est réservé aux missions de service public et aux organes de presse titulaire d'un numéro de commission paritaire ainsi qu'aux radios locales possédant une autorisation d'émettre. Or, selon la FFSJ, « certaines sociétés utilisent de façon illicite des numéros délivrés par cette commission paritaire », notamment en rachetant un numéro d'inscription à un journal ou à une radio qui ne possède pas encore de service télématique. Le service Kiosque est en effet particulièrement rentable, puisque l'entreprise éditrice du service récupère 37 francs sur les 59,20 francs que coûte une heure de consultation du minitel.

Y.-M. L.

Le Monde L'ÉDUCATION

DOSSIERS

- L'INFORMATION À L'ÉCOLE. L'état brisé.
- L'ENSEIGNEMENT PAR CORRESPONDANCE. Comment fonctionne le CNED, la première école de France.

ACTUALITÉ

- REVENIR À L'UNIVERSITAIRE. Devra-t-on un an après. Qu'a-t-on retenu du mouvement étudiant ?

LYCÉE

- LES NOUVEAUX PROGRAMMES DE FRANÇAIS EN SECONDE. Ce qui change.

INFOS PRATIQUES

- LES COMPTES BANCAIRES POUR LES MINEURS. Le point sur les différents services proposés par les banques.

Numéro de Novembre : 76 pages - 13 F
En vente chez tous les marchands de journaux.

مكتبة الأمل

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale
Par jugement (contradictoire) en date du 31 octobre 1987, la 3^e chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ (bâtiment et travaux publics) pour avoir à Paris, sur un chantier 20-22, rue de Tol (12^e) le 6 octobre 1986, été responsable d'un chantier soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du Titre III du code du travail en laissant travailler sept salariés sans casque - à la peine de 7 amendes de 1 000 F chacune. BARTHELEMY Christian, né le 20 avril 1961 à Paris (19^e), P.D.O. SA. COOP. COOP, demeurant 13, rue de la République à Bourg-la-Reine (93).

Le tribunal a en outre ordonné aux frais de condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.
Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

Par suite du rejet par la Cour de cassation des pourvois formés à leur encontre, il résulte de deux arrêts rendus le 26 février et 12 juin 1987, par la Cour d'appel de Rennes, que MM. Jean-Marc LECH, Président directeur général de la société IFOP-ETMAR, et Jacques DEFORREY, directeur général de la société CARREFOUR, ont été déclarés responsables du délit de publicité mensongère à raison de la diffusion d'un tract commercial intitulé « L'indice des économies de l'IFOP » établi par la société IFOP-ETMAR à la demande et au bénéfice de la société CARREFOUR.

Les deux sociétés ont été déclarées civilement responsables de MM. LECH et DEFORREY, respectivement condamnés à une amende de 200 000 F et à une amende de 100 000 F.
Il a été condamné à payer tout à l'Association des Centres distributeurs LECLEER qu'à la société coopérative S.C. GALEC 10 000 F à titre de dommages-intérêts et, en outre, M. LECH 5 000 F en application de l'article 475-1 C.P.P.

Four extrait.
S.C.P. BERNHEIM LE CALVEZ
Avocat à la Cour de Paris.
Par jugement du 20 janvier 1986, confirmé par arrêt de la Cour d'appel de Versailles, du 11 juin 1986 et par arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 17 juillet 1987, la quatrième chambre du Tribunal correctionnel de Nanterre a condamné THEROU Bernard, directeur technique de la société POLYMONTE, 5, avenue Caroline à Saint-Cloud, à 6 000 F d'amende pour entrave à l'exercice du droit syndical ainsi qu'à des réparations civiles au profit des salariés travaillant de la métallurgie de 92 CENTRE CFTD.

Par jugement du 20 janvier 1986, confirmé par arrêt de la Cour d'appel de Versailles, du 11 juin 1986 et par arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 17 juillet 1987, la quatrième chambre du Tribunal correctionnel de Nanterre a condamné THEROU Bernard, directeur technique de la société POLYMONTE, 5, avenue Caroline à Saint-Cloud, à 6 000 F d'amende pour entrave à l'exercice du droit syndical ainsi qu'à des réparations civiles au profit des salariés travaillant de la métallurgie de 92 CENTRE CFTD.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS
Condamnation pénale
Par jugement (contradictoire) en date du 31 octobre 1987, la 3^e chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ (bâtiment et travaux publics) pour avoir à Paris, le 9 juin 1986, été responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du Livre II, titre III du Code du Travail et à celles du décret de 1-0-1-1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements de ce personnel exécutant des travaux de bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles, en laissant travailler à plus de 3 m de hauteur un salarié, sans protection collective et sans que la plate-forme soit munie d'un garde-corps ou de tout autre dispositif d'efficacité équivalente. Le sieur COTTET Pierre Raymond, né le 30-10-1942 à SAINT-MARTIN-SUR-OUANNE (Yonne), conducteur de travaux, demeurant 122, rue Montcaux à Trilport (77), à la peine de 8 000 F d'amende.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais de condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.
Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

EXTRAIT D'ARRÊT DE CONDAMNATION PAR CONTUMACE
D'un arrêt rendu par la Cour d'assises de l'Assise de Paris, en date du 14 septembre 1987, il résulte que le nommé ROSLEV Lucien Henri, né le 18 juin 1954 à Paris (19^e), a été condamné à la prison avec sursis à MONTREUIL-SOUS-BOIS (93), 158, rue de Paris, actuellement en fuite. CONTUMACE : DÉCLARÉ COUPABLE DE VOL AVEC ARMES, RECÈL DE VOL AVEC ARMES, a été condamné par application de l'article 5, 1^{er}, 3^e, 5^e du code pénal et les articles 366, alinéas 2 et 3, 634 du code de procédure pénale, condamnés à la peine de la RÉCLAMATION CRIMINELLE À PERPETUITÉ.

La Cour a en outre ordonné l'accomplissement des formalités de l'article 634 du code de procédure pénale. Pour extrait conforme, LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

Condamnation pénale
Par jugement (contradictoire) en date du 27 mai 1987, la 3^e chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ (bâtiment et travaux publics), pour avoir à Paris, le 23-09-1986, été responsable par délégation du chef d'entreprise d'un chantier soumis aux dispositions du Livre II, titre III du Code du Travail et à celles du décret du 8 janvier 1965, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements de ce personnel exécutant des travaux de bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles en faisant travailler à plus de 3 m de hauteur quatre salariés sans avoir prévu en mise à leur disposition, ou en place, des dispositifs de protection individuelle ou collective le sieur MARCEL Bernard, né le 7 mai 1938 à Bidart (Pyrénées-Atl.), chef de chantier à Nanterre, a été condamné à une amende de 2 500 F d'amende.

Le Tribunal a en outre ordonné aux frais de condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Monde*.
Pour extrait conforme délivré par le greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS
Condamnation pénale
Par jugement (contradictoire) en date du 15 juin 1987, la 3^e chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné pour INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ (bâtiment et travaux publics), pour avoir à Paris, sur le chantier sis 12, quai de la Rapée (18^e), le 23 mai 1986, été responsable d'un chantier soumis aux dispositions du Code du Travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du Titre III du Code du Travail en laissant travailler deux ouvriers à une hauteur de 9 m sans aucune protection collective ou individuelle, les exposant ainsi à un risque de chute dans le vide, les 3 cotations de sécurité précitées sur le chantier étant manifestement inadéquates et l'usage d'entre elles ne comportant pas de longes.

Par jugement du 20 janvier 1986, confirmé par arrêt de la Cour d'appel de Versailles, du 11 juin 1986 et par arrêt de la chambre criminelle de la Cour de cassation du 17 juillet 1987, la quatrième chambre du Tribunal correctionnel de Nanterre a condamné THEROU Bernard, directeur technique de la société POLYMONTE, 5, avenue Caroline à Saint-Cloud, à 6 000 F d'amende pour entrave à l'exercice du droit syndical ainsi qu'à des réparations civiles au profit des salariés travaillant de la métallurgie de 92 CENTRE CFTD.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS
Condamnation pénale
Par jugement (contradictoire) en date du 17 juin 1987, la 3^e chambre du Tribunal correctionnel de Paris a condamné, pour Publicité fautive ou de nature à induire en erreur et contraventions de contrefaçon de données sans déclaration et de mise en vente de données alimentaires dont la date limite de consommation est expirée, pour avoir à Paris le 11 avril 1986 :

- effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur les qualités substantielles, la nature et l'existence du produit, en l'espèce du jambon de Parme ;

- contrefaçon de données substantielles ou d'origine animale sans avoir fait de déclaration préalable à l'autorité compétente (contravention connexe) ;

- détenu en vue de la mise en vente des données alimentaires dont la date limite de consommation était dépassée (contravention connexe) ;

Naissances
- Yves et Sabine REICHDIENER-CHAILLAN, ont la joie d'annoncer la naissance de
André,
le 12 novembre 1987, à Paris.

Mariages
- Philippe JAMPIERRE et Françoise FOURRAT
sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré à Liverville le 31 octobre 1987.
BP 3648 Liverville.

- Chantal PANNETIER et Jean RAFAÏ
ont la joie de faire part de leur mariage.
Bordeaux, le 6 novembre 1987.

Décès
- M^{me} Jean Lhomme, M^{me} et M^{me} Bernard Lhomme, Caroline et Olivier, M^{me} et M^{me} Patrick Ogilvi et leur fille Sylvie, M^{me} et M^{me} Etienne Leclerc et leur fille Marianne, ont la douleur de faire part du décès de
M. Jean L'HOMME, professeur honoraire de l'université Paris-1 Sorbonne, directeur d'études à l'école pratique des hautes études, officier de la Légion d'honneur,
survécu le 5 novembre 1987.

L'inhumation a eu lieu dans la stricte intimité familiale.
Une messe sera célébrée le samedi 5 décembre 1987, à 10 heures, en l'église Saint-Martin des Batignolles, place du Docteur-Félix-Lobigeois, Paris (17^e).

2, square de la Dordogne, 75017 Paris.
- M^{me} Madeleine Blano-Ducroquet, M^{me} Marguerite Briançon, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Blano et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Dominique Blano et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Philippe Blano et leurs enfants, M^{me} Agnès Blano, Les familles Briançon, Thonillet, Breton, ont la tristesse de faire part du décès de
Jean-Albert BLANC,

leur époux, frère, père, beau-père, grand-père, survécu le 10 novembre 1987, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité.
Cet avis tient lieu de faire-part.

54, rue Pelleport, 75020 Paris.
- On annonce la mort du commandant
Jean BROUSSIGNAC, commandeur de la Légion d'honneur, le 25 octobre 1987.

Saint-Etienne-le-Château (31).
- L'Association Rodébene Int., Les Centres de recherche de magnétothérapie, Ses amis et confrères, ont la tristesse de faire part du décès de
docteur
DAN CONSTANTINESCU, vice-président de l'Association et directeur des Centres de recherche, survécu le 10 novembre 1987, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse se déroulera dans l'intimité.
Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- M^{me} Raymond Dallemagne, née Marie Chatelet, M^{me} et M^{me} Paul Bery, et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Roger Dallemagne, Tous les parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de leur regretté époux, père, beau-père et grand-père,
M. Raymond DALLEMAGNE, officier de la Légion d'honneur, officier du Mérite national, officier du Mérite social,

survécu le 9 novembre 1987, à Venise (Alpes-Maritimes), dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques religieuses ont été célébrées le jeudi 12 novembre en l'église de Neuville-sur-Oise (Val-d'Oise), où l'on s'est réuni dans la plus stricte intimité familiale.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

Le Val-de-Puy, 398, boulevard de Lattre, 06140 Venise.
- M^{me} Henri Dana, M^{me} et M^{me} André Dana, M^{me} et M^{me} Henri Dana-Pastor, M^{me} et M^{me} Gilles Dubois-Dana, ses enfants et petits-enfants, Les familles Dana, Natal, Nacouche et Cohen, ont la douleur de faire part du décès de
M. Henri DANA,

survécu le 9 novembre 1987, à l'âge de soixante et onze ans.
L'inhumation aura lieu le vendredi 13 novembre, à 10 h 15, au cimetière de Pantin.

5, avenue Claude-Viellesaux, 75010 Paris.
- On nous prie de faire part du rappel à Dieu de
M^{me} Pierre DUPUY-DUTEMPS, née Elise Dumas,

survécus le 11 novembre 1987.
La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 16 novembre, à 13 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste, 158, avenue Charles-de-Gaulle, à Neuilly-sur-Seine, où l'on se réunira.

De la part de, M^{me} André Haguer, M^{me} et M^{me} Pierre Dethomas, M^{me} et M^{me} Jean Dethomas, Les familles Haguer, Dethomas et Depuy-Dutemps.

Cet avis tient lieu de faire-part.
- M^{me} et M^{me} Henri Fruchaud, Le docteur Dany Fouchet, ses enfants, M^{me} et M^{me} Henri Fruchaud, M^{me} et M^{me} Christian Thiaumy, Les familles Fruchaud, Dethomas et Depuy-Dutemps.

M^{me} et M^{me} Philippe d'Arvisant et Nicolas, M^{me} et M^{me} Henri Fruchaud, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, M^{me} Jacques Malapart, sa belle-sœur, ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Paul FOUCAULT, née Anne Malapart,

survécus le 11 novembre 1987.
La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Vendouville-de-Poissy, le 14 novembre, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Le Prieur, 96380 Vendouville-de-Poissy.

- Marianne Gajdos-Türk, son épouse, Madelon et Jean-Louis Bonnet, Marc et Gabriela, Mariana, Christophe, Nicolas et Elisebeth, Florence et Claude-François Boites, Mathilde, Julien, Philippe et Anne Gajdos, Benoît, Vincent, Thibault, Daniel Lindenberg, Judith, Hugo, ses enfants et petits-enfants, font part du décès de
docteur Alfred GAJDOS,

survécus le 2 novembre 1987, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Jory-en-Josas, où il repose à côté de sa fille
Catherine.

- Nous avons la grande douleur de faire part du décès de
docteur Socrate HELMAN.

De la part de ses épouses, De ses fils, M^{me} et M^{me} Laurent Helman, Docteur André Helman, De ses petites-filles, Nathalie et Valérie, De son beau-frère, M^{me} et M^{me} Dany Rosenbaum, De ses neveux, Docteur et M^{me} Jean Rosenbaum, Docteur et M^{me} Alain Rosenbaum, Et de toute sa famille.

Les obsèques ont eu lieu le 10 novembre 1987, au cimetière de Pantin, dans la plus stricte intimité.

28, rue de la Liberté, 95110 Samois. DTR 01, BP 3927 Abbeville, République de Côte-d'Ivoire.
- M^{me} et M^{me} Jean Lemerche, ses parents, Pierre et Marlene Luyens, Bénédicte, Capucine et Victor, Jean-Louis Lemerche, Philippe et Anne Lemerche, Et toute sa famille.

Alexandre Albertini, Véra Albertini, Eric Andrieux, Loïc Le Flech-Prigent, Gérard Mollet, Et tous ses amis, ont le profond chagrin d'annoncer que
François LAMARCHE

a été ravi à leur affection le 11 novembre 1987, à Paris, dans sa quarantième année.

« Là où il y a les étoiles, Que se mette la lune, Qu'il y ait la pluie, Qu'il y ait la neige, Qu'il y ait l'amour. » Saint-François d'Assise.
La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 16 novembre 1987, à 8 h 30, en l'église Saint-Paul - Saint-Louis, 99, rue Saint-André, Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.
64, avenue Simon-Bolivar, 75019 Paris.
- M^{me} Ghita LUCHAIRE, née le 25 décembre 1904, est décédée le 24 octobre 1987.

Se dépouillant mortelle a été inhumée à Villeneuve, le 29 octobre 1987, en présence de M^{me} Derobé-Jeandot, qui répondra à tout courrier.
2, rue du Chapitre, Millery, 54380 Dictionnaire, Téléphone : (16) 83-24-91-56.

- M^{me} André Latrille, son épouse, Nafissaton, Aminata, Aboussou, Fata, Myriam et Aïssou Kamara, ses petits-enfants, Sadibou Kamara, son grand-père, M^{me} et M^{me} Roger Perez et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Dominique Latrille et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Jean Latrille et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Dulac et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Michel Recourne et leur fils, M^{me} et M^{me} Jean Damery et leurs enfants, Et tous ceux qui l'ont aimé, ont la douleur de faire part du décès de
André LATRILLE,

ancien gouverneur de la France d'outre-mer, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 avec palmes, médaille militaire, médaille de la Résistance, médaille de la France libre, médaille d'Anjouan, grand officier de l'Ordre national de Côte-d'Ivoire,

survécus le 10 novembre 1987, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, à Neuilly-sur-Seine.

Les obsèques auront lieu le samedi 14 novembre, à 11 h 30, au cimetière de Samois, dans la plus stricte intimité.

28, rue de la Liberté, 95110 Samois. DTR 01, BP 3927 Abbeville, République de Côte-d'Ivoire.

L'Amicale de liaison des anciens résistants juifs (AMILAR), a la tristesse de faire part du décès de leur camarade,
Adolphe ROZENFELD,

ancien responsable du comité lyonnais du FUIRE.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 12 novembre 1987, au cimetière du Père-Lachaise, dans la plus stricte intimité.

- M^{me} Tatiana Serdetchny, M^{me} et M^{me} Wanda Ruznowsky, Sophie et Alain Canus, Féréd Benzon, ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père,
Alexandre SERDETCHNY, croix de guerre 1939-1944,

survécus le 11 novembre 1987.
L'inhumation aura lieu le lundi 16 novembre, à 15 h 45, au cimetière du Nord, avenue Rachin, 75018 Paris.


Anniversaires
- En ce 17 novembre, jour anniversaire de la mort de
Georges BESSE,

la direction et le personnel du Commissariat à l'énergie atomique, de la Compagnie générale des matières nucléaires, d'Eurodif SA, d'Eurodif Production et d'Uss-Ingénierie, invitent tous ceux qui l'ont connu et tous ceux qui ont été frappés par sa disparition tragique, à s'associer, par la pensée, afin de rendre hommage à sa mémoire.

- Il y a dix ans disparaissait le professeur Georges FRIEDMANN.
Son épouse et ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

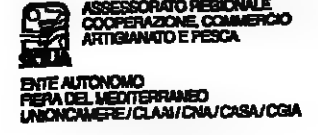
Soutenances de thèses
- Université Paris-IV. - Le samedi 14 novembre, à 14 heures, amphithéâtre Guizot. M^{me} Françoise Barret-Ducroquet : « Modalités de reproduction sociale et code de morale sexuelle des classes laborieuses à Londres dans la période victorienne ».

- Université Paris-IV. - Le samedi 14 novembre à 14 heures, amphithéâtre Milne-Edwards, escalier B, 3^e étage. M^{me} Monique Dondin-Payre : « Les Actes Glorieux : exercice du pouvoir et continuité genérale du troisième siècle avant Jésus-Christ au cinquième siècle après Jésus-Christ ».



T FOIRE-EXPOSITION DE L'ARTISANAT SICILIEN

PALESTRA 14/22 NOVEMBRE '87 FIERA DEL MEDITERRANEO



ASSESSORATO REGIONALE COOPERAZIONE E COMMERIO ARTIGIANATO E FIERA ENTE AUTONOMO REGIONALE DEL MEDITERRANEO UNIONE MUSEI CLAN/DIA/CASA/CASA

Le Monde

SPORTS

VOILE : La Mini-Transat

Les Coco font la loi

La sixième Mini-Transat disputée en deux étapes de Concarneau à Ténériffe, puis de Ténériffe à Fort-de-France et réservée à des monocoques de 6,50 m de longueur maximum menés par un ou deux navigateurs a été gagnée, jeudi 12 novembre, par Gilles Thiorri sur EKA. Ce bateau prototype de l'architecte Jean Berret avait déjà remporté l'épreuve en 1981 avec Jacques Feignos. L'exploit de la deuxième étape a été réussi par Laurent Bouguion, premier en Martinique avec un Coco de série baptisé Cote de Jade.

Fort-de-France de notre envoyé spécial

L'ÉTRANGE droit et la coque joufflue de Cote de Jade, caractéristique de ces unités de 6,50 m, filent à bonne allure sous un ciel couvert annonciateur d'un nouveau grain tropical. A la barre, Laurent Bouguion, torse nu et bronzé, montre d'abord ses pieds aux journalistes venus à sa rencontre. « Cette fois, je suis intact et en pleine forme », lance-t-il. Ce n'est pas le cas un an plus tôt où ses pieds avaient beaucoup souffert d'un contact de vingt-deux jours avec l'eau de mer à l'occasion d'une traversée de l'Atlantique en *Hobbes* Cui, entre les Canaries et la Guadeloupe.

Paradoxalement, Laurent Bouguion avait bien failli ne pas pouvoir prendre le départ de Concarneau. Pour s'éloigner de plus de 60 miles des côtes de France, ces voiliers de 6,50 m doivent bénéficier d'une dérogation. Or la commission nationale de sécurité du ministère de la mer chargée d'étudier tous les dossiers de candidature avait hésité à donner son feu vert à cet aventurier de l'Atlantique.

En créant cette épreuve en 1977, le Britannique Bob Salmon, un concurrent des transats anglaises en solitaire de 1972 et 1976 manquées par le gigantisme des bateaux, souhaitait retrouver l'esprit des premières courses en revenant à des longueurs de voilier et donc à des budgets minimes. Pour bon nombre de jeunes navigateurs comme le regretté Daniel Gilard, vainqueur de la première édition en 1977, Stéphane Poughon, l'un de ses successeurs en 1983, ou encore Bruno et Lolo Peyron, Lionel Pénou ou Hervé Mahire, la Mini-Transat a constitué leur vrai baptême de solitaire. Reprise en 1983 par l'association de journalistes Jean-Luc Garnier, la Mini-Transat continue à assumer cette vocation, même si son succès a relancé la course aux armements. Par rapport au *Muscadet* de série aligné en 1977, les meilleurs prototypes actuels pèsent deux fois moins (900 kilos) et portent près d'un tiers de voile en plus (40 à 45 mètres carrés au près et 100 mètres carrés au portant). Olivier Hiver, le favori de l'édition 1987, a commencé près de trois mille heures à la construction de son *Vigot* Haute-Marne dessiné par l'architecte Paul Lucas, mais il dispose de matériaux les plus performants pour un voilier de compétition : coque en tissu kevlar et carbone cuits au four, un mât en fibre de carbone, un gréement en kevlar gainé, voiles en kevlarimylar.

D'autres architectes ont rivalisé d'ingéniosité. Jean Berret a doté *Servant-Sofit* d'un *Duquasquier* d'une quille composée d'un alliage ternaire par un bolbe muni de volets complétant l'action du gouvernail selon les allures. Patrick Laurent a équipé *Côte-de-Bourg* de Sylvain Berthomé d'un cerf-volant, pour augmenter la surface de voile au portant et tirer un peu plus le bateau hors de l'eau. La plupart des favoris

faisaient appel à des routeurs à terre. Les plus gros budgets de la Mini-Transat ont ainsi atteint 500 000 francs.

La victoire est pourtant revenue à un Coco de série. Ces bateaux dessinés par l'architecte Philippe Harlé, ancien concurrent de la Mini-Transat, sont particulièrement bien adaptés à cette épreuve, avec leur carène très performante et leur aménagement intérieur aussi ingénieux que spartiate. Sur la trentaine de Coco construits en mini-série depuis deux ans par les chantiers Archambault et adoptés par les Glénans comme bateaux d'école de croisière, seize étaient au départ à Concarneau. Leur victoire dans la deuxième étape devant les prototypes plus sophistiqués comme leurs performances dans la première étape à Ténériffe (Canaries), où ils ont pris six des dix premières places, démontrent aussi *a contrario* que la valeur des navigateurs, leur résistance et leurs options de navigation priment encore sur la qualité du matériel dans une telle épreuve.

« Echapper au regard de l'autre »

Avec plus de 3 600 milles (6 650 kilomètres) à parcourir en deux étapes sur des coquilles de noix de 6,50 m, la Mini-Transat a souvent soumis ses participants à rude épreuve. Cette année encore, la traversée très agitée du golfe de Gascogne a contraint onze des cinquante-quatre concurrents à abandonner un peu prématurément. Quatre ont décliné leur belle de déroute (incendie, collision avec un cargo, démantèlement et chavirage avec rupture de quille) mais ont pu attendre les secours sur ces bateaux insubmersibles.

Le rendez-vous manqué avec les alizés, quasiment absents pour la deuxième étape, a imposé aux participants une navigation hâtant les pas ou épuisant pour les maris

dans la « cabanasse ». Redoutée des solitaires, elle est encore plus difficile à supporter à deux, dans un espace réduit à 3 ou 4 mètres carrés. Dans la dernière édition, en 1985, cette cohabitation autorisée par les règlements de la course depuis 1983 — le handicap d'être seul à bord pour la navigation est théoriquement compensé par le poids supplémentaire du second équipier en duo — avait failli tourner au drame sous l'effet combiné de la fatigue provoquée par le manque de sommeil et de la tension inhérente à la compétition.

Bernard Reverdy et Gilles Chillet, un judoka et un rugbyman, étaient les meilleurs amis du monde au départ de Concarneau. Pourtant, en plein Atlantique, le navire accompagnateur de la course avait dû récupérer le premier avec trois gales blessures au cou, au cou, à l'abdomen et à la cuisse. « Le plus dur, c'est de ne pas pouvoir échapper un instant au regard de l'autre pendant trois semaines », notait l'un des concurrents à l'arrivée. Se référant aux expériences menées sur les rats dans un espace réduit, le responsable médical de la course expliquait : « L'agressivité défensive s'exprime soit par la fuite, soit par la lutte. Or, sur ces bateaux, aucune espèce de fuite n'est possible. » De tels incidents n'ont pas été rapportés aux organisateurs cette année.

Après l'exploit de Laurent Bouguion, la Mini-Transat 1987 restera marquée par la première victoire d'étape à Ténériffe d'un équipage en double sur *Titi*, un autre Coco de série, mené par les Suisses Schmeiser et Firmench, un étudiant en géologie et un avocat, âgés de vingt-cinq ans. Tous deux avaient couru sur la ligne l'une des quatre femmes de la course, Isabelle Antidier, sur *Ecuriel*, un ingénieur agronome de trente ans qui avait malencontreusement été privée des instructions d'arrivée.

GERARD ALBOUY.

TENNIS : Masters féminin

Navratilova à la poursuite de Graf



TOUTE la saison, Martina Navratilova a tiré la langue pour reprendre le long premier service mondial, dont elle a été dévotée par la jeune Allemande de l'Ouest Steffi Graf, après cinq années de domination sans partage. Ayant une nouvelle fois changé d'entraîneur — Tim Gullickson va remplacer l'ancienne joueuse transaxienne René Richards, — l'Américaine, âgée de trente et un ans, espère prouver sa revanche sur sa rivale à l'occasion du Masters féminin, qui va réunir, du 16 au

22 novembre à New-York, les seize premières joueuses du grand prix féminin. Le titre de championne du monde de l'année est en jeu : une victoire à New-York devrait permettre à Navratilova de conserver ce titre grâce à ses succès dans les épreuves de grand Chelem, Wimbledon et à l'Open d'Australie, alors que Graf, qui compte six victoires, en compte trois à l'occasion du Masters féminin, qui va réunir, du 16 au

RUGBY : salaire ou dédommagement

A quoi joue Jérôme Gallion ?

Jérôme Gallion a-t-il été payé pour jouer au RC Toulon ? Le demi de mêlée chic et choc, qui exerce la profession de chirurgien-dentiste, s'en défend avec véhémence. Le club fait bloc pour défendre le joueur qui n'a jamais été en odeur de sainteté à la Fédération française de rugby. Car Cité d'Antin, ou n'importe quelle autre équipe, ne peut être battue en brèche.

TOULON de notre correspondant

Le dernier numéro du magazine « Reportage » proposé chaque samedi à 13 h 15 par TF 1, n'a pas manqué de susciter une très vive réaction dans les milieux du rugby toulonnais. N'y présentait-on pas, entre autres, Jérôme Gallion, crédité d'un salaire mensuel de vingt mille francs par son club ? Scandale en ovale, où — tradition british oblige — on ne plaisante pas avec l'amateurisme.

Demi de mêlée, vedette du RCT (Racing club de Toulon), Jérôme Gallion est un véritable symbole. Alliant un flegme très anglais à une vélocité et une pugnacité hors pair, ce chirurgien-dentiste extrêmement discret dans la vie est l'enfant chéri des « rouges et noirs ». Trois Souliers d'or le sacrant meilleur joueur français, une autre consécration comme meilleur joueur du monde en 1985 et un essai historique contre les All Blacks à Auckland en 1979, font de celui qui a participé aux deux dernières finales du club — dont une s'est soldée par le glorieux Bouclier de Brennus — un modèle.

Jérôme, c'est une consécration, un monument. Et ça, on ne peut pas y toucher. Cette réaction d'un supporter de Toulon résume assez bien l'ambiance générale, à la suite d'un reportage présenté par Alain Escoubé et signé Jean Delétrade. « Cela ne mérite que notre considération », lance le bouillant entraîneur Daniel Herrero, qui, une fois n'est pas coutume, maîtrise sa verve torrentielle pour afficher un dédain altier, face à « une offense qui ne tient pas la route quand elle prend pour cible le plus beau symbole de l'amateurisme dans le royaume du rugby ».

Par contre, Jérôme Gallion aurait tendance à perdre son calme légendaire, face à « cette manière déplorable de traiter l'information, en faisant référence à des rumeurs de comptoir ». Car la saison dernière, l'ancien touché trois échelons de 15 000 francs chacun et il ne constitue pas un salaire mais des dédommagements.

Malaise et hypocrisie

Indigné par la manière dont on a présenté les différents joueurs et leurs « prétendus salaires » affichés sous leur photo, du style anthropométrique auxquels il ne manque que la mention « wanted », Jérôme souhaite « que cette affaire soit tirée au clair » et veut bénéficier d'un rectificatif : « S'il le faut, j'irai jusqu'au procès. Je ne peux admettre de pareilles assertions quand chacun sait que j'ai toujours fait un clivage net entre mon boulot et le rugby. Je n'ai jamais voulu en faire une affaire financière et j'ai toujours accepté le manque à gagner inhérent aux entraînements, aux déplacements, aux matches. Pour moi, un titre de champion de France n'a pas de prix. »

Même indignation chez Roger Vigouroux, président du RCT : « Nos joueurs touchent une indemnité annuelle qui varie entre qua-

rante et soixante mille francs et nos comptes sont parfaitement clairs. Pas de dessous-de-table, pas de caisse noire. Les informations données par TF 1 sont fausses et scandaleuses et je suis prêt à en débattre à l'écran. »

Certains esprits chagrins vont même jusqu'à évoquer une possible riposte de la Fédération française de rugby, en direction de Gallion. Dans une récente interview au magazine « Drop », ils parlaient de « tyrannie » en matière de gestion de la noble fédération. Cet argument est vigoureusement écarté par le président Vigouroux, l'entraîneur Herrero et Gallion lui-même.

Cette affaire est symptomatique d'un malaise et d'une incontestable hypocrisie se perpétuant dans ce monde ovale où l'on prend garde de ne pas offenser les Britanniques et où, de ce fait, on met tout le monde en porte-à-faux. L'entraîneur du RCT ne veut pas entendre parler pour autant de professionnalisme. « Je reste farouchement ancré sur la notion de jeu. Le travail, c'est autre chose. Il ne faut pas mêler les deux, mais on peut parler clair sans pour autant céder à l'effervescence financière qui s'est emparée des autres sports professionnels. »

En attendant ces états généraux, le comité directeur du club souhaite régler. Le président Vigouroux a même proposé d'« insérer l'accès des vestiaires et toute interview à TF 1 durant toute la saison ».

JOSÉ LENZINI.

HOCKEY SUR GLACE : la préparation pour Calgary

« Glisse » progressive vers les Jeux

L'équipe de France de hockey sur glace a remporté ses deux premiers matchs amicaux qui l'ont opposé, mardi 10 et mercredi 11 novembre, aux espoirs finlandais. Une belle performance pour les joueurs tricolores, qui ont su s'imposer (6-4 et 6-3) face à des jeunes dont bon nombre appartiennent à la formation sacrée championne du monde junior au mois de janvier. Une préparation intéressante pour l'équipe nationale, qui pour la première fois depuis vingt ans, va participer aux Jeux olympiques.

AUX deux mille spectateurs réus, mardi à Grenoble, mercredi à Béziers, le professionnel quitte la ligne pour partir à l'étranger. Un an à l'étranger, deux ans dans un club autrichien, puis c'est le retour en France avec un contrat au Club du Mont-Blanc.

Larsson le sage

Des années de présence qui permettent au joueur d'être sélectionné en équipe de France, et à l'attache de se faire remarquer sur toutes les patinoires lors des rencontres du championnat de première division.

Aujourd'hui secrétaire du club parisien des Français-Volants, André Peloffy mesure le chemin parcouru par les joueurs français. Il note « une évolution vers le professionnalisme ». Capitaine de l'équipe de France depuis près de six ans, il est fier de la progression de sa formation. Heureux même depuis un fameux match de barrage contre le Japon, disputé en avril dernier, qui a permis aux Français d'arracher leurs billets pour les Jeux olympiques de Calgary. En quelques années, Peloffy et sa vingtaine de camarades ont réussi à quitter le groupe C du championnat du monde pour passer dans la division supérieure. Là ils se sont relativement bien comportés avant d'obtenir leur qualification pour les Jeux olympiques.

« Depuis 1985, nous avons gagné huit places dans la hiérarchie mondiale, explique André Ville, directeur de l'équipe, nous sommes maintenant porteurs du dossier numéro deux. Notre objectif est de gagner la onzième place. La barre n'est pas placée trop haut pour les prochains Jeux de Calgary. Mais il faut, selon le directeur, « bien figurer » pour pouvoir continuer la progression « de façon à terminer huitième aux Jeux olympiques d'Albertville ».

« Vingt ans après les Jeux de Grenoble, les hockeyeurs français se préparent donc à jouer de la crosse avec l'équipe mondiale. Pour ce retour dans la classe des grands, ils ne doivent absolument pas décevoir. Les fiers Franco-Canadiens ne vont pas en Alberta pour faire du tourisme. Ils entendent bien montrer à leurs amis restés au pays qu'ils n'ont « pas encore pris leur retraite ».

Ces joueurs motivés semblent bien emmenés par un entraîneur venu du nord. Car, si nombre de joueurs sont originaires du Canada, l'entraîneur, lui, a volontairement été recruté d'un autre pays. Après de malencontreuses expériences, les responsables nationaux ont fait appel au Suédois Kjell Larsson. Un petit homme de quarante et un ans qui, après avoir poussé les équipes junior et senior de son pays sur les routes de la victoire, a accepté en 1986 d'être entraîneur de la conduite du hockey français.

Larsson le sage a coordonné les potentialités des joueurs des Alpes et des plaines. Laisant une grande place à l'initiative personnelle, il tente d'obliger les joueurs à mieux se préparer physiquement et surtout à réfléchir avant de frapper le palet. L'ancien professeur de gymnastique pense que « l'écoute des autres nations » peut permettre de progresser. A la recherche du « style français », il ne veut pas imposer la rigueur tactique venue de l'Est, mais plutôt la combiner avec l'« engagement physique » cher aux Canadiens.

« Nos joueurs ont gardé le palet plus longtemps dans leurs camps », remarquait André Ville après le match avec les Finlandais. Quelques passes et des enlèvements bien construits témoignaient que les efforts de l'entraîneur n'étaient pas vains. Pour affronter les géants nord-américains ou soviétiques, les hockeyeurs tricolores doivent certes patiner vite, mais ne doivent surtout pas « oublier de se servir de leur tête » comme le leur rappelle, en anglais leur entraîneur suédois.

SERGE BOLLOCH.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Cross-country du Dauphiné libéré. Dimanche 15 novembre à Grenoble.

Automobilisme

Championnat du monde de formule 1 (fin. Grand Prix d'Australie). — Dimanche 15 novembre à Adélaïde (TF1, 8 heures, direct).

Football

Championnat de France (deuxième division). — Samedi 14 novembre, à 20 h 30.

Basket-ball

Championnat de France (11^e journée). — Samedi 14 novembre, à 20 h 30, sauf Tours-Nantes, à 15 heures (A2, direct).

Escrime

Challenge Martell au fleuret. — Samedi 14 novembre et dimanche 15 novembre à Cognac.

Haltérophilie

Championnats de France des 60, 90 et 110 kilos, à Saint-

Quentin-sur-laire. — Samedi 14 novembre (A2, dimanche 15 novembre, à 18 h 20).

Jeu à XIII

France-Nouvelle-Guinée. — Dimanche 15 novembre, à Carcassonne.

Off-shore

Championnats du monde. — Du 10 au 14 novembre à Key West (Floride).

Rugby

Championnat de France (5^e journée, retour). — Dimanche 15 novembre.

Le Monde SANS VISA

Désert en crue

Pluie et averse.
L'oued se remplit.
Des enfants vont vers ses bords.
Ils disent : « la mer... »
Mais il n'y a pas la mer
à Ouarzazate.



Cheloua
(Sud marocain).

par
Jean-Claude Charrier

DEVANT la tente ca-
dale, le chef de
vingt-deux hommes
entonne une de ces
mélodies qui accom-
pagnent tout le repas.

Les mains se baladent dans
l'énorme méchoui posé sur la
table basse. « C'est qu'on raconte
des choses sur cette région »,
répond-il. Il y a là, à ma gauche,
le commandant de la garnison, en
treillis vert. Chacun est dans un
silence définitif. Le conseiller
municipal, planté au visage grave
sous son chèche enroulé en tur-
ban, n'est guère plus bavard. Le
capitaine, idem. Les quatre assis-
tants du café, à ma droite, se
contentent de me sourire de temps
en temps. Heureusement qu'il y a
le lieutenant Noureddine
Sebrane, hôte : « C'est l'endroit
le plus calme du Maroc. Quelle
zone militaire ? »

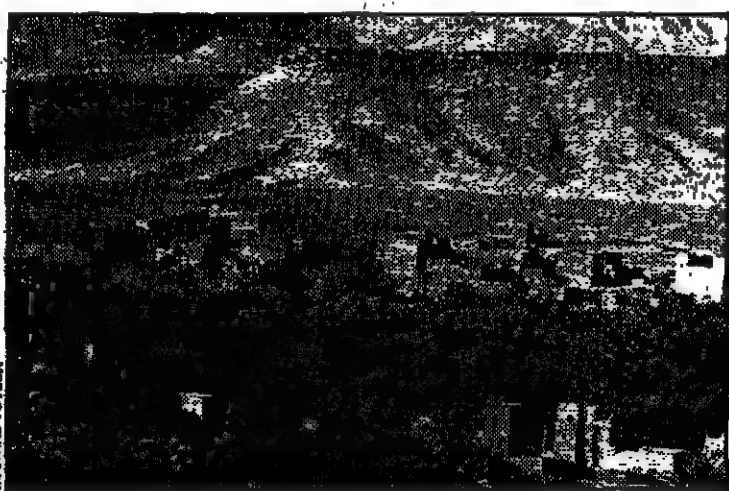
« Nous sommes à Mhamid. Belle
palmeraie au sud du Sud. La
route s'arrête ici. Au-delà, le pla-
teau pierreux et nu de la Ham-
mada. Au-delà encore, le Sahara
occidental, la Mauritanie. Mha-
mid : plus de dix mille habitants,
relativement à l'écart du dévelop-
pement touristique, pas un hôtel,
rien. Et l'obligation d'avoir en à
déclarer aux autorités cette virée
sans risque. « Pour votre propre
sécurité », explique le maire,
M. Salah Bakas. Les équipés en
plein désert sont parfois aventure-
ux.

**Voyage
à travers les ocres**

N'empêche, un léger problème
d'image se pose.

Au bout de ces régions présaha-
riennes, que le maréchal Lyauté
n'hésita pas à enfermer dans le
concept de « Maroc inutile » —
par opposition au Nord, « Maroc
utile », — Mhamid entend rappor-
ter son existence. M. Abdelrhani
Samoudi, le café, grand brun à la
moustache de jais, nous reçoit
donc. Derrière l'artifice et l'uni-
versel sérieux des notables, la gen-
tillesse est réelle. J'avale une gor-
gée de vin rouge.

Le voyage a commencé samedi.
A Ouarzazate. Un parcours d'un
peu plus de 250 kilomètres, à tra-
vers la vallée du Draa, le long de
l'oued. Un voyage à travers les
ocres. La terre de Sienna et la
terre d'ombre. L'ocre rosée. Les
bleus et les verts. Quel est le



La vallée du Draa près de Zagora.

secret des couleurs qui nous apai-
sent ? Quel est le secret des mots
qui font rêver ? Ouarzazate. On a
désiré, tant qu'on pouvait sur le
mot. Voici que sa réalité est là. Le
soleil fou. A moins de quatre
heures d'un Paris gris. Le touriste,
malin, se moque. Refait le coup
de la différence entre chameau et
dromadaire. Croit ne pas céder à
l'exotisme, par le rire. Ces ocres,
ces terres, cette lumière triom-
phent. Vite il s'abandonne.

**« Tombouctou :
52 jours »**

Dix-sept heures. Sur le chemin
de Zagora, à 1 680 mètres d'alti-
tude, la route sinuante, à flanc de
précipice. Cette image d'une
montagne de chiens errants. Les Ber-
bères racontent beaucoup d'his-
toires sur les chiens. Ils racontent
et ils chantent. Des histoires de
lutte entre le Bien et le Mal où,
paraît-il, le Bien finit toujours par
vaincre le Mal.

Des thèmes patriotiques.
L'émigration. Remercier Dieu
quand la saison est bonne. Implor-
er Dieu pour que la pluie vienne.
Célébrer l'igname et l'acacia,
l'herbe à chameau et la vipère à
cornes. Qu'importe si vous ne sa-
ssez pas le sens exact des
paroles. Il n'y a qu'à regarder
autour de vous.

Je sais, je sais, la langue des
guides est comique. Comment
dire le djebel quand le souffle est
coupé ? Comment dire ces si-
houettes drapées dans de longues
robes noires sur la toile de fond
éclatante des ocres ? On a des
railleries toutes prêtes. Des sar-
casmes douteux. Des imperti-
nences en attente. Le paysage leur

fait la peau. Les gens passent,
altiers. Et le soir tombe comme
une pierre jetée du ciel.

On entre dans Zagora parmi les
chameliers. « Tombouctou
52 jours », rappelle le pameau,
un monument historique. Dans le
temps, l'aventure commençait ici.
Aujourd'hui, le confort s'y est
mis. Les cars et les 4 x 4, l'eau
chaude et l'eau froide, mais le
bourg a gardé sa mémoire. Grâce
à « un plan d'urbanisme draco-
naire », me dit quelqu'un. La for-
mule a quelque chose de déplacé.
Le désert, les reliefs sculptés par
le vent, le vert touffu des pal-
meraies, puis cet hôtel qui, en effet,
ne dépare pas le paysage. Le soir,
il n'y a rien à faire à Zagora. Si
vous êtes boîte, disco, restan,
casino, ne venez pas ici. A
cinquante-deux jours de cha-
meau de Tombouctou, je savoure
ce bonheur de n'avoir, à minuit,
nulle part où aller, personne à
appeler. La nuit est fraîche.

Dimanche. Au bord de la route,
les gosses saluent, de la main ou
au lance-pierres. Oh, rien de bien
méchant. Le décor est parfois plat
pays lunaire, parfois tumulte de
dunes piquées d'eucalyptus. Le
djebel Bani ceinture l'horizon,
rempart naturel contre la progres-
sion des sables. « De juin à octo-
bre, les vents soufflent certains
jours à 80 kilomètres à l'heure »,
raconte Ahssein El Khardali.

Peau sombre et turban noir,
une élégance de prince dans sa
djellaba bleu ciel, ce fils de
nomades sédentarisés à Zagora est,
dans ce désert, chez lui. La tren-
taine sportive, il ne sait pas où il
est né, il sait les arbres et les
vents, l'état des pistes et pourquoi
il vivra quatre-vingts ans, pas
plus. Rires.



Dans la région de Ouarzazate.

Ahssein est l'homme à tout
faire du Marathon des sables
(200 kilomètres en autosuffisance
alimentaire). Ils étaient une
soixantaine de coureurs cette
année. Ils seront deux cents, au
mars prochain, flanqués d'autant
d'accompagnateurs.

Tamegroute, 11 heures. Le mur
rose. Par la lourde porte en bois,
on accède au potager. Des aubri-
gines, des piments, des choux, du
basilic... Fessé la baie vitrée au
fer forgé peint en vert, on décou-
vre une part des 4.000 volumes
enluminés du Centre d'études
coraniques. « Mathématiques,
économie, astronomie, droit,
médecine, poésie... » Khalifa Ben-
nacer, descendant du fondateur,
le marabout Abou Abdallah
Mohammed Bennacer, conserve-
teur de la bibliothèque depuis
vingt-huit ans, exécuté pour la
mille et unième fois sans doute ce
numéro.

**Les nuages
battus de neige**

D'un geste las, il montre le livre
le plus ancien. Répète : « ... écrit
sur peau de gazelle... » Des tré-
sors mal gardés. Il hausse la voix
sur certains mots, la baisse sur
d'autres, il parle et marche vite :
« Histoire de l'Islam. Généalogie
du Prophète. Droit coranique.
Plan de la ville d'Alexandrie... »
La salle est pauvrement éclairée
par deux ampoules nées au bout
d'un fil tordu. Avec cent cin-
quante étudiants, cette zaouïa
n'est plus ce qu'elle était.

Plus tard, à Tinfou, un barrage
de gendarmerie marque l'entrée
dans « la zone sensible ». Plus
tard encore, à Anagam, à seule-

visage en sueur et rouge comme
une écrevisse, qu'âtre un Berbère
à grands coups d'éventail.

Commentaire : « Ils débar-
quent à l'état de zombies et
repartent requinqués. Jusqu'à
vérification médicale, n'en parlez
pas trop dans votre journal, sinon
ça va être l'invasion... »

Nous avançons maintenant à
travers une nuée de criquets
pélerins.

**« Dieu, la patrie,
le roi »**

Passé Tagounit — poignée de
commerces en enfilade des deux
côtés d'une rue —, entrée du sel
dans le paysage. Nouveau
contrôle par la gendarmerie.
L'ancienne piste des caravaniers
mène à un cimetière perché sur
une colline. On aura vu de loin
l'inscription en pierres blanches :
« Dieu — La Patrie — Le Roi. »
Nous déterrons des racines sous
les roches plates. Il paraît que ça
fera des fleurs magnifiques.

Puis Ouled Draa. Les ombres
furtives derrière les portes. Le
gamin conduisant son âne à
l'abreuvoir. Pour le moment, il va
à l'école pas loin. Passera peut-
être son bac à Zagora. S'il pour-
suit ses études, ça sera Marrakech
ou Agadir. Il ne reviendra peut-
être plus dans ce douar.

(Lire la suite page 16.)

MAROC CONTACT

30, rue de Richelieu
75001 Paris
☎ 42.96.14.23
42.96.02.25

MAROC
CONTACT

DOCUMENTATION
GRATUITE

- une longue expérience,
- un grand choix d'hôtels et de circuits
- des voyages à la carte et des week-end

**circuit RANDONNÉE BERBÈRE
en Land Rover
UNE SEMAINE = 4.550 F**

Paris/Paris

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

05500 MENTON
HOTEL DU PARC***
Tél. : 93-57-44-66.
Près mer. Centre ville. Parking. Grand jardin. Cuisine réputée. Dépliants sur dem.

NICE
HOTEL LA MALMAISON
Maison de charme près mer, calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITE
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-37-52-55 - Tél. 470-4110.

HOTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Plage centre-ville. Calme. Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur, Tél. direct, minibar.

Montagne

05470 AIGUILLES-EN-QUEYRAS
1450/2600 mètres
HOTEL SUPER 2000
Sur les pentes. Ambiance familiale.
113 F pour 7 jours.
Tél. (16) 92-44-24-50 (après 16 heures).

05390 MOUTENS-EN-QUEYRAS
Stages ski de fond, randonnées.
HÔTEL LA MAISON DE GAUDISSART
(16) 92-45-83-29 et 92-45-83-88

05490 SAINT-VÉLAN
(Hautes-Alpes, Queyras)
Parc rég. Site classé. Stat. village. Plais. Plus hte comm. d'Europe. 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-51-03-31
Chambre, studio, cuisine-grill.
Depuis 350 F pers./semaine.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pensions de 1617 F à 1648 F sem.
Demi-pens. de 1267 F à 1617 F.

VALLOIRE (Savoie)
MAISON FAMILIALE
LES FENESTRELLES
Grand confort, près des pistes, pension complète. Ouvert de décembre à avril.
Familles, Groupes.
Renseignements et réservations :
U.F.C.V., 28, rue d'Anglet, B.P. 19,
59065 LILLE CEDEX. Tél. 20-51-22-96.

PROVENCE

ROUSSILLON - 84220 GORGES
MAS DE GARRIGON***
LE PETIT HOTEL DE CHARMES DU LUMINON
Espace garrigonnais. Pâtes - un séjour ou un week-end est automatique.
Tél. 96-85-43-22.

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Ambiance intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservations : 41-52-32-33 VENISE.
Tél. : 41-52-32-33 VENISE.
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

LEYSIN (Alpes vaudoises)
1400 m, 4 h 30 de Paris par TGV
HOTEL SYLVANA***
Pour vos vac. d'hiver. Situé, excepté à 50 m des pistes de ski. Chambres tout confort. Prix en demi-pension selon période 59 à 72 FS (sur 220 à 230 FF) et oméga.
Fam. BONELLI.
Tél. 19-41/25/34-11-34, CH-1854 LEYSIN.

3320 ZERMATT-VALAIS-SUISSE
HOTEL HOLIDAY***
Appartements avec service d'hôtel, 60 lits. Situation tranquille, à proximité du funiculaire Sunnegga. Tous les studios avec balcon, cuisine, réfrigérateur, bain, w.c., radio. Hall d'accueil avec bar. Entrée priv. dans une piscine couverte. Restaurant. Prix spéciaux en janv., dès 70 FS (env. 250 FF), demi-pens.
Tél. 1941/28/67-12-43.
Fam. R. Perren, tél. 472-187.

TOURISME

SKI DE FOND

Yver et Lillans, la quarantaine, vous accueillent (12 personnes max.) dans une ancienne ferme du XVIII^e siècle confortablement rénovée. Chambres avec salle de bain, table d'hôte, cuisine et pain maison, ambiance sympa. Tarif tout compris : pension complète + vin + thé à 17 heures + matériel et matériel de ski, de 2080 F à 2480 F personnes/week-end, selon période.
Tél. (16) 81-38-12-51.

Ferme de la Besse XV^e siècle
SÉJOUR SKI DE FOND
Sur les hauts plateaux ardennais.
7 jours pension + encadrement + matériel 1260 à 2080 F
DOCU. GRAT. sur demande.
Tél. : 75-38-80-64. MEJEAN Gérard,
97510 USCLADES REUTORD.

L'AUTOMNE SE SAVOIRE A JERSEY

Savourez le calme, la nature encore très fleurie et la chaude ambiance des pubs et des hôtels.
Savourez le plaisir de fouler le sable fin durant les grandes balades au bord de la mer.
Savourez cette campagne idéale de rochers qui dispose l'odeur de toutes les essences d'arbres.
Savourez le don que vous fait Jersey : une merveilleuse détente qui vous permet d'abandonner l'hiver en pleine forme.
Savourez l'histoire du thé, les « cookies » et les « scones » accompagnés de crème fraîche jersiaise et de confiture de fraises, avant d'aller rejoindre votre confortable hôtel (et il y a le choix !).
Savourez l'excellente cuisine faite avec les produits du terroir : légumes, poissons, crustacés, laitages... et n'oubliez pas les vins français, très appréciés, et d'un prix très abordable.
Savourez enfin les prix : exemple : un bonjour entier et croissant à 120 F, une location de voiture à moins de 85 F la journée, etc.
JERSEY en automne, c'est une trêve de vie qui vaut la peine d'être vécue !
Pour documentation en couleurs, écrivez à :
MAISON DE L'ILE DE JERSEY
Département LM3
19, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS
Tél. (1) 47-43-93-68

DECOUVERTE

Désert en crue

(Suite de la page 15.)

Sous la tente caillasse de Minamid, le déjeuner tire à sa fin. Noureddine, le jeune homme qui nous a décrit l'itinéraire classique d'un gosse d'ici. Des histoires simples de naissance, de pesanteurs sociologiques, d'exode, de lutte pour la vie. Lui-même aura connu un destin comparable. Un panache de trois années d'études en droit à Casablanca et d'académie militaire, le voilà, à vingt-huit ans, assis auprès de son commandant, rêvant de Paris sans vraiment avoir envie d'y aller.

Le capitaine a bien un fils à la Sorbonne : « Des études d'histoire, je crois. » Il a répondu à ma question en s'adressant en arabe à Noureddine, lequel m'a traduit. Le conseiller municipal a deux fils en Suisse, à Lausanne : « L'un est ingénieur, l'autre docteur. » C'est toujours Noureddine qui traduit. Un des assistants du café a deux frères en usine en France : « L'un à Paris, l'autre à Nancy. Celui de Paris est actuellement au chômage... » Quant au maire : « Trente-sept ans, six enfants... C'est mon deuxième mandat... Je serai probablement réélu en 1989... Ah ! L'anniversaire de la Révolution française... » Saivent les silences. Nulle agression dans ce silence. Des pauses.

Il faut participer à une cérémonie de thé, dans un jardin clos, à l'heure où le soleil va basculer derrière le djebel, pour goûter un de ces moments où le temps s'écoule à l'infini. Où la seule vie acceptable est d'être là. A verser de l'eau frémissante sur le thé vert, à rincer la théière une fois, à y ajouter des feuilles de menthe, un morceau de pain de sucre, remettre le tout sur le feu, actionner doucement le soufflet.

Sur le chemin du retour à Zagora, Hadj Abdeslam nous a invités chez lui. Une de ces tentes en plâtré, pleine de portes, de volets, avec des terrasses, des balustrades, des arcades. Ordon-

nance rigoureuse des espaces, ouverts, vastes. La seule image est un poster représentant la ville de Rome, que lui a envoyé un de ses frères. Simon, tous les murs sont nus. On est loin du monde de la saturation. Les gestes du thé dans le jardin et cette architecture sobre s'accrochent. Nous échangeons peu de mots.

Lundi, un peu avant midi, retour à Ouarzazate. Un ciel corail, d'aluminium. La vallée du Draa vac sous une autre lumière. L'air s'assombrit soudain. D'abord, la pluie est si fine qu'il lui faudrait la preuve des odeurs et des bruits : la terre mouillée, les lointains crages... Puis c'est la franche averse. D'abord, on pense au bonheur des ornières et des palmiers, de la menthe et du bonnet... Puis, comme nous approchons de la ville, au détour d'un chemin en surplomb, c'est la surprise grandiose : l'oued en crue !

Lendemain d'inondation

Non pas la petite élévation de niveau périodique. Mais le grand débordement ! Le Tifoutout, les fêtes vues du balcon. Les décors tout en stucs peints, bois de cèdre, safran fixé au jaune d'œuf. On ne peut pas s'empêcher d'être jaloux. Bref dialogue entre touristes. Touriste 1 (montrant une inscription mélangeant une sourate du Coran et les chiffres 1344, date d'une restauration de la casbah) : « Je pensais qu'ils lisaient à l'envers, de droite à gauche. » Touriste 2, interloqué : « Ils lisent à l'envers, voyons. C'est nous qui lisons à l'envers, de gauche à droite. »

En fin d'après-midi, sur la route de Marrakech, à 21 km de Ouarzazate : le ksar Alt Ben Haddou.

Ca faisait douze ans qu'on n'avait vu autant d'eau passer ! Pour une fois, le Draa aura assez de force pour atteindre l'Atlantique. Les gamin descendait bafouler au bord de l'oued, qu'ils appellent... « la mer ». Pour la plupart d'entre eux, c'est la première fois qu'ils voient « la mer ».

Scènes des lendemains d'inondation. « La mer » s'est retirée. Les gens promènent leur nostalgie dans la boue laide. Plus loin, des femmes font leur lessive dans les mares, le long des studios de

cinéma Atlas. Hollywood du Maroc (le Diamant du Nil : le dernier James Bond, Tuer n'est pas jouer : Ken Russell, Scorcese, Francis Girod vont y tourner cet hiver). Un poids lourd rescapé du lit d'un affluent du fleuve nous barre le passage. Finalement les ponts ont tenu le coup. Quelqu'un ose une remarque sur « le génie des constructeurs français ».

A proximité de la beauté

Repli vers la casbah de Taourirt, au sud de Ouarzazate. Le pacha de Marrakech qui y résidait a dû être un homme heureux. Les fêtes vues du balcon. Les décors tout en stucs peints, bois de cèdre, safran fixé au jaune d'œuf. On ne peut pas s'empêcher d'être jaloux. Bref dialogue entre touristes. Touriste 1 (montrant une inscription mélangeant une sourate du Coran et les chiffres 1344, date d'une restauration de la casbah) : « Je pensais qu'ils lisaient à l'envers, de droite à gauche. » Touriste 2, interloqué : « Ils lisent à l'envers, voyons. C'est nous qui lisons à l'envers, de gauche à droite. »

En fin d'après-midi, sur la route de Marrakech, à 21 km de Ouarzazate : le ksar Alt Ben Haddou.

(XIII^e siècle). A une telle proximité de la beauté, on a le droit de se taire. Renoncer à acheter quoi que ce soit. Renvoyer les gosses qui veulent à tout prix me faire jouer à Lawrence d'Arabie (un tour à cheval, il-bas, vers les châteaux de sable, dans le soleil couchant). Je regarde le mince filet d'eau d'un fleuve hier encore en furie. Je songe à cette légende selon laquelle un homme, Sidi Allal Ben Bjaï, aurait profité d'une crue du Draa pour flotter sur les eaux, jusqu'à Moudid, éclairé par des chandeliers.

Nous n'irons pas à Marrakech. Dans l'avion du retour à Paris, je feuillette le journal : « Les crues enregistrées au niveau des différents cours d'eau, dans la zone sud de l'Atlas, ont occasionné des coupures de la circulation routière sur certains axes et des dégâts sur le réseau. » (Le Matin du Sahara). Le décalage du premier mail international, automatique du Maroc a été également perturbé. Quant aux crues, elles venaient « notamment d'Ethiopie, du Tchad, du Niger, du Mali... » Mon horoscope est sympa : « Passez une soirée tranquille de temps en temps ».

JEAN-CLAUDE CHARLES.

DESERTEZ !

des glaces du pôle aux dunes du Sahara

12 voyages à 5000 F

Yemen, Saïberg, Sanara, etc.
Doc. gratuite
50 av. des Ternes
75017 PARIS
43.42.43.45

NOMADE

AVENTURE

ACCESS VOYAGES

LES AMÉRIQUES AU MEILLEUR PRIX

	NEW YORK	LOS ANGELES	CHICAGO	BOSTON	ATLANTA	MIAMI	NEW ORLEANS	PHOENIX	PORTLAND	SAN DIEGO
1150 F	1150 F	1150 F	1150 F	1150 F	1150 F	1150 F	1150 F	1150 F	1150 F	1150 F

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS

REDUCTION POSSIBLE EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFAÏRÉES

Tout séjour à modification sans pénalité des réservations permet d'appliquer.

ACCESS VOYAGES
4, rue Pierre-Leclerc - 75001 PARIS - Miroir et RER Châtelet-Les Halles
Tél. (1) 40130202 ou 42214894

et en exclusivité

NOUVEAU

Pour gagner du temps, réservez et payez votre voyage par téléphone, avec votre Carte Bancaire

(1) 40130202 ou 42214894

Du 37 au 50

CRAYONNET GRATUIT

Découvrez d'un coup d'œil la mode Jean Thiot, en larges et pointures extrêmes.

LE CHOIX, TOUS LES STYLES.

Jean Thiot

PARIS

82 bd Haussmann, Paris 8^e (M^o St-Lazare)

Carnet de route

● **POUR Y ALLER.** - De Paris, Air France dessert désormais Ouarzazate chaque samedi. Brève escale à Fes. Le lundi et le vendredi, Royal Air Maroc. Aucune formalité particulière, à part un passeport en cours de validité.

● **SE LOGER.** - Nombreux hôtels. A Ouarzazate, le Karam Palace est d'un bon rapport qualité/prix. A Zagora, le Dounia. Compter environ, pour ces quatre étoiles, 175 F par personne et par jour en demi-pension. En tout, se rappeler que le Maroc est devenu l'une des destinations les moins chères du monde.

A Paris : voir PLM, 25, av. Carnot, 75017 Paris. Tél. : 46-22-54-50.

● **SE PROMENER.** - Diverses propositions de circuits. On peut également utiliser les services d'un guide. Ahssain El Khadafi organise des excursions à dos de dromadaire, en 4x4, etc. A Zagora : BP 136. Tél. : 138, par Zagora. Bonnes chaussures de marche et petites laines (jour brûlant, nuit fraîche).

Vacances de Neige en

FINLANDE

fin d'année au Paradis de la Neige

Manoir de Haikio
23 déc. - 28 déc.
F 5.210

la Maison Bomba
(en Carélie)
26 déc. - 31 janv.
F 6.490

Hôtel Omasvaara
(en Laplande)
23 déc. - 2 janv.
26 déc. - 3 janv.
30 déc. - 4 janv.
de F 6.160 à F 7.900

demandez la brochure "destination Finlande Lapland"

à votre agent de voyages ou

ALANT'S TOURS
5, rue Danielle Casanova
75001 Paris
42.96.59.78

SALZBURG A LA CARTE

Conditions spéciales automne/hiver 1987/1988

Avent-Notel-Jour de Fan

Semaine Mozart à Salzbourg

Salzbourg pour individualistes - « Cure Paracelsus » - « Safari hivernal » - Brefs séjours - Une semaine ou un week-end - Différentes offres des hôtels, etc.

*** Nouveau :**

Séjours combinés « Sports et Concerts »

Demandez nos dépliants détaillés, exp. Office du Tourisme de la ville (Stadtverkehrsbüro)

7, Auerpergstrasse, A-5024 SALZBURG
Tél. : 1943/662/8072-0 - Tél. : 6/33486

SALZBURG

Allez au Portugal

Pour les amoureux du Portugal toute une semaine en liberté

2.430 F*

Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages ou contactez :

la TAP Air Portugal - tél. : (1) 42.96.16.09

ou le Centro de Turismo de Portugal em França, 7 Rue Scribe - 75009 Paris

* Une semaine. Prix par personne (sur base de 2 personnes) incluant le transport par la TAP Air Portugal

Paris/Lisbonne/Paris et la location d'une voiture. (kilométrage illimité, assurances conducteur, taxes incluses.)

مكتبة الشامل

ESCALES

Le Monde sans visa • Samedi 14 novembre 1987 17



ROBERT FRANK

Smoking au Waldorf

Au tour du très élégant réveillon télévisé du Waldorf Astoria, à New-York, Comité (1, rue Daunou, 75001 Paris; tél. 42-51-67-08), programme une prestigieuse soirée new-yorkaise : logement au Waldorf, dîner

au World Yacht Cruise et chez Callaghan's, l'un des célèbres steak-houses de New-York, déjeuner au Tavern on the Green, cadre baroque dans Central Park, soirée jazz à Greenwich Village, spectacle à Broadway, show de fin d'année au Radio City Music Hall, brunch du jour de l'an au

Waldorf, et, bien sûr, visite guidée de New-York. Du 27 décembre au 2 janvier, à partir de 9555 F par personne en chambre double.

Ce prix comprend les vols Paris-New-York-Paris, l'hébergement au Waldorf et les manifestations mentionnées. Mais il faut y ajouter 2500 F pour participer au réveillon-spectacle du Waldorf.

Un train pour Monaco

Le Musée océanographique et son aquarium, qu'ont près de cinq mille poissons, le Jardin exotique et ses sept mille variétés de plantes succulentes : pour visiter ces deux merveilles monégasques, la SNCF fait, dans sa brochure *Formule Plus*, une proposition intéressante aux habitants de six départements des Alpes et du Midi (Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Var, Alpes-Maritimes, Hautes-Alpes et Alpes-de-Haute-Provence).

Les prix comprennent le voyage aller-retour en première ou deuxième classe, les réservations de places assises (sauf au départ des Alpes-Maritimes) et les entrées au Musée océanographique et au Jardin exotique. Ils varient, évidemment, selon le département et la classe choisie. Pour un habitant des Bouches-du-Rhône, par exemple : 235 F en deuxième classe, 310 F en première. Tous les tarifs s'entendent à partir de n'importe quelle gare du département concerné. Renseignements dans les gares et agences de voyages agréées SNCF.

Les « pros » des santons

Comment prépare-t-on le traditionnel Noël provençal ? Sous le patronage de l'Office de tourisme de Nîmes (6, rue Auguste, 30000 Nîmes; tél. : 66-67-29-11) qui garantit le sérieux de leur prestation, deux femmes, une journaliste et une botaniste, propriétaires de chambres d'hôtes, en enseignent l'art et la manière.

L'accueil se fait dans un mas en pleine Camargue, non loin des Saintes-Maries-de-la-Mer. Les journées seront consacrées à la découverte de la flore, de la faune, au bord de la mer et à l'intérieur d'une étendue qui n'est ni terre ni eau. On cueillera ce qui est nécessaire à la préparation de la crèche provençale, on la réalisera et on apprendra à faire des « oeillets », une pâtisserie indispensable sur la table du « gros souper » que l'on prendra en commun le dernier soir, sur la table du mas. Les soirées seront animées par des conteurs locaux et la cuisine sera celle du pays.

Cette initiation aura lieu du 19 au 23 décembre et coûtera 1300 F en chambre double et pension complète.

Vienne en politique

Vienne sous le signe de la tradition et de la modernité. Cette double image de la capitale autrichienne, la Fon-

dation pour la démocratie (106, rue de l'Université, 75007 Paris; tél. : 47-53-04-04) illustre par des rencontres avec des responsables des différents partis, une visite spéciale du palais impérial (actuellement présidence de la République) et un regard sur l'Autriche contemporaine et l'expérience Kreisky.

La deuxième journée de ce week-end permettra, en visitant la vieille ville, de saisir un panorama de l'histoire de l'empire austro-hongrois. Déjeuner-réception à l'hôtel de ville de Vienne et soirée dans une guinguette de Grinzing. Le dimanche, visite du Musée de l'histoire de l'art, déjeuner dans la célèbre pâtisserie Demel et après-midi au château de Schönbrunn.

Les 18, 19 et 20 décembre. Prix par personne en chambre double : 4 500 F tout compris, vols Air France, logement au Palais Hôtel, un ancien palais aménagé en hôtel 5 étoiles, pension complète. En option, une soirée à l'Opéra de Vienne.

Dublin sous le sapin

A Dublin se trouvent les brasseries Guinness, les plus grandes d'Europe. On les visite avant d'aller réveillonner, en tenue de soirée obligatoire, au Fitzpatrick Castle, un château romantique à souhait transformé en hôtel de première catégorie. C'est ce que propose le Tourisme français (96, rue de la Victoire, 75009 Paris; tél. : 42-



BORD FAULTE

80-87-80 et dans les agences de voyages) dans sa balade irlandaise de cinq jours.

Du 30 décembre au 3 janvier, le temps de visiter Dublin et de découvrir Glendalough, les monts de Wicklow et la vallée de la Boyne. Le temps aussi d'écouter l'alerte musique irlandaise dans un pub ou une auberge. Par personne en chambre double et pension complète : 5 785 F tout compris (supplément chambre simple, 830 F). Pour d'autres suggestions, consulter la brochure *Réveillons et carnivals* du Tourisme français.

Tourisme et littérature

Il existe quelque deux mille musées en France. Pierre Cabanne, historien d'art, les a recensés de façon exhaustive, du plus prestigieux au plus insolite. Il les présente, groupés en six « grandes régions », dans

une nouvelle édition de son *Guide des musées de France* (éditions Bordas, 568 p., 185 F). Cet ouvrage vient d'obtenir, lors de la VI^e Foire du livre de Brive, le Grand Prix national 1987 des guides touristiques, décerné sous l'égide de la Fédération nationale des offices de tourisme et syndicats d'initiative (FNOTSI).

Deux autres prix ont été attribués à cette occasion, toujours sous le patronage de la FNOTSI. Dans la catégorie Littérature et tourisme, Louis Nucera a été couronné pour *Mes rayons de soleil* (Grasset, 95 F). L'auteur de *L'Obstiné* a refait, à vélo, à pied et à stylo, le parcours du Tour de France 1949, gagné par Fausto Coppi.

Enfin, l'Association départementale de tourisme du Doubs a été récompensée, dans la catégorie Document touristique, pour sa présentation, très détaillée, des vallées de la Loue et du Lison.

EXPLORATOR EXPEDITIONS



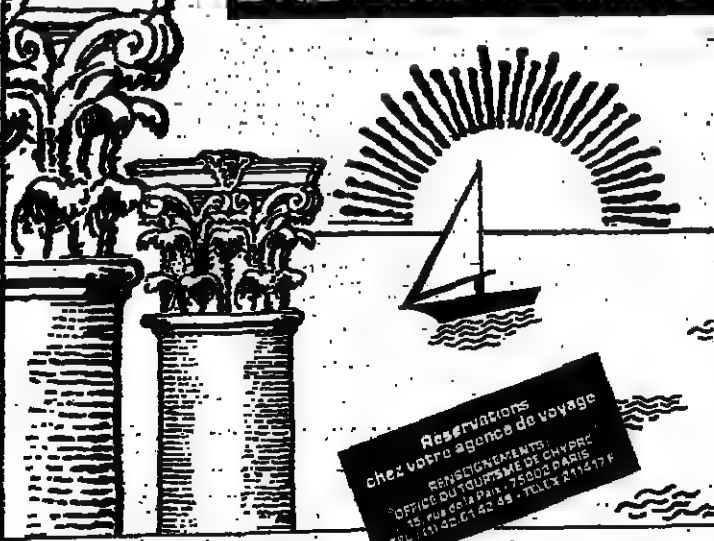
FAITES CONNAISSANCE

L'expédition n'est la rencontre d'une autre culture. Un dépassement total. Des paysages inédits, des regards inédits. Autant de pays, autant de découvertes. Botswana, Swaziland, Ethiopie, Galapagos, Guatemala, Lesotho, Mongolie, Patagonie, Perou, Rwanda, Sahara, Tibet, U.S.A., Yémen...

Brochure sur simple demande à : EXPLORATOR 18, place de la Madeleine 75008 Paris Tél. (1) 42.68.88.24

CHYPRE

PARFUM DE SOLEIL, D'HISTOIRE ET D'AMITIE



Ces hiver, découvrez Chypre et, sous son fidèle soleil, les merveilleux trésors du passé : ruines et mosaïques gréco-romaines, fresques byzantines, églises gothiques et citadelles imprenables de l'époque des Lusignan... Un voyage fascinant à travers le temps. Le confort des hôtels, le raffinement de la gastronomie et la gentillesse légendaire du peuple chypriote contribueront aussi à rendre votre séjour inoubliable.

CHYPRE LE PARADIS AU MILIEU DES SABLES VOUS OFFRE LES MEILLEURS PRIX. BON DE DOCUMENTATION GRATUITE. NOM : _____ PRÉNOM : _____ ADRESSE : _____

65 % DE RÉDUCTION POUR VOUS ET VOS ENFANTS, C'EST LE MOMENT DE REDÉCOUVRIR LES VACANCES EN FAMILLE.

ABIDJAN 3.835F*

Les Tarifs Challenge UTA : depuis le 15 Octobre 1987, tous les membres de la famille (au minimum 3 et voyageant ensemble) bénéficient de 65% de réduction sur les vols vers UTA et sur 11 destinations d'Afrique francophone :

ABIDJAN 3.835F - BANGUI 4.535F - BRAZZAVILLE 4.565F - CONAKRY 3.525F - COTONOU 3.835F - LIBREVILLE 4.535F - LOMÉ 3.835F - N'DJAMENA 3.885F - NIAMEY 3.370F - NOUAKHOTT 3.000F - OUAGADOUGOU 3.685F.

Ces tarifs A.R. sont au départ de Paris. Renseignez-vous auprès de UTA ou de votre agent de voyages pour les conditions d'application de ces tarifs et pour les tarifs au départ des escales de Lyon, Marseille, Nice.

UTA TARIFS CHALLENGE



C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

*Taux au 15/10/87 sous réserve de modification sans préavis.

LA TABLE

Le Monde sans visa • Samedi 14 novembre 1987 19

Rognonnades

On ne vieillit pas à table, aime à dire Guy des Cars, qui, dans son roman de souvenirs *Le Tourbillon*, raconte que Kouikette Terrail lui avait, en son restaurant *L'Escargot Montorgueil*, dédié un rognon de veau sans son accord. Or il n'aime point les rognons, qu'ils soient de veau, de porc ou de mouton. Personnellement, je préfère ceux de veau, très fins, surtout lorsqu'ils sont rissolés dans leur gangue de graisse, qui, fondant petit à petit, les imprègne et onctuosifie leur chair. Il faut les servir cuits entiers bien entendu.

A noter que rognons de veau et de bœuf comportent plusieurs lobes, alors que ceux de porc et de mouton n'en ont qu'un, en forme de haricot.

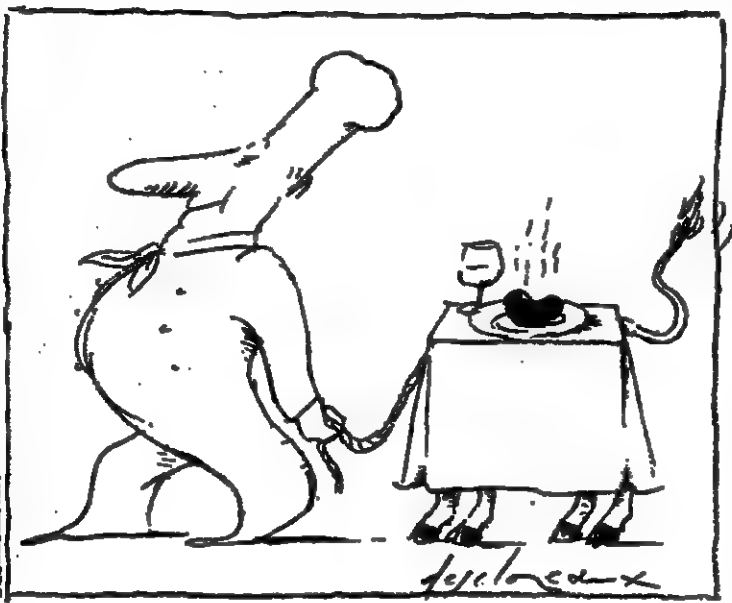
En cuisine, on appelle rognonade un morceau de longe de veau d'où le rognon n'a pas été détaché. Désossée, dénercée, aplatie, elle est alors roulée autour du rognon (dégraissé légèrement puis coupé en deux), ficelée et mise à rôtir. Inutile de vous dire que c'est là un plat que l'on ne trouve plus jamais sur les cartes des restaurants : c'est trop simple, trop bourgeois et trop bon pour que les chandres de la cuisine dévaluent s'y attarder !

Aussi bien les simples et savoureux rognons de veau sont-ils rarement présentés entiers. Pensez ! En les éminçant en cuisine, cela permet de servir, sous l'inévitable cloche, quatre convives avec une seule pièce ! Tout bénéfice...

Je ne connais point la recette du rognon dédié éphémèrement à

Guy des Cars, mais à *La Tour d'Argent* (15, quai de la Tourneville, 75005 Paris), le cher Claude Terrail, frère de Kouikette, propose à sa carte un

cle son et lumière illustrant les vins de France bien émuant (et qui fait pâlir d'envie les touristes américains, ces touristes que notre secrétaire d'Etat Jean-



rognon de veau entier à la goutte de sang qui est une merveille. La voilà, la grande cuisine simple !

Et, puisque *La Tour d'Argent* ici intervient, comment ne pas signaler la très belle initiative de Claude Terrail, qui vient de faire (œuvre de longue haleine) dresser (j'allais écrire « tailler ») une seconde cave sous celle que l'on connaît et où se déroule un specta-

Jacques Descamps voudrait bien faire revenir). Passons.

Les recettes de rognon sont nombreuses. Des classiques (le rognon de veau aux grains de café grillés par exemple. Au chapitre des « rognonnades », c'est une expérience à faire, entre la bombe des gourmets aux deux boudins et les sorbets assortis. Mais, au chapitre de la « symphonie des cuivres », notez encore un médaillon de lapin farci aux queues de langoustines et le filet de saumon sur coulis de cre-

George-V, 75008 Paris), d'un rognon rôti dans sa graisse (servi découpé certes, mais entier) nappé d'un succulent sabayon de baies roses aux fines herbes.

Cela n'empêche pas d'apprécier les recherches. Celles par exemple de Michel Derbanc, pour qui « la cuisine est une mélodie d'amour, une sonate en hommage à l'alliance du réel et de l'insaisissable ». Derbanc vient de transporter ses Chants du Piano de la rue Steinlein au 10, rue Lambert, 75018 Paris (tél. : 42-62-02-14 ; fermé dimanche soir et lundi midi ; parking gratuit, 50, rue Custine). Il y propose deux menus carte à 130 F, avec beaucoup de suppléments, et à 210 F (quatre plats, fromages et dessert).

Cuisine toute de recherche, quelquefois sophistiquée mais souvent intéressante, comme dans ce rognon de veau aux grains de café grillés par exemple. Au chapitre des « rognonnades », c'est une expérience à faire, entre la bombe des gourmets aux deux boudins et les sorbets assortis. Mais, au chapitre de la « symphonie des cuivres », notez encore un médaillon de lapin farci aux queues de langoustines et le filet de saumon sur coulis de cre-

LA REYNÈRE.

PS. — A noter l'intelligence du service des *Citibit* (restaurant du hôtel Nikko (75015 Paris), où l'on vous demande courtoisement si vous désirez votre rognon entier ou tranché devant vous.

SEMAINE GOURMANDE

Les Princes

Restaurant d'un luxueux palais élyséen, l'hôtel George-V, il avait besoin comme lui de sang nouveau. Pierre Larapied, venu du Windsor, et sa jeune équipe font merveille. L'ami Frison, en salle, arbore l'air réjoui de celui qui est sûr de la fraîcheur des fruits de mer, de la finition parfaite des plats, de la saveur quelquefois originale des accords. Le foie gras (d'oie) est au kirsch, le tournedos de bar en peau et au poivre noir, le petit rôti de foie de veau à la confiture d'oignons. A noter aussi un saumon frais légèrement fumé sur une crème à la vodka et au caviar. Les salades de saison seront assaisonnées à votre choix. Peut-être, si l'on cherchait la petite bête, s'offrirait-on un plateau des fromages mieux conçu et de qualité supérieure (mais qui s'intéresse au fromage de nos jours ?). La carte des vins est belle et bien proposée par un maître sommelier. Il vous faudra compter 450 F-500 F. Mais, aux déjeuners, un menu « affaires » (deux plats, fromage ET dessert) est à 220 F.

Et puis, de l'autre côté du petit édifice, il existe un grill (écrit-on-à l'anglais — ici n'est-ce pas logique ?) moins goûteux et pour la restauration rapide et fonctionnelle. Mais un repas aux Princes est une fête (espérons que le gratin de macaroni d'hier nous reviendra, ainsi que le homard au whisky — de malt bien sûr !) et un enchantement dont le mérite revient également au cadre et au service.

● Les Princes, 29, avenue George-V, 75008 Paris, Tél. : 47-23-54-00. Ouvert tous les jours. C.B., D.C., A.E.

Au Petit Montmorency

Daniel Bouché a de la chance : il poursuit son bonhomme de chemin avec une cuisine qu'il aime, indépendante de tout style, de toute mode. Et sa petite salle coquette est embellie plus encore par l'accueil — et le sourire — de Nicole Bouché. Simplement, il mériterait d'être mieux connu des médias si ceux-ci ne préféraient le bluff-moderne à, par exemple, les tûtes chaudes au pommé, servies — et c'est une trouvaille — accompagnées d'une tartine de

pain de campagne grillée couronnée de câpres. Ou encore le foie gras chaud (de canard) aux raisins et purée d'anchovy, le saumon grillé sur la peau à la crème de carreau, le gigot, langue et ris d'agneau à la cuiller. Et, enfin, cette étonnante terrine lutée, qui, découverte, libère le fumet exceptionnel d'une sorte de parmentier mélangé cochon, canard aux pommes de terre et poireaux, le tout accompagné, brûlant, d'une fraîche salade d'endives au raifort. Bons fromages accompagnés de noix, raisins et sautés aux épices (et tout au long du repas, de magnifiques petits pains signés Max Pol-lène !). Somptueux desserts. Intéressante carte des vins. Comptez 400 F, et allez-y trouver votre rond de serviette ! En effet, Bouché, qui court les antiquaires, loge chaque serviette dans « son » rond (mais ne l'emportez pas !).

● Au Petit Montmorency, 5, rue Rabelais, 75008 Paris. Tél. : 42-25-11-19. Fermé le dimanche. Parking : 1, rue Rabelais. C.B.

Le Galant Verre

Dans ces petites salles où nous connaissons l'étonnant Girard, Pascal Daquet est en cuisine depuis déjà plusieurs lustres. Et le patron, M. Cohan, peut en être heureux, car la cuisine est solide et bonne, des maquereaux crus au gros sel à l'aile de raie bouillie aux œufs de saumon, de l'épaule d'agneau en pie au navarin de coq aux haricots blancs, du bœuf à la ficelle au citron aux gibiers de saison. Avec un menu dégustation, à 220 F, très complet. A la carte, compter 300-350 F. Dans ce quartier assez délaissé quant aux choses de gueule, le Galant Verre joue la sobriété, la tranquillité et le bien-être sans épates. Merci Gérard Cohan.

● Le Galant Verre, 12, rue de Vauvill, 75007 Paris. Tél. : 42-60-94-56. Fermé samedi midi et dimanche. Climatiseur. Montmartre et Bac. A.E., D.C., C.B. Salon : 25 couverts.

MIETTES

● Café littéraire : C'était une bonne idée que d'avoir un restaurant « Centre national des lettres » rue de Vauvill. Une meilleure encore de l'avoir confié à Christian Constant. Mais l'homme propose et les finances disposent... Exit le Café littéraire faute de sous pour y aménager une vraie cuisine.

● Louis Landès : La *Figaro-scopie* n'hésite pas à nous emprunter la rubrique « Miettes ». C'est ainsi que nous apprenons d'après M. Lazareff (le ramasse-miettes) que Georges Descaes, la patronne « médiatique et médiatrice » de Louis Landès, a pris sa retraite

(c'était il y a un an, mais nous dit M. Lazareff, à un successeur qui « a juré de maintenir l'esprit des lieux »). En fait, et comme je l'ai déjà annoncé, il s'agit d'Hervé Rumen, venu de son *Croquant* de la rue Maridor et qui, s'il a gardé l'enseigne, a changé le décor (heureusement !) et pratique à sa cuisine bien personnelle.

● Une Association pour le respect des traditions fromagères françaises vient de se créer, animée par Marie-Anne Cantin. En prévision de l'Europe de 1992, où

l'uniformisation des productions fromagères (par le bas, bien évidemment) risque de mettre en péril l'arabesque, cette académie du fromage, qui réunit les meilleurs maîtres fromagers et les producteurs artisans comme Carles à Roquefort, Berthout à Epoisses, Grosjean à Pont-Lévy, aura du mal à imposer une législation européenne de la qualité. Souhaitons-lui bonne chance.

● Sur la Côte. — Dominique Le Stanc, qui a quitté Monte-Carlo pour le Château Eze (à Eze-Village), prendra ses quartiers d'hiver à Zurich, au piano de l'Ermitage. Ce genre de diapason, hier à la mode, est-il bénéfique... pour la clientèle ? Et au Vistoso (Grande Corniche), rebaptisé Vista-Palace, le chef Michelon n'a fait qu'un petit tour (d'été) avant de s'en aller. Enfin, au Domaine de Belieu (à Gassin), Jean-Jacques Jouteux n'a été qu'un météore, remplacé par un élève de Jacques Maximin (du Négresco).

● Pour ceux qui n'ont pas la chance, passant par Roanne, de

pouvoir aller chez Trognon, on peut leur signaler Ma Chaumière (3, rue Saint-Marc, tél. : 77-67-25-93).

● Relais et châteaux. — Trois nouveaux châteaux en France : le Château de Chissay, en Touraine, l'hôtel-Restaurant Darroze, à Villeneuve-de-Marsan, et le Château de Puy-Robert, à Montignac, en Périgord. Vingt-sept nouveaux Relais gourmands en France et hors des frontières. Avec aussi vingt et une disparitions dont nous reparlerons.

● A Paris II, dans la place du Marché, galerie gourmande du centre commercial, la Ferme Saint-Hubert (tél. : 39-64-43-43) a une boutique aussi schalandée que celle de Paris (21, rue Vignon).

L.R.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CLOS LABARDE
SAINT-ÉMILION GRAND CRU
Tarif et documentation sur demande à : Jacques BAILLY, propriétaire-vigneron, « BERGAT », 33330 SAINT-ÉMILION. Tél. 57-74-40-26 et 57-74-43-99.

CHATEAU ROSÉ SAINT-CROIX
LISSTRAC MÉDOC
Direct de la propriété.
Tél. 56-72-04-00.
Conditions spéciales pour commandes groupées.
P.H. PORCHERON
33460 MARGAUX

MERCUREY A.O.C.
Vente directe propriété
Tarif sur demande. Tél. 56-47-13-94, Domaine de Chasseaux, L. Modet, 71980 MERCUREY.

MONTLOUIS A.O.C.
Pour connaisseurs
Vin blanc sec. 1/2 sec.
Méthodes et méthodes champenoises.
Tarifs sur demande.
A. CHAPEAU, vigneron,
18, rue des Altres, Hussieu
37270 MONTLOUIS-SUR-LOIRE.

En direct du producteur
LUSSAC SAINT-ÉMILION
CHATEAU DE LA GRENIÈRE
J.-Paul DUBREUIL, 33570 LUSSAC
Tél. 57-74-64-96. OFFRE SPÉCIALE
Celle année 12 bott. (4x3+4x4+4x5).
Médailles OR-ARGENT 424 F TTC
franco. Mill. 56 en cabl. TARIFS GRAT.

SAUTERNES
1^{er} GRAND CRU CLASSÉ
« CHATEAU LA TOUR BLANCHE »
BOMMES 33210 LANGON
Tél. : 56-63-61-55
Tarifs sur demande Vente directe

URGENT

Commandez votre
CHAMPAGNE DES FÊTES
Priorité à la qualité
L'expression de l'expérience
Vieilles en foudre de chêne
CHAMPAGNE DU RÉDEMPTEUR
Méthode 82 - Méthode d'argent
Sélection mondiale MONTREAL 88
Offre spéciale, dégressive à 8 bouteilles :
450 F TTC franco. Pour cela + 24 bott.
sans option. Tarif sur demande. Tarif de la propriété.
CL. DUBOIS, « Les Abusances »,
Venteuil, 51200 ÉPERNAY.
Tél. (16) 26-58-48-37

VOTRE TABLE PENDANT LE SALON EQUIP'HOTEL

DINERS			
RIVE DROITE			
PHARAMOND F. dim. lundi midi 24, rue de la Grande-Trinité, 1 ^{er} 42-33-06-72	Dél. dîner aux HALLES dans un cadre 1900 AUTHENTIQUE. Spéc. de TRIPES, POISSONS, GRILLADES au feu de bois. SALONS de 5, 7 et 16 couverts.		
LE MAHARAJAH 43-54-26-07	Dél. on Dîner en INDE, au 72, bd Saint-Germain, 5, M. Minibet. CADRE LUXUEUX. 7 j. sur 7. SERVICE NON-STOP de 12 h à 23 h 30, ven., sam., j. 1 h.		
GRILLE D'OR 86 de la gastro. Indienne			
COPENHAGUE F. dim.	142, Champs-Élysées, 9, 43-59-20-41, de 12 heures à 22 h 30		
FLORA DANICA au 1 ^{er} étage	SPECIALITES DANOISES et SCANDINAVES		
Tous les jours au rez-de-châssée	HORS-D'ŒUVRE DANOIS, MIGNON DE RENNE AU VINAIGRE DE PIN CANARD SALÉ, SAUMON MARINÉ A L'ANETH		
EL PICADOR Ouv. du merc. au dim. soir 80, bd des Batignolles, 17 ^e 43-87-28-57	Dél. dîner j. 22 h SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES. Paella, gazpacho, gambas, boeuf, calamari crus. Environ 170 F. Farnale 170 F avec spéc. Plus à sup.		

Foies Gras Promotion Art Village

Pour mieux nous faire connaître, nous vous offrons le Port entièrement gratuit, et, en Cadeau, le Guide Gascon 1987 pour l'achat de :
Un bloc de Foie Gras de Canard 65 g net (2 parts)
Un bloc de Foie Gras de Canard 100 g net (3 parts)
Deux blocs de Foie Gras de Canard 200 g net (6 parts par bloc) soit 565 g pour le prix total de 290 F (conservation garantie 4 ans) (1). A notre tarif normal, ce colis vous revient à 351 F + 39 F pour les frais d'envoi.

Nous sommes une petite équipe (9 personnes), et nous espérons de Saint-Clair (Gers) toute une gamme de spécialités savoureuses. Nous essayons de choisir toujours ce qu'il y a de meilleur, car nos clients sont très fidèles et très exigeants.

GARANTIE TOTALE - ASSURANCE EXCEPTIONNELLE
Commencez par déguster en tête-à-tête le plus petit de vos quatre blocs (65 g) (menez-le au frais deux jours avant dégustation).
Si vous n'êtes pas enthousiasmé par sa qualité, il vous suffit de nous renvoyer les trois autres blocs. Nous vous rembourserons la totalité de votre achat (290 F) par retour.

N'ayant pas les moyens de faire des pages de publicité en couleurs, nous proposons chaque année, depuis plus de 10 ans, une promotion très avantageuse qui encourage les gastronomes à faire connaissance avec notre Maison.
Un cadeau original : le Guide Gascon 1987
Nous joindrons à votre colis l'édition 1987 de notre Guide de la Gascogne à tout petit prix : une sélection de restaurants artisanaux, de fermes-auberges, de gîtes mais aussi de producteurs de vins, d'Armagnac, de liqueurs... Un touriste de découverte autour de 66 clochers gascons et de 25 caves et chais de la Gascogne gastronomique. Une lecture passionnante et utile.

SI VOUS REPONDEZ VITE, nous glisserons dans votre colis un petit flacon (5 cl) de liqueur de mûres à l'Armagnac ! Vous le dégusterez en apéritif, dans un Kir, ou vous en napperez une pâtisserie, une salade de fruits, une crème... Une explosion de parfums sur vos lèvres...

BON DE COMMANDE à retourner à ART VILLAGE 32380 SAINT-CLAIR. Adressez-moi votre colis contenant les quatre blocs de Foie Gras de Canard découpés ci-dessus et votre Cadeau pour le prix total de 290 F port gratuit.

Mon nom : _____
Mon adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Ci-joint 290 F par ☐ chèque bancaire ☐ CCP ☐ mandat-lettre
☐ Je préfère contre-remboursement (+ 21 F).
Etes-vous déjà client ? ☐ oui ☐ non Signature : _____

(1) législatives : foie gras de canard respectant 98,6% sel, poivre. Le prix de votre promotion correspond à 51,33 F pour 100 g.

EXPOSITIONS

A Nîmes

Collection cherche murs...

Plus d'une centaine d'œuvres des années 60, aux années 80, d'artistes français ou méditerranéens : c'est la collection d'art contemporain du Musée de Nîmes. Un musée qui n'existe pas encore.

A Nîmes, il y a des œuvres, mais il n'y a pas de murs où les accrocher; pas encore du moins. Depuis trois ans, une collection est en cours de formation, avec cette remarquable particularité d'être à la fois publique et invisible. Publique puisque les acquisitions ont été en grande partie financées par la municipalité. Invisible puisqu'il n'existe pas de musée d'art contemporain où les installer. Il a donc fallu se résoudre à les exposer dans le « vieux » Musée des beaux-arts, très harmonieusement restauré, que l'on a une fois de plus vidé de ses œuvres anciennes, devenues à leur tour invisibles, évidemment.

L'exposition finie, les pièces seront rangées bien proprement, et l'on recommencera à attendre. Quel ? Le futur musée, cette arlésienne nîmoise, celui qui doit s'élever à proximité de la Maison

Carrée, celui qui a dessiné Foster, celui pour lequel on a immolé — après une belle polémique — la malheureuse colonnade du théâtre municipal et dont on ne voit pour l'instant que l'emplacement, en partie occupé par un parking.

C'est que l'acte création festive coûterait 230 millions de francs non compris les traditionnels dépassements de budget, et que l'État ne s'est engagé à en verser que 60. La région en consent 30. Reste 140 millions, dont on dit que la municipalité entend les obtenir par l'emprunt.

Un manuel découpé en salles

On conçoit que ces difficultés aient eu une influence assez fâcheuse sur les travaux. Ils devraient enfin commencer au début de l'année prochaine. Si l'on compte trois ans pour les achever — délai « officiel » —, les collections en ont encore pour au moins autant à demeurer invisibles. C'est long.

D'autant plus long et regrettable qu'à en juger par ce que l'on peut voir ces collections contemporaines mériteraient d'avoir leurs quartiers permanents. Plutôt que d'en extraire une sélection,

Robert Calle, chef de file de l'opération, a choisi de les présenter *in extenso*. Appliqué à l'art actuel, cet exercice n'est pas sans danger, car il peut forcer à avouer des erreurs de jugement et des préférences qui ont mal vieilli.

Sans doute est-ce pour cela que les musées évitent d'ordinaire les confessions intégrales — suivant en cela l'exemple du très prudent et discret Musée national d'art moderne. Or, avec ses partis pris — le français d'abord, le méridional ensuite — et ses refus — l'avant-garde, rien que l'avant-garde, — l'ensemble nîmoise a de la cohérence. Il reconstruit l'itinéraire qui mène des Nouveaux Réalistes à Support-Surface, aux minimalistes français puis aux retours à l'image et à la figure. C'est un manuel découpé en salles, de la façon la plus didactique, un manuel orné de nombre de belles pièces et qui pourrait permettre de faire justice du lieu commun *made in USA* selon lequel il ne se passe plus rien en France depuis la guerre.

Pour peu que l'on s'efforce de composer — par la pensée naturellement, et non par la vue, hélas ! — les œuvres réunies ici à d'autres, exécutées dans les mêmes années à New-York ou ailleurs, il apparaît que, à partir de modèles communs, Duchamp, Dada, l'abstraction géométrique, plus lointainement le cubisme, les Français, eux aussi, ont développé des travaux de qualité. Sans doute ont-ils envie plus souvent que d'autres de sacrifier une supposée

rigueur critique à la réussite formelle. Mais Rayssac vaut bien Oldenburg ou Rosenquist. On ne voit pas ce que, dans des genres très différents, un Bertrand ou un Boltanski ont à envier à leurs contemporains. Et l'on voit encore moins pourquoi il serait nécessairement honteux pour un peintre, qu'il se nomme Hantai ou Viallet, Cane ou Bioulès, Combes ou Garouste, de reconnaître qu'il aime la couleur, la matière, l'éclat de la toile, l'aboutie et même la figuration. Collection d'art français — quelle audace ! — cette anthologie a la grande vertu de manifester une spécificité et de le faire sans honte ni mauvaise conscience. Rien que pour cela, il lui faut bien un musée.

PHILIPPE DAGEN.

★ Musée des beaux-arts, Nîmes, jusqu'au 31 janvier.



Recre sur papier de Jean Charles Rais (1964)

Au Musée des arts décoratifs

L'âme des jouets de bois

Monica Burckhardt, conservateur du département jouets du musée, a rassemblé sur 700 mètres carrés plus d'un millier de pièces, issues de musées européens ou de collections particulières.

Alors que, dans les années 50, le plastique et le métal continuaient d'envahir peu à peu le monde des jouets, Roland Barthes, dans *Mythologies*, constatait : « Un signe constant, c'est la disparition du bois, matière pourtant idéale pour sa fermeté et sa tendresse, la chaleur naturelle de son contact (...); c'est une existence familière et poétique, qui laisse l'enfant dans une continuité de contact avec l'arbre, la table, le plancher. Le bois ne blesse, ni se détraque, il ne se casse pas, il s'use, peut durer longtemps, vivre avec l'enfant. »

L'exposition qui a ouvert ses portes le jeudi 12 novembre, au Musée des arts décoratifs, en est la démonstration. Si, comme toute exposition, elle est la somme de vitrines, ici fort astucieusement conçues comme des jouets-cubes de verre, elle permet également aux enfants de reprendre contact avec une matière trop souvent négligée : les chevaux à bascule exposés ne demandent qu'à être enfourchés.

L'Allemagne, qui, elle, n'a jamais perdu ce « culte » du bois, est à juste titre fortement représentée. Le visiteur peut donc distinguer le travail des régions germaniques qui exportèrent massivement vers la France, entre autres, jusqu'à la première guerre mondiale : Saxe, Bavière, Berchtesgaden et Oberammergau, où les arbes de Noël, jadis protestant par excellence, sont aussi fameuses que les forteresses animées.

Mais l'exposition, heureusement, est plus qu'un simple catalogue historique ou technique qui rassemblerait d'un côté les jouets à base de bois découpé ou pressé et de l'autre les jouets sculptés ou tournés (comme ils le sont encore actuellement dans le Jura, à Lect, Voglians ou Moirans). Monica Burckhardt a pris le parti de rassembler les jouets par thèmes, en mêlant les époques et les techniques.

Il y a là de véritables mines en scène. Six salles regroupent donc : les scènes de village, marchés, sol-

dats en campagne ; le règne animal (avec entre autres un magnifique défilé de chiens à traîner) ; les moyens de transport (un Concorde survole un autobus 1920 !); les jouets de patience et d'adresse (des toupies, yoyos, diables de 1830 au jeu de quilles inspiré du Bauhaus) ; les jouets à ciseaux, à balancier (les pontes piquantes), ou autres jachemarts représentant le thème du bécheron et de l'ours frappant alternativement la même enclume. Une salle s'adresse plus particulièrement aux adultes, qui découvriront que le jouet dit « pédagogique » ne date pas d'hier.

Enfin, dans une galerie, onze vitrines sont consacrées aux jouets réalisés par des artistes ou des artisans. C'est là qu'on trouve une armée miniature, avec campement, réalisée en 1887 par Caran d'Aché. Son ami Joë, peintre militaire, a quant à lui dessiné un marché qui fut réalisé par l'Atelier des mutilés de Bordeaux en 1916. Parmi les grands noms d'illustrateurs français du début du siècle figurent encore Benjamin Rabier, le père de Gédéon, célèbre pour ses *Jeux en liberté* (1910), et André Hellé, qui ont repris tous deux les figures stylisées de leurs œuvres.

Pito-mêle, on reste surpris devant les animaux-brosses de Sandoz, les animaux articulés (avec des élastiques) de l'Américain Schomburg. Plus proches de nous, on reconnaît les modèles d'Hierpi qui ont servi à la fabrication des jouets d'Aroutcheff ; ou ruste Shiki devant les « Goldorakes » de Christian Pommeroy (la science-fiction en bois) et séduit par la ligne laquée, très stylisée, des jouets Vilac, l'un des rares fabricants de jouets français à n'utiliser que du bois.

Pour bien faire, il faudrait aller à l'exposition du Musée des arts décoratifs en famille. De grand-père aux petits-enfants. Noël s'y prête. Et puis, surtout, il y a dans ces vitrines ce qui retourne avec bonheur ce qui a animé ou anime encore les artisans du jouet de bois : la simplicité de l'enfant.

JEAN-MICHEL DUMAY.

★ Jusqu'au 14 février, du mercredi au samedi, de 12 h 30 à 18 heures, et le dimanche de 11 heures à 18 heures. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, 75001 Paris. Catalogue : *Le Jouet en bois*, éd. Fleurus et F.U.A.D., par Monica Burckhardt, 96 F. La société Abscissa a reporté son concours à cette exposition.

LES INCENNNUS

AU THEATRE FONTAINE

DU MARDI AU VENDREDI : 21 H
SAMEDI : 18 H ET 21 H

LOCATION : AU THEATRE
AGENCES-FRANC
ET PAR TEL. : 48.74.74.40

ET SUR EUROPE 1 15H30-17H

EUROPE 1

DE GRANDS MOMENTS, A CHAQUE INSTANT.

THEATRE DE GENNEVILLIERS
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL
TELEPHONE 47 93 26 30

UNE BELLE JOURNÉE D'AOUT 1.9.1.3

VARIATIONS AUTOUR DE « L'HOMME SANS QUALITÉS » ET AUTRES TEXTES VIENNOIS TEXTE ET MISE EN SCÈNE DOMINIQUE DUCOS DU 10 NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE

avec : Stéphane Brunschwig, Jeanne Carré, Caroline Chaniolleau, Yann Collette, Jean Dautremay, Osvaldo Domini, Frédéric Leidgens, Laurence Mayor, Dominique Raymond, Fred Ulysse, Szymon Zaleski, Danuta Zarazik

CERGY-PONTOISE
théâtres des arts

13/29 novembre
L'Eloge de la Pornographie

DE
JEAN-MICHEL RABEUX
AVEC
CLAUDE DEGLIAME
ET
JACQUES MAZERAN
LOC. 30 30 33 33

THEATRE MONTPARNASSE

Venez découvrir
LE SECRET
de Henry BERNSTEIN

PREMIERE LE 28 LOC. 43 22 77 74

15 ^e rencontres internationales de musique contemporaine metz 19-22 novembre 1987			
17 créations			
Judi 19	18 h 00 Palais des Sports	KRAUZE	
	21 h 00 Théâtre Municipal	ORFÈVRE, DURAND, MESSIAEN	
		Orch. Conservatoire de Paris	
Vendredi 20	10 h 30 Théâtre Municipal	exposé de A. Louwage	
	14 h 00 Palais des Sports	KRAUZE	
	16 h 00 architecture scénique		
	18 h 00 Eglise Notre-Dame	HUBER, STRAWINSKY	
		Chœur : Ensemble KOLN	
	21 h 00 Palais des Sports	KAGEL, LOPEZ	
		NONO, PAGES, PAAN	
		Orch. S.W.F. Baden-Baden	
Samedi 21	10 h 00 Palais des Sports	KRAUZE	
	12 h 00 architecture scénique		
	15 h 30 Théâtre Municipal	VAUGHAN-WILLIAMS, MURRAY, REISEL	
		Orch. Phil. de Liège	
	20 h 30 Temple-Neuf	BLUM, CAGE, ROSE	
		Orchestre Phil. de Liège	
Dimanche 22	10 h 30 Buffet de la Gare	Rencontre avec John Cage	
	15 h 30 Théâtre Municipal	CAGE, STAUD	
		Ensemble KOLN	

Tous renseignements : tel. 87 75 14 68
* création mondiale * création française

مكتبة الزمزم

Culture

MUSIQUE

« Porgy and Bess » au Châtelet

Catfish Row comme si vous y étiez

Neuf ans après ses représentations au palais des Congrès, l'Opéra de Houston revient au Châtelet donner Porgy and Bess, de George Gershwin, avec une distribution, des décors et des costumes nouveaux.

Le metteur en scène de Porgy and Bess, Jack O'Brien, excelle à recréer l'atmosphère de la petite ville noire, où se passe l'action, par des tableaux très naturalistes joués par une troupe noire parfaitement stylée, où chacun est un personnage plein de vie et de caractère. Les décors tournaient, avec leurs maisons minuscules, sont reconstitués de style colonial, les éclairages efficaces, bien qu'un peu criards, le formidable orage des antiques traditions du Châtelet, donnent vraiment l'impression d'être à Catfish Row. Et la spontanéité merveilleuse de la musique, les dialogues étincelants, les airs légers ou tragiques, les spirituals qui jaillissent naturellement, gardent la saveur d'une œuvre qui

n'a rien perdu de sa verve et de son charme.

Ce réalisme, peut-être indispensable pour un grand spectacle populaire, a cependant l'inconvénient de diluer la force du drame, qui mériterait d'être plus dessiné. Si touchants qu'ils soient, les chanteurs n'émergent pas vraiment comme des héros tragiques au milieu de leurs délicieux comparses. Et l'on s'étonne de ne pas davantage s'émerveiller, alors qu'on a éprouvé à plusieurs reprises le pouvoir envoûtant de cette œuvre au sujet toujours actuel.

La jolie Bess d'Henrietta Davis n'a sans doute pas la personnalité de Wilhelmina Fernandez naguère; elle ne sort de son destin de petite fille livrée aux convoitises des hommes que lorsque enfin l'émotion trop violente secoue cette voix très pure pour lui donner un rebondissement extraordinaire jusqu'au cri jailli de ses entrailles. Michael Smart est un beau Porgy, au long visage grave, avec une voix émue et tendre, un jeu peut-être trop intérieur pour dominer le spectacle.

Comme en 1978, Larry Marshall incarne Sportin'Life, le trafiquant de drogue, avec une élégance de sous-Fred Astaire, une voix gon-

lense, trompettante et lâche, du plus sûr effet, tandis qu'Ivan Thomas a le timbre d'acier et la brutalité athlétique de Crown, le débauché meurtrier. Parmi nombre de personnages touchants de ce petit peuple noir émergent surtout l'éclatante et émouvante Serena de Patricia Miller, et Rita McKinley, Clara à la voix si épanouie dans Summertime. Et l'on retrouvera avec bonheur tous les spirituals admirablement chantés et joués par les chœurs, en particulier dans la scène bouleversante des funérailles de Robbins.

Cette troupe bien rodée aurait mérité d'être accompagnée de manière plus vivante et inspirée par un orchestre peut-être plus habillé au style de Gershwin que celui de la Radio-Télévision polonaise; la direction de Chris Nance est lourde et la plus souvent incapable d'épouser la pulsation si simple et subtile du rythme qui donne tant de vie à ce chef-d'œuvre.

JACQUES LONCHAMPT.

Trente-cinq représentations au Théâtre musical de Paris-Châtelet, avec deux distributions différentes, jusqu'au 13 décembre, soirées à 20 h, matinées à 14 h 30. L'Avant-Scène Opéra consacre son numéro de novembre à Porgy and Bess, avec le livret intégral et l'analyse de l'œuvre, ainsi que diverses études (n° 103, 130 pages, 65 F).

L'Ensemble Intercontemporain Un concert de plus

Les concerts de l'Ensemble Intercontemporain ne sont jamais mauvais; c'est, si l'on peut dire, leur point faible, car le bien est aussi l'ennemi du mieux.

Le concert de l'Ensemble Intercontemporain donné jeudi soir dans l'auditorium du Musée d'Orsay — et qui est rejoint vendredi au Théâtre des Amandiers de Nanterre, — tout bon qu'il soit, n'est pas représentatif de ce que peuvent Pierre Boulez et ses musiciens quand ils sont en état de grâce. C'est un concert de plus, voilà tout.

La soirée commençait bien cependant, avec une Introduction et Allegro de Ravel, perché, où Marie-Claire Jamet tenait la partie de harpe soliste avec une maîtrise et une élégance qu'on n'a pas retrouvées tout à fait dans la Châtelaine et sa tour, de Fauré, et l'Improvisation de Roussel, qu'elle jouait ensuite.

Le Lied der Waldmännchen, extrait des Gurrelieder, dans la version pour petit ensemble que fit Schoenberg, est une belle page de concert. Elizabeth Laurence la chante avec une grande intensité, sinon toujours avec cette puissance souterraine qu'on pourrait souhaiter. On a seulement l'impression que l'accompagnement n'a pas été fouillé aux répétitions: comme toujours Pierre Boulez fait confiance à Schoenberg parce que c'est du cœur; mais on dirait que sa musique ne lui a jamais inspiré cette tendresse amoureuse dont elle a besoin pour vivre et devenir étonnante. C'est beau, naturellement, et ça s'arrête là.

Après l'entracte, on se demandait si Pierre Boulez recommencerait l'expérience, tentée naguère avec Yvonne Minton, de faire chanter la Pierrot lunaire, qui doit seulement se déclamer en suivant un canevas mélodique. Il semble cette fois s'être incliné devant la volonté du compositeur, sauf pour « la Lune malade », parce que la voix dialogue avec un solo de flûte, et pour la « Parodie » parce que la ligne vocale forme un canon avec les instruments. Si bonnes que soient ces raisons, le résultat reste insuffisant. « On n'écrit pas ainsi pour le chant », disait Schoenberg.

Elizabeth Laurence abordait cette œuvre pour la première fois; à la différence du Mariage sans maître, où elle est actuellement sans rivale, le Pierrot lunaire participe presque autant du théâtre que du concert (bien que la musique soit superbe et très difficile): il faut faire sortir le texte avec l'abandon d'une diseuse professionnelle dont la voix n'est pas nécessairement placée comme celle d'une chanteuse et qui peut le maltraiter sans crainte. Le travail et le talent ne peuvent remplacer une longue expérience, mais il faut bien commencer et, après tout, les concerts sont aussi faits pour cela.

GÉRARD CONDÉ.

● PRÉCISION. — Contrairement à ce qui a été annoncé, le Salon romantique aura lieu samedi à 15 heures, au Théâtre des Champs-Élysées.

JAZZ

Au New Morning

Le cas Cecil Taylor

Plus le temps va passer, plus Cecil Percival Taylor va apparaître comme un cas.

On l'a dit à Duke Ellington et Thelonious Monk par le goût forcé de la discontinuité. Mais c'est de lui-même qu'il diffère le plus. Chaque concert de Cecil Taylor est une aventure, une remise en jeu sans répit, une œuvre fascinante qui absorbe, son côté féérique, démentiel par une énergie qui défie les sens. Il a le goût d'un oiseau et l'acharnement d'un athlète.

Ses premiers amours sont allés aux danseurs et aux batteurs de big bands. Passions d'enfance. Son jeu en est comme habité, à la fois viril et rageusement puissant. Le clavier est martelé et le morceau

sans maître. Il s'entraîne comme un haltophile et vit comme un ascète. Il vit ce déchaînement de liberté insubordonnée qui a pu passer pour une déclaration de guerre. L'écrolement de Cecil Taylor est du genre sacré. Assez loin des carnes et des mœurs.

Cecil Taylor est né en 1923. Il a commencé par une formation classique. Le goût du jazz est venu plus tard. Son premier disque en 1956, avec Steve Lacy, est une légende. Il apparaît vite comme une des références les plus déconcertantes du mouvement free mais il n'est pas séparé. Pas un des thèmes de l'époque qu'il ne rencontre à un moment ou un autre: Coltrane, Aylor, Shepp, et pourtant il reste terriblement singulier. Il anime et travaille Bartok, Stravinsky, Schönberg,

Darius Milhaud. On le comprend. Mais il dit être frappé par la complexité harmonique d'un Dave Brubeck: tête de ses admirateurs! Il fait une période dans le public de la musique contemporaine. Aux Nuits de la Fondation Maeght en 1969, il fascine.

Cecil Taylor est de retour. A la recommander on ne risque pas de passer pour un nostalgique: la musique de Cecil Taylor a définitivement tordu le cou à toute nostalgie, à toute répétition, aux facilités. Toujours impressionnante plus qu'à la mode.

Et l'on regarde la composition de son équipe sur le papier. Leroy Jenkins, d'accord. C'est un violoniste qui ne versera pas dans le prévisible. Carlos Ward? Tout dans son trajet l'inscrit dans une formation de Cecil Taylor. Mais Freddie Waits à la batterie, ça c'est une énigme. Bon batteur, tardivement classique, qu'est-ce qu'il va fabriquer avec son aîné turbulent? Mystère.

FRANCIS MARMADE.

* New Morning, les 13 et 14 novembre, 21 h 30.

OLYMPIA

Bruno COQUATRIX

présente

résumé unique de

LUCHO BARRIOS

Prestige de la musique

populaire latino-américaine

avec

CARMEN GONZALEZ

artiste invitée

Samedi 14 novembre, 17 h

CHAI LOT
THEATRE NATIONAL
LE SOULIER DE SATIN
Paul Claudel • Antoine Vitez
Grand Théâtre 47.27.81.15
Du 8 novembre au 20 décembre
Joué en semaine en 3 soirées, le dimanche en continué de 13h à 15h. Relâche lundi et mardi.

CRETEIL
13, 14, 15 novembre 87
avec l'aide du Secrétaire d'Etat à la Francophonie et en collaboration avec ALPHA FNAC
Moi, Veuve de l'Empire
Sony Labou Tansi

CANAL + DE RECU

"SAMEDI 1 HEURE" AVEC EDMOND MAIRE

Magazine proposé par Jean-Louis BURGAT, Erik GILBERT et Frédéric L. BOULAY. Edmond MAIRE, secrétaire général de la CFTD, "le poil à gratter du syndicalisme français", commentera et analysera les grands événements de la semaine: politique, société, sport, cinéma... En clair, le Samedi 14 Novembre à 13 h.

Pour poser vos questions à notre invité, tapez 3615 code CPLUS.

CANAL+ L'ATELIER PAS COMME LES AUTRES

JOHN HUSTON
16 FILMS
LE GRAND HUIT - RENNES 99 30 88 88
DU 10 AU 15 NOVEMBRE
LES GEMEAUX - SCEAUX 46 60 05 64
DU 13 AU 22 NOVEMBRE
MAISON DE LA CULTURE LA ROCHELLE 46 41 37 79
DU 18 NOVEMBRE AU 1^{er} DECEMBRE
LES PLATEAUX - ANGOULEME 45 92 79 22
DU 25 NOVEMBRE AU 8 DECEMBRE
CENTRE JEAN VIGO BORDEAUX 56 44 35 17
DU 2 AU 15 DECEMBRE

THEATRE ESSAÏON
Le chef-d'œuvre sans queue ni tête de **Yannis RITSOS**
ANNE BELLEC
JEAN-CLAUDE JAY
MICHEL WEINSTADT
Mise en scène ALAIN RAIS
Location 42 78 46 43 et 3 FNAC
La Maison des Arts de Créteil et la Comédie de Genève présentent du 6 novembre au 15 décembre 1987
Don Juan
de Molière
Mise en scène de Benno Besson
CRETEIL
Haut de Seine
48 99 18 88

THEATRE DU SOLEIL
L'INDIADÉ
OU L'INDE DE LEURS REVES
D'YVES CHEN
Cartoucherie 43.74.24.08 - 18h30

THEATRE DE L'ATELIER
MARCEL MARECHAL
MARTINE PASCAL
CAPITAINE BADA
de **JEAN VAUTHIER**
prix de la critique 1987
"Une immense scène de ménage aux dimensions lyriques, cosmiques" P. Marcabru - LE FIGARO
"Maréchal et Martine Pascal jouent à corps et à cœurs brûlants" B. Salino - L'EVEN, DU JEUDI
"Le théâtre de Vauthier n'a pas vieilli, mais grandi. Maréchal n'a plus qu'à surgir, le tigre Vauthier habite depuis longtemps son bonheur. Et le nôtre" J.P. Thibaudat - LIBERATION
"Avec un tel texte, les acteurs ne peuvent être que formidables." Colette Godard - LE MONDE
"Capitaine Bada est une des étoiles de la constellation de ces vingt dernières années." Gilles Costaz - LE MATIN

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi, dont dimanche-matin. Signification des symboles : > Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à l'écran ; * Ou peut voir ; ** Ne pas manquer ; *** Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 13 novembre

TF 1

20.30 Variétés : L'abbé d'Azoum. Avec Eddy Mitchell, Élie Modèles, Spagna, Mylène Farmer, Gérard Lenorman, Shirley Bassey, Joyeux Cocotier, Xavier Deluc, clip de Madonna, Barry White, Phil Barry. 22.40 Feuilleton : Le joyau de la Couronne. De Christopher Morahan et Jim O'Brien. 23.30 Magazine : Rapido. La mode des soirées ; Interview de Steve Jones (Sex Pistols) ; Réunion de Bickers à Nice ; Visite de Rome avec le cinéaste Dario Argento.

A 2

20.30 Feuilleton : Bonjour maître. De Denis de La Patellière. Avec Danielle Darrieux, Georges Wilson, Gérard Klein. 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « En direct de chez Philippe Auguste » (à la cour Carrée du Louvre), sont invités : Georges Duby et Emmanuel Le Roy Ladurie (Histoire de France : 1. Le Moyen Âge, 2. L'État royal) ; Jean-François Chappé (Louis XVI : 1. Le prince, 2. Le roi) ; Claude Manceau (Les Hommes de la liberté, le Sang de la Bastille : 1787-1789). 23.00 Journal. 23.10 Ciné-club : Copie conforme. Film français de Jean Druville (1946). Avec Louis Jouvet, Suzie Delair, Annette Poivre, Jean-Jacques Delbo, Madeleine Suffel, Jean Carmet.

FR 3

20.30 Feuilleton : Guillaume Tell. 20.57 Jeu de la pomme. 21.00 Feuilleton : Guillaume Tell. 21.30 Magazine : Thalassa. De Georges Pernoud. La lagune de New-York. 22.30 Journal. 22.40 Série : Histoire et passion. La

Sologne : Bernard Edouard. L'histoire de ce jeune professeur qui entreprend de restaurer les lieux communs d'un historiographe trop figé. 23.35 Musique.

CANAL PLUS

20.30 Série : Le retour de Mike Hammer. 21.15 Cinéma : Jeu de fée. Film français de Jacques Tati (1947-1949). Avec Jacques Tati, Guy Decombes, Paul Frankeur, Santa Relli, Maine Vallée, Roger Rafal. 22.30 Flash d'informations. 22.35 Cinéma : Mort au dimanche de plein. Film français de Joël Santoni (1986). Avec Nicole Garcia, Jean-Pierre Badi, Dominique Lavanant. 0.25 Cinéma : Superstition. Film américain de James W. Robinson (1982). Avec James Houghton. 1.50 Cinéma : Stardust memories. Film américain de Woody Allen (1980). Avec Woody Allen, Charlotte Rampling, Jessica Harper, Marie-Christine Barrault (v.o.). 3.15 Cinéma : Secrets de femmes. Film français (classé X) de Michel Barry (1986). 4.30 Les superstars du catch. 5.20 Téléfilm : L'arbre aux diamants. De Tommaso Dazzi, avec Philippe Leroy, Oskar Emilio Malla.

LA 5

20.30 Variétés : Il était une fois. Émission de Patrick Sabatier. Avec Dominique Lavanant, Pierre Bachelet, Denis Twist, Paco Cabana. 22.25 Loto sportif. Foot vos. Émission de jeu de Paul Michel Hidalgo. 23.30 Série : L'inspecteur Derrick. La cavale. 23.30 Magazine : Bains de minuit. De Thierry Ardisson. 1.00 Série : Max le mecano (rediff.). 1.25 Les cinq dernières minutes. Le retour des confessions (rediff.).

Samedi 14 novembre

TF 1

13.45 La Une est à vous. 13.50 Série : Matt Houston. 14.50 La Une est à vous (suite). 15.45 Tiroc à Saint-Clément. 16.00 La Une est à vous (suite). > 18.05 Trente millions d'amis. Émission de Jean-Pierre Hulin. La « fille » de Jackie Sardon : Tara, veule à pois durs ; 300 millions d'amis : les animaux en Chine ; Gros plan : le colley. 18.35 Série : Agence tous risques. 19.25 Série : Marc et Sophie. 19.40 Journal. 20.25 Météo. 20.30 Tapis vert et Tapis de Loto. 20.30 Théâtre : La Bonne Plaque. Pisto de Michel André, mise en scène Roland Bouilly. Avec Bourvil et Pierrette Bruno. 22.45 Série : Le commissaire Moulin. Un humaniste sur le dos. 0.15 Journal. 0.30 Série : Les incorruptibles.

A 2

14.00 Série : Galactica. 15.00 Sport. Basket : Tournoi (championnat de France). 16.30 Les nouveaux carnets de l'aventure. Rio loco, le torrent fou (film primé au Festival international du film de spéléologie de la Chapelle-aux-Verriers). 17.15 Jeu sportif. 17.30 Magazine : Sport passion. Boileigh : entraînement pour les Jeux olympiques ; Culture : M. Olympia ; Patinage artistique : invitée, Katarina Witt ; Jeu à XIII : Rival de la dame des Papous ; Club des dirigeants : P. Scatollet, président de la Fédération française de culturisme ; Les infos de la semaine. > 18.35 Magazine : Entre chien et loup. D'Alain Bougrain-Dubourg. Au sommaire : Le cobaye, l'été d'exposition ; Manque de peau (exploitation des animaux à fourrure) ; Annuaire de chiens : Bernard Haller ; Mémoire de chien : Du coq à l'âne ; Le requin pélerin ; Le tonton de la semaine. 19.05 INC. 19.10 Actualités régionales. 19.40 Affaire suivante.

treux 87 (4e partie) : Whitney Houston, Lou Gramm, Level 42, Colin James, Hoby, P. Young, A-Ha, Bananarama, Duran Duran. 0.35 Journal.

FR 3

14.00 Espace 3 : Des cadres et des entreprises. 14.15 Espace 3 : Portraits de la réussite. 14.30 Espace 3 : Performances. 15.00 Espace 3 : Spécial Entreprises. 15.30 Espace 3 : Arrêts. 15.45 Commentaires. 16.00 Espace 3 : Objectif santé. 16.15 Espace 3 : Santé communication. 16.30 Espace 3 :

16 H 30 TOP MOTEURS

Présenté par J. PASTEUR avec Pneu Continental/Point S GAGNEZ UN SÉJOUR AU MAROC

Moteur. 16.45 Espace 3 : VVF. 17.00 Flash d'informations. 17.03 Musicalia. Quizzette en ut majeur, de Schubert, par les solistes d'Uppsala ; Diversissements pour violon et piano, de Mozart, par Gottfried Schneider, violon, et Gerhard Opitz, piano. 18.00 Portrait. Herud de Montpéroux. 19.00 à 19.30 de l'après-midi. De 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.50 Dessin animé : Il était une fois la vie. Les neurones. 20.05 Jeux : La classe. 20.35 Disney Channel. Dessins animés. A 21.00, un épisode de Texas John Slaughter. Lancement d'un nouveau jeu de Scholastic. 22.00 Journal. 22.30 Magazine : Le divan. Émission d'Henry Chapier. Invité : Claude Chabrol. 22.50 Magazine : Sports 3. 23.50 Magazine : Montagne (rediff.). 0.30 Musique, musique.

CANAL PLUS

14.00 Magazine : Le monde du sport. 14.55 Série : Supersam. 15.20 Série : Les épiques de feu. 15.45 Série : Batman. 16.15 Documentaire : Les capybaras de Venezuela : il ressemble à un cochon d'Inde, a la taille d'un mouton, ses pieds sont palmés, il a des dents de lapin et aboie comme un chien. 16.40 Cabon cadu. 18.15 Flash d'informations. 18.18 Top 50. 19.30 Flash d'informations. 19.35 Magazine : Mon zénith à moi. Invité : Richard Bohringer. 20.30 Téléfilm : Frankenstein folles. Un journaliste s'efforce de confier une tâche insurmontable : prouver que Frankenstein vit. 21.55 Flash d'informations. 22.00 Boxe : En direct de Calais ; Championnat du monde des super-plumes Brian Mitchell (AFS)-Bruno Jacob (F.). Championnat du monde des poids coq : Kelvin Seabrooks (EU)-Ernie Catalum (PHI). 23.30 Cinéma : Krull. Film anglais de Peter Yates (1983). Avec Ken Marshall. Sur la planète Krull règne une créature monstrueuse capable de voler et de se déplacer dans le temps et l'espace. Une jeune femme, enlevée le jour de ses noces, y est amenée. Son fiancé veut la délivrer. Comme Conan le Barbare, mais relève de l'« heroic fantasy ». Mais c'est, malgré de gros moyens, un échec par la médiocrité de l'illustration cinématographique. 1.25 Cinéma : Il était une fois en Amérique (1e partie) au Film américain de Sergio Leone (1983). Avec Robert De Niro, James Woods, Elizabeth McGovern, Treat Williams (v.o.). 3.20 Cinéma : Il était

M 6

20.30 Série : La Solala. Dailly à disparu. 21.20 Feuilleton : Le château de la Forêt-Noire (11e épisode). 22.10 Journal. 22.20 Météo. 22.25 Série policière : Les privés ne meurent jamais. Présenté par Guy Marchand. Série : Peter Gunn. Invité : 23.45 Météo : Charnay (rediff.). 0.15 Portrait de star : Chris Isaak. 0.45 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. 21.30 Musique : Black and Blue. Le jazz en Amérique aujourd'hui. 22.40 Nuits magiques. Claudel (dernière partie). 0.05 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Stuttgart) : Livre pour orchestre, de Lutoslawski ; Symphonie en la mineur K.164 de Mozart ; Symphonie lyrique, de Zinssler, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. : Uri Segal. Solistes : Judith Beckmann (piano) et Andreas Schmidt (baryton). 22.30 Présenter les legs. Rios (Carmen, acte I) ; Massenet (Werther, acte I et IV) ; Document témoins : Robert le Diable (acte I) de Verdi. 23.00 Informations. 23.07 Club de la musique classique. Annuaire de la Saison et de la Partita pour violoncelle seul en ré mineur de Bach. 0.30 Archives. Guido Castelli et l'Orchestre de la NBC (concert donné à New-York le 13 décembre 1952) : 2e Symphonie en la mineur K.201, de Mozart ; Musique pour cordes, percussion et cithara de Bartók.

une fois en Amérique (2e partie) au Film américain de Sergio Leone (1983). Avec Robert De Niro, James Woods, Elizabeth McGovern, Treat Williams (v.o.). 0.45 Cinéma : L'homme qui tombe à pic. 15.50 L'école des fumes. Invité : Michel Sardou. 16.35 Théâtre. Avec l'orchestre de Robert Quilès. 18.55 Cinéma. Dessins animés présentés par Philippe Duss. 20.30 Cinéma : A la recherche de Mr. Goodbar. Film américain de Richard Brooks (1978). Avec Diane Keaton, Tuesday Weld, William Atherton, Richard Gere, Richard Gere, Alan Van Dyke, Caroline Silver, Stéphane Ferrara. 21.55 Magazine : L'œil en coulisses. Le théâtre : Judith Magre, Michèle Bellon et Claude Roy, Jean-Paul Rostollon, Christine Ferran. 22.55 Magazine : Apes. De Bernard Pivot. 23.15 Informations : 24 h sur 24. 23.45 Série : L'homme qui tombe à pic. (rediff.).

LA 5

13.30 Série : Supersam. Fric-fac lapins. 14.25 Série : Shérif, fais-moi peur. 15.15 Série : La cavalerie équestre. La ballade des sorcières. 15.40 Série : Cosmos 1999. Les combats de la Lune. 16.30 Série : Drôle de vie. Tien, qui suis-je ? 16.55 Dessin animé : Le magicien d'Oz. Mombi, l'oiseau de rocher Glinda. 17.20 Dessin animé : Charlotte, Simone et Charlotte. 17.45 Dessin animé : Les aventures de Gédéon. 18.10 Série : Riptide. Un meurtre qui refait surface. 19.00 Jeu : La porte magique. Présenté par Michel Robbe. 19.30 Boulevard Boulevard. Les meilleurs moments de la semaine. 20.00 Journal. 20.30 Variétés : Bernard Edouard. Émission animée par Patrick Sébastien. Avec Serge Lama. 22.15 Sport : Télé-matches. Émission présentée par Pierre Cangialini. Rediffusion de magazine Cinq et un événement sportif. 23.15 Série : La cavalerie équestre (rediff.). 0.45 Série : Les cinq dernières minutes. Voies de fait (rediff.).

M 6

13.45 25 images seconde. Savoir découvrir les idées nouvelles contenues dans un clip. 14.30 Hit, hit, hit, hit. 14.40 Série : La Solala. Dailly à disparu (rediff.). 15.30 Série : Aventure de Walter et de Debut en Allemagne : Dunderman. Invité : Marjorin, auteur de 17.10 Feuilleton : La cavale de la Forêt-Noire. 11e épisode (rediff.). 18.00 Journal. 18.15 Météo. 18.20 Série : La petite amie dans le grenier. Le révélo. 19.45 Série : Cinéma. Le monsieur Féliz bonne d'enfants. 19.30 Série : Daktari. Cherche cœur de Lion. 20.24 Six minutes d'informations. 20.30 Série : Dymetie. Le garage. 21.20 Série : Cagney et Lacey. 22.10 Journal. 22.20 Météo. 22.25 Magazine : Ombres de choc. Magazine de la communication proposé par Christian Blaches : La sexy communication. De la presse à la télévision, on passe par les messages roses, la « charme » est-il une spécialité française ? Dossier. 22.55 Série : Clair de lune. Le torchon brûle. 23.45 Sery clip. 0.15 Magazine : Dunderman (rediff.). 1.00 25 images seconde. 1.40 Clip des clips. Le chouchou de la semaine : Serge Guisno.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Gérard Garouste, peintre. 20.45 Nouvelles reportages dramatiques : Les ébénistes de Julie la Douce, de Marthe Saint-Marie Perrin. 22.35 Musique : Ombre. Le tribunal, de Maurice Kagel (Ensemble à vent de l'Orchestre philharmonique de Stuttgart). 0.05 Clip de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Opéra (donné en octobre au Théâtre national de Chaillet) : Prométhée (nouvelle version 1985), de Nono, par l'Ensemble Modern et le Chœur des solistes de l'Institut pour la nouvelle musique de la Staatliche Hochschule für Musik. 23.05 Transcriptions et paraphrases. 0.00 Musique de chambre. Œuvres de Brahms, Clara et Robert Schumann.

Dimanche 15 novembre

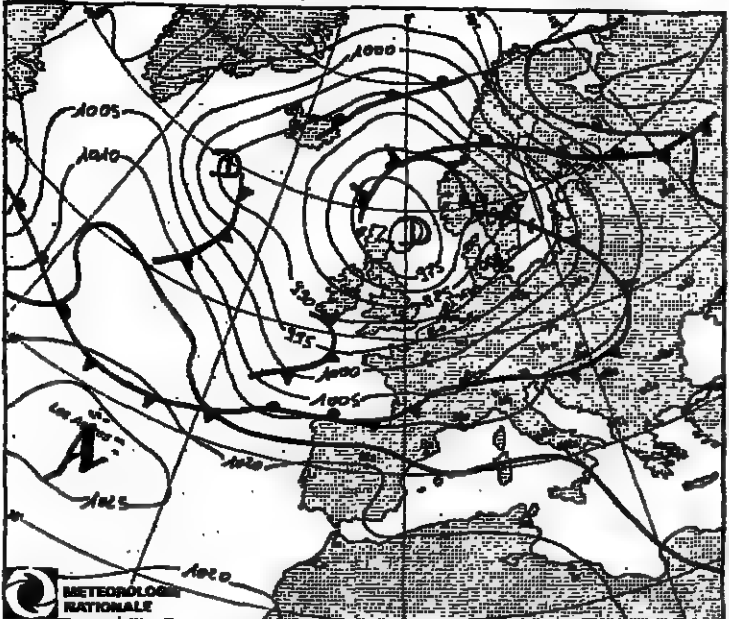
TF 1

6.00 Australasia : Grand Prix de formule 1 d'Australie. 8.00 Bonjour la France. 9.00 Europe Journal présenté par Jean Offredo. 9.00 Dora. 10.00 Série : Tanna. Le mystère de Kulu (2e partie). 10.50 Dora. 11.00 Série : Tanna. Le mystère de Kulu (2e partie). 11.50 Les nouveaux du monde. Émission de Maryse de La Grange et Antoine Reille. 12.30 Magazine : Jeune-jeune. 12.50 Magazine : TDS. 13.00 Journal. 13.20 Série : Starbuck et Hatch. Folie furieuse. 14.15 Film dimanche que jeunesse. Un après-midi proposé par Dominique Cantina. 14.50, le magazine de l'actualité. 15.00, TDS. 15.10, le magazine de l'actualité. 15.20, TDS. 15.30, le magazine de l'actualité. 15.40, TDS. 15.50, le magazine de l'actualité. 16.00, TDS. 16.10, le magazine de l'actualité. 16.20, TDS. 16.30, le magazine de l'actualité. 16.40, TDS. 16.50, le magazine de l'actualité. 17.00, TDS. 17.10, le magazine de l'actualité. 17.20, TDS. 17.30, le magazine de l'actualité. 17.40, TDS. 17.50, le magazine de l'actualité. 18.00, TDS. 18.10, le magazine de l'actualité. 18.20, TDS. 18.30, le magazine de l'actualité. 18.40, TDS. 18.50, le magazine de l'actualité. 19.00, TDS. 19.10, le magazine de l'actualité. 19.20, TDS. 19.30, le magazine de l'actualité. 19.40, TDS. 19.50, le magazine de l'actualité. 20.00, TDS. 20.10, le magazine de l'actualité. 20.20, TDS. 20.30, le magazine de l'actualité. 20.40, TDS. 20.50, le magazine de l'actualité. 21.00, TDS. 21.10, le magazine de l'actualité. 21.20, TDS. 21.30, le magazine de l'actualité. 21.40, TDS. 21.50, le magazine de l'actualité. 22.00, TDS. 22.10, le magazine de l'actualité. 22.20, TDS. 22.30, le magazine de l'actualité. 22.40, TDS. 22.50, le magazine de l'actualité. 23.00, TDS. 23.10, le magazine de l'actualité. 23.20, TDS. 23.30, le magazine de l'actualité. 23.40, TDS. 23.50, le magazine de l'actualité. 0.00, TDS. 0.10, le magazine de l'actualité. 0.20, TDS. 0.30, le magazine de l'actualité. 0.40, TDS. 0.50, le magazine de l'actualité. 1.00, TDS. 1.10, le magazine de l'actualité. 1.20, TDS. 1.30, le magazine de l'actualité. 1.40, TDS. 1.50, le magazine de l'actualité. 2.00, TDS. 2.10, le magazine de l'actualité. 2.20, TDS. 2.30, le magazine de l'actualité. 2.40, TDS. 2.50, le magazine de l'actualité. 3.00, TDS. 3.10, le magazine de l'actualité. 3.20, TDS. 3.30, le magazine de l'actualité. 3.40, TDS. 3.50, le magazine de l'actualité. 4.00, TDS. 4.10, le magazine de l'actualité. 4.20, TDS. 4.30, le magazine de l'actualité. 4.40, TDS. 4.50, le magazine de l'actualité. 5.00, TDS. 5.10, le magazine de l'actualité. 5.20, TDS. 5.30, le magazine de l'actualité. 5.40, TDS. 5.50, le magazine de l'actualité. 6.00, TDS. 6.10, le magazine de l'actualité. 6.20, TDS. 6.30, le magazine de l'actualité. 6.40, TDS. 6.50, le magazine de l'actualité. 7.00, TDS. 7.10, le magazine de l'actualité. 7.20, TDS. 7.30, le magazine de l'actualité. 7.40, TDS. 7.50, le magazine de l'actualité. 8.00, TDS. 8.10, le magazine de l'actualité. 8.20, TDS. 8.30, le magazine de l'actualité. 8.40, TDS. 8.50, le magazine de l'actualité. 9.00, TDS. 9.10, le magazine de l'actualité. 9.20, TDS. 9.30, le magazine de l'actualité. 9.40, TDS. 9.50, le magazine de l'actualité. 10.00, TDS. 10.10, le magazine de l'actualité. 10.20, TDS. 10.30, le magazine de l'actualité. 10.40, TDS. 10.50, le magazine de l'actualité. 11.00, TDS. 11.10, le magazine de l'actualité. 11.20, TDS. 11.30, le magazine de l'actualité. 11.40, TDS. 11.50, le magazine de l'actualité. 12.00, TDS. 12.10, le magazine de l'actualité. 12.20, TDS. 12.30, le magazine de l'actualité. 12.40, TDS. 12.50, le magazine de l'actualité. 13.00, TDS. 13.10, le magazine de l'actualité. 13.20, TDS. 13.30, le magazine de l'actualité. 13.40, TDS. 13.50, le magazine de l'actualité. 14.00, TDS. 14.10, le magazine de l'actualité. 14.20, TDS. 14.30, le magazine de l'actualité. 14.40, TDS. 14.50, le magazine de l'actualité. 15.00, TDS. 15.10, le magazine de l'actualité. 15.20, TDS. 15.30, le magazine de l'actualité. 15.40, TDS. 15.50, le magazine de l'actualité. 16.00, TDS. 16.10, le magazine de l'actualité. 16.20, TDS. 16.30, le magazine de l'actualité. 16.40, TDS. 16.50, le magazine de l'actualité. 17.00, TDS. 17.10, le magazine de l'actualité. 17.20, TDS. 17.30, le magazine de l'actualité. 17.40, TDS. 17.50, le magazine de l'actualité. 18.00, TDS. 18.10, le magazine de l'actualité. 18.20, TDS. 18.30, le magazine de l'actualité. 18.40, TDS. 18.50, le magazine de l'actualité. 19.00, TDS. 19.10, le magazine de l'actualité. 19.20, TDS. 19.30, le magazine de l'actualité. 19.40, TDS. 19.50, le magazine de l'actualité. 20.00, TDS. 20.10, le magazine de l'actualité. 20.20, TDS. 20.30, le magazine de l'actualité. 20.40, TDS. 20.50, le magazine de l'actualité. 21.00, TDS. 21.10, le magazine de l'actualité. 21.20, TDS. 21.30, le magazine de l'actualité. 21.40, TDS. 21.50, le magazine de l'actualité. 22.00, TDS. 22.10, le magazine de l'actualité. 22.20, TDS. 22.30, le magazine de l'actualité. 22.40, TDS. 22.50, le magazine de l'actualité. 23.00, TDS. 23.10, le magazine de l'actualité. 23.20, TDS. 23.30, le magazine de l'actualité. 23.40, TDS. 23.50, le magazine de l'actualité. 0.00, TDS. 0.10, le magazine de l'actualité. 0.20, TDS. 0.30, le magazine de l'actualité. 0.40, TDS. 0.50, le magazine de l'actualité. 1.00, TDS. 1.10, le magazine de l'actualité. 1.20, TDS. 1.30, le magazine de l'actualité. 1.40, TDS. 1.50, le magazine de l'actualité. 2.00, TDS. 2.10, le magazine de l'actualité. 2.20, TDS. 2.30, le magazine de l'actualité. 2.40, TDS. 2.50, le magazine de l'actualité. 3.00, TDS. 3.10, le magazine de l'actualité. 3.20, TDS. 3.30, le magazine de l'actualité. 3.40, TDS. 3.50, le magazine de l'actualité. 4.00, TDS. 4.10, le magazine de l'actualité. 4.20, TDS. 4.30, le magazine de l'actualité. 4.40, TDS. 4.50, le magazine de l'actualité. 5.00, TDS. 5.10, le magazine de l'actualité. 5.20, TDS. 5.30, le magazine de l'actualité. 5.40, TDS. 5.50, le magazine de l'actualité. 6.00, TDS. 6.10, le magazine de l'actualité. 6.20, TDS. 6.30, le magazine de l'actualité. 6.40, TDS. 6.50, le magazine de l'actualité. 7.00, TDS. 7.10, le magazine de l'actualité. 7.20, TDS. 7.30, le magazine de l'actualité. 7.40, TDS. 7.50, le magazine de l'actualité. 8.00, TDS. 8.10, le magazine de l'actualité. 8.20, TDS. 8.30, le magazine de l'actualité. 8.40, TDS. 8.50, le magazine de l'actualité. 9.00, TDS. 9.10, le magazine de l'actualité. 9.20, TDS. 9.30, le magazine de l'actualité. 9.40, TDS. 9.50, le magazine de l'actualité. 10.00, TDS. 10.10, le magazine de l'actualité. 10.20, TDS. 10.30, le magazine de l'actualité. 10.40, TDS. 10.50, le magazine de l'actualité. 11.00, TDS. 11.10, le magazine de l'actualité. 11.20, TDS. 11.30, le magazine de l'actualité. 11.40, TDS. 11.50, le magazine de l'actualité. 12.00, TDS. 12.10, le magazine de l'actualité. 12.20, TDS. 12.30, le magazine de l'actualité. 12.40, TDS. 12.50, le magazine de l'actualité. 13.00, TDS. 13.10, le magazine de l'actualité. 13.20, TDS. 13.30, le magazine de l'actualité. 13.40, TDS. 13.50, le magazine de l'actualité. 14.00, TDS. 14.10, le magazine de l'actualité. 14.20, TDS. 14.30, le magazine de l'actualité. 14.40, TDS. 14.50, le magazine de l'actualité. 15.00, TDS. 15.10, le magazine de l'actualité. 15.20, TDS. 15.30, le magazine de l'actualité. 15.40, TDS. 15.50, le magazine de l'actualité. 16.00, TDS. 16.10, le magazine de l'actualité. 16.20, TDS. 16.30, le magazine de l'actualité. 16.40, TDS. 16.50, le magazine de l'actualité. 17.00, TDS. 17.10, le magazine de l'actualité. 17.20, TDS. 17.30, le magazine de l'actualité. 17.40, TDS. 17.50, le magazine de l'actualité. 18.00, TDS. 18.10, le magazine de l'actualité. 18.20, TDS. 18.30, le magazine de l'actualité. 18.40, TDS. 18.50, le magazine de l'actualité. 19.00, TDS. 19.10, le magazine de l'actualité. 19.20, TDS. 19.30, le magazine de l'actualité. 19.40, TDS. 19.50, le magazine de l'actualité. 20.00, TDS. 20.10, le magazine de l'actualité. 20.20, TDS. 20.30, le magazine de l'actualité. 20.40, TDS. 20.50, le magazine de l'actualité. 21.00, TDS. 21.10, le magazine de l'actualité. 21.20, TDS. 21.30, le magazine de l'actualité. 21.40, TDS. 21.50, le magazine de l'actualité. 22.00, TDS. 22.10, le magazine de l'actualité. 22.20, TDS. 22.30, le magazine de l'actualité. 22.40, TDS. 22.50, le magazine de l'actualité. 23.00, TDS. 23.10, le magazine de l'actualité. 23.20, TDS. 23.30, le magazine de l'actualité. 23.40, TDS. 23.50, le magazine de l'actualité. 0.00, TDS. 0.10, le magazine de l'actualité. 0.20, TDS. 0.30, le magazine de l'actualité. 0.40, TDS. 0.50, le magazine de l'actualité. 1.00, TDS. 1.10, le magazine de l'actualité. 1.20, TDS. 1.30, le magazine de l'actualité. 1.40, TDS. 1.50, le magazine de l'actualité. 2.00, TDS. 2.10, le magazine de l'actualité. 2.20, TDS. 2.30, le magazine de l'actualité. 2.40, TDS. 2.50, le magazine de l'actualité. 3.00, TDS. 3.10, le magazine de l'actualité. 3.20, TDS. 3.30, le magazine de l'actualité. 3.40, TDS. 3.50, le magazine de l'actualité. 4.00, TDS. 4.10, le magazine de l'actualité. 4.20, TDS. 4.30, le magazine de l'actualité. 4.40, TDS. 4.50, le magazine de l'actualité. 5.00, TDS. 5.10, le magazine de l'actualité. 5.20, TDS. 5.30, le magazine de l'actualité. 5.40, TDS. 5.50, le magazine de l'actualité. 6.00, TDS. 6.10, le magazine de l'actualité. 6.20, TDS. 6.30, le magazine de l'actualité. 6.40, TDS. 6.50, le magazine de l'actualité. 7.00, TDS. 7.10, le magazine de l'actualité. 7.20, TDS. 7.30, le magazine de l'actualité. 7.40, TDS. 7.50, le magazine de l'actualité. 8.00, TDS. 8.10, le magazine de l'actualité. 8.20, TDS. 8.30, le magazine de l'actualité. 8.40, TDS. 8.50, le magazine de l'actualité. 9.00, TDS. 9.10, le magazine de l'actualité. 9.20, TDS. 9.30, le magazine de l'actualité. 9.40, TDS. 9.50, le magazine de l'actualité. 10.00, TDS. 10.10, le magazine de l'actualité. 10.20, TDS. 10.30, le magazine de l'actualité. 10.40, TDS. 10.50, le magazine de l'actualité. 11.00, TDS. 11.10, le magazine de l'actualité. 11.20, TDS. 11.30, le magazine de l'actualité. 11.40, TDS. 11.50, le magazine de l'actualité. 12.00, TDS. 12.10, le magazine de l'actualité. 12.20, TDS. 12.30, le magazine de l'actualité. 12.40, TDS. 12.50, le magazine de l'actualité. 13.00, TDS. 13.10, le magazine de l'actualité. 13.20, TDS. 13.30, le magazine de l'actualité. 13.40, TDS. 13.50, le magazine de l'actualité. 14.00, TDS. 14.10, le magazine de l'actualité. 14.20, TDS. 14.30, le magazine de l'actualité. 14.40, TDS. 14.50, le magazine de l'actualité. 15.00, TDS. 15.10, le magazine de l'actualité. 15.20, TDS. 15.30, le magazine de l'actualité. 15.40, TDS. 15.50, le magazine de l'actualité. 16.00, TDS. 16.10, le magazine de l'actualité. 16.20, TDS. 16.30, le magazine de l'actualité. 16.40, TDS. 16.50, le magazine de l'actualité. 17.00, TDS. 17.10, le magazine de l'actualité. 17.20, TDS. 17.30, le magazine de l'actualité. 17.40, TDS. 17.50, le magazine de l'actualité. 18.00, TDS. 18.10, le magazine de l'actualité. 18.20, TDS. 18.30, le magazine de l'actualité. 18.40, TDS. 18.50, le magazine de l'actualité. 19.00, TDS. 19.10, le magazine de l'actualité. 19.20, TDS. 19.30, le magazine de l'actualité. 19.40, TDS. 19.50, le magazine de l'actualité. 20.00, TDS. 20.10, le magazine de l'actualité. 20.20, TDS. 20.30, le magazine de l'actualité. 20.40, TDS. 20.50, le magazine de l'actualité. 21.00, TDS. 21.10, le magazine de l'actualité. 21.20, TDS. 21.30, le magazine de l'actualité. 21.40, TDS. 21.50, le magazine de l'actualité. 22.00, TDS. 22.10, le magazine de l'actualité. 22.20, TDS. 22.30, le magazine de l'actualité. 22.40, TDS. 22.50, le magazine de l'actualité. 23.00, TDS. 23.10, le magazine de l'actualité. 23.20, TDS. 23.30, le magazine de l'actualité. 23.40, TDS. 23.50, le magazine de l'actualité. 0.00, TDS. 0.10, le magazine de l'actualité. 0.20, TDS. 0.30, le magazine de l'actualité. 0.40, TDS. 0.50, le magazine de l'actualité. 1.00, TDS. 1.10, le magazine de l'actualité. 1.20, TDS. 1.30, le magazine de l'actualité. 1.40, TDS. 1.50, le magazine de l'actualité. 2.00, TDS. 2.10, le magazine de l'actualité. 2.20, TDS. 2.30, le magazine de l'actualité. 2.40, TDS. 2.50, le magazine de l'actualité. 3.00, TDS. 3.10, le magazine de l'actualité. 3.20, TDS. 3.30, le magazine de l'actualité. 3.40, TDS. 3.50, le magazine de l'actualité. 4.00, TDS. 4.10, le magazine de l'actualité. 4.20, TDS. 4.30, le magazine de l'actualité. 4.40, TDS. 4.50, le magazine de l'actualité. 5.00, TDS. 5.10, le magazine de l'actualité. 5.20, TDS. 5.30, le magazine de l'actualité. 5.40, TDS. 5.50, le magazine de l'actualité. 6.00, TDS. 6.10, le magazine de l'actualité. 6.20, TDS. 6.30, le magazine de l'actualité. 6.40, TDS. 6.50, le magazine de l'actualité. 7.00, TDS. 7.10, le magazine de l'actualité. 7.20, TDS. 7.30, le magazine de l'actualité. 7.40, TDS. 7.50, le magazine de l'actualité. 8.00, TDS. 8.10, le magazine de l'actualité. 8.20, TDS. 8.30, le magazine de l'actualité. 8.40, TDS. 8.50, le magazine de l'actualité. 9.00, TDS. 9.10, le magazine de l'actualité. 9.20, TDS. 9.30, le magazine de l'actualité. 9.40, TDS. 9.50, le magazine de l'actualité. 10.00, TDS. 10.10, le magazine de l'actualité. 10.20, TDS. 10.30, le magazine de l'actualité. 10.40, TDS. 10.50, le magazine de l'actualité. 11.00, TDS. 11.10, le magazine de l'

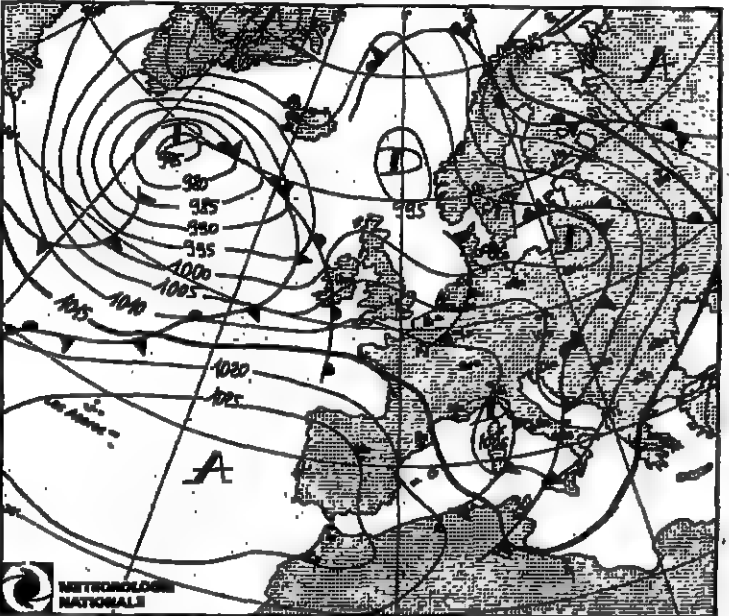
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13 NOVEMBRE 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 15 NOVEMBRE A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 12 novembre à 0 h TU et le dimanche 15 novembre à 24 h TU.

La France reste soumise à un courant perturbé très rapide de secteur ouest. Les épisodes pluvieux se succéderont avec une activité modérée au cours des prochains jours. Dimanche, des pluies intenses accompagnées de vents forts envahiront le pays par l'ouest.

Samedi, sur la majeure partie de la France, nuages, averses et rafales de vent prédomineront.

Sur les Alpes, la Corse et l'est des Pyrénées, le ciel restera couvert. Il ne gèlera jusqu'à des hauteurs moyennes (aux alentours de 800 mètres d'altitude sur les Alpes, 1 000 mètres sur les Pyrénées). En dessous, il pleuvra durant une bonne partie de la journée malgré quelques accalmies l'après-midi.

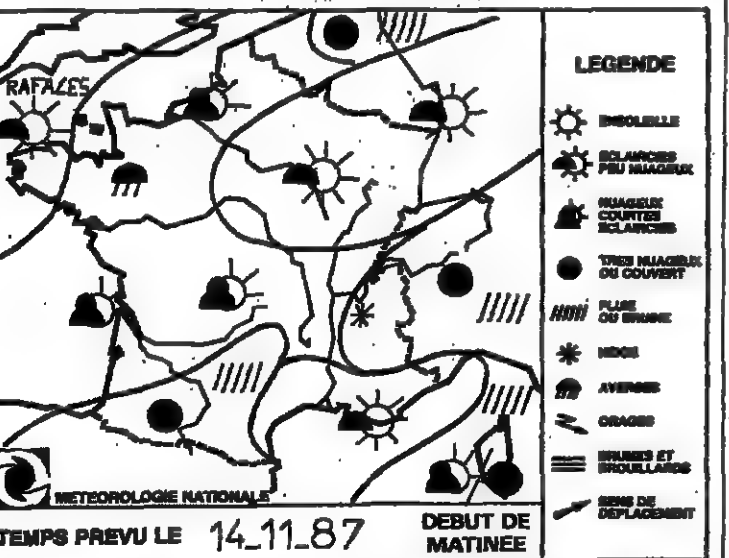
Sur le pourtour méditerranéen, nuages et éclaircies se partageront le ciel mais il ne pleuvra pas. En revanche, mistral et tramontane souffleront fort.

Partout ailleurs, passages nuageux et éclaircies alternent avec de fréquentes averses parfois orageuses. Il ne gèlera jusqu'à 300 mètres d'altitude sur le Massif Central, le Jura et les Vosges. Dans l'après-midi, les régions côtières bénéficieront d'une apaisante des précipitations.

Un vent modéré de nord-ouest s'établira sur la majeure partie du territoire. Il soufflera fort sur les régions méridionales.

Les températures subiront une baisse radicale, variant le matin entre 5 et 12 degrés du nord au sud, elles atteindront un maximum de 6 à 10 degrés du nord au sud, de 13 à 15 degrés sur le littoral de la Méditerranée.

Dimanche, pluie et vents forts en perspective sur la quasi-totalité de la France. Seuls la Corse, la Côte d'Azur et le sud des Alpes y échapperont. En revanche, nous bénéficierons d'une hausse importante des températures.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé le 12-11-1987 à 6 heures TU et le 13-11-1987 à 6 heures TU

FRANCE	TOUS	12	13	C	14	15	N
AMBOISE	22	11	N				
BOULOGNE	16	11	P				
BREZIL	15	11	P				
BREZIL	11	8	P				
CAR	10	6	C				
CHERBOURG	10	6	P				
CHERBOURG-FR	13	9	P				
CHERBOURG-FR	12	8	P				
LILLE	10	6	P				
LIMBOURG	11	8	P				
LYON	13	9	C				
MASSILLIEN	16	9	N				
NANCY	12	7	P				
NICE	17	13	N				
PARIS-MONT	13	8	N				
PERPIGNAN	17	13	N				
RENNES	12	7	P				
STRASBOURG	14	10	P				
STRASBOURG	12	6	P				

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Le cinquantenaire de l'Office des émissions de timbres-poste de Monaco

Monaco accueille les philatélistes, du vendredi 13 au mardi 17 novembre, au Centre de congrès auditorium de Monte-Carlo à l'occasion de l'exposition organisée pour le cinquantenaire de l'Office des émissions de timbres-poste de la principauté.

Les collectionneurs ont au moins cinq bonnes raisons de s'y rendre. Ils pourront admirer les plus belles pièces de la collection de



S.A.S. le prince Rainier, des musées postaux de Paris, de Stockholm et des Nations unies.

Une presse rotative transportée spécialement de Périgueux - elle imprime habituellement les timbres monégasques en taille-douce - produira, sur place, les vignettes commémoratives de l'exposition.

La seconde partie du programme philatélique 1987 de Monaco, comprenant une vingtaine de valeurs, sera mise en vente (le Monde daté 27-28 septembre). En vedette : les timbres Louis Jovet, Marc Chagall, Le Corbusier et le premier car-

PARIS EN VISITES

SAMEDI 14 NOVEMBRE

« Le Musée Picasso et l'Hôtel Salé », 12 heures, 5, rue de Thorigny, dans la cour (B. Rozan).

« Mystérieuse Égypte au Louvre », 14 h 30, métro Louvre, sortie (Isabelle Hauller).

« Notre-Dame », 14 h 30, parvis, devant le portail central (Aurès).

« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Fikier).

« Trésors des princes celtiques », 14 h 30, Grand Palais, dans le hall (Jeanne Angot).

« La Conciergerie de Philippe-le-Bel à la Terreur », 14 h 30, 1, quai de l'Hôtel (Michèle Polver).

« Fragonard au Grand Palais », 14 h 30, entrée porte A (Paris et son histoire).

« Le Musée Picasso », 14 h 30, 5, rue de Thorigny (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Moments historiques).

« L'étrange quartier Saint-Sulpice », 15 heures, métro Saint-Sulpice, sortie (Résurrection du passé).

« Montmartre, quartier d'artistes », 15 heures, métro Abbesses (Christine Marie).

« Le vieux village de Saint-Martin », 15 heures, parvis de l'Hôtel de Ville, devant la porte (Gilles Botreau).

« Musée de l'Assistance publique », 15 heures, 47, quai de la Tourneville (Anne Ferrand).

« Le ministère des finances », 17 heures, 93, rue de Rivoli (La France et son passé).

DIMANCHE 15 NOVEMBRE

« L'hôtel de la marine », 10 h 30, 2, rue Royale, place d'Orléans (Moments historiques).

« Les coulisses de la Comédie-Française », 10 h 30, porte de l'Administration, place Colette (Moments historiques).

« La crypte archéologique du parvis de Notre-Dame », 11 heures, à l'intérieur de la crypte, c'est-à-dire de la crypte (Moments historiques).

« Le site de Picasso », 10 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Pierre-Yves Jallot).

« Une heure au Père-Lachaise », 10 heures et 11 h 30, boulevard de Ménilmontant, face à la rue de la Roquette (V. de Langlade).

« La civilisation pharaonique au Louvre », 11 heures, porte Saint-Germain (Christine Marie).

« La peinture espagnole du Greco à Goya au Louvre », 11 heures, porte de Flore (Didier Bouchard).

« La Sainte-Chapelle et ses vitraux », 14 h 30, devant la chapelle basse, cour du Palais de Justice (Moments historiques).

« De M. Audouard à Coluche, pèlerinage au cimetière de Montmartre », 14 h 30, devant l'entrée (V. de Langlade).

LOTTO

13	22	26	35	46	47	49
----	----	----	----	----	----	----

PROCHAIN TIRAGE, le dimanche 15 novembre 1987 à 20 h 15 TU

PRÉMIER PRIX : 967 185,00 F

DEUXIÈME PRIX : 129 420,00 F

TROISIÈME PRIX : 5 385,00 F

QUATRIÈME PRIX : 127 070 F

CINQUIÈME PRIX : 8 000 F

Les mots croisés se trouvent dans « Le Monde sans vis » page 18

En filigrane

« Frères ennemis. — La République populaire de Corée a émis, le 30 avril dernier, une série de timbres représentant les deux superpersonnes concurrentes : Concorde et Tupolev 144. L'enveloppe premier jour allie les deux avions sous le même cachet (renseignements : Philmax (1) 48-78-64-10).

« Expositions. — La saison des expositions continue, en voici quelques-unes, qui auront lieu pendant le week-end des 21 et 22 novembre :

— A Massy, exposition philatélique départementale, gymnase Jean-Jaures (renseignements : Amicale des philatélistes de Massy, Centre culturel Paul-Baillet, 6, allée du Québec, 91300 Massy).

— A Alfort, à l'hôtel de ville (renseignements : Union philatélique nortaise, BP 18, 79001 Alfort-Célest).

— A Suresne, le 21, baptême d'un TGV et bureau de poste temporaire muni d'un cachet grand format (renseignements : Cheminots philatélistes, 39, rue Tabarant, Laroche, 89400 Migennes).

— A Villeneuve-d'Ascq, exposition sur le thème « Le sport » et bureau de poste temporaire muni d'un cachet grand format (renseignements : M. Desrousseaux, Union commerciale GRD, 140, rue Jean-Jaurès, 59650 Villeneuve-d'Ascq).

« Cachet temporaire. — Pour le vingt-cinquième anniversaire de l'Association des chroniqueurs de la presse philatélique française (ACPPF), un cachet grand format sera mis en service pour une seule journée, le vendredi 20 novembre, au Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard, Paris-15°.

Croix-Rouge 1987

Le timbre traditionnel de la Croix-Rouge sera mis en vente générale le lundi 23 novembre. D'une valeur de 2,20 F, il est affecté d'une surtaxe de 0,60 F reversée entièrement à la Croix-Rouge.

Cette année, le timbre reproduit une œuvre de Melchior Broederlam intitulée *La Fuite en Égypte*, peinture qui orne le volet droit d'un retable achevé en 1399, sculpté par Jacques de Baerze pour le chartrais de Champmol, près de Dijon. Cette chartreuse fut fondée en 1383 par Philippe le Hardi, quatrième fils du roi de France Jean le Bon, pour servir de nécropole à sa lignée.



Le timbre, au format vertical de 30 x 35,75 mm (n° PTT 1987-40), est dessiné d'après le retable par Jean-Paul Véret-Lemarinier et imprimé en héliogravure, en feuilles de 30, ainsi qu'en carnets de dix timbres vendus 28 F.

« Vente anticipée à Dijon (Côte-d'Or), les 21 et 22 novembre, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire au rendez-vous du Musée des Beaux-Arts, place de la Sainte-Chapelle ; le 21 novembre, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Dijon RP. Les oblitérations seront réalisées à l'encre rouge.

« Soirées philatéliques auprès du comité Croix-Rouge française, « Timbre Croix-Rouge 1987 », 2, rue Bernard-Courtois, 21100 Dijon.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 24, rue Chancat, 75009 Paris Tél. : (1) 42-47-99-06



Brest joue l'agro-alimentaire

L'Institut des sciences de l'agriculture est en voie de création à l'université de Bretagne occidentale. Le projet a été présenté à M. Chirac, en visite à Brest le 5 novembre. Selon le président de l'UBO, M. Firmin Tuffin, le premier ministre a fourni une réponse engageante pour l'avenir.

Cet institut, dont on prévoit l'intégration dans la technopôle brestoise, sera spécialisé dans le secteur agro-alimentaire, en particulier dans les recherches sur la transformation des productions végétales et animales. Il comportera une école d'ingénieurs pouvant accueillir des promotions de trente à quarante étudiants, l'actuelle maîtrise de sciences et techniques de biologie appliquée aux industries agro-alimentaires et un centre de formation permanente destiné aux agriculteurs français, dont le niveau, souligne M. Tuffin, n'atteint pas celui des Néerlandais. La création de 4 000 mètres carrés de locaux est programmée. Le coût de cet institut devrait être de 25 millions de francs.

Pour l'UBO, les débouchés sont assurés : les titulaires de la maîtrise de biologie agro-alimentaire n'ont que l'embarras du choix pour trouver une place, et les velléités d'exportation des agriculteurs bretons vont stimuler la recherche, notamment dans la consommation des produits.

Des idées pour la place d'Italie

La place d'Italie à Paris, « début de la descente symbolique vers Turin et Perpignan », doit être réaménagée, estime l'École d'architecture Paris-Tolbiac et l'Association pour le développement et l'aménagement du troisième arrondissement. Pour redonner du « caractère » à cet espace, tout en conservant le projet de l'architecte Kenzo Tange, elles lancent un appel « sans exclusive ». Les étudiants pourront y répondre par un exercice d'école que sanctionnera une unité de voteur ; les autres, par un projet qui sera éventuellement publié et exposé.

Renseignements : Véronique Broisy, École d'architecture de Paris-Tolbiac, 6, rue du Javelot, 75014 Paris Cedex 13. Tél. : 46-82-27-27.

Chambres de commerce

L'UFR des lettres de l'université de Paris-Nord organise, à partir de décembre, un stage de soixante heures pour préparer le diplôme des Chambres de commerce allemande, anglaise et espagnole.

Université de Paris-Nord, UFR des lettres, avenue J.-B. Clément, 93430 Villetaneuse. Tél. : 48-21-61-70 (poste 6069).

L'actualité et le quotidien

Le Centre d'étude sur l'actualité et le quotidien de l'université de Paris-V organise les colloques suivants : « Actualité de Charles Fourier » (28 janvier), « Sociologie allemande » (22 mars), « Sociologie de la vie quotidienne (bilan international) ».

CEAO, 12, rue Cujas, 75005 Paris. Tél. : 43-54-48-54.

Langues & Affaires

EUROPE 1992 - PRENEZ DE L'AVANCE

Faites fructifier vos connaissances en langues

PRÉPARATIONS COMPLÈTES AUX DIPLOMES

- Chambres de commerce
- BTS + langues : Commerce international, Action commerciale, Bureautique-sécrétariat
- Université de Cambridge

Enseignement à distance, chez vous, selon vos occupations et votre rythme de progression

Documentation gratuite sur les diplômes et les cours à : LANGUES ET AFFAIRES, service 4656, 35, rue Collange 92303 Paris-Levallois - Tél. : (1) 42-70-81-88 - 42-70-73-63

Economie

SOMMAIRE

■ Les résultats du commerce extérieur américain du mois de septembre — malgré un déficit de 14,08 milliards de dollars — ont été salués le 12 novembre par une remontée du billet vert et de tous les marchés financiers, qui les avaient attendus avec anxiété.

L'analyse de la balance commerciale extérieure des Etats-Unis montre que les exportations

ne cessent de progresser en volume dans ce pays, entraînant la croissance de la production (*lire ci-dessous*). ■ L'écart d'inflation entre la France et la RFA n'a jamais été aussi bas depuis 1973. Cela témoigne d'un progrès incontestable dans la lutte contre la hausse des prix (*lire page 28*). ■ Aux Etats-Unis, la Sécurité sociale, la

première journée a révélé des convergences entre les différents participants, notamment sur l'interdiction de la publicité pour l'alcool et le tabac et sur la réévaluation du médecin généraliste (*lire page 29*). ■ L'année 1987 sera une année record pour l'automobile, la réduction de la TVA ayant favorisé la progression des achats (*lire page 32*).

L'accalmie et les échanges extérieurs américains

(Suite de la première page.)

Nés de la conjonction d'une forte croissance et d'un dollar surévalué qui a favorisé les importations, les déficits commerciaux américains ont littéralement explosé depuis la fin de la récession, en 1982 : ils atteignent 167 milliards de dollars l'an dernier contre... 28 milliards, cinq ans auparavant. Les pays marchands les plus dynamiques — aux premiers rangs desquels la RFA et le Japon — en profitent largement et voyaient dans le même temps leurs excédents gonfler démesurément pour représenter, l'an dernier, 92,6 milliards de dollars pour Tokyo et 57,6 milliards pour Bonn. La purge imposée à l'industrie américaine par un dollar flamboyant, ouvrant les frontières à toutes les concurrence étrangères, s'est révélée trop forte. L'amélioration de la productivité, qui en était escomptée, n'a pas eu lieu.

Tirant, un peu tard, les leçons de cette évolution, les Etats-Unis acceptaient, le 22 septembre 1985, de mettre en place, avec leurs quatre principaux partenaires, les « accords du Plaza », visant à faire baisser de façon ordonnée le dollar vers des niveaux plus compatibles avec le pouvoir d'achat américain. Tous les analystes savaient qu'un redressement de la situation serait à la mesure des dégâts accumulés

au cours des années précédentes : long et laborieux. Les faits leur ont malheureusement donné raison. Malheureusement, car la patience n'étant pas le fait ni des politiciens ni des marchés financiers ou monétaires, la polémique s'est amplifiée au fil des mois pour savoir comment accélérer le processus de retour à de meilleurs équilibres.

La tentation protectionniste

La première tentation a été celle d'une fermeture des frontières. Le président Ronald Reagan — ses partenaires lui en savent gré encore aujourd'hui — a réussi à freiner les ardeurs protectionnistes du Congrès. Désormais affaibli, il entend toujours opposer son veto à une loi trop contraire à sa profession de foi libre-échangiste. Le krach de Wall Street, le 19 octobre dernier, lui sert de nouvel argument : la mise en place de barrières douanières en 1930 a amplifié la crise de 1929. Les économistes l'ont depuis lors reconnu. Il est d'ailleurs significatif que les débats du Congrès sur la nature même des protections à mettre en place dans la prochaine loi commerciale se soient faits beaucoup plus discrets. La mise au point finale d'un « trade bill » politiquement dangereux pour le président Reagan

était envisagée pour décembre. Elle sera sans doute remise à février, au plus tôt.

D'ici là, un autre danger devra être conjuré, celui d'une dégringolade incontrôlable du dollar pour dopper les exportations. Une « recette pour un désastre », selon l'économiste Stephen Morris. En dehors même des conséquences néfastes pour l'ensemble du système monétaire international ou des conséquences inflationnistes d'une telle thérapeutique, ses effets sur les statistiques du commerce extérieur seraient pour le moins décevants. Le maintien d'un fort déficit depuis le début de 1987 en est la meilleure illustration. En dépit d'une dépréciation du billet vert de quelque 10 % par rapport aux principales devises depuis un mois, et de près de 50 % en deux ans et demi, les soldes négatifs se succèdent. Le commerce extérieur américain n'a toujours pas profité au niveau des chiffres en valeur de cet incontestable atout que représentait la chute du dollar. La raison de cet échec apparent est connue : dans un premier temps, la dépréciation d'un monnaie entraîne un renchérissement des importations et limite les recettes en devises engrangées à l'exportation. Ces « courbes en J » qui ne cessent de s'enchaîner masquent une réalité plus encourageante : la vive remontée des ventes à l'étranger, en volume, autrement dit en

dehors du facteur prix et taux de change (voir graphiques).

Le tournant date du troisième trimestre 1986. Il s'est amplifié depuis et les analystes estiment qu'avec un rythme de croissance de quelque 10 %, en volume, les exportations ont contribué pour plus d'un point à l'augmentation de 2,7 % du produit intérieur brut enregistré durant les neuf premiers mois de l'année. Au moment même où les Américains déplorent un déficit commercial tenace, en valeur, il apparaît que les exportations constituent et constitueront encore plus nettement l'an prochain l'un des facteurs d'expansion du pays. Alors qu'ils envisagent, s'il le faut, de trouver une issue protectionniste à leurs déséquilibres, leurs partenaires, et tout particulièrement l'Europe, commencent à voir s'aggraver la concurrence des Etats-Unis.

La récession dans l'expansion

Certes, le problème lancinant de la compétitivité de l'industrie ne paraît pas résolu pour autant. Sous la bannière du « dollar super-star » des années 1983-85, de solides bastions étrangers se sont implantés aux Etats-Unis. Les industriels américains ont, pour longtemps, été balayés de certains secteurs allant de la chaussure à la hi-fi. Ce n'est pas en quelques mois qu'une stratégie longtemps concentrée sur le marché intérieur peut s'adapter aux attraits de l'exportation. Mais les survivants disposent désormais de très solides atouts, leurs concurrents le savent qui reconnaissent la qualité, le sens commercial, l'apport technologique des produits américains.

Le dossier du commerce extérieur des Etats-Unis tournerait à l'absurde s'il débouchait sur de nouveaux choix monétaires ou sur l'isolationnisme. La vulnérabilité de l'économie mondiale comme des échanges internationaux qui continuent de tourner au ralenti en apportent constamment la preuve. Mais il est une issue à laquelle les Américains restent apparemment hostiles, celle d'une cure d'austérité réduisant la consommation, notamment de produits importés, et permettant au pays de réduire ses énormes besoins de financer ses énormes besoins de financement étranger. La principale menace à court terme réside sans doute dans ce constat : affaibli par la crise monétaire et boursière des dernières semaines, la croissance sera maintenue coûte que coûte en année électorale, même s'il s'agit de ce que les économistes américains appellent une « récession dans l'expansion », cette dernière étant trop faible pour créer de nouveaux emplois. Une situation que connaissent depuis maintenant plusieurs années bien des pays européens.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Des résultats mensuels ambigus

Ramené à 14,08 milliards de dollars en septembre, son plus faible niveau depuis avril, le déficit commercial américain recouvre des résultats ambigus. Les importations ont certes baissé de 2,3 % en un mois, mais elles restent, à 35,1 milliards de dollars, supérieures à la moyenne mensuelle des huit premiers mois de l'année.

Un phénomène sensible pour les produits manufacturés que masque le retour à la normale des achats de produits pétroliers. Ces derniers ont représenté 3,9 milliards, après la poussée à 4,7 milliards, due, au mois d'août à des achats de précaution en période de tension dans le Golfe.

La bonne tenue des exportations, en hausse de 3,8 % en un mois, est plus encourageante. De 21 milliards de dollars, les ventes américaines sont supérieures de 800 millions à la moyenne des huit premiers mois de l'année.

La répartition géographique donne en revanche une image contrastée des échanges. Le déficit avec le Japon, 4,6 milliards de dollars, est inférieur de 300 millions à celui d'août, mais encore supérieur de 500 millions à ce qu'il était en septembre 1986.

Ce n'est qu'avec l'Europe que les progrès sont patents. Le déficit a été ramené à 1,4 milliard contre 2,1 milliards en août et 1,6 milliard en septembre 1986.

Renseignements publicités

Le Monde
AFFAIRES

Tél. : 45.55.91.82 - Poste 4160 ou 4107.

« Ils sont tous devenus fous ! »

A Paris, les boursiers étaient, jeudi 12 novembre au soir, dans un état analogue à celui que connaissent les joueurs rescapés de la roulette russe : hagarda mais soulagés. Le déficit du commerce extérieur américain pour septembre n'était que de... 14,08 milliards de dollars. Un niveau de pertes pourtant considérable, mais attendu par les opérateurs. Alors, contrairement à celui du mois d'août, annoncé le 14 octobre, sa publication n'a pas tué le marché. Au contraire, elle l'a porté.

Et pourtant, les intervenants au fil de la journée, à mesure qu'ils approchaient l'heure fatidique de l'annonce (14 h 30), minimisaient l'effet à venir du résultat. Ils préféraient s'intéresser à un autre déficit américain, celui du budget. L'évolution progressive vers un accord sur son montant entre la Maison Blanche et le Congrès était, à leurs yeux, beaucoup plus important et positif pour l'avenir de l'économie mondiale.

Or la Bourse a vécu un véritable psychodrame. Peu avant la minute de vérité, l'activité se réduisit sensiblement, nombre d'intervenants préférant être suspendus à leur téléphone pour être les premiers à savoir. Les photographes et les caméraman apparaissaient alors comme par enchantement. Ils profitaient de cet instant de répit pour prendre d'assaut les endroits stratégiques afin de réaliser leurs prises de vue.

Ils ne furent pas déçus, car la réaction fut spectaculaire. Subitement la frénésie gagne les opérateurs jeunes et vieux. Tous se ruèrent vers les groupes de cotations criant leurs ordres d'achats aux commis. « Je ne trouve plus de Peugeot, personne ne veut lâcher de papier », répondait désespéré l'un d'entre eux avant de repartir tête baissée dans le milieu en hurlant « je prends, je prends ». Les valeurs littéralement massacrées mardi

10 novembre étaient cette fois réservées à la hausse, et donc incoûtables. Les acheteurs étaient trop nombreux et les vendeurs rares.

Sneurs froids

De quoi dérouter le néophyte et même le professionnel ! L'indicateur de tendance rythmait l'ascension. Lui, qui maintenait sa progression aux alentours de + 5 % durant une grande partie de la séance, progressa subitement à 7,5 % pour clore à 8,31 %. « Les gens ont tellement perdu depuis le mois d'octobre qu'ils tentent de se refaire, commentait, stupéfait, un gérant de portefeuille. Alors, ils ont tout mis sur le résultat du commerce extérieur. Pour gagner, il fallait qu'il soit de 14 milliards de dollars. A la limite, la signification de ce chiffre n'a plus d'importance... »

« Nous avons tellement souffert que même un mauvais chiffre devient pour nous une bonne nouvelle. Imaginez : il aurait pu être catastrophique », expliquait un agent de change adossé à un pilier. De quoi se donner des aueurs froids rétrospectivement.

Finalement, tout bien réfléchi, cette hausse spectaculaire a à peine permis d'effacer les pertes des deux premières séances de la semaine. Le mouvement se poursuivra-t-il ? Personne n'osait avancer de pronostics... surtout à la veille d'un vendredi 13. Toutefois, l'espoir a peut-être ressurgi, même de façon fugace. « Mais, ils sont devenus fous », affirmait un passant en observant la sortie du palais Brongniart. Le 11 novembre, il ne nous ont parlé que de krach à venir, et voilà qu'aujourd'hui ils descendent les marches en souriant. Tiens, il y en a même un qui fume un cigare... »

DOMINIQUE GALLOIS.

Le redressement du dollar a entraîné celui des marchés boursiers

Amorcé mardi soir par les propos « rassurants » du président Reagan, le redressement du dollar s'est accéléré, jeudi après-midi 12 novembre, après l'annonce d'une diminution de 10 % du déficit commercial des Etats-Unis au mois de septembre. De 1,6480 DM et de 133,20 yens mardi, records historiques de baisse, le cours du billet vert s'est retrouvé à 1,69 DM et 136 yens à la veille du week-end des 14 et 15 novembre. A Paris, où la devise américaine remontait à 5,74 F contre 5,61 F au début de la semaine, le cours du mark s'est maintenu au-dessous de 3,40 F, cotant 3,3950 F environ, sans soutien de la Banque de France, cela en raison, précisément, du redressement du dollar par rapport à la devise allemande.

Pour les marchés financiers internationaux, qui redoutaient beaucoup un « mauvais » chiffre pour le commerce extérieur américain, l'amélioration enregistrée a constitué un réel soulagement, teinté d'un certain scepticisme : « On souffle, mais ce n'est pas fini ». Le pire est évité pour l'instant, mais on s'interroge toujours de la lenteur des négociations à Washington — entre le Congrès et la Maison Blanche — pour réduire le déficit budgétaire. Mercredi, il semblait que les parlementaires républicains et démocrates étaient « à deux doigts » d'un accord, mais un net coup de frein a été donné à l'approche du week-end, bien que les positions se soient considérablement rapprochées.

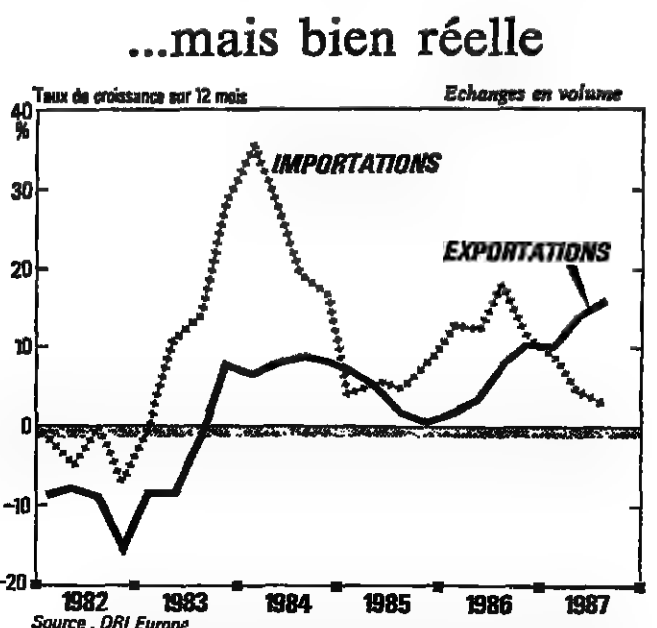
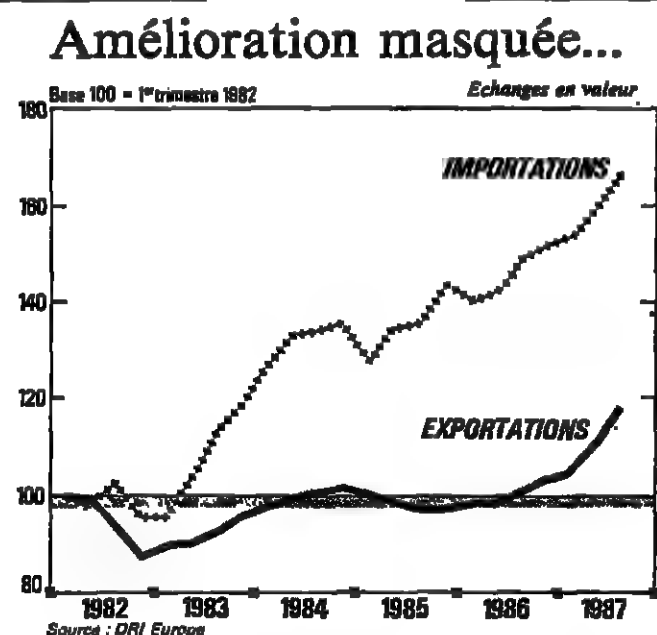
C'est donc dans un climat nettement meilleur que la semaine s'est terminée, aussi bien sur les marchés des changes que sur les marchés boursiers, en pleine reprise après une descente aux enfers. Déjà mardi soir et mercredi, les cours s'étaient redressés à Wall Street et à Tokyo, de même qu'à Londres. A la Bourse de Paris, à la veille du jour chômé du 11 novembre, l'ambiance était épouvantable, les opérateurs craignant le pire pour la séance du jeudi 12 novembre, c'est-à-dire un « trou » de 10 %. Si les marchés de New-York et de Tokyo avaient été mauvais, il n'en fut rien et, le redressement du dollar aidant, la reprise du cours fut très vive jeudi (+ 8 %), accélérée encore par l'annonce de la réduction du déficit commercial américain.

Il reste, maintenant, à consolider l'amélioration enregistrée partout, et qui reste tout à fait fragile. Bien que le déficit commercial des Etats-Unis ait un peu diminué, revenant au niveau du mois de mai, et que les exportations américaines continuent

à augmenter en volume, on a déjà noté que l'excédent commercial japonais sur les Etats-Unis pour le mois d'octobre est identique à celui d'octobre 1986, ce qui traduit l'effet pervers de la dévaluation du dollar, qui gonfle la valeur des importations et réduit celle des exportations. Les marchés financiers ont tendance à ne prendre en considération que les valeurs, ce qui explique les pressions sur le dollar et la monnaie irrésistible du yen et du mark.

Dans l'immédiat, toutefois, la reprise du billet vert réduit les tensions au sein du système monétaire européen. Au sommet franco-allemand de Karlsruhe, les deux gouvernements ont réaffirmé leur volonté de défendre les parités actuelles au sein du SME. Par ailleurs, le vice-président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, a évoqué la possibilité d'une nouvelle diminution des taux d'intérêt en RFA, ce qui permettrait, peut-être, une détente des taux français, relevés la semaine dernière. A cet égard, l'annonce d'une augmentation des prix de 0,2 % seulement en France, pour octobre, a été bien accueillie sur les marchés des changes.

F. R.



La courbe des échanges, en valeur, donne une idée de l'importance du décalage existant entre exportations et importations, libellées en dollars. Rien que pour stabiliser le déficit accumulé depuis cinq ans, il faudrait que les ventes de produits américains à l'étranger augmentent deux fois plus vite que les achats. La courbe en volume illustre, en revanche, la vive remontée réalisée par les exportateurs depuis la fin de 1986 et le ralentissement des importations calculées hors taux de change et inflation. L'effet de ciseau, au début de 1987, marque un tournant appelé à s'amplifier.

REVEILLON
A NEW-YORK
EN
CONCORDE

DU 31/12 AU 03/01
ALLER-RETOUR EN CONCORDE
Séjour à l'hôtel Hilton (3 nuits)
soirée de gala au
Windows of the World

19400 F

TAAG

LES PLUS FAVORABLES VOYAGES
138, boulevard Voltaire - 75011 Paris
Tél. : 43.56.61.61

مكتبة العالم

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cette annonce est diffusée à simple titre d'information



FF 21 milliards, £ 2 600 millions et US \$ 450 millions

Crédit en Financement de Projet
Tunnel sous la Manche

Banques Chefs de file

Crédit Lyonnais National Westminster Bank PLC
Banque Nationale de Paris Midland Bank plc Banque Indosuez

Banques garantes de la Syndication

Groupe Banque Indosuez Banque Nationale de Paris Crédit Lyonnais Midland Bank plc National Westminster Bank PLC
Amsterdam Rotterdam Bank N.V. Arab Banking Corporation (B.S.C.) Banca Commerciale Italiana
The Bank of Tokyo, Ltd. Barclays Bank PLC Bayerische Vereinsbank A.G. Crédit Agricole Citibank, N.A.
Commerzbank A.G. Deutsche Bank A.G. Dresdner Bank A.G. The Industrial Bank of Japan, Limited Lloyds Bank Plc
The Long-Term Credit Bank of Japan, Ltd. The Sanwa Bank, Limited/Sanwa International Limited
Security Pacific National Bank The Tokai Bank, Limited Union Bank of Switzerland Crédit Suisse
The Dai-ichi Kangyo Bank, Limited The Daiwa Bank, Limited The Fuji Bank, Limited Generale Bank S.A./N.V.
The Mitsubishi Bank, Limited The Mitsui Bank, Limited Banque Arabe et Internationale d'Investissement
Den norske Creditbank Group Hessische Landesbank Girozentrale Kredietbank International Group
The Mitsubishi Trust and Banking Corporation The National Bank of Kuwait S.A.K. The Saitama Bank, Ltd.
The Taiyo Kobe Bank, Limited Westdeutsche Landesbank Girozentrale The Bank of Nova Scotia
Canadian Imperial Bank of Commerce (International) S.A. Crédit National NMB Bank The Nippon Credit Bank, Ltd.
Standard Chartered Bank The Sumitomo Bank, Limited The Yasuda Trust and Banking Company, Limited
Banque Internationale à Luxembourg S.A. BIAO-Afribank ALUBAF Banking Group

Senior Managers

Kreditanstalt für Wiederaufbau Moscow Narodny Bank, Limited DG Bank International S.A. S.N.C.I.-N.M.K.N. Banque Fédérative du Crédit Mutuel
Banque Française du Commerce Extérieur Crédit du Nord Groupe Crédit Industriel et Commercial
Banque Commerciale pour l'Europe du Nord (EUROBANK) Union Bank of Norway Arab Bank, Limited ASLK-CGER Bank Banco di Napoli
Bank of China (London and Paris) Banque de l'Union Européenne Consorzio di Credito per le Opere Pubbliche - CREDIOP
Crédit Communal de Belgique S.A./Gemeentekrediet van België N.V. EFBANCA S.p.A. Girozentrale und Bank der österreichischen Sparkassen AG
The Hokkaido Tokai Bank, Limited The Kyowa Bank, Ltd. The Mitsui Trust and Banking Co., Ltd. Groupe Société Générale
Swiss Bank Corporation TSB Group

Managers

Banca Popolare di Milano Banco de Bilbao Banque de la Société Financière Européenne Bayerische Landesbank Girozentrale
The Chuo Trust and Banking Company, Limited Kreditanstalt Bankverein Genossenschaftliche Zentralbank AG Kansallis Banking Group
The Royal Bank of Scotland plc Union Bank of Finland Ltd.

Senior Co-Managers

BACOB Savings Bank S.C. Banco Hispano Americano Group Banco di Sicilia Group Bank of Scotland
Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts (BRED) Berliner Bank A.G. Caisse Centrale des Banques Populaires Cassa di Risparmio di Torino Götabanken
The Hyakujushi Bank, Ltd. ICCRI-Istituto di Credito delle Casse di Risparmio Italiane Österreichische Länderbank Royal Trust Bank

Co-Managers

Alahil Bank of Kuwait KSC Compagnie BTP Finances/Banque du Bâtiment et des Travaux Publics Skandinaviska Enskilda Banken The Ashikaga Bank, Ltd. Banco di Santo Spirito
Bank für Gemeinwirtschaft AG The Bank of East Asia Limited The Bank of Yokohama, Ltd. Banque Cantonale Vaudoise Banque Demachy et Associés Paris
Banque Générale du Luxembourg S.A. Banque de Neufilze, Schlumberger, Mallet Caisse d'Epargne de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg/Banque de l'Etat
Caisse d'Epargne Genève The Chiba Bank, Ltd. Citic Industrial Bank The Commonwealth Bank of Australia, Limited Crédit Chimique Den Danske Bank
Deutsche Girozentrale-Deutsche Kommunalbank DBS Bank Electro Banque The Hachijuni Bank, Ltd. The Hokkaido Bank, Ltd. The Hokuriku Bank, Ltd.
FRAB Bank International Hamburgische Landesbank Girozentrale Investors in Industry PLC Kuwaiti - French Bank Riyad Bank
The Rural and Industries Bank of Western Australia Sparkassen SDS Swiss Cantobank (International) Swiss Volksbank The Toyo Trust and Banking Company, Limited

Participants

Banca del Gottardo Banco Exterior Group Bahrain Middle East Bank (E.C.) Bank Leu Ltd. Die Erste Österreichische Spar-Casse - Bank Banco Arabe Espanol S.A. The Bank of Fukuoka, Ltd.
The Bank of Hiroshima, Ltd. B. Metzler, seel. Sohn & Co. KGaA The Nippon Trust Bank, Limited Al Saudi Banque Zentralsparkasse und Kommerzbank Allied Irish Banks plc
Baden Württembergische Bank AG Badische Kommunale Landesbank Girozentrale Banca Credito Agrario Bresciano Bank für Handel und Effekten The Bank of Kyoto, Ltd. Crédit Coopératif
Banque Hervet Banque Industrielle et Mobilière Privée Banque Pétrofiat Banque Sudameris France Banque Worms Bergen Bank A.S. Cassa di Risparmio di Genova e Imperia
Cassa di Risparmio di Verona Vicenza e Belluno Casa Spaarbank The Chugoku Bank, Limited Copenhagen Handelsbank A.S. Crédit Foncier de France Crédit Naval Credito Romagnolo
L'Européenne de Banque Fico France Robert Fleming & Co. Limited Fokus Bank A.S. Gulf Riyad Bank E.C. The Gunma Bank, Ltd. International Bankers Incorporated S.A.
The Iyo Bank, Ltd. The Joyo Bank, Limited Sal. Oppenheim Jr et Cie Postipankki The 77 Bank Limited The Shizuoka Bank, Ltd. Société de Banque Occidentale
The Sumitomo Trust and Banking Co. Ltd. Trinkaus & Burdhardt (International) S.A. UBAB Arab German Bank SA Deutsche Verkehrs-Kredit-Bank AG
The Bahraini Kuwait Investment Group The Bank of Kuwait and the Middle East K.S.C. Bankhaus Hermann Lampe Kommanditgesellschaft Crédit des Bergues
Banque Belgo-Zairoise SA-Belgozairoise Banque Intercontinentale Arabe Banque Norddeutsche S.A. Bank UCL S.A. Fennoscandia Ltd.
Forsta Sparbanken OKOBANK Saudi European Bank S.A. SKOPBANK Volksdeposittas N.V. Savings-Bank

Banques Agents

National Westminster Bank PLC Crédit Lyonnais
Banque Nationale de Paris Midland Bank plc

Banques de Paiements

International Westminster Bank PLC Crédit Lyonnais

Financement sous forme de Prêts et de Lettres de Crédit
avec £ 1 milliard consenti par la

Banque Européenne d'Investissement

4 novembre 1987

devenus fous!

Sauvages
froides

du dollar a entraîné
réchauffement

REVEILLON
A NEW-YORK
EN
CONCORDANCE

TAAG

Économie

BILLET

Prix : en progrès

En octobre, la hausse des prix de détail en France a été de même importance qu'en RFA : 0,2 %. Du coup, l'écart d'inflation avec le grand voisin d'outre-Rhin — écart calculé sur les taux annuels dans les deux pays — s'est beaucoup réduit, passant de 2,8 points en septembre à 2,2 ou 2,3 points en octobre (1).

Il faut remonter à 1973 pour trouver un écart aussi faible. Celui-ci avait été de 6,4 points en moyenne en 1983, de 5,3 points en 1984, de 3,6 points en 1985, de 2,8 points en 1986. Il pourrait descendre à 2,5 points, voire en dessous cette année, ce qui serait un bon résultat, de nature à conforter le franc par rapport au denier allemand au sein du système monétaire européen. Cette amélioration de notre situation était connue de M. Balladur, alors que se tenait le sommet franco-allemand de Karlsruhe : elle a constitué une raison supplémentaire de resserrement de l'entente monétaire et financière franco-allemande, entente qui s'était traduite le 5 novembre par la double opération de baisse des taux d'intérêt en RFA et de leur relèvement en France.

La hausse des prix de détail est de 3,1 % en un an (octobre 1987 comparé à octobre 1986), ce qui est conforme aux dernières prévisions faites

par l'INSEE (+ 3,3 % entre décembre 1986 et décembre 1987). En rythme annuel calculé sur les trois derniers mois connus, l'inflation est de 2 % tout juste, ce qui donne une idée assez exacte des progrès accomplis dans la voie de la désinflation, même si le chiffre d'octobre est encore influencé par la baisse de la TVA sur l'automobile. La France se trouve dès maintenant dans une position moyenne au sein des pays industrialisés, à mi-chemin entre les pays les plus vertueux (Pays-Bas avec + 0,2 % d'inflation annuelle, RFA avec + 0,5 %, Japon avec + 0,8 %) et les pays les plus laxistes (Royaume-Uni avec + 4,2 %, États-Unis avec + 4,3 %, Canada avec + 4,5 %, Italie avec + 5 %).

Seul point un peu inquiétant à l'horizon : le dérapage continu des services privés qui, dix mois après la libération des prix, continue d'augmenter trois fois plus vite que l'ensemble des prix.

A.V.

(1) L'indice d'octobre publié le jeudi 12 novembre par l'INSEE n'est que provisoire. Le chiffre définitif, ainsi que ses composantes (alimentation, produits manufacturés, services, tarifs publics...), sera publié dans une dizaine de jours.

REPÈRES

Chômage

La Grande-Bretagne au-dessous des 10 %

Une nouvelle réduction du nombre des chômeurs en octobre, pour le seizième mois consécutif, a permis au taux de chômage de passer en dessous de la barre psychologique des 10 % en Grande-Bretagne, pour la première fois depuis dix ans. Le ministère de l'emploi a annoncé que les sans-emploi étaient de 2,71 millions en octobre, soit 9,8 % de la

population active. La réduction du nombre des chômeurs atteint 487 600 en seize mois et se manifeste désormais dans toutes les régions.

Logements

Hausse

des mises en chantier

Le nombre de logements neufs mis en chantier en France pendant les neuf premiers mois de 1987 s'est élevé à 224 700, en progression de 4 % par rapport à la même période

de 1986, selon les statistiques publiées par le ministère de l'équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports. Le rythme des mises en chantier a légèrement ralenti en septembre, la progression étant passée de + 5 % à + 4 %. Le nombre des appartements construits en immeubles collectifs (+ 4,1 % en neuf mois) progresse désormais à un rythme proche de celui des mises en chantier de maisons individuelles (+ 3,9 %) après avoir connu depuis le début de l'année une progression sensiblement supérieure.

A l'Assemblée nationale

« Il n'y a aucune raison de modifier les grandes orientations » de la politique économique déclare M. Edouard Balladur

« Notre politique économique est la bonne. Elle est encore plus justifiée dans un environnement difficile. » M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, ne cache pas son inquiétude devant les répercussions de la crise financière sur la santé de l'économie française. A l'Assemblée nationale, jeudi 12 novembre, à l'occasion de la discussion de son budget, le ministre d'Etat a, en effet, lancé ce constat de la tribune : « Soyons lucides. La baisse de la Bourse va avoir des effets négatifs tant en France qu'à l'étranger, même s'ils sont difficiles à quantifier. Elle va se traduire par une diminution de la richesse des ménages qui peut inciter ceux-ci à modifier leur consommation. »

« Le véritable risque, c'est celui du retour au protectionnisme », a prévenu le ministre en se prononçant pour un renforcement de la coopération internationale : « Les difficultés sont internationales. C'est à ce niveau qu'il faut les traiter (...) Lors de la signature des accords de Louvre, des efforts financiers budgétaires et économiques furent demandés à chaque partenaire. Nous avons tenu nos engagements. »

Si une nouvelle récession conduisait à la nécessité d'efforts supplémentaires, nous nous y fonderions. »

S'agissant de la baisse du dollar, M. Balladur a lancé une sorte d'appel aux États-Unis : « Si cette baisse se poursuit, elle aura des conséquences négatives sur la croissance mondiale en détériorant encore plus la balance commerciale américaine et en aggravant l'instabilité des taux, l'incertitude et l'attentisme des entreprises. De plus, elle portera un nouveau coup à la compétitivité des entreprises européennes (...). Une baisse prolongée du dollar est donc contraire aux intérêts fondamentaux de l'Europe et du monde occidental (...). Les États-Unis s'en rendent-ils compte ? »

Remuant à l'Hexagone, M. Balladur a affirmé qu'il n'y avait « aucune raison de modifier les grandes orientations » de sa politique économique. « L'économie française a déjà obtenu de bons résultats en ce qui concerne les exportations, l'investissement, la demande et la production ainsi que l'inflation. » Toutefois, le ministre a admis que ces bons résultats obtenus avant la tempête boursière ne seraient pas durables : « L'inquiétude des Français », « Nous tiendrons fermement le cap (...). Nous ne pratiquerons ni relance ni austérité », a-t-il ajouté. La politique du gouvernement « préservera le pouvoir d'achat sans revenir à l'indexation des salaires. »

Le ministre d'Etat a ensuite examiné les risques qui pèsent sur les hypothèses retenues par le gouvernement pour la croissance (2,2 % du produit intérieur brut) et les prix à la consommation (2,5 %). Il a estimé que s'il n'y avait pas pour l'instant d'inquiétude à avoir pour les prix, on pouvait, en revanche, « s'interroger » sur l'évolution de l'activité internationale en 1988. « Mais, pour l'instant, aucune

réponse sérieuse et chiffrée ne peut être apportée à cette question en Europe comme aux États-Unis. » M. Balladur compte sur une concentration internationale bien préparée pour préserver la croissance européenne.

Privatisations et budget

Sentant poindre les critiques du groupe socialiste, il a assuré qu'« en l'état actuel des choses », le budget 1988 restait « valable ». « Puisque certains l'attaquent, envisageons un instant l'hypothèse d'école — qui n'est, bien sûr, pas la mienne — d'un arrêt des recettes des privatisations d'ici à la fin 1988. » M. Jean Le Garrec (PS, Nord) : « Ce n'est pas une hypothèse d'école !... » La date de l'état diminue, mais, a poursuivi M. Balladur, le redressement des entreprises publiques serait retardé. Mais l'équilibre du budget 1988 ne serait nullement remis en cause. »

Un point de vue vigoureusement contesté par les élus socialistes. L'ancien rapporteur général du budget, M. Christian Piarret (PS, Vosges), a expliqué, jeudi, que les perspectives budgétaires de M. Balladur se révélaient « complètement faussées avant même la fin de la discussion budgétaire ». M. Jean Le Garrec a affirmé quant à lui : « Nous n'avons pas l'habitude de faire de la petite politique avec les difficultés du pays. Mais nous n'avons pas non plus l'intention de donner vos propres responsabilités (...) Ces nouvelles données rendent caduques toutes les prévisions sur lesquelles repose le budget. » Enfin, M. Michel d'Ornano (UDF) a annoncé que M. Balladur serait entendu mardi prochain par la commission des finances dont il est le président.

P. S.

AFFAIRES

La Société de banque suisse prend le contrôle de la Banque Stern

La Société de banque suisse (SBS), l'un des trois grands établissements de dépôts helvétiques avec l'Union de banque suisse et le Crédit suisse, s'installe en France dans le secteur financier en prenant le contrôle de la petite Banque Stern et de la charge d'agent de change Ducatel-Duvail. La SBS rachète à M. Edouard Stern et à sa famille 51 % du capital de la banque, pourcentage qui sera porté à 80 % ultérieurement. Dans l'immédiat, une augmentation de capital en espèces portera les fonds propres de la Banque Stern de 120 millions de francs à plus de 600 millions, sans modifier les positions en présence (51 % SBS, 49 % famille Stern). Pour la banque helvétique, qui avait déjà essayé de prendre une participation dans la BIMP (Banque industrielle et mobilière privée), récemment privatisée, il s'agit de développer son activité sur le marché financier français, qui, selon elle, va prendre encore de l'ampleur, surtout à l'horizon 1992.

La Banque Stern, avec un bilan supérieur à 3 milliards de francs, a dégagé un bénéfice de 72,2 millions de francs. Présidée par M. Jean Peyrelevade, PDG de Suez, jusqu'en juillet 1986, qui succédait lui-même à M. Claude Pierre-Benoist, gérant du Crédit lyonnais en 1982, la Banque Stern a cédé son activité commerciale en 1983 pour se consacrer aux opérations de marché, à l'ingénierie financière et à la gestion de portefeuilles. Elle s'est signalée par plusieurs initiatives sur la place de Paris : premier emprunt à coupon zéro émis à Paris fin 1984, contre-OPA réussie sur la Banque hypothécaire européenne au profit de la mutuelle MAAF, entrée, avec Dussan-Lobé, dans le capital du groupe Rivaud. La SBS, au deuxième rang helvétique, emploie quinze mille personnes et a réalisé un bénéfice de 674 millions de francs suisses (3,8 milliards de francs).

DU SAM. 14 AU SAM. 21 NOV FESTIVAL RENAULT OCCASIONS

CRÉDIT 12 MOIS* au TEG de 8,8 % avec apport minimum de 20 % sur toutes les occasions.
Ex. : Montant financé 10.000 F - 12 échéances de 873,58 F. Coût total à crédit : 10.482,86 F.
Crédit au TEG de 12,8 % sur 24 mois, 14,8 % sur 36 mois, 15,8 % sur 48 mois.

CRÉDIT TOTAL* 48 mois au TEG de 18,25 % sur tous les véhicules d'occasion Garantie Or ou Garantie Or Privilege, de 3 ans ou moins. Ex. : Montant financé 35.000 F - 48 échéances de 1.080,70 F (dont perception forfaitaire 28 F). Coût total à crédit = 50.913,60 F.
Crédit total 36 mois au TEG de 18,25 % sur toutes les autres occasions.

CRÉDIT 60 MOIS* sur les véhicules Garantie Or ou Garantie Or Privilege, millésimes 86, 87 et 88 d'un prix de vente supérieur à 80.000 F. Apport minimum 30 %. Ex. : Montant financé 80.000 F - TEG 17,75 % - 60 échéances de 1.515,45 F. Coût total à crédit = 90.927,00 F. * Sous réserve d'acceptation du dossier par DIAC S.A. au capital de F 350.000.000 - R.L.C. Paris B 542 062 435 - St-SB, Champs-Élysées, PARIS 8^e.

CHOIX - CONFIANCE - GARANTIE. Tout un choix de voitures d'occasion vous attend chez Renault Occasions. Des occasions Garantie Or - 6 mois, pièces mécaniques et main-d'œuvre, kilométrage limité dans toute la France.

Des occasions Garantie Or Privilege qui, en plus de la Garantie Or, bénéficient de 6 mois de garantie supplémentaire sur le moteur, la boîte, le pont et d'un ensemble de services hors pair.

DECAISONS GARANTIE OR. RENEAULT

8,8%

CHEZ TOUS LES CONCESSIONNAIRES RENAULT

مكتبة المجلد

Economie

Les états généraux de la Sécurité sociale

Consensus pour une taxation accrue de l'alcool et du tabac

M. Jean Marmot, rapporteur général des états généraux de la Sécurité sociale, a été très net, dès le premier jour des assises qui ont réuni, le jeudi 12 novembre à Paris, plusieurs centaines de personnes : « *Aucun des décideurs qui s'interrogent sur le destin de notre Sécurité sociale - et en premier lieu, bien sûr, le gouvernement - ne pourra à l'avenir ignorer ce qui va se passer ici.* » Face aux gestionnaires des caisses, aux professionnels de santé et aux partenaires sociaux, M. Marmot a souligné que cette réunion soit l'occasion, non de « *juchapôser des monologues stéréotypés* », mais d'engager un vrai dialogue.

Les monologues comme les réactions corporatistes n'ont pas été absents de cette première journée consacrée à l'assurance-maladie et à la politique familiale. Mais le dialogue a été souvent de qualité. Si les idées n'étaient pas vraiment nouvelles, de vrais débats ont été menés et des zones de convergence sont apparues. Réservé, au départ, sur ce type de manifestation, M. André Bergeron, qui y a participé de bout en

bout, a jugé l'initiative « *intéressante* ». La CGT n'avait envoyé qu'un dirigeant de second rang, M. Melis, mais il a tenu des propos plus mesurés que ceux de M. Krasucki dans les manifestations. La représentante de la FEN, M^{me} Fonfria, apparaissait souvent plus virulente sur l'assurance-maladie.

Si certains échanges ont été vifs - notamment à la « *table ronde* » sur la famille, animée par Philippe Labro, - les incidents ont été rares. Dans la matinée, lors de la « *table ronde* » sur l'assurance-maladie, animée, de façon corrosive, par Jean-Pierre Elkabbach, le docteur Jean-Claude Leysseur, président de l'Assemblée fédérale des ophtalmologistes praticiens, a quitté la réunion parce qu'on lui avait refusé la parole. M. Paul Marchelli a vivement réagi, le matin, à des propos du docteur Say (UNAM), seul parlementaire (RPR) présent, qui vantait la liberté des médecins, en craignant qu'« *on en vienne aux mains* » avant la fin de la journée. Tel ne fut pas le cas, mais le président de

la CGC a réussi à se singulariser de nouveau l'après-midi, en usant de la menace pour le cas où il n'y aurait pas de réforme des structures de la Sécurité sociale l'année prochaine : « *Je ferai dans ce cas campagne pour qu'on ne paie pas le préjudice supplémentaire.* Les beaux parleurs, c'est bien gentil, mais ce sont toujours les mêmes qui sont les payeurs. »

La démographie médicale

La « *table ronde* » sur l'assurance-maladie a permis de dégager quelques convergences, même si elles ont rarement été totales. Le président de la CSMP, le docteur Jacques Beaupère, a manifesté son « *accord total* » avec l'idée du rapport des « *sages* » de revaloriser les médecins généralistes, tout en ajoutant que, « *sur la façon de le faire, c'est plus compliqué* ». « *Nous ne sommes pas favorables, a-t-il souligné, à une interdiction de l'accès direct au spécialiste.* » Mais le docteur Beaupère a donné son accord à l'idée que le taux de remboursement puisse être « *modulé* » de façon que les malades soient incités à voir d'abord le médecin de famille.

La question de la démographie médicale n'a pas été étudiée. L'un des six « *sages* », M. Jean Choussat, directeur général de l'Assistance publique, a affirmé que le « *contrôle démographique* » devra être maintenu « *très durablement* », en l'ajoutant, bien entendu, qu'il faut des médecins, aux besoins qui se manifestent. Il a rappelé que le nombre d'étudiants en médecine entrant en deuxième année était aujourd'hui d'environ quatre mille par an contre douze mille dans les années 1975-1976. Faut-il aller plus loin ? M. Beaupère a estimé qu'il fallait « *actuellement diminuer le nombre d'entrées dans la profession* », tout en envisageant de « *rétablir ces quotas* » après l'an 2000. M. Marchand

(FMF) s'est montré intéressé par une modulation de la sélection en fonction de la médicalisation d'une région.

Lors du débat sur l'hospitalisation, M. Jean de Kervasdoué, ancien directeur des hôpitaux, a indiqué qu'« *il y a environ 30 % de lits en trop en hospitalisation d'urgence* ». « *Mais, a-t-il ajouté, je vois mal l'équilibre être rompu de manière significative et faire porter toute cette baisse au seul secteur public.* » Un représentant de l'hospitalisation privée, M. Serfaty, a suggéré de « *mettre dans nos hôpitaux publics et privés des indicateurs pour mesurer la productivité* ».

Les prix des médicaments

L'après-midi a donné lieu d'emblée à un débat assez animé sur le prix des médicaments. Le président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique, M. Louis, est apparu souvent isolé, notamment dans son plaidoyer en faveur de la liberté des prix. « *Le médicament, a répliqué M. René Teulade, président de la Fédération nationale de la Mutualité française, n'est pas un produit comme les autres. Il n'obéit pas aux lois du marché.* » Un début de consensus s'est cependant dégagé sur l'idée d'un taux de remboursement unique du médicament. « *D'accord, a lancé M. Teulade, mais 70 % c'est un minimum!* » Le docteur Beaupère a plutôt suggéré d'adopter le taux des non-salariés non agricoles - 50 % - malgré les plaintes qu'il devait susciter ensuite de la part de l'Union professionnelle de l'artisanat. « *70 % doit être le grand maximum* », a surenchéri M. Marchelli. « *Un taux unique, c'est séduisant, a noté M. Bergeron. Mais, dans la pratique, est-ce que cela ne va pas conduire à réduire le taux de remboursement à 70 % ?* » M. Louis a mis en garde contre

des « *déremboursements* » en parallèle, en évoquant le cas « *stupéfiant* » - de vitamines utilisées dans les traitements de désintoxication de l'alcoolisme, récemment déremboursées.

Une large partie du débat de l'après-midi a porté aussi sur la prévention, non sans que s'amorce aussi une réflexion sur la question du financement à l'ordre du jour du 13 novembre, sujet évidemment très consensuel. M. de Kervasdoué, qui avait souligné qu'en France, selon l'OCDE, la part des dépenses de santé remboursée par la Sécurité sociale (71 % pour la France contre 85 % en moyenne en Europe), s'est fait contraindre par M. Jean Brunet, vice-président de la CGPME, qui a jugé inévitables des « *sacrifices supplémentaires* » pour continuer à payer un tel système de protection.

Le consensus le plus net est apparu sur une des principales propositions des « *sages* » - « *Ce serait, a souligné M. Choussat, le test d'une politique cohérente de santé* », - à savoir l'interdic-

tion totale de toute publicité pour l'alcool et le tabac, consensus aussi sur l'idée de majorer les taxes sur le tabac et l'alcool en affectant le produit à l'assurance maladie pour des actions de prévention, non sans que M. Marchelli évoque une apparente contradiction : « *Comme contribuable, je commence à payer une subvention aux vignerons, puis on me demande de supporter une taxation pour dissuader de boire du vin.* »

Globalement, les participants, à de rares exceptions près, ont manifesté leur attachement au système de protection sociale, tout en souhaitant que la tutelle de l'Etat soit moins contraignante : « *Il faut plus de liberté, moins de centralisme et plus de contractualité pour maîtriser les dépenses de santé* », a assuré M. Jean-Marie Spach (CFDT). Même M. Bergeron a reconnu qu'il faut « *tout faire pour préserver le niveau de couverture actuel* », il doit « *y avoir des contreparties* ». Tout le débat est justifié.

MICHEL NOBLECOURT.

« Un rideau de fumée » pour le PS

« *Un rideau de fumée* ». C'est ainsi que les députés Michel Coffin et Jean-Pierre Sueur, s'exprimant au nom du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, le jeudi 12 novembre, devant la presse, ont qualifié la réunion des états généraux de la Sécurité sociale. Ce « *grand show* », ont-ils affirmé, a pour but de « *faire croire aux Français que le gouvernement s'occupe de la Sécurité sociale. Mais il ne s'agit que d'un jeu* ».

Pour MM. Coffin et Sueur, « *l'orientation du gouvernement semble être de ne prendre aucune mesure avant les élections et de laisser ainsi une nouvelle bombe à retardement pour le second semestre de 1988 avec un déficit considérable de la Sécurité sociale. Les mesures seront d'autant plus diffi-*

ciles à prendre qu'elles seront tardives. » Commentant le rapport des sages sur la Sécurité sociale, MM. Coffin et Sueur se sont déclarés « *globalement d'accord avec leurs propositions sur le coût de la santé* ». Sur le financement, ils ont rappelé que la gauche avait « *montré le chemin* » pour la contribution de 1 % sur les revenus et se sont montrés favorables aux propositions des sages qui « *vont dans le sens de la solidarité* ». « *Dans la mesure, ont-ils indiqué, sans doute inévitable à court terme, où des recettes supplémentaires sont nécessaires, la meilleure formule consiste en un prélèvement sur tous les revenus* », en exonérant les revenus les plus bas, en établissant une progressivité et en incluant « *les revenus du capital et les revenus immobiliers* ».

La CGT manifeste sans beaucoup de succès

En contrepoint des « *états généraux de la Sécurité sociale* », la CGT organisait, le 12 novembre, une journée nationale d'action. Dans la plupart des villes, les manifestations ont rassemblé peu de participants et n'ont pas obtenu le succès escompté.

A Paris, douze mille personnes selon la CGT, six mille personnes selon la police, ont défilé de Montparnasse aux Invalides, où des tentes étaient dressées pour symboliser un hôpital de campagne. La Sécurité sociale « *mérite autre chose qu'une opération médiatique grosse comme une balaine* », a déclaré M. Henri Krasucki. Le secrétaire général de la CGT a souligné qu'il n'attendait « *rien de bon des états généraux, mais beaucoup de l'action des travailleurs* ». Comparant le déficit du système

de protection sociale, faible en regard des centaines de milliards « *évaporés à la Bourse* », M. Krasucki a rappelé la revendication de la CGT pour « *une mesure transitoire de justice sociale* » : le prélèvement identique aux cotisations salariales « *de 12,5 % sur le revenu du capital* ».

A Lyon, deux manifestations différentes ont rassemblé mille cinq cents personnes, et un millier, selon la CGT (huit cents selon la police), à Bordeaux. On comptait quelques centaines de manifestants à Nantes, au Havre, à Rouen, à Saint-Nazaire, à Toulouse et à Marseille. Les regroupements ont été plus modestes dans l'Est et ont dû être annulés à Toulon, à Roubaix, à Dunkerque et à Maastricht.

GRAND CONCOURS LE MONDE DU VIN

600 PRIX
2.000.000 F A GAGNER

Pour commander vos numéros manquants voir page 2

Le bulletin-réponse paraîtra dans le Monde du lundi 16 novembre, numéro daté 17 novembre 1987.

QUESTION SUBSIDIAIRE

A QUEL AUTEUR ATTRIBUEZ-VOUS CHACUN DE CES NEUF TEXTES ?

LES TEXTES

1. Souvent, noir et flou comme chevaucheur d'escovettes, il regarde dans les logis par des mornaises : « *O, ces mornaises savoureuses et friants ! Ces tartes, ces flans, ces gelées dorées !* - Je suis plus affamé que Tantale ! - Du rost ! Du rost ! - Oh ! Cela sent plus doux qu'ambre et civettes ! - Du vin de Beaulne dans de grandes aiguères d'argent ! - Haro ! La gorge m'ard !... O, si j'eusse étudié !... Et mes chaussettes qui tirent la langue, et ma hucque qui ouvre toutes ses fenêtres, et mon feautre en dents de scie ! - Si je rencontrais un piteux Alexander, pour que je puisse, bien recueilli, bien débouté, chanter à mon aise comme Orphée le doux ménestrier ! Si je pouvais vivre en honneur une fois avant que de mourir !

2. Il faut avoir le goût plus lâche et plus libre ; pour être bon buveur, il faut un palais moins tendre.

Le Monde

SPÉCIAL RTL-LE MONDE DU VIN
Sur RTL, au cours du « *Petit Journal* », avec Max Meynier, Jean-Yves Nau, du Monde, parlera du concours et de la question subsidiaire le lundi 16 novembre à 10 h 30.

RECTIFICATIF. - Dans la question n° 47 (Le Monde du 13 novembre), une erreur de transmission a modifié le contenu d'une des réponses proposées. Il fallait lire en quatrième proposition :
• dans la Nappa Valley ?
et non
• dans la Naft Valley ?

3. Elle était dans mes bras, je la tenais, je ne voulais plus la lâcher et, en même temps, je la tâtais sous le prétexte inconscient mais assez hypocrite de m'assurer qu'il s'agissait bien d'elle. - Comment s'y tromper ! Ces yeux clairs comme du gris-meurier, ces cheveux blonds comme un Turquant, ces lèvres rouges comme un Bourguet et le fût mince de sa taille et la grappe ourlée de ses oreilles et le cap étroit de ses poignets et la rasade de ses baisers, tout cela ne pouvait appartenir qu'à ma dive filleule, l'ivresse calme de mes vieux jours ! (Remerciements chaleureux aux belles lectrices qui pleurent à chaudes larmes.)

4. Ce soir, à Beaune, j'ai eu l'honneur d'assister à une longue discussion : faut-il vendanger le clos-vougeot par bandes transversales et parallèles à la route, ou par bandes verticales allant de la route au sommet du coteau ?

5. Pour preuve première d'une affirmation aussi catégorique, je dirai que je n'avais pas plus de trois ans lorsque mon père, partisan des méthodes progressives, me donna à boire un plein verre à liqueur d'un vin mordu, envoyé de son pays natal : le muscat de Frontignan.

Coup de soleil, choc voluptueux, illumination des papilles neuves ! Ce sacre me rendit à jamais digne du vin. Un peu plus tard, j'appris à vider mon gobelet de vin chaud, aromatisé de cannelle et de citron, en dinant de châtaignes bouillies. A l'âge où l'on lit à peine, j'épelai, goutte à goutte, des bordaux rouges anciens et légers, d'éblouissants Yquem. Le champagne passa à son tour, murmure d'écume, perles d'air bondissantes ; (...)

6. Ginguet. De peu de valeur. Vin ginguet. Habit ginguet.

7. On avait mangé dans des assiettes bordées de noir des soupes à la tortue, des pains de seigle russe, des olives

mûres de Turquie, du caviar, des poutargues de mulets, des boudins fumés de Francfort, des gibiers aux sauces couleur de jus de réglisse et de cirage, des coullis de truffes, des crèmes ambrées au chocolat, des poudings, des brignons, des raisinés, des mûres et des guignes ; bu, dans des verres sombres, les vins de la Limagne et du Roussillon, des Tenedos, des Val de Penas et des portos ; savouré, après le café et le brou de noir, des kwass, des porter et des stout.

8. Tchaoutcholo. C'est tout bonnement du vin sucré, du vin « *pur* » naturellement, où l'on trempe du pain, mais non sans nuances : le vin doit être chambré ; le sucre de canne, la proportion de 50 gr de sucre pour 250 cc de vin exactement ; je dis, sachant ce que je dis, exactement ; sans oublier le clou de girofle, bien sûr.

9. Le souper fut d'abord naturellement triste. Toutefois, après avoir sablé quelques rasades de vieux Léoville, la conversation s'anima. D'autant mieux qu'elle roulait sur les duels incessants qui défrayaient un grand nombre de conversations parisiennes vers cette époque.

LES AUTEURS

A.D.G. - Guillaume Apollinaire - Barbey d'Aurevilly - Antoine Blondin - Brulat-Savarin - François Cavanna - Claudel - Colette - Frédéric Dard - Alphonse Daudet - Régine Deforges - Joseph Delteil - Alexandre Dumas - Gustave Flaubert - Théophile Gautier - André Gide - Victor Hugo - J.K. Huysmans - Alphonse de Lamartine - Roger Martin du Gard - François Mauriac - Henri Michaux - Montaigne - Pascal - André Pieyre de Mandiargues - Edouard de Pomiane - Marcel Proust - François Rabelais - Jean Richepin - Rimbaud - Ronsard - M^{me} de Sévigné - Stendhal - Tallemant des Réaux - Villiers de L'Isle-Adam - François Villon.

Marchés financiers

Après de nouveaux achats en Bourse

Ferruzzi détient 13,6 % du capital de Saint-Louis

L'italien Ferruzzi, qui détenait, depuis le 25 octobre, 6,29 % du capital de Saint-Louis (Général sucrière, Lesieur), a porté ces jours derniers sa participation à 13,6 % dans le capital du groupe sucrier, grâce à des achats en Bourse, a annoncé, le 12 novembre, M. Bernard Dumon, PDG de Saint-Louis.

« Le seul d'inquiétude n'est pas atteint », déclarait, le 12 novembre, M. Bernard Dumon, après avoir annoncé que l'italien Ferruzzi détenait 13,6 % du capital de son groupe, via sa filiale française European Sugar. C'est seulement le 10 novembre que M. Dumon a, pour la première fois, eu un contact par téléphone avec M. Raoul Gardini, président de Ferruzzi. Retenu en Italie, ce dernier a demandé à M. Jean-Marc Verne, PDG de Béghin-Say, que contrôle Ferruzzi, et à M. Cragotti, directeur général d'European Sugar, de prendre langue avec le patron de Saint-Louis, ce qui fut fait le jour même.

« Nous voulons participer à la définition de la stratégie de votre groupe », a-on précisé du côté italien, ajoutant que les titres achetés seraient partagés pour moitié entre Béghin-Say et European Sugar.

Des activités totalement différentes

Manifestement surpris par cette entrée déjà significative de Ferruzzi, M. Dumon a aussitôt obtenu de certains actionnaires du nouveau stable de Saint-Louis qu'ils renforcent leur participation. Le groupe Worms, principal détenteur de titres de Saint-Louis avec 19 % du total, souscrit début décembre à une augmentation de capital de l'ordre de 60 millions de francs et portera ainsi sa part à 29 %. L'opération s'effectuera par échange de 603 462 actions nouvelles Saint-Louis contre 147 000 actions BSIN actuellement détenues par Worms (3 % du capital), à travers ses filiales Pochelbroun et Préserveur foncière.

M. Dumon refusait jeudi de préciser quels autres actionnaires étaient

prêts à s'engager davantage dans le groupe sucrier (1). Au-delà de la bataille boursière engagée, les interrogations portent sur l'intention réelle de Ferruzzi. Numéro un de l'agroalimentaire en Italie, leader européen du sucre et du soja, champion de l'éthanol, le groupe de Ravenna dit à qui veut l'entendre qu'il s'intéresse à Lesieur. Mais cette version ne convainc pas M. Dumon. « Dans le secteur des corps gras, nos activités sont totalement différentes, expliquait-il le 12 novembre, Ferruzzi est surtout présent dans la trituration de soja. Il détient seulement 7 % du marché italien pour les huiles de consommation. Saint-Louis est, en revanche, très faible sur le soja et privilégie les produits à forte valeur ajoutée. »

M. Dumon rappelait, en outre, qu'une entrée trop marquée de Ferruzzi dans son groupe poserait des problèmes de concurrence sur le marché du sucre. En France, Béghin et Saint-Louis, réunis sous la coupe de l'italien, contrôleraient, en effet, 100 % du raffinage sucrier et environ 75 % de la production de sucre de bouché.

Une assemblée des actionnaires de Saint-Louis a été convoquée pour le 11 décembre. A cette date, M. Dumon aura reçu une lettre de M. Gardini l'informant officiellement de ses intentions.

ERIC FORTINORIO.

(1) En l'état actuel des choses, le nouveau dur de Saint-Louis se compose ainsi : Worms 19 %, Banet 7,5 %, AGF 5,3 %, Crédit agricole 2 %, Familles Bouché et Lesieur 6 %, UAP 2,5 %, Auto-Contrôle 1,6 %. Le reste du capital est entre les mains du public et d'European Sugar (pour 13,6 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EUROCOM

FUSION DE TECHPACK AVEC T.P.I.

TECHPACK, société filiale à 84 % d'EUROCOM, qui contrôle un ensemble d'entreprises leaders dans le domaine des emballages plastique et carton à destination des marchés de la parfumerie-cosmétique et agro-alimentaire, et TELEPLASTICS INDUSTRIES, T.P.I., entreprise de fabrication et de vente d'emballages plastique pour la parfumerie, inscrite à la cote du second marché de la Bourse de Nantes, et dont le président est M. François-Xavier Speitel, ont décidé de se rapprocher, ce rapprochement devant se réaliser sous la forme d'une fusion-absorption de TECHPACK par T.P.I., qui sera effective dans les tout prochains mois.

Le nouvel ensemble ainsi constitué, dont M. François-Xavier Speitel demeure associé, sera contrôlé majoritairement par EUROCOM.

Il sera présidé par M. Jacques Landelle, membre du directoire

d'EUROCOM. M. Alain Chevasus, actuellement vice-président de TECHPACK, deviendra vice-président directeur général du nouveau groupe.

Ce groupe devrait représenter en 1987 un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de francs et un bénéfice consolidé de l'ordre de 25 millions de francs. Il emploie 2 000 collaborateurs.

Ce rapprochement va donner au nouveau groupe les moyens financiers qui lui faciliteront la poursuite de son développement.

AUSSÉDAT REY

L'assemblée générale extraordinaire du 9 novembre 1987 n'ayant pu se tenir, faute de quorum, les actionnaires sont convoqués à nouveau pour le 19 novembre 1987. L'assemblée générale extraordinaire se tiendra à LA MAISON DES CENTRAUX, 8, rue Jean-Goujon, à PARIS-8^e, à 18 heures.



Le chiffre d'affaires global du groupe, pour le troisième trimestre 1987 est de 4 751 millions de francs hors taxes et de 5 034 millions de francs toutes taxes comprises.

Sa répartition est la suivante :
- BTP : 1 970 millions hors taxes ;
- Immobilier : 154 millions hors taxes ;
- Distribution : 2 130 millions hors taxes ;
- Nacéaire, électricité et divers : 497 millions hors taxes.

Les facturations des trois premiers trimestres, qui incorporent les activités de Westburne uniquement à partir du 1^{er} avril, représentent globalement 11 088 millions hors taxes.

Les travaux commandés et restant à exécuter en BTP au 1^{er} octobre 1987 correspondent à 10 milliards de francs.



RECTIFICATIF

Deux erreurs se sont glissées dans le communiqué du 30 octobre 1987. Pour le chiffre d'affaires HT de la société GUINTOLI au 30 juin 1987, il faut lire : 268 MF.

Pour le chiffre d'affaires consolidé au 30 juin 1987, il faut lire 315 MF.

Ce rectificatif n'altère en rien les autres termes du communiqué.



Sortez sur imprimante à laser vos textes enregistrés sur disquettes Macintosh ou Amstrad.

LASERMARK
48 bd Richard-Lenoir
75011 PARIS

Tél : 48 06 84 01

NEW-YORK, 12 nov. ↑

Bonne nouvelle

L'annonce d'une contraction en septembre du déficit commercial américain a dopé Wall Street jeudi. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a culminé à 1 960,21, en hausse de 61,01 points dans un marché très actif : 206,28 millions d'actions ont été échangées, contre 147,85 à la séance précédente.

Tombé à -14,1 milliards de dollars, le résultat de la balance commerciale est le meilleur enregistré depuis mai. En août, le chiffre avait atteint 15,7 milliards de dollars. La perspective d'un accord à Washington sur une réduction du déficit budgétaire a également contribué à la meilleure tenue du marché. Le dollar ayant remonte dans la foulée à 1,6970 contre le mark, et à 136,65 contre le yen. Mais les déclarations, en fin de journée, du chef de file de la majorité démocrate à la Chambre des représentants, M. Thomas Foley, affirmant qu'il ne s'attendait pas à une rapide conclusion des discussions, ont tempéré le mouvement à la hausse.

Faute d'un accord négocié avant le 20 novembre, des coupes de 23 milliards dans les dépenses seraient pratiquées automatiquement au titre de la loi Gramm-Rudman-Hollings sur le retour progressif à l'équilibre budgétaire. Dans la matinée de jeudi, les négociations parlementaires de fait très grognes ont commencé, qui réduiraient de 30 milliards de dollars environ le déficit 1988 et de 45 milliards de dollars l'exercice suivant.

VALEURS	Cours de 11 nov.	Cours de 12 nov.
Alcoa	42	43 3/4
Amgen	112	112 1/2
A.T.T.	28 7/8	30 1/2
Bausch	34 3/4	35 1/8
Boeing	52 1/2	54 1/4
De Paul de Marmon	52 1/2	54 1/4
Eastman Kodak	48 3/8	49 1/4
General Electric	43 7/8	46 1/4
General Motors	57 3/4	58 1/2
IBM	71 3/4	74 1/4
Intel	43 7/8	46 1/4
Johnson & Johnson	47 1/8	48 5/8
Merck	119 1/4	122 1/4
Microsoft	48 1/2	49 1/2
Novartis	38 1/4	39 1/2
Pfizer	48 3/8	49 1/4
Roche	48 3/8	49 1/4
Schering	29 1/8	29 7/8
Schering-Plough	20 1/2	21 1/8
Westinghouse	46 3/4	48 1/4
Yarrow Corp.	66 3/8	68 3/8

LONDRES, 12 nov. ↑

Optimisme

Première de toutes les Bourses mondiales à avoir amorcé un mouvement de hausse dès mardi 10 novembre, la place londonienne a continué sa progression, jeudi 12. L'indice FT des trente valeurs industrielles a gagné près de 38,8 points, à 1 328,8, après avoir atteint un sommet de 1 340,7 en séance. Le marché apparemment optimiste devenait cependant prudent. La réduction du déficit budgétaire américain demeure un facteur essentiel pour une véritable reprise estimait les professionnels.

L'annonce de la réduction du déficit en Grande-Bretagne, au mois d'octobre, n'a, en revanche, pas eu d'effet sur les opérations. Dans cette ambiance, Royal Dutch Shell annonçait une hausse de 27 % de son bénéfice net, pour le troisième trimestre. Trafalgar House indiquait être entré à hauteur de 5,4 % dans le capital du groupe de BTP Contin. Sur le front des OPA, si la prise de contrôle de la chaîne de grands magasins Sainsbury par Best Holdings va se réaliser, la bourse australienne indiquait, pour sa part, qu'elle n'avait pas l'intention de racheter le brasseur Greene King. Quant à la direction du groupe Cadbury Schweppes, elle a vivement contesté l'entrée, à hauteur de 10 %, de l'américain General Cinema Corp. dans le capital du groupe.

FAITS ET RÉSULTATS

• Dumez veut l'Espagne. — La compagnie électrique catalane FECSA (Fuera Electrica de Cataluña), cinquième société du secteur en Espagne, a négocié avec le groupe pour vendre au groupe français Dumez une entreprise de travaux publics espagnole qui lui appartient. Constructora Pirenaica SA (COPISA). Les négociations sont très avancées et devraient se conclure avant la fin de l'année, a précisé un responsable de la société catalane. Les directions des deux groupes sont parvenues à un accord de principe sur cette transaction. En cas d'accord définitif, Dumez signera une option ferme d'achat à la fin du mois de novembre, et la vente pourrait être définitivement conclue à la mi-décembre.

• Une filiale de Rhône-Poulenc prend 41 % de Ceramix Tenaces. — La filiale espagnole du groupe Rhône-Poulenc, Rio Rodano, a pris une participation de 41 % dans la société Ceramix Tenaces, entreprise de haute technologie contrôlée par le groupe March (l'un des premiers groupes financiers et industriels espagnols).

L'accord vient d'être signé entre les représentants de Rio Rodano et des responsables de Uralita, holding dépendant du groupe March, et qui exerce une tutelle directe sur Ceramix Tenaces.

Le montant de la prise de participation sera communiqué dans les prochains jours.

• FNAC Sport devient GO Sport. — La FNAC a vendu à la société GO Sport (du groupe Genty-Cathelin) ses deux magasins FNAC Sport, celui du Forum des Halles, à Paris, et celui de Lyon, qui vont prendre l'enseigne GO Sport. La décision a été justifiée par le fait que l'activité de ces magasins ne parvenait pas à atteindre les objectifs visés. GO Sport réalise un chiffre d'affaires dépassant le milliard de francs dans cinquante-quatre magasins répartis sur son premier magasin aux États-Unis, à Los Angeles.

• Eurocom se renforce dans l'emballage. — Techpack, filiale spécialisée dans l'emballage d'Eurocom, lui-même holding filiale de l'Agence Havas, fusionne avec Teleplastiques Industries (TPI), entreprise d'emballages plastiques pour la parfumerie. La nouvelle entité, où Eurocom sera majoritaire, sera présidée par M. Jacques Landelle, membre du directoire d'Eurocom. Le nouveau groupe, sous la raison sociale TPI (cotée en second marché de Nantes), représentera un chiffre d'affaires de plus d'un milliard de francs et emploiera deux mille personnes.

• Acquisition de ST Dupont par Dickson Concepts. — Le ministre de l'Économie et des Finances vient d'autoriser l'acquisition de ST Dupont par Dickson Concepts Ltd, groupe basé à Hongkong, a annoncé la société ST Dupont, qui commercialise notamment des bijoux, des stylos, des montres et de la maroquinerie.

Dickson Concepts Limited présente « d'importantes synergies avec ST Dupont », précise un communiqué, selon lequel, à la fin de l'exercice fiscal (clos au 31 octobre), le groupe, qui était contrôlé par Gillette, a enregistré « une situation de profitabilité grâce à une combinaison de croissance commerciale et de programme de réduction de coûts ».

PARIS, 13 novembre ↓

Manque de chance

Le vendredi 13 aura rendu hésitants les intervenants à la Bourse de Paris. Après avoir esquissé un mouvement de hausse au tout début de la séance du matin, l'indicateur de tendance a repris le chemin de la baisse. Durant les transactions officielles, il descendait jusqu'à -1,60 % avant de remonter doucement. A 14 heures, il s'inscrivait à -0,65 %. Après le spectaculaire hausse surprise du jeudi 12 novembre, peu de boursiers croyaient à une poursuite du mouvement, avec une telle ampleur, malgré l'embellie de New-York et de Tokyo. Ils étaient cependant un peu plus nombreux à reprendre espoir, comptant que d'ici à la fin du week-end le Congrès et la Maison Blanche se seraient mis d'accord sur la réduction du déficit budgétaire américain.

Dans ce contexte, certains opérateurs envisageaient de procéder à quelques acquisitions, mais avec prudence. D'autres préféraient attendre des bénéfices après la forte progression de jeudi. Parmi les hausses, on notait Roussel-Uclaf, Martell, Polysar, Cédex, Fives-Lille... L'électro-financière était même à un moment réservée à la hausse, les acheteurs étant trop nombreux. A la baisse : Synthelabo, Casino, Mif, Sommer-Albert et Ciments français.

Sur le MATIF, le contrat de décembre perdait 0,26 % à 97,45. Dans le cadre de la réforme de la Bourse, un deuxième projet d'association était présenté à la Chambre syndicale des agents de change : celui de la banque Indosuez avec la charge Cheuvreux de Vieux.

Enfin, malgré la tempête, certaines sociétés n'hésitent pas à se préparer à entrer en Bourse. C'est le cas de Canal Plus. Un million et demi d'actions auront été introduites le 26 novembre à un prix qui pourrait être voisin de 276 F.

TOKYO, 13 nov. ↑

Excellent

La Bourse de Tokyo a connu une très forte hausse vendredi, participant ainsi à l'indice Nikkei de terminer la semaine au-dessus de la barre des 22 000 yens, à 22 448,25. La progression de la séance, + 901,75 points, est la troisième plus importante du marché de Tokyo. Le record du Nikkei avait été atteint le 21 octobre dernier, avec + 2 037,23 points. Le 24 juillet, l'indice avait augmenté de 906,42 points.

Le dollar a enregistré, lui aussi, une progression notable. Pour la première fois depuis le début de la semaine, il s'est noté au-dessus de la barre des 136 yens, à 136,05, contre 134,80 yens à la clôture précédente. Les opérateurs soulignent cependant que tout sur le marché monétaire que sur le marché financier, le déficit commercial de 14,1 milliards de dollars enregistré par les États-Unis ne pouvait contourner qu'une amélioration temporaire. L'incertitude venant de la réduction du déficit budgétaire.

VALEURS	Cours de 12 nov.	Cours de 13 nov.
Alcoa	42	44 1
Amgen	112	118
Boeing	52 1/2	54 1/4
Eastman Kodak	48 3/8	50 1/4
General Electric	43 7/8	46 1/4
General Motors	57 3/4	58 1/2
IBM	71 3/4	74 1/4
Intel	43 7/8	46 1/4
Johnson & Johnson	47 1/8	48 5/8
Merck	119 1/4	122 1/4
Microsoft	48 1/2	49 1/2
Novartis	38 1/4	39 1/2
Pfizer	48 3/8	49 1/4
Roche	48 3/8	49 1/4
Schering	29 1/8	29 7/8
Schering-Plough	20 1/2	21 1/8
Westinghouse	46 3/4	48 1/4
Yarrow Corp.	66 3/8	68 3/8

PARIS :

Second marché (réaction)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.S.P.S.A.	1185	1185	Matteoli, Minin	115	115
Alcoa	202 30	202 30	Mikrologie Interm.	280	270
Amgen	444	444	Mikrologie	280	270
Amgen	230	230	Mikrologie	440	440
B.A.C.	430	430	Mikrologie	161	177
B.C.M.	101	101	Mikrologie	560	537
B.C.M.	710	710	Mikrologie	280	282
B.C.M.	380	380	Mikrologie	300	300
B.C.M.	670	677	Mikrologie	181	184
B.C.M.	506	506	Mikrologie	390	392
B.C.M.	780	770	Mikrologie	198	198
B.C.M.	580	580	Mikrologie	100	100
B.C.M.	1185	1185	Mikrologie	351	351
B.C.M.	880	882	Mikrologie	138 80	138 80
B.C.M.	282	282	Mikrologie	215	215
B.C.M.	144 50	144 50	Mikrologie	310	305
B.C.M.	910	948	Mikrologie	425	389
B.C.M.	515	515	Mikrologie	983	980
B.C.M.	381 80	380	Mikrologie	831	830
B.C.M.	280	280	Mikrologie	800	822
B.C.M.	200	180	Mikrologie	220	210
B.C.M.	615	617	Mikrologie	700	614
B.C.M.	180 20	180 20	Mikrologie	365	365
B.C.M.	2750	2750	Mikrologie	574	550
B.C.M.	1425	1425	Mikrologie	138	138
B.C.M.	720	720	Mikrologie	442	440
B.C.M.	144	146	Mikrologie	285	270
B.C.M.	317	317			
B.C.M.	18 10	18 10			
B.C.M.	380	385			
B.C.M.	300	315			
B.C.M.	580	583			
B.C.M.	585	585			
B.C.M.	200	200			
B.C.M.	128	128			
B.C.M.	108	108			
B.C.M.	140	128			
B.C.M.	102	102			
B.C.M.	226	220			
B.C.M.	216	194			
B.C.M.	230 10	245 10			
B.C.M.	170 10	170 10			
B.C.M.	300 80	300 80			
B.C.M.	280	280			

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES

le 12-11-87 à 17 heures

VALEURS	PRIX	OPTIONS D'ACHAT				OPTIONS DE VENTE			
		Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
Laifarge Cap.	1300	40	—	—	—	—	—	—	—
Paribas	400	7,50	21	35	—	75	50	—	—
Peugeot	1300	20	72	—	—	355	380	—	—
Thomson-CSF	1100	12	—	—	—	350	—	—	—
Elf-Aquitaine	280	15	21	36	—	38	50	—	—
Mifal	1100	28,90	80	140	—	300	—	—	—

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 12 nov. 1987

Nombre de contrats : 57 063

COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	97,70	97,15	96,20	96,60
Précédent	96,10	95,65	95,35	—

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,7480 F ↑

Le dollar était en hausse vendredi matin à Paris. Il s'échangeait à 5,7480 F, contre 5,7250 F à la clôture de New-York jeudi soir. Après la semaine mouvementée, les marchés se calment sensiblement à la veille du week-end.

FRANCFORT 12 nov. 13 nov.

Dollar (en DM) 1,085 1,080

TOKYO 12 nov. 13 nov.

Dollar (en yen) 135,9 135,8

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (13 nov.) 93/16 95/16

New-York (12 nov.) 63/44 13/16

BOURSES

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

Valeur française... 68,5

Valeur étrangère... 87,3

Cote des agents de change (base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général... 284,50

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

11 nov. 12 nov.

Industrielles... 1 899,20 1 940,21

LONDRES

(indice Financial Times)

11 nov. 12 nov.

Industrielles... 1 291 1 328,8

Marchés financiers

BOURSE DU 13 NOVEMBRE

Règlement mensuel												VALEURS											
Compte	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compte	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%	Compte	VALEURS	Cours	Premier	Dernier	%						
1013	A.S. 10/17/73	1062	1060	1063	+ 0.87	1013	A.S. 10/17/73	1062	1060	1063	+ 0.87	1013	A.S. 10/17/73	1062	1060	1063	+ 0.87						
4006	C.A.F. 3%	2080	2040	2015	+ 1.42	4006	C.A.F. 3%	2080	2040	2015	+ 1.42	4006	C.A.F. 3%	2080	2040	2015	+ 1.42						
1115	B.L.P. 2%	3860	3860	3860	- 0.18	1115	B.L.P. 2%	3860	3860	3860	- 0.18	1115	B.L.P. 2%	3860	3860	3860	- 0.18						
1115	C.C.F. 1%	1016	1026	1026	+ 1.08	1115	C.C.F. 1%	1016	1026	1026	+ 1.08	1115	C.C.F. 1%	1016	1026	1026	+ 1.08						
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							
1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046		1115	Châ. Lyon, T.P.	1046	1046	1046							

Comptant (selection)[illegible]

SICAV (reflection)

[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 13/11	COURS DES BILLETS Achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 13/11	COURS 13/11
Banque (S 1)	5 714	5 748	5	8	Or fin (Bleu en barre)	86600	86500	170
ECU	7 004	6 905			Or fin (Jaune en barre)	86200	86100	111
Franc (100 FF)	3 300	3 280	398	398	Platin (100 g)	2800	2780	260
Franc (100 F)	16 348	16 252	15 050	15 800	Platin (triangle) (10 g)	276	270	276
Payas (100 F)	301 900	300 280	282	350	Pièces (20 g)	563	558	750
Payas (1000 F)	58 100	58 080	94	91	Pièces (10 g)	498	496	101 100
Monnaie (100 g)	91 800	91 800	86	91	Souverains	640	640	700
Monnaie (100 g)	10 114	10 143	9 800	10 850	Pièces de 20 g	3120	3110	335
Monnaie (100 g)	4 222	4 225	3 800	4 400	Pièces de 10 g	1540	1485	181 40
Monnaie (100 g)	1 506	1 506	4 250	4 750	Pièces de 5 g	300	2990	182 30
Monnaie (100 g)	413 100	413 100	400	400	Pièces de 5 g	3400	3390	505
Monnaie (100 g)	31 850	31 850	90	90	Pièces de 10 g	483	482	885
Monnaie (100 g)	48 300	48 220	48 250	48 250	Pièces de 10 g	483	484 20	885
Monnaie (100 g)	5 035	5 025	4 060	5 580	Or Zurich	482 80	484 50	128 50
Monnaie (100 g)	4 173	4 161	3 500	4 400	Or Hongkong	482 15	484 95	
Monnaie (100 g)	4 421	4 425	4 100	4 650	Argent London			
Monnaie (100 g)	4 304	4 304	4 000	4 280				

* coupon détaché - e = officiel

Marché libre de l'or

[illegible]

c: coupon détaché - e: offert - * : droit détaché d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Les suites du sommet arabe d'Amman. 4 Le sommet franco-allemand de Karlsruhe. 5 La guerre civile en Angola. 6 La campagne électorale en Haïti.	7 M. Jacques Delors à « Questions à domicile ». — Pas de « perestroïka » pour le PCF. 8 Un entretien avec M. Hervé de Charette. 9 Discussion budgétaire à l'Assemblée nationale : commerce extérieur et rapatriés.	10 La situation dans les prisons. 11 « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher. 12 Les projets de M ^{me} Barzach pour la psychiatrie. 14 Voile : la Mini-Transat.	20 Expositions : à Nîmes, collection cherche murs... — L'âme des jouets de bois. 21 Musique : Porgy and Bess au Châtelet. 22 Cinéma : le Festival de la Martinique. 12 Communication.	26 Le déficit commercial des États-Unis masque une poussée des exportations réelles. 28 Les prix en France. 29 Les états généraux de la Sécurité sociale. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Campus 25 Météorologie 25 Mots croisés 18 Radio-télévision 24 Carnet 13 Loto 25 Philatélie 25	● Bourse : en direct du palais Brongniart, BS ● La portefeuille des privatisées, PRI ● Jeux : faites un yams, ARC Actualité, International Sports, Culture, Bourse, Abonnements. 3615 Tapez LEMONDE

Tempêtes en France et aux États-Unis

Le mauvais temps qui sévit sur la France depuis le 11 novembre devrait se prolonger jusqu'au 16 novembre. Certes, plusieurs villages de la Manche ont été inondés — une dame âgée de quatre-vingt-quatorze ans est même morte noyée dans son cellier — dans la nuit du 11 au 12 novembre.

Rien de comparable avec l'ouragan exceptionnel qui avait déferlé, dans la nuit du 15 au 16 octobre, sur l'ouest de la France et sur la Grande-Bretagne.

Sur la côte des États-Unis, la situation est plus dramatique. Les tempêtes de neige qui sévissent depuis le 11 novembre ont tué déjà une vingtaine de personnes.

L'ouragan d'octobre aura coûté plus de 10 milliards de francs

C'est finalement à plus de 10 milliards de francs que se chiffre la tempête qui s'est abattue les 15 et 16 octobre sur la Bretagne et une partie de la Normandie. Cette somme correspond aux dommages « classiques » (destruction partielle d'habitations, de matériel et d'équipements agricoles dans ces régions d'élevage), mais également aux dommages subis par les bateaux de pêche et les nombreuses forêts de la région, sans compter les églises, les panneaux de signalisation, les cimetières, etc. Les dommages subis par les Côtes-du-Nord sont les plus

importants (4 milliards de francs). Viennent ensuite ceux du Finistère et du Morbihan (2 milliards), de l'Ille-et-Vilaine (500 millions); la Manche, pour sa part, affiche 900 millions de dégâts.

Trois semaines après ce qui restera dans la mémoire bretonne comme un véritable désastre, le discours de M. Jacques Chirac, venu rassurer les élus des départements touchés à Quimper, le 5 novembre, n'a fait que confirmer ce que les victimes de la tempête savaient déjà : les pouvoirs publics ont déclaré la Bretagne zone sinistrée, ce qui multiplie les possibilités d'indemnisation. En effet, si un agriculteur possédait une assurance, quelle qu'elle soit, pour un véhicule ou un équipement, il sera intégralement indemnisé, même si son assurance ne couvre pas le risque de tempête.

D'autre part, afin d'éviter l'afflux sur le marché de bois entraînant une chute des cours, les pouvoirs publics ont adopté les mêmes mesures qu'ils avaient prises lors de la tempête qui avait dévasté le Massif Central au début de la décennie. Les dégâts ont été évalués à 2 milliards de francs dans la forêt bretonne. Contrairement à d'autres régions où les incendies sont fréquents, celle-ci n'était pas assurée. Les pouvoirs publics ont donc pris en charge le transport du bois ainsi produit dans les régions qui en avaient besoin. Le Crédit agricole a consenti, sur leur demande, des avances de trésorerie aux agriculteurs. En outre, les bûcherons sont venus prêter main forte aux trois cents professionnels régionaux.

M.-C. R.

M. PIERRE BÉRÉGOVOY
invité du « Grand Jury
RTL-le Monde »

M. Pierre Bérégovoy, ancien ministre des finances du gouvernement Fabius, député socialiste de la Nièvre, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » le dimanche 15 novembre, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le maître de Nevers répondra aux questions d'André Panneton et de Claire Blondin, du Monde, et de Dominique Pennequin, et de Jean-Yves Hoffinger, de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazzerolle.

ON LE SAIT BIEN QU'IL N'Y EN A QU'UN
A PRAATIQUER VRAIMENT, DES PRIX

É-TON-NANTS !
DE - 25% à - 40%
SUR LE PRÊT-A-PORTER MASCULIN
SIGNÉ DES GRANDS COUTURIERS
et sa propre fabrication même pour
LES TRÈS GRANDS ET LES TRÈS PETITS

STEPHANE MEN'S
DE LUXE

De midi à 19h30 (fermé dim. et lund)
CHAMPS-ÉLYSÉES : 15, rue de Washington
RIVE GAUCHE : 130, bd Saint-Germain

Et aussi à STRASBOURG maintenant
19, FAUBOURG NATIONAL
Pour la franchise tel. 42.59.01.11

A C D E F G H

Selon « El País »

Luchaire aurait acheminé des armes par des ports espagnols après mars 1986

Le quotidien espagnol *El País* a affirmé, le jeudi 12 novembre, que la société Luchaire a continué de livrer des armes à l'Iran, par l'intermédiaire de bateaux enregistrés en Espagne, après l'arrivée de la droite au pouvoir en France, en mars 1986.

El País se base sur des documents des enquêteurs français qui donnent les noms des deux sociétés espagnoles intermédiaires entre Luchaire et l'Iran. Il s'agit de la Sea Spain, de Bilbao, et de la Flick Canarias, de Las Palmas, aux Canaries.

Entre mars 1986 et mars 1987, les armes étaient chargées au port français de Cherbourg, puis dirigées vers les ports espagnols de Barcelone, Santander, Cadix, Castellon ou Bilbao avant de gagner le port iranien de Bandar-Abbas. En Espagne, les navires recevaient leurs documents de transport authentiques mentionnant la destination finale.

Le quotidien rappelle que l'Espagne a interdit dès 1985 la vente d'armes à des pays en guerre, tels que l'Iran et l'Irak. Les autorités espagnoles, poursuit *El País*, connaissent les quantités exactes d'armes originaires de France et vendues illégalement à l'Iran grâce à la complicité de douaniers espagnols. *El País* a, à plusieurs reprises, affirmé que des fabricants d'armes espagnols ont vendu illégalement et

● La banque Indosuez se rapproche d'une charge d'agents de change. — Dans le cadre de la réforme de la Bourse, qui prévoit l'ouverture des charges d'agents de change à des établissements financiers français ou étrangers, un double projet de rapprochement vient d'être présenté : la banque Indosuez s'associe avec les cadres de la charge Cheuvreux-de Virieu pour en prendre le contrôle à travers une structure originale. Une société créée à cet effet regroupera les deux agents de change, quatorze cadres supérieurs de la charge et la banque Indosuez. D'ici à 1990, cette société prendra progressivement 92 % du capital de la charge.

● Fin de la visite du chef de l'Etat chinois. — M. Li Xiannian a quitté, vendredi matin 13 novembre, Paris pour Rome, à l'issue de la première visite d'Etat effectuée en France par un président chinois. Il a été salué par M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Environnement et du Logement. Jeudi, M. Li avait visité une ferme expérimentale près de Houdan (Yvelines), s'était recueilli devant le tombeau de Napoléon, et s'était entretenu avec M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Le président chinois a également rencontré les dirigeants du PCF pendant son séjour.

CAPELOU DISTRIBUTEUR
37, Avenue de la République 75011 PARIS Tél. 43 5746 35 Métro : PARMENTIER

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

TRANCHE DU VENDREDI 13
GROS LOT
4 MILLIONS
DIXIÈME 10 F - ENTIER 92 F
TIRAGE LE 16 NOVEMBRE
loterie nationale

Sur le vif

Rompez !

Vous allez encore me traiter de sale réac, mais tant pis, je le dis comme je le pense : plus ça change, plus j'y crois, moi, à la sociologie. Et aux lois qui régissent la survie des espèces. La nôtre comprise. Sur bien des points, attirance de la femelle pour le mâle le plus puissant, désir de marquer, de défendre, bec et ongles, son territoire, instinct de tuer, l'homme est resté ce qu'il était : un grand prédateur.

Regardez un peu ce qui se passe dans l'armée britannique. C'est hallucinant. La paix, ils ne supportent pas, les soldats de Sa Majesté, Rôles, à défaut de faire la guerre, ils se trucident, ils s'entortillent, ils s'étripent entre eux. Les casernes sont devenues des temples. A la violence. Des bataillons entiers aux ordres, des officiers vachés en cour martiale pour tortures, coups, blessures, sévices en tous genres infligés à des bleus, sous prétexte de blague. On les tabasse, on les sodomise, on les talonne, on les jette par la fenêtre. Certains en viennent à se supprimer.

CLAUDE SARRAUTE.

Automobile : 1987 sera une année record en France

Les ventes de voitures neuves ont atteint un niveau exceptionnel en octobre, avec 232 260 unités, selon les chiffres de la Chambre syndicale des constructeurs automobiles. Ce qui porte à 1,7 million les immatriculations réalisées sur les dix premiers mois de l'année (en hausse de 9,6 % sur la même période de 1986) et devrait permettre de battre le record établi en 1982 avec 2,056 millions d'immatriculations.

La hausse de 24,5 % du marché en octobre s'explique par la réduction de la TVA automobile (passée de 33,3 % à 28 %), entraînant une baisse des prix de 4 % et a été considérablement stimulée par de nombreux clients ayant attendu après le 17 septembre (date de l'entrée en vigueur de la TVA à 28 %) pour prendre livraison de leur véhicule. Ce report avait limité à 1,6 % la progression des immatriculations en septembre.

La baisse des prix, soutenue par l'apparition de nouveaux modèles français (AX Citroën cinq portes, Renault 21 turbo, 405 Peugeot), a accéléré la progression d'un marché national déjà dynamique (+ 9,6 % à fin octobre contre + 8,3 % à fin août). Les constructeurs français ont davantage profité de ce boom que les impor-

Report au 17 novembre de la date limite de paiement de l'impôt

Les contribuables qui devaient régler leur impôt sur le revenu ou leurs impôts locaux le 15 novembre au plus tard ont un délai supplémentaire pour régler ce qu'ils doivent au fisc, a annoncé, le jeudi 12 novembre, le ministre de l'Économie et des Finances. La date limite est ainsi repoussée au mardi 17 novembre à minuit, « le cachet de la poste faisant foi ».

Mode 87: Entrepôts Ouverts au Public
1000 Très Beaux Tissus
Muraux Dégriffés
chez Artirec
Agrée Fnac

pas à la légère). Qui dit mieux ? De plus, en ce moment, Artirec soigne de énormes surplus à prix d'usine : fins de séries et/ou légers défauts.

ARTIREC-MURS (Artisans-Récupérateurs), 1000 m² d'expo : 200.000 m² revêtements muraux, 8-10, Imp. St Sébastien, 11e, M^{rs} R. Lenoir 43.55.66.50. En voiture, par le 87, bd R. Lenoir, prendre r. St Sébastien puis tourner 2 fois à gauche. Parking assuré dans la cour. Remise 5 % : apporter ce journal. Fournisseurs des Administrations.

ARTIREC-SOLS, à 5 minutes pour coordonner, 4, bd Bastille, 12e, M^{rs} Quai de la Rapée, 43.40.72.72.

Même maison à Plaisir (30.55.55.15) et St Maur (48.83.19.97).

10 F ; gratuits si achetés.

Artirec vaut cent fois le déplacement !

Choix ! Chic ! Pas Cher !

NOUVEAU ! Dépôt-vente Artirec. Pte, Italie ouv. au public. 101 Prix promotionnels d'inauguration. Tout pour sois haute et moyenne gamme à prix discount. Pas de

basse-gamme, pas de déception. Moquette luxe laine 99 F posée. A voir absolument. 5 et 8, rue R. Salengro, Kremlin-Bicêtre. (46.58.81.12).